

Renforcer la coopération internationale dans le domaine de l'information documentaire :

Création d'une antenne de référence à la HEG-Genève

**Recherche de soutien auprès de la
Direction du développement et de la coopération (DDC)**



**Swiss Librarians for
International Relations**

Travail de diplôme réalisé en vue de l'obtention du diplôme HES

par :

Sabine EBINER

Evelyne GONZALEZ

Stéphanie PERROUD

Céline ZUBER

Conseillère au travail de diplôme :

Yolande ESTERMANN, Professeure HES et

Responsable de la filière information documentaire HES

Genève, le 16 novembre 2007

Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)

Filière information documentaire

Déclaration

Ce travail de diplôme est réalisé dans le cadre de l'examen final de la Haute école de gestion de Genève, en vue de l'obtention du titre de spécialiste HES en information documentaire. L'étudiant accepte, le cas échéant, la clause de confidentialité. L'utilisation des conclusions et recommandations formulées dans le travail de diplôme, sans préjuger de leur valeur, n'engage ni la responsabilité de l'auteur, ni celle du conseiller au travail de diplôme, du juré et de la HEG.

« Nous attestons avoir réalisé seules le présent travail, sans avoir utilisé des sources autres que celles citées dans la bibliographie. »

Fait à Genève, le 16 novembre 2007

Sabine EBINER

Evelyne GONZALEZ

Stéphanie PERROUD

Céline ZUBER

Remerciements

Nous tenons à remercier ici les différentes personnes qui nous ont aidées tout au long de la réalisation de notre travail de diplôme :

Madame Yolande ESTERMANN,

notre conseillère pédagogique, pour ses précieux conseils, sa patience et ses encouragements

Mesdames Danielle MINCIO, Anne PILLET, Ruth WENGER,

nos mandantes, pour leurs conseils et leur soutien tout au long du projet

Madame Rosemarie FOURNIER,

notre jurée, pour avoir accepté ce rôle dans le cadre de notre travail et pour sa disponibilité.

Nous tenons également à remercier toutes les personnes qui ont accepté d'être interrogées et de partager leur expérience, pour le temps qu'elles nous ont ainsi accordé.

Finalement, nos remerciements s'adressent également aux personnes qui ont consacré de leur temps à la relecture de notre mémoire et à la formulation de remarques pertinentes.

Sommaire

A. Introduction

Depuis plusieurs années, de nombreuses actions de coopération dans le domaine de l'information documentaire (ID) sont menées depuis la Suisse, notamment envers des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. Ces projets sont très variés et vont de la création de bibliothèques ou de centres de documentation à la formation de professionnels dans divers domaines, en passant par la formation à l'utilisation des ordinateurs et la fourniture d'accès à Internet. Toutes ces initiatives ont un point commun : elles visent à offrir l'accès à l'information sous ses formes les plus diverses au plus grand nombre. Cependant, ces actions ne sont que peu ou pas coordonnées entre elles. De plus, elles sont menées soit par diverses institutions plus ou moins reconnues, soit par des individus sur leur propre initiative.

A l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), les professionnels de l'information ont pris conscience de l'absence de coordination entre les divers projets de coopération en ID et des conséquences que celle-ci entraîne : lenteur des démarches, erreurs répétées, etc. C'est dans le but d'améliorer cette situation que l'association *Swiss Librarians for International Relations* (SLIR) a proposé le sujet de notre travail de diplôme.

B. Mandat et objectifs

Notre mandat, élaboré par le SLIR, consistait à valoriser et renforcer les actions de coopération internationale dans le domaine de l'ID au travers de trois objectifs :

B.a Création d'un répertoire d'actions de coopération en ID

Nous devons identifier des actions de coopération suisses et étrangères en ID ayant eu lieu ou en cours de réalisation. Nous devons ensuite les classer selon une typologie définie par nos soins, afin de constituer un répertoire d'actions de coopération en ID.

B.b Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG

Pour la réalisation de cet objectif, il nous fallait étudier la possibilité de créer une antenne de référence¹ à la Haute école de gestion (HEG) dans le domaine de la coopération en ID, ainsi qu'émettre de propositions en vue de sa création. Nous devons ensuite rédiger un dossier visant à convaincre la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) de soutenir et d'accepter la création d'une antenne de référence à la HEG.

B.c Rédaction d'un dossier pour la DDC

Le but de ce dossier était d'encourager la Direction du développement et de la coopération de la Confédération suisse (DDC) à intégrer davantage la mission des bibliothèques, des professionnels de l'ID et d'autres actions de coopération dans le domaine de l'ID au sein des projets qu'elle soutient. Ce dossier est le résultat d'analyses et de recherches menées au sujet de la DDC, de sa vision de l'ID et de la place qu'elle accorde à l'ID au sein des projets qu'elle initie ou soutient.

C. Méthodologie

Selon les directives de la HEG, le déroulement de notre travail de diplôme a été divisé en cinq étapes différentes, présentées ci-après.

C.a Première étape : Cahier des charges

La première étape de notre travail de diplôme avait pour but de clarifier le mandat et ses objectifs afin de nous assurer de notre bonne compréhension de ceux-ci et d'éviter tout malentendu entre nos mandantes et nous-mêmes. De plus, nous avons élaboré un pré-plan de travail récapitulant les échéances des différentes étapes à rendre et planifiant les tâches principales que nous avons identifiées, de même qu'un certain nombre de manifestations auxquelles nous allions assister. Nous avons également établi une méthodologie de travail générale visant à clari-

¹ L'antenne de référence à la HEG sera un service, unique en Suisse, spécialisé dans la fourniture d'information au sujet de la coopération en ID. Elle permettra ainsi aux personnes souhaitant réaliser des actions de coopération dans ce domaine de disposer de tous les outils nécessaires pour ce faire. Cependant, l'antenne de référence ne réalisera pas de projet de coopération.

fier nos modes de communication et à exposer notre organisation du partage des tâches.

C.b Deuxième étape : Analyse des besoins

Pour mener à bien cette étape, nous avons interrogé un certain nombre d'acteurs de la coopération en ID au sujet des projets qu'ils avaient menés, de leurs besoins quant à une antenne de référence et de leur vision de la coopération au développement. L'ensemble de leurs réponses a ensuite été analysé afin d'en retirer les éléments pertinents et utiles pour notre projet.

De plus, en vue d'obtenir des informations sur le fonctionnement d'une antenne de référence et de collecter quelques idées pouvant nous servir d'exemple pour celle que nous devons créer, nous avons visité un service similaire : le cinfo². Cette visite nous a permis de nous inspirer de ce service pour imaginer l'antenne de référence de la HEG.

C.c Troisième étape : Synthèse de la littérature

Après avoir identifié et lu une quarantaine de documents au sujet de la coopération au développement en général et en ID en particulier, nous avons rédigé une synthèse de la littérature. Celle-ci nous a permis de situer le sujet de notre travail de diplôme dans son contexte historique, politique et économique. Cette synthèse nous a également donné la possibilité de découvrir un domaine que nous ne connaissions que peu et d'en comprendre les enjeux et le fonctionnement. De plus, nous avons pu identifier de nombreux avantages découlant de l'intégration de composantes en ID au sein de projets de coopération.

C.d Quatrième étape : Objectifs, méthode et avancement

La quatrième étape consistait à traduire les objectifs généraux en objectifs spécifiques, à organiser précisément la dernière phase de notre travail de diplôme et à planifier en détail la rédaction de notre mémoire.

² Centre d'information, de conseil et de formation sur les professions de la coopération internationale. Cinfo informe et conseille les personnes qui souhaitent connaître les possibilités de travail dans la coopération internationale et contribuer à une amélioration des relations avec les pays du Sud et de l'Est.

C.e Cinquième étape : Mémoire

Durant cette étape nous avons élaboré le dossier concernant la création de l'antenne de référence, celui pour la DDC ainsi que le répertoire d'actions de coopération en ID.

Le but de cette étape était également de rédiger et mettre en forme le mémoire. Nous avons donc rassemblé tous les textes composés au cours des étapes précédentes. Sur cette base, nous avons exposé notre mandat et ses objectifs, expliqué notre méthodologie de travail, présenté la synthèse de la littérature et l'analyse de besoins, décrit les solutions proposées et résultats obtenus, exposé les difficultés que nous avons rencontrées, détaillé les perspectives et évolutions futures et, pour finir, élaboré la conclusion de notre travail et rédigé la note de synthèse.

D. Notre constat au sujet de la coopération en ID

Après avoir analysé toutes les informations recueillies au cours de notre travail de diplôme, nous avons relevé que les autorités suisses sont conscientes de l'importance de la gestion de l'information pour le développement.

Nous avons toutefois dû constater divers manques et insatisfactions dans le domaine spécifique de la coopération en ID. Cinq aspects nous ont paru traduire plus particulièrement les besoins des acteurs de ce domaine :

D.a Valoriser les projets de coopération en ID

Les projets de coopération menés dans le domaine de l'ID sont souvent de faible envergure et organisés à l'initiative de personnes individuelles ou de petites associations. Ils restent ainsi méconnus et peinent à trouver une reconnaissance dans le domaine de la coopération en Suisse. De plus, nous avons remarqué que ces derniers n'étaient que rarement soutenus par les autorités suisses et ne disposaient d'aucun moyen de se faire connaître, si ce n'est le bouche-à-oreille ou de petites actions ponctuelles. Il existe un réel besoin de valorisation des initiatives en ID face à la méconnaissance des autorités de celles-ci..

D.b Coordonner les projets de coopération en ID

Bien que le nombre de personnes actives dans le domaine de la coopération en ID en Suisse soit limité, aucune de celles que nous avons rencontrées ne nous a

signalé avoir réalisé de projet en partenariat avec d'autres personnes ou organisations. Les divers témoignages que nous avons recueillis démontrent que, si une collaboration et une coordination existaient entre les divers acteurs de la coopération en ID, de nombreux problèmes pourraient être évités et de nombreux points améliorés (projets menés à double, partage de certains coûts, mise en commun d'expériences et de connaissances, échange de contacts, poids politique plus important, etc.).

D.c Fournir des informations au sujet de la coopération en ID

Les personnes interrogées nous ont confié avoir eu de la difficulté à obtenir des informations concernant la coopération en ID. En effet, nos interlocuteurs n'ont trouvé personne à qui s'adresser et sont donc partis par leurs propres moyens, au risque de monter un projet à double ou de manquer d'efficacité par méconnaissance du domaine de l'ID.

D.d Promouvoir les possibilités d'action de l'ID au sein de la coopération

Durant nos diverses lectures, entretiens et recherches, nous avons identifié plusieurs avantages que pouvait apporter l'ID à la coopération. En effet, à travers des services d'information documentaire (SID)³, des formations, etc. l'ID offre de nombreuses possibilités d'action dans le domaine de la coopération. De plus, des composantes en ID peuvent s'intégrer dans de nombreux projets, quel qu'en soit le thème, pour contribuer à renforcer leur impact. Ainsi, les projets ayant des composantes en ID aident activement à lutter contre l'analphabétisme et à favoriser l'éducation, à préserver et promouvoir les ressources et la culture locales, à augmenter l'autonomie des peuples, à améliorer la justice et mettre en place une bonne gouvernance, à renforcer l'égalité des genres et à améliorer la santé. Les actions de coopération en ID participent donc activement à la réalisation des Objectifs du millénaire pour le développement (OMD)⁴.

3 Le terme SID regroupe des institutions telles que des centres de documentation, des archives et des bibliothèques qui peuvent prendre différentes formes : bibliothèques scolaires, mobiles, électroniques, etc.

4 « Pour engager le XXI^e siècle sous de bons auspices, les États Membres des Nations Unies ont convenus de huit objectifs essentiels à atteindre d'ici à 2015. Ces objectifs du Millénaire pour le développement, qui vont de la réduction de moitié de l'extrême pauvreté à l'éducation primaire pour tous, en passant par l'arrêt de la propagation du

D.e Sensibiliser les autorités suisses à l'importance des projets de coopération en ID

Les recherches que nous avons menées nous ont révélé la faible proportion que représentaient les projets en ID par rapport à l'ensemble des projets soutenus par la DDC. Par conséquent, il apparaissait nécessaire de sensibiliser cette institution à l'importance de la gestion de l'information dans les processus de développement et à l'utilité d'assurer un accès à des informations pertinentes aux populations bénéficiaires de l'aide. Il semble évident qu'actuellement ces aspects ne peuvent plus être négligés car les avantages qui en découlent sont nombreux et participent activement au développement.

E. Solutions proposées

Les cinq constats exposés ci-dessus résument les causes des principaux problèmes affectant la coopération au développement en ID. C'est sur la base de ces constats et des besoins qu'ils traduisaient que nous avons élaboré trois moyens visant à améliorer la situation actuelle.

Le répertoire d'actions de coopération en ID offrira aux acteurs du domaine un état des lieux leur permettant de rationaliser et de coordonner l'aide. De plus, il permettra aux projets en ID et à leurs initiateurs de se faire davantage connaître.

L'antenne de référence de la HEG, permettra, grâce à son aspect de plate-forme d'échange, de coordonner les actions de coopération menées dans le domaine de l'ID et servira de vitrine à ces actions en leur offrant une meilleure visibilité sur le plan national et international. De plus, cette antenne permettra aux intéressés de tisser des liens et de faciliter l'échange d'information sur le domaine, ce qui facilite la réalisation d'actions de coopération.

En outre, par le biais du dossier destiné à sensibiliser la DDC, nous souhaitons obtenir davantage de reconnaissance et de soutien de la part des autorités

VIH/sida, et ce à l'horizon 2015, constituent un schéma directeur pour l'avènement d'un monde meilleur. »

(Organisation des Nations Unies : <http://www.un.org/french/millenniumgoals/>)

suisses pour les actions de coopération en ID. En effet, ce dossier devrait inciter la DDC à reconnaître davantage le domaine de l'ID, ses professionnels, et à mieux l'intégrer au sein des projets qu'elle soutient.

F. Conclusion

Avec la création de ces trois documents, nous espérons avoir réellement contribué à valoriser et à renforcer les actions de coopération en ID sur le plan national et international. Toutefois, nous sommes conscientes que les efforts à réaliser pour promouvoir ce domaine d'activité sont encore importants et demandent une plus forte implication des professionnels de l'ID au sein de la coopération au développement ainsi qu'un plus grand intérêt de la part des autorités suisses et des bailleurs de fonds potentiels.

Mandant

Organisation mandataire :

Swiss Librarians for International Relations (SLIR)

Mandantes :

Madame Danielle MINCIO,

conservateur des manuscrits, responsable PAC à la Bibliothèque cantonale et universitaire de Lausanne et secrétaire générale du SLIR

Madame Anne PILLET,

responsable de la Bibliothèque braille romande et livre parlé (BBR)

Madame Ruth WENGER,

spécialiste en information à Intercooperation

Conseillère pédagogique :

Madame Yolande ESTERMANN,

professeure HES et responsable de la filière information documentaire HES

Convention

Pour des raisons pratiques, nous décidons de ne pas accorder le genre des noms désignant des groupes de personnes ou des corps de métiers. Nous utilisons chaque fois la forme masculine du genre.

Table des matières

Déclaration.....	i
Remerciements	ii
Sommaire.....	iii
Mandant	x
Convention	x
Table des matières.....	xi
Liste des Tableaux	xv
Liste des Figures.....	xv
Liste des Abréviations.....	xvi
1 Introduction.....	1
1.1 Contexte.....	1
1.2 Présentation du SLIR.....	2
1.3 Présentation de la DDC	2
1.4 Mandat et objectifs.....	3
1.4.1 Création d'un répertoire d'actions de coopération en ID	3
1.4.2 Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG.....	3
1.4.3 Rédaction d'un dossier pour la DDC	4
1.5 Structure du mémoire.....	4
2 Méthodologie du travail.....	6
2.1 Fonctionnement du travail	6
2.1.1 Communication.....	7
2.1.2 Partage des tâches.....	8
2.2 Démarche générale	9
2.2.1 Première étape : Cahier des charges	10
2.2.2 Deuxième étape : Analyse de besoins	10
2.2.2.1 Choisir les personnes à interroger.....	11
2.2.2.2 Contacter les personnes sélectionnées	11
2.2.2.3 Préparer les questions.....	11
2.2.2.4 Réaliser les entretiens	12
2.2.2.5 Définir un canevas de dépouillement des entretiens.....	13
2.2.2.6 Dépouiller les comptes rendus des entretiens	15
2.2.3 Troisième étape : Synthèse de la littérature	15
2.2.3.1 Recherche de documents.....	15
2.2.3.2 Lecture.....	15
2.2.4 Quatrième étape : Objectifs, méthode et avancement	16
2.2.5 Cinquième étape : Mémoire.....	16
2.2.5.1 Répertoire d'actions de coopération en ID	17
2.2.5.2 Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG	17
2.2.5.3 Dossier pour la DDC.....	18

2.3	Plan de travail détaillé	19
3	Synthèse de la littérature	22
3.1	Histoire de la coopération internationale	22
3.1.1	Historique international	22
3.1.2	Historique suisse	25
3.2	Evolution de la coopération internationale	27
3.2.1	Changements à réaliser... ..	27
3.2.2	au niveau des gouvernements.....	28
3.2.3	au niveau des relations internationales	28
3.2.4	au niveau de la manière de penser la coopération.....	29
3.2.5	au niveau des coopérants.....	30
3.2.6	au niveau des SID	31
3.3	Politique et économie de la coopération internationale.....	32
3.3.1	Politique internationale	32
3.3.2	Politique suisse.....	33
3.3.3	Economie du développement	34
3.4	Accès à l'information et TIC.....	36
3.4.1	Droit à l'information.....	36
3.4.2	Rôle de l'information	37
3.4.3	S'adapter aux besoins	38
3.4.4	Réussir la mise en place d'un système utilisant les TIC.....	39
3.4.5	Rôle des bibliothèques	40
3.4.6	La DDC et les TIC.....	41
3.5	Conclusion.....	41
4	Analyse des besoins	44
4.1	Synthèse des entretiens concernant les projets	45
4.1.1	Généralités	45
4.1.1.1	Profils des personnes interrogées	45
4.1.1.2	Nature des projets	47
4.1.2	Déroulement et contexte d'un projet.....	47
4.1.2.1	Collecte d'information	47
4.1.2.2	Financement	48
4.1.2.3	Equipe de travail.....	48
4.1.2.4	Suivi	49
4.1.3	Facteurs clés dans la préparation et la réalisation d'un projet.....	49
4.1.3.1	Préparation	49
4.1.3.2	Réalisation	50
4.2	Synthèse des entretiens concernant l'antenne de référence à la HEG....	52
4.2.1	Attentes des mandantes	52
4.2.2	Propositions concernant l'antenne de référence à la HEG.....	53
4.2.2.1	Plateforme d'échange, réseau.....	54
4.2.2.2	Conseils pratiques	54
4.2.2.3	Etat des lieux	55
4.2.2.4	Autres propositions	55
4.2.3	Nécessité d'une étude de marché	55
4.3	Analyse de l'existant.....	56
4.3.1	Visite du cinfo	56

4.3.2	<i>Funredes</i>	57
4.3.3	<i>Conclusion</i>	58
4.4	Interprétation des données	59
5	Solutions proposées et résultats obtenus	61
5.1	Répertoire d'actions de coopération en ID	62
5.2	Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG	63
5.2.1	<i>Public-cible</i>	64
5.2.2	<i>Services proposés par l'antenne</i>	64
5.2.2.1	Plateforme d'échange, réseau.....	64
5.2.2.2	Conseils pratiques.....	65
5.2.2.3	Etats des lieux.....	65
5.2.2.4	Valorisation de la coopération en ID.....	66
5.2.2.5	Aperçu des services de l'antenne de référence.....	67
5.2.3	<i>Services non retenus</i>	68
5.2.4	<i>Comparaison avec les services proposés par Funredes</i>	68
5.2.5	<i>Mode de fonctionnement</i>	70
5.2.5.1	Accessibilité.....	70
5.2.5.2	Personnel.....	71
5.2.5.3	Horaires.....	72
5.2.6	<i>Partenariats</i>	72
5.2.6.1	Personnes ressources.....	72
5.2.6.2	Institutions reconnues.....	73
5.2.6.3	Organismes similaires.....	74
5.2.6.4	Associations professionnelles.....	74
5.2.7	<i>Sources de financement potentielles</i>	75
5.2.8	<i>Conclusion</i>	75
5.3	Dossier pour la DDC	76
5.3.1	<i>Critères minimaux pour réaliser un projet efficace en ID</i>	76
5.3.2	<i>L'ID dans les projets de coopération</i>	77
5.3.2.1	Fournir l'information au plus grand nombre.....	77
5.3.2.2	Faciliter l'accès à l'IST.....	78
5.3.2.3	Lutter contre l'analphabétisme et favoriser l'éducation.....	78
5.3.2.4	Préserver et promouvoir les ressources et la culture locales.....	78
5.3.2.5	Augmenter l'autonomie des peuples.....	79
5.3.2.6	Améliorer la justice et favoriser une bonne gouvernance.....	79
5.3.2.7	Renforcer l'égalité des genres.....	79
5.3.2.8	Améliorer la santé.....	79
5.3.2.9	Participer à la réalisation des OMD.....	80
5.3.3	<i>La DDC et l'ID</i>	80
5.3.3.1	Projets soutenus par la DDC en 2007 pouvant intégrer des composantes en ID.....	80
5.3.3.2	Projets de coopération en ID et critères de sélection de la DDC....	82
5.3.4	<i>Conclusion</i>	82
6	Difficultés rencontrées	83
6.1	Communiquer avec les mandantes	83
6.2	Trouver un lieu de travail	83
6.3	Organiser les étapes	84
6.4	Réaliser l'analyse des besoins	84
6.4.1	<i>Planifier les entretiens</i>	84
6.4.2	<i>Réaliser les entretiens</i>	84

6.5	Répertoirer les actions de coopération en ID.....	85
6.5.1	<i>Définir le champ de recherche.....</i>	85
6.5.2	<i>Définir la typologie</i>	86
6.5.3	<i>Réaliser le répertoire</i>	86
6.6	Emettre des propositions pour la création de l'antenne de référence à la HEG.....	87
6.7	Réaliser le dossier pour la DDC.....	87
7	Perspectives et évolutions futures.....	89
7.1	Répertoire d'actions de coopération en ID.....	89
7.2	Antenne de référence à la HEG.....	89
7.2.1	<i>Etude de marché</i>	90
7.2.2	<i>Partenariats</i>	90
7.2.3	<i>Développement de nouveaux services.....</i>	90
7.3	Dossier pour la DDC	91
8	Conclusion	92
9	Bibliographie.....	94
9.1	Ouvrages cités dans le mémoire	94
9.1.1	<i>Histoire et évolution de la coopération.....</i>	94
9.1.2	<i>Economie de la coopération</i>	96
9.1.3	<i>Politique de la coopération</i>	96
9.1.4	<i>Accès à l'information et TIC.....</i>	97
9.2	Ouvrages consultés.....	100
9.2.1	<i>Généralités sur les pays / continents.....</i>	100
9.2.2	<i>Projets de développement.....</i>	100
9.2.3	<i>Economie de la coopération</i>	101
9.2.4	<i>Politique de la coopération</i>	101
9.2.5	<i>Sociologie dans la coopération.....</i>	101
9.2.6	<i>Accès à l'information et TIC.....</i>	102
9.2.7	<i>Institutions pouvant soutenir l'antenne de référence</i>	103
9.2.8	<i>Méthodologie</i>	104
	Annexe 1 Checklist vierge des entretiens concernant les projets	105
	Annexe 2 Checklist vierge des entretiens avec les mandantes.....	107
	Annexe 3 Canevas de dépouillement	108
	Annexe 4 Grille de lecture	112
	Annexe 5 Répertoire d'actions de coopération en ID	123
	Annexe 6 Dossier pour la création d'une antenne de référence dans le domaine de la coopération en ID à la HEG	187
	Annexe 7 Dossier en vue d'une meilleure intégration de l'information documentaire au sein de projets de coopération soutenus par la DDC...204	

Liste des Tableaux

Tableau 1	Etapes et objectifs	9
Tableau 2	Plan de travail détaillé	19
Tableau 3	Comparaison des services	69

Liste des Figures

Figure 1	Aperçu du canevas de dépouillement des entretiens	14
Figure 2	Présentation des projets dans le répertoire d'actions de coopération en ID	63
Figure 3	Aperçu des services de l'antenne de référence	67

Liste des Abréviations

ALP	<i>Action for Development through Libraries Program</i>
BM.....	Banque mondiale
DDC	Direction du développement et de la coopération
FAQ.....	Foire aux questions
FGC	Fédération genevoise de coopération
FMI.....	Fonds monétaire international
GRAD.....	Groupe de réalisation et d'animation pour le développement
HEG	Haute école de gestion
HES.....	Haute école spécialisée
HES-SO	Haute école spécialisée de Suisse occidentale
ID	Information documentaire
IST	Information scientifique et technique
IFLA	<i>International Federation of Library Associations and Institutions</i>
IUED	Institut universitaire d'études du développement
OMD.....	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG.....	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
SID	Service d'information documentaire
SLIR	<i>Swiss Librarians for International Relations</i>
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information
TIC	Technologies de l'information et de la communication

1 Introduction

1.1 Contexte.....	1
1.2 Présentation du SLIR.....	2
1.3 Présentation de la DDC	2
1.4 Mandat et objectifs.....	3
1.4.1 Création d'un répertoire d'actions de coopération en ID	3
1.4.2 Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG	3
1.4.3 Rédaction d'un dossier pour la DDC	4
1.5 Structure du mémoire.....	4

1.1 Contexte

Depuis plusieurs années, de nombreuses actions de coopération dans le cadre de l'information documentaire (ID) sont menées depuis la Suisse, notamment envers des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. Ces projets sont très variés et vont de la création de bibliothèques ou de centres de documentation à la formation de professionnels en ID, en passant par la formation à l'utilisation des ordinateurs et la fourniture d'accès à Internet. Ces initiatives ont un point commun : elles visent à offrir l'accès à l'information sous ses formes les plus diverses au plus grand nombre. Cependant, toutes ces actions ne sont que peu ou pas coordonnées entre elles. De plus, elles sont menées soit par des institutions plus ou moins reconnues, soit par des individus sur leur propre initiative.

A l'occasion du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI), les professionnels de l'information ont pris conscience de l'absence de coordination entre les différents projets de coopération en ID et des conséquences que celle-ci entraîne : lenteur des démarches, erreurs répétées, etc. C'est dans le but d'améliorer cette situation que le SLIR a élaboré le sujet de notre travail de diplôme. Nous avons donc été mandatées pour valoriser et renforcer les actions de coopération internationale dans le domaine de l'ID.

1.2 Présentation du SLIR

Le SLIR est à l'origine de notre travail de diplôme. Cette association, qui fait partie de l'Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses (BBS), a été créée pour succéder au Comité de soutien à la candidature de Genève pour l'organisation de la conférence de l'*International Federation of Library Associations and Institutions* (IFLA) en 2007. Sa première mission fut d'organiser et de mettre sur pied la Conférence préparatoire de l'IFLA au SMSI durant l'automne 2003.

Les buts du SLIR sont les suivants :

- *« assurer et encourager la présence active des bibliothèques et des bibliothécaires suisses dans les organisations professionnelles internationales en relation avec leurs domaines de compétence ;*
- *organiser et gérer des rencontres internationales dans le domaine de l'ID ;*
- *collaborer avec les organisations professionnelles internationales qui, comme l'IFLA, jouent un rôle fédérateur ;*
- *aider les organisations professionnelles internationales, œuvrant dans des domaines relatifs au monde de l'information documentaire, dans leurs relations avec les institutions internationales gouvernementales ou non gouvernementales ayant leur siège à Genève et en Suisse ;*
- *créer et développer des liens avec les associations professionnelles de bibliothèques et de bibliothécaires des différents pays en vue de faciliter les échanges dans un but de formation continue ou de partage des compétences et des savoirs. »* (IFLA : 2002)

1.3 Présentation de la DDC

La DDC, qui fait partie du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), est l'organe fédéral en charge de la coopération internationale. Elle coordonne la coopération au développement et l'aide humanitaire de la Suisse avec d'autres offices de la Confédération, tels que le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO). Outre la réalisation de ses propres projets, la DDC soutient des programmes lancés par des organisations multilatérales et cofinance des projets d'entraide suisses et internationaux.

La coopération au développement a pour objectif de lutter contre la pauvreté en aidant, dans les pays en développement, les personnes concernées à s'aider elles-mêmes. Elle encourage notamment l'accession à l'autonomie économique et politique des États, contribue à améliorer les conditions de production, aide à maîtriser les problèmes écologiques et veille à l'amélioration de l'accès des grou-

pes de population les plus défavorisés à la formation et aux soins médicaux de base.⁵

1.4 Mandat et objectifs

Notre mandat consiste à valoriser et à renforcer les actions de coopération internationale dans le domaine de l'ID en Suisse au travers de trois objectifs généraux distincts, composés d'objectifs spécifiques :

1.4.1 Création d'un répertoire d'actions de coopération en ID

Identifier des actions de coopération suisses et étrangères en ID ayant eu lieu ou en cours de réalisation et les regrouper dans un répertoire :

- rechercher ce type d'actions ;
- dresser une typologie de ces actions.

1.4.2 Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG

Préparer un dossier en vue de la création d'une antenne de référence à la Haute École de gestion (HEG) dans le domaine de la coopération en ID :

- identifier le public-cible de l'antenne de référence ;
- évaluer les besoins du public-cible ;
- identifier les services pouvant être proposés par l'antenne de référence ;
- concevoir le mode de fonctionnement de l'antenne de référence ;
- identifier les partenariats possibles entre l'antenne de référence et des institutions similaires ;
- identifier des arguments propres à convaincre la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) d'accepter la création de l'antenne de référence à la HEG ;
- identifier des sources potentielles de financement.

⁵ Inspiré du site de la DDC : CONFEDERATION SUISSE. DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION. *La DDC* [en ligne].
<http://www.ddc.admin.ch/index.php?navID=21044&langID=2> (consulté le 02.04.2007)

1.4.3 Rédaction d'un dossier pour la DDC

Préparer un dossier pour la DDC en vue d'une meilleure intégration des missions des bibliothèques, des professionnels de l'ID et d'autres projets dans le domaine de l'ID dans une série d'actions de coopération soutenues par la DDC :

- étudier l'importance qu'accorde actuellement la DDC à ce type d'actions en évaluant leur part dans les projets qu'elle finance et/ou gère ;
- identifier les projets généraux soutenus par la DDC dans lesquels des composantes en ID pourraient s'intégrer ;
- recenser les problèmes rencontrés par les différentes actions de coopération en ID, afin d'identifier les critères minimaux pour réaliser efficacement de tels projets ;
- identifier les critères requis pour que les projets de coopération en ID soient soutenus par la DDC ;
- identifier des arguments pour convaincre la DDC de soutenir des projets de coopération en ID.

1.5 Structure du mémoire

Notre mémoire est divisé en sept chapitres principaux : la méthodologie de travail, la synthèse de la littérature, l'analyse des besoins, les solutions proposées et les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les perspectives et évolutions futures et la conclusion. A l'intérieur des chapitres, un grand nombre de points sont structurés par rapport à nos trois objectifs généraux : le répertoire d'actions de coopération en ID, les propositions concernant la création d'une antenne de référence à la HEG et le dossier pour la DDC.

Tout d'abord, nous présentons le fonctionnement général de notre groupe de travail. Nous exposons puis détaillons, pour chacune des étapes et pour chacun des objectifs, les méthodologies et les démarches que nous avons choisies d'appliquer pour mener à bien l'ensemble de notre travail de diplôme.

Nous fournissons ensuite une synthèse de la littérature concernant la coopération au développement en général, mais également au sujet de la coopération en lien avec l'ID. Ce chapitre permet aux lecteurs/lectrices de situer le thème de notre travail de diplôme dans son contexte historique, politique et économique et ainsi de mieux en saisir les enjeux.

Par la suite, nous présentons l'analyse des besoins. Celle-ci rapporte les résultats des entretiens que nous avons menés auprès de divers acteurs suisses de la

coopération internationale en ID et auprès de nos mandantes et de notre conseillère pédagogique. De plus, nous résumons la visite que nous avons effectuée auprès d'une institution similaire à la future antenne de référence de la HEG : le cinfo⁶. Nous présentons également une organisation proposant des services proches de ceux que fournira l'antenne de référence : Funredes⁷.

Nous présentons ensuite les solutions et les résultats que nous avons obtenus au sujet du répertoire d'actions de coopération en ID, de la création de l'antenne de référence à la HEG et du dossier destiné à la DDC.

Puis, nous exposons les différents problèmes que nous avons rencontrés durant l'avancement de notre travail et expliquons comment nous les avons surmontés.

De plus, nous faisons part de quelques perspectives et évolutions futures possibles par rapports à nos trois réalisations.

Enfin, nous concluons ce mémoire en exposant ce que nous a apporté la réalisation de ce travail de diplôme et ce que nous espérons voir se réaliser suite à celui-ci.

⁶ Centre d'information, de conseil et de formation sur les professions de la coopération internationale Cinfo informe et conseille les personnes qui souhaitent connaître les possibilités de travail dans la coopération internationale et contribuer à une amélioration des relations avec les pays du Sud et de l'Est.

⁷ Funredes est une ONG fournissant des services similaires à ceux de l'antenne de référence et qui a pour mission de promouvoir et de faciliter l'utilisation des TIC dans les pays en développement, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes, en collaboration avec les organismes internationaux, les ONG, les Etats, les administrations et institutions concernées, afin de contribuer à leur développement et à l'intégration régionale.

2 Méthodologie du travail

2.1 Fonctionnement du travail	6
2.1.1 <i>Communication</i>	7
2.1.2 <i>Partage des tâches</i>	8
2.2 Démarche générale	9
2.2.1 <i>Première étape : Cahier des charges.....</i>	10
2.2.2 <i>Deuxième étape : Analyse des besoins</i>	10
2.2.2.1 Choisir les personnes à interroger.....	11
2.2.2.2 Contacter les personnes sélectionnées.....	11
2.2.2.3 Préparer les questions.....	11
2.2.2.4 Réaliser les entretiens	12
2.2.2.5 Définir un canevas de dépouillement des entretiens	13
2.2.2.6 Dépouiller les comptes rendus des entretiens.....	15
2.2.3 <i>Troisième étape : Synthèse de la littérature.....</i>	15
2.2.3.1 Recherche de documents.....	15
2.2.3.2 Lecture.....	15
2.2.4 <i>Quatrième étape : Objectifs, méthode et avancement.....</i>	16
2.2.5 <i>Cinquième étape : Mémoire</i>	16
2.2.5.1 Répertoire d'actions de coopération en ID	17
2.2.5.2 Propositions pour la création de l'antenne de référence à la HEG	17
2.2.5.3 Dossier pour la DDC.....	18
2.3 Plan de travail détaillé	19

2.1 Fonctionnement du travail

Notre groupe était composé de quatre personnes : Sabine EBINER, Evelyne GONZALEZ, Stéphanie PERROUD et Céline ZUBER. Afin de mener à bien notre mandat nous avons, dès le départ, établi une stratégie de travail précise. Celle-ci nous a permis de mener un travail cohérent dans une atmosphère agréable et de rendre plus efficace et plus professionnelle la dynamique de groupe qui existait déjà entre nous, de par les nombreux travaux que nous avons déjà menés ensemble.

Notre stratégie se composait de deux éléments principaux : la communication et le partage des tâches.

2.1.1 Communication

La communication interne concernait les rapports entre les membres du groupe. Celle-ci avait pour but :

- d'harmoniser notre méthode de travail ;
- d'éviter les malentendus ;
- de permettre à chacune d'entre nous de faire valoir ses points de vue et ses idées ;
- d'éviter les redondances et les pertes de temps.

Pour cela, nous avons établi quelques règles et créé des outils de communication, présentés ci-dessous.

Règles :

- réunions hebdomadaires afin de faire le point sur l'avancement du travail et de planifier les tâches qu'il restait à effectuer. Durant ces réunions, nous réalisions également un « feedback » nous permettant d'obtenir l'avis de chacune sur l'avancement du projet, d'avoir une vue d'ensemble du travail de diplôme, ainsi que de vérifier les tâches réalisées individuellement. Ces réunions nous permettaient également de compiler le travail effectué et de vérifier la cohérence des diverses parties entre elles ;
- mise à jour hebdomadaire du journal de bord ;
- consultation quotidienne de la boîte e-mail.

Outils :

- un blog qui nous servait de journal de bord : <http://www.monblog.ch/tdcooperation/> ;
- une adresse e-mail commune : travaildediplome@yahoo.fr.

La communication externe, quant à elle, concernait les rapports entre le groupe de travail et les différentes personnes avec qui nous avons été amenées à collaborer.

Règles :

- prendre rendez-vous et organiser des rencontres avec nos mandantes et/ou avec notre conseillère pédagogique ;
- s'assurer d'avoir bien compris les demandes des mandantes ou les propos de nos contacts en utilisant des techniques de reformulation.
- gestion des messages par une seule personne afin d'assurer le meilleur flux possible entre le groupe de travail et nos contacts extérieurs.

2.1.2 Partage des tâches

Nous avons adopté tout au long du travail une politique de partage des tâches. Les tâches étaient réparties en fonction des compétences et des goûts de chacune d'entre nous et ce, pour chaque étape de notre travail. Cela a permis à chacune de participer à la rédaction des diverses étapes et de donner son point de vue à tout moment.

2.2 Démarche générale

Le déroulement de notre travail de diplôme a été divisé en cinq étapes différentes, selon les directives de la HEG. Le tableau ci-dessous expose le sujet et résume le contenu de chacune de ces étapes.

Tableau 1
Etapes et objectifs

Etape	Contenu
Première étape : Cahier des charges	<ul style="list-style-type: none">– Reformuler le mandat– Définir les objectifs généraux à atteindre– Rédiger un pré-plan de travail– Réfléchir au mode de fonctionnement du groupe
Deuxième étape : Analyse des besoins	<ul style="list-style-type: none">– Effectuer une analyse des besoins– Rédiger une synthèse des informations obtenues
Troisième étape : Synthèse de la littérature	<ul style="list-style-type: none">– Prendre connaissance de la littérature relative au sujet– Rédiger une synthèse de la littérature
Quatrième étape : Objectifs, méthode et avancement	<ul style="list-style-type: none">– Formuler les objectifs spécifiques découlant des objectifs généraux– Rédiger un plan de travail détaillé– Etablir une méthode de travail pour la dernière phase du mandat
Cinquième étape : Mémoire	<ul style="list-style-type: none">– Exposer la problématique de départ– Décrire et évaluer la démarche de travail utilisée– Décrire les résultats obtenus– Imaginer et présenter des perspectives et évolutions futures– Rédiger le mémoire

Dans ce mémoire, nous avons décidé de présenter la troisième étape, c'est-à-dire la synthèse de la littérature avant la deuxième, contenant l'analyse des besoins. En effet, cela nous semblait plus logique par rapport à notre travail de connaître le

domaine de la coopération avant de réaliser les entretiens de l'analyse des besoins.

2.2.1 Première étape : Cahier des charges

La réalisation du cahier des charges nous a permis de mieux comprendre notre mandat, d'agender les principales échéances de notre travail de diplôme ainsi que d'imaginer la manière dont nous allions travailler les mois suivants.

Dans le but de clarifier le mandat, nous avons rencontré nos mandantes qui nous ont expliqué leurs attentes. Nous avons ensuite reformulé les objectifs de notre travail de diplôme afin de nous assurer de notre bonne compréhension de ceux-ci et d'éviter tout malentendu entre nos mandantes et nous-mêmes.

Nous avons ensuite élaboré un pré-plan de travail récapitulant les échéances des différentes étapes à rendre et planifiant les tâches principales que nous avons identifiées et les quelques événements auxquels nous allions assister.

Finalement, nous avons défini la manière générale dont nous souhaitions travailler et collaborer tout au long de ce travail de diplôme. Pour cela, nous nous sommes basées sur nos différentes expériences de travaux de groupe, afin d'éviter de reproduire les erreurs apparues dans ceux-ci.

2.2.2 Deuxième étape : Analyse de besoins

L'analyse des besoins a été une étape très utile car elle nous a permis de comprendre quels étaient les besoins des personnes/institutions ayant réalisé ou réalisant des projets de coopération en ID. De plus, grâce à cette étape, nous avons compris comment se réalisait un projet et quels en étaient les principaux aspects et difficultés. En outre, nous avons interrogé nos mandantes ainsi que Madame ESTERMANN sur leur perception de la future antenne de référence de la HEG.

Afin de comprendre le fonctionnement d'une institution telle que l'antenne de référence que nous devons concevoir, nous avons décidé de visiter un service similaire. Notre choix s'est porté sur le cinfo. En effet, ce centre d'information, de conseil et de formation fournit aux personnes et organisations actives dans la coopération internationale des services similaires à ceux de l'antenne de référence que nous proposons de créer à la HEG. Nous avons également effectué une

comparaison avec Funredes, une antenne de référence que nous avons identifiée dans le domaine de l'ID. Cela a constitué notre analyse de l'existant.

2.2.2.1 Choisir les personnes à interroger

Pour commencer, nous avons sélectionné les personnes et organisations que nous souhaitions interroger. Nous les avons identifiées grâce aux conseils de nos mandantes et de notre conseillère pédagogique et grâce à nos recherches. Par la suite, lors de nos entretiens, nous demandions aux personnes interrogées si elles connaissaient d'autres personnes ou organisations travaillant également dans la coopération en ID. Nous avons ainsi pu former un petit réseau de contacts grâce au bouche-à-oreille. En effet, beaucoup de personnes étant parties seules ou avec de petites institutions, leurs projets ne se trouvaient pas facilement, que ce soit sur Internet ou auprès des institutions de référence que nous avons identifiées.

2.2.2.2 Contacter les personnes sélectionnées

Afin d'identifier des personnes ayant participé à des projets de coopération dans le domaine de l'ID et de les amener à se manifester, nous avons envoyé un message sur la liste de diffusion des professionnels de l'ID, Swiss-lib. Nous avons tout d'abord rédigé notre missive en français puis, afin de toucher de manière aussi large que possible tous les professionnels de Suisse, nous avons également diffusé ce message en allemand. Malheureusement, suite à ce deuxième envoi, nous n'avons pas reçu de réponse pertinente.

Nous avons effectué ces envois de courriers électroniques entre le mois de juin et celui d'août. Nous nous sommes donc heurtées à la période des vacances et il nous a fallu, dans certains cas, réitérer nos demandes ; toutefois, elles sont parfois restées sans réponse. En parallèle, nous avons envoyé des messages aux personnes dont nos mandantes et notre conseillère pédagogique nous avaient parlé.

Le cas échéant, nous avons fixé les dates des entretiens selon les disponibilités des personnes à interroger et les déplacements qu'il nous fallait effectuer.

2.2.2.3 Préparer les questions

Avant nos entretiens, nous avons préparé les questions que nous allions poser et nous sommes mises d'accord sur les informations que nous souhaitions tirer de ces rencontres. Notre idée de base était de réaliser un questionnaire assez précis,

mais nous nous sommes rapidement rendu compte qu'il serait difficile de s'y tenir, étant donné que les personnes interrogées pouvaient dévier d'une question et répondre partiellement à une autre.

Nous avons donc choisi de réaliser une checklist (c.f. Annexe 1, p. 109) afin de mener nos entretiens de manière cohérente et souple à la fois. Nous pouvions ainsi prendre une certaine liberté par rapport à l'ordre des questions, tout en gardant à l'esprit celles qu'il restait à poser. Nous avons testé cette checklist lors de notre premier entretien et lui avons apporté quelques modifications en fonction du déroulement de celui-ci.

Il faut préciser qu'une partie des questions devait nous permettre de mieux comprendre le ou les projets de la personne ou organisation interrogée, bien que nous n'allions pas réutiliser directement ces informations pour notre travail. Ces questions devaient surtout nous permettre de mieux comprendre comment se crée un projet et quels sont les besoins en informations pratiques permettant de le mener à bien.

Nous avons également réalisé une autre checklist, destinée uniquement aux entretiens avec nos mandantes (c.f. Annexe 2, p. 112).

Pour réaliser nos deux checklists, nous avons opté en majorité pour des questions ouvertes, bien que des questions fermées auraient facilité le dépouillement. En effet, nous avons besoin d'informations telles que des propositions de services fournis par l'antenne et des questions ouvertes permettaient de les obtenir sans influencer les réponses des personnes interrogées.

2.2.2.4 Réaliser les entretiens

Les premiers entretiens ont été réalisés en présence de l'ensemble du groupe. Ainsi, chacune d'entre nous a pu identifier la manière de procéder et les informations à obtenir. Cela a permis, par la suite, la réalisation des entretiens par une partie du groupe, tout en obtenant des résultats cohérents.

Notre méthode était la suivante : l'une d'entre nous posait les questions et menait l'entretien pendant que les autres prenaient des notes et posaient éventuellement des questions complémentaires. Ainsi, la personne interrogée avait une interlocutrice qui ne prenait pas de notes et pouvait ainsi lui consacrer toute son attention.

Durant les premiers entretiens, nous avons utilisé un dictaphone pour être sûres de retenir toutes les informations importantes. Cependant, nous nous sommes rendu compte que cette précaution était superflue et que la prise de notes nous suffisait et nous évitait une réécoute longue et fastidieuse de l'enregistrement.

Ensuite, nous rassemblions et mettions au propre les notes prises durant les entretiens sous forme de comptes rendus d'entretien.

2.2.2.5 Définir un canevas de dépouillement des entretiens

Après quelques entrevues, nous avons établi un canevas de dépouillement des entretiens permettant de rassembler toutes les informations utiles pour notre travail. Sa réalisation a été difficile étant donné que nous posions des questions ouvertes. Nous avons identifié les questions dont les réponses étaient les plus pertinentes pour notre synthèse et les avons regroupées dans un document Excel. La structure de ce document apparaît dans la Figure 1, ci-après :

Figure 1
Aperçu du canevas de dépouillement des entretiens

A	B
1	GENERALITES
67	Financement
68	1 Actions (repas de soutien, vente de pâtisseries)
69	2 Dons matériel et argent
70	3 subventions
71	4 Bailleurs de fonds (FGC, DDC...)
72	5 Pays donateurs
73	6 Organisation dont le but est de financer le développement économique d'un pays
74	7 Instituts d'histoire : fonds propre venant d'Espagne
75	8 Tournée du directeur en europe pour rechercher des fonds
76	9 [REDACTED] : financés par des projets en santé, par la FGC et autres ONG
77	10 DDC
78	11 Argent que les volontaires amènent grâce à leur groupe de soutien.
79	12 participation du chef de projet et demande de financement auprès des communes
80	13 Bailleurs de fonds (entreprise, particuliers...). 80% activité = recherche de fonds
81	14 Subventions du gouvernement
82	15 Aide ponctuelle de l'école (?)
83	16 DDC
84	17 Recherche de sponsor
85	18
86	19 Mailing
87	20 Actions (soupes populaire, vente de signets...)
88	21 Réseau des écoles du Jura
89	22 DDC
90	23
91	24 Courrier à ses connaissances
92	25 Recherche de sponsors
93	26 Action (concours)
94	
95	Suivi des projets
96	1 assuré par les élèves de la HEG et par des contacts sur place motivés
97	2 le [REDACTED] reste disponible pour les partenaires si ceux-ci ont besoin d'aide
98	
99	3 Aucun de la part de Genève, propre initiative. Problème d'argent et également car les gens sur place ne disent pas forcément quand ça va mal.
100	4 [REDACTED] suit un peu le projet de Lima (conseils par mail, visite lors de ses voyages au Pérou)
	Généralités Projets Antenne_de_ref Contacts
	Prêt

- ① Les questions étaient réparties par grands thèmes et chaque thème faisait l'objet d'une feuille différente.
- ② Sous chaque grand thème, les questions étaient classées par sujet.
- ③ Un numéro a été attribué à chacun des contacts interrogés afin de les identifier rapidement (la correspondance entre les chiffres et les noms se trouvait sous l'onglet « Contacts »).

Ce tableau se trouve dans l'Annexe 3, à la page 113.

2.2.2.6 Dépouiller les comptes rendus des entretiens

Au fur et à mesure des entretiens, nous avons complété le canevas de dépouillement avec des informations synthétisées, basées sur les comptes rendus d'entretien. Cette manière de procéder nous a permis d'obtenir très rapidement un aperçu des réponses aux questions principales. Ainsi, nous pouvions aisément comparer les différentes réponses pour réaliser notre synthèse des entretiens.

2.2.3 Troisième étape : Synthèse de la littérature

La synthèse de la littérature nous a été très utile. En effet, notre connaissance du domaine de la coopération internationale était limitée et la consultation de la littérature nous a éclairées sur les enjeux et le fonctionnement de cette activité importante.

2.2.3.1 Recherche de documents

Tout d'abord, un certain nombre de documents nous ont été conseillés par nos mandantes et par notre conseillère pédagogique. Leurs conseils étaient d'autant plus pertinents qu'elles sont toutes les quatre intéressées par le domaine de la coopération internationale.

De plus, nous avons trouvé des références d'articles ou de rapports durant nos précédentes recherches de projets de coopération. Nous les avons alors mises de côté en prévision de cette étape.

Afin de compléter ces références, nous avons effectué des recherches en français et en anglais dans des catalogues de bibliothèques et des bases de données en ligne.

2.2.3.2 Lecture

Nous nous sommes réparti la lecture des différents documents identifiés durant les recherches. Chacune d'entre nous a réalisé une notice bibliographique ainsi que deux résumés pour chaque document lu : un résumé critique d'une centaine de mots environ et un résumé développant les idées présentées dans le texte, réalisé grâce à une grille de lecture (c.f. Annexe 4, p. 117). Le premier résumé a servi à la rédaction de la bibliographie critique, tandis que le second nous a été utile pour réaliser la synthèse de la littérature.

2.2.4 Quatrième étape : Objectifs, méthode et avancement

La quatrième étape de la préparation de notre mémoire avait pour but d'organiser la dernière phase de notre travail de diplôme. Pour ce faire, nous avons précisé les objectifs généraux en objectifs spécifiques, c'est-à-dire que pour chaque objectif général, nous avons expliqué quels étaient les différentes étapes à accomplir pour les atteindre.

Nous avons ensuite défini un plan de travail détaillé. Cela nous a permis de faire le point sur l'avancement de notre travail, de déterminer ce qu'il nous restait à faire et de nous organiser en conséquence. Nous avons ainsi pu planifier précisément la fin de notre travail, notamment la rédaction de notre mémoire.

Finalement, nous avons établi des méthodes de travail et sélectionné des outils pour chacun des objectifs généraux.

2.2.5 Cinquième étape : Mémoire

La cinquième étape, c'est-à-dire la rédaction du mémoire, était en quelque sorte l'aboutissement de notre travail de diplôme. En effet, c'est dans ce document que nous présentons le déroulement de notre travail, la méthodologie que nous avons adoptée, les difficultés rencontrées, les résultats de notre démarche ainsi que des pistes pour l'avenir. Nous devons également réaliser une note de synthèse du mémoire.

Le mémoire a été en grande partie réalisé grâce aux quatre étapes précédentes. En effet, celles-ci ont toutes pu être réutilisées, intégralement ou partiellement, dans les différents chapitres qui composent notre mémoire. Il nous restait à rédiger la méthodologie, les solutions proposées et résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les perspectives d'avenir, la conclusion ainsi que la note de synthèse.

Dans notre cas, la part de réalisation pratique consistait en la réalisation du répertoire d'actions de coopération ainsi qu'en la rédaction du dossier pour la création de l'antenne de référence à la HEG et de celui en vue d'une meilleure intégration de l'ID et de ses professionnels au sein de projets de coopération soutenus par la DDC.

2.2.5.1 Répertoire d'actions de coopération en ID

Un des objectifs de notre travail de diplôme était d'identifier des actions de coopération suisses et étrangères en ID qui ont eu lieu ou qui sont en cours de réalisation.

Pour ce faire, nous avons mené des recherches principalement sur Internet et avons ainsi identifié un grand nombre de sites Internet de diverses organisations actives dans la coopération. Chacun de ceux-ci nous a fourni des liens vers des sites d'autres institutions qui, à leur tour, nous ont fait découvrir d'autres associations, et ainsi de suite. Nous avons donc identifié la majeure partie des projets par un effet boule de neige.

De plus, nous avons effectué nos recherches au travers de sites Internet de référence dans le domaine de la coopération internationale : les sites des différentes fédérations de coopération suisses, d'institutions ayant le développement ou la coopération pour champ d'étude et d'organisations spécialisées dans la coopération.

Afin de présenter des projets qui n'étaient pas accessibles en ligne, nous nous sommes basées sur les informations que nous avons recueillies au cours des entretiens que nous avons réalisés avec des personnes/organisations ayant réalisé des projets de coopération en ID.

Une fois les actions de coopération en ID sélectionnées, nous les avons toutes présentées sous la même forme et les avons ordonnées selon la classification que nous avons établie.

2.2.5.2 Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG

Afin de préparer le dossier en vue de la création de l'antenne de référence à la HEG dans le domaine de la coopération en ID, nous avons identifié diverses sources d'information, à savoir : les entretiens avec des personnes/organisations ayant réalisé des projets de coopération en ID, les conseils de nos mandantes au sujet de l'antenne de référence, la visite du cinfo ainsi que l'analyse des services fournis par Funredes. Nous avons également effectué des recherches sur Internet afin d'identifier d'autres services similaires à l'étranger.

Une fois toutes les informations recueillies, il nous a fallu les analyser afin de faire ressortir les propositions les plus fréquentes et surtout d'en retirer les idées les plus pertinentes. Nous en avons ensuite étudié la faisabilité par rapport aux buts

de l'antenne et aux moyens à disposition. Puis, nous avons déterminé les services que l'antenne de référence devrait fournir ainsi que ses autres caractéristiques. Finalement, nous avons rédigé un dossier pour la HES-SO qui regroupe ces informations et qui vise à l'inciter à soutenir la création de l'antenne de référence à la HEG.

2.2.5.3 Dossier pour la DDC

Différentes étapes étaient nécessaires à la préparation d'un dossier pour la DDC en vue d'une intégration des missions des bibliothèques, des professionnels de l'ID et d'autres projets dans le domaine de l'ID dans une série de projets de coopération soutenus par la DDC.

Tout d'abord, afin d'obtenir les informations utiles à la constitution de ce dossier, nous avons effectué des recherches sur Internet et étudié plus particulièrement le site de la DDC.

De plus, nous nous sommes basées sur les entretiens que nous avons réalisés avec des personnes ou organisations actives dans la coopération en ID afin de mieux comprendre les problèmes potentiels spécifiques d'une action dans ce domaine, ainsi que les critères minimaux pour réaliser un projet efficace et utile.

En outre, nous avons assisté à deux conférences dans le but de mieux nous renseigner sur l'actualité du domaine de la coopération en ID. Tout d'abord nous nous sommes rendues à différentes séances de suivi du SMSI, en rapport avec le sujet de notre travail de diplôme, qui se sont tenues entre le 14 et le 25 mai 2007 à Genève. Nous avons également assisté, le 14 septembre 2007, à la Conférence annuelle de la coopération au développement organisée par la DDC.

Finalement, toutes les ressources que nous avons utilisées durant notre travail de diplôme ont constitué une source d'arguments pour convaincre la DDC de soutenir des projets de coopération en ID : nos recherches sur Internet, le site de la DDC, la littérature du domaine, les entretiens avec des personnes/organisations ayant réalisé des projets de coopération en ID, les conseils de nos mandantes, la visite d'une institution similaire, ainsi que les entretiens avec notre conseillère pédagogique. De plus, nous avons contacté le « Service statistique » de la DDC afin d'obtenir des statistiques concernant le nombre de projets de coopération généraux et en ID soutenus par cette institution.

2.3 Plan de travail détaillé

Un historique retraçant la démarche adoptée pour mener à bien notre travail de diplôme est présenté ci-dessous. Ce plan découle des divers calendriers que nous avons réalisés lors des précédentes étapes afin de nous aider à planifier les tâches que nous devons réaliser.

Tableau 2
Plan de travail détaillé

Dates	Travail à réaliser	Délivrables
Du 26 mars au 20 avril	Établir un cahier des charges	Première étape : synthèse contenant – le cahier des charges – le pré-plan de travail – la stratégie de travail
	Effectuer un pré-plan de travail	
	Définir la stratégie à mettre en place pour le travail	
Le 4 mai	Se rendre au Salon du livre afin de visiter le Salon africain du livre	Compte rendu de la visite
Le 23 et le 24 mai	Assister aux conférences de suivi du SMSI concernant le thème de notre travail de diplôme	Compte rendu des séances
	Rédiger une synthèse de la littérature et des informations recueillies	
Du 28 mai au 19 octobre	Effectuer les recherches sur les actions de coopération en ID effectuées en Suisse et à l'étranger	Liste de projets utiles pour la réalisation du répertoire
Du 29 juin au 3 septembre	Contacteur les personnes mentionnées par les mandantes pour l'analyse des besoins	Planning des entretiens
	Envoyer un message sur la liste de diffusion Swiss-lib afin d'identifier des personnes supplémentaires à interroger	
	Etablir un planning des entretiens	
Du 18 juin au 10 octobre	Préparer les questions à poser durant les entretiens (checklist)	– Checklist – Canevas de dépouillement
	Définir un canevas de dépouillement des entretiens	
	Dépouiller les comptes rendus des entretiens	Deuxième étape : Analyse des besoins contenant – la synthèse des différents entretiens – l'interprétation des données
	Rédiger une synthèse des informations recueillies durant les entretiens	

Dates	Travail à réaliser	Délivrables
Du 7 mai au 10 octobre	Visiter des institutions similaires à la future antenne de référence de la HEG	Troisième étape : Synthèse de la littérature contenant <ul style="list-style-type: none"> – la synthèse des informations recueillies durant les visites – la synthèse de la littérature – la bibliographie – les résumés développant les idées des textes
	Rechercher et sélectionner des documents traitant de la coopération au développement	
	Définir un canevas de rédaction de la bibliographie	
	Lire les articles et monographies sélectionnés	
	Etablir la bibliographie	
	Rédiger les résumés critiques et ceux développant les idées des textes	
	Rédiger une synthèse de la littérature	
Du 6 juillet au 8 octobre	Réaliser les entretiens pour l'analyse des besoins	Comptes rendus des entretiens
Du 11 au 16 octobre	Diviser et traduire les objectifs généraux en objectifs spécifiques	Quatrième étape : Objectifs, méthode et avancement contenant <ul style="list-style-type: none"> – les objectifs spécifiques – le plan de travail détaillé – la méthode de travail
	Etablir un plan de travail détaillé	
	Définir une méthode de travail pour la cinquième étape	
Du 17 au 31 octobre	Etudier l'importance qu'accorde actuellement la DDC aux actions de coopération en ID afin d'identifier la part qu'elles occupent dans les projets que la DDC finance et/ou gère	Dossier pour la DDC
	Identifier les projets généraux soutenus par la DDC dans lesquels des composantes en ID pourraient s'intégrer	
	Recenser les problèmes rencontrés par les différentes actions de coopération en ID afin d'identifier les critères minimaux pour réaliser efficacement de tels projets	
	Identifier les critères requis pour que les projets de coopération en ID soient soutenus par la DDC	
	Identifier des arguments pour convaincre la DDC de soutenir des projets de coopération en ID	
Du 17 au 31 octobre	Identifier le public-cible de l'antenne de référence	Dossier pour la création de l'antenne de référence à la HEG
	Evaluer les besoins du public-cible	

Dates	Travail à réaliser	Délivrables
	Identifier les services pouvant être proposés par l'antenne de référence	
	Concevoir le mode de fonctionnement de l'antenne de référence	
	Identifier les partenariats possibles entre l'antenne de référence et des institutions similaires	
	Identifier des arguments pour convaincre la HES-SO d'accepter la création de l'antenne de référence à la HEG	
	Identifier des sources de financement potentielles	
Du 20 au 31 octobre	Effectuer un plan de rédaction	Ebauche du mémoire
	Rédiger l'introduction du mémoire	
	Présenter la littérature et l'analyse des besoins	
	Rédiger la méthodologie de travail	
	Exposer les étapes réalisées pour atteindre les objectifs de notre travail de diplôme	
	Présenter les dossiers réalisés pour la DDC et la HES-SO	
	Présenter le répertoire d'actions de coopération en ID	
	Rédiger une conclusion et proposer des perspectives	
	Rédiger une synthèse du mémoire	
Du 22 octobre au 5 novembre	Définir un canevas de présentation du répertoire d'actions de coopération	Répertoire d'actions suisses et étrangères de coopération en ID
	Définir une typologie des actions de coopération pour le répertoire	
	Réaliser le répertoire	
Du 1 au 16 novembre	Relire et corriger le mémoire	Cinquième étape : Mémoire
Du 19 au 23 novembre	Rédiger une analyse critique et personnelle de la méthodologie de projet suivie et du fonctionnement de l'équipe de projet	Quatre auto-évaluations
Du 3 au 14 décembre	Préparer la soutenance orale de notre travail de diplôme	Présentation Powerpoint

3 Synthèse de la littérature

3.1 Histoire de la coopération internationale	22
3.1.1 <i>Historique international</i>	22
3.1.2 <i>Historique suisse</i>	25
3.2 Evolution de la coopération internationale	27
3.2.1 <i>Changements à réaliser...</i>	27
3.2.2 <i>au niveau des gouvernements</i>	28
3.2.3 <i>au niveau des relations internationales</i>	28
3.2.4 <i>au niveau de la manière de penser la coopération</i>	29
3.2.5 <i>au niveau des coopérants</i>	30
3.2.6 <i>au niveau des SID</i>	31
3.3 Politique et économie de la coopération internationale.....	32
3.3.1 <i>Politique internationale</i>	32
3.3.2 <i>Politique suisse</i>	33
3.3.3 <i>Economie du développement</i>	34
3.4 Accès à l'information et TIC.....	36
3.4.1 <i>Droit à l'information</i>	36
3.4.2 <i>Rôle de l'information</i>	37
3.4.3 <i>S'adapter aux besoins</i>	38
3.4.4 <i>Réussir la mise en place d'un système utilisant les TIC</i>	39
3.4.5 <i>Rôle des bibliothèques</i>	40
3.4.6 <i>La DDC et les TIC</i>	41
3.5 Conclusion.....	41

3.1 Historie de la coopération internationale

La connaissance des origines et de l'histoire de la coopération au développement nous semblait nécessaire afin d'identifier l'ensemble des enjeux liés à ce sujet dans le but de mener à bien notre travail de diplôme.

3.1.1 Historique international

L'aide aux pays défavorisés est loin d'être une invention du 20^e siècle. En effet, de tout temps il y a eu des actions d'aide ou d'assistance entre les peuples. Toutefois, à chaque époque cette « solidarité » s'est distinguée par des définitions, des motivations, une ampleur et des stratégies très différentes.

L'histoire de la coopération au développement telle que nous la connaissons aujourd'hui débute après la Seconde Guerre mondiale. Trois événements vont être déterminants durant cette période : la reconstruction d'un nouvel ordre économique mondial, la guerre froide et le processus de décolonisation.

La reconstruction d'un nouvel ordre économique mondial

1944 : Plusieurs conférences internationales sont menées afin de définir le cadre macro-économique de l'après-guerre. Suite à ces conférences et dans le but d'« *assurer la stabilité des devises nationales et d'accorder des prêts à la reconstruction et au développement* » (Schümperli, 2007 : 12) deux institutions sont créées : le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale (BM).

1948 : Le plan Marshall, mis en place en 1947 et ayant pour but de relever l'économie des pays européens ruinés par la Seconde Guerre mondiale, est adopté et les objectifs prévus sont atteints.

La guerre froide

1945-1991 : Les deux superpuissances que sont les Etats-Unis et l'URSS s'opposent au niveau idéologique en essayant chacune d'imposer son point de vue à la planète. Il règne entre ces deux pays et sur le monde de fortes tensions diplomatiques. Chacune de leur côté, ces superpuissances vont mettre en place une politique de coopération au développement. C'est dans ce cadre qu'en janvier 1949, le président des Etats-Unis Harry S. TRUMAN, utilise pour la première fois les termes « développement » et « sous-développement » et détermine les principes de la coopération au développement. Ceux-ci visent alors essentiellement à soutenir les pays d'Asie et la motivation principale est de combattre le communisme. A son tour, l'URSS édicte des principes de coopération au développement. Sa stratégie passe essentiellement « *par un soutien actif aux partis communistes et progressistes dans les pays du Sud.* » (Schümperli, 2007 : 13).

Le processus de décolonisation

1946-1966 : En une vingtaine d'années, de nombreux pays d'Afrique et d'Asie accèdent à l'indépendance en s'émancipant de la tutelle exercée par les puissances coloniales. Cette indépendance doit parfois se gagner au prix de conflits sanglants.

1957 : Afin d'éviter de devoir se rallier à l'une des deux superpuissances, une grande majorité des pays d'Afrique et d'Asie fondent le mouvement des « non-alignés » lors de la conférence de Bandung.

Une décennie perdue pour le développement

1980-1990 : Durant les années 1980, la plupart des pays du Sud sont endettés. Les préoccupations de la coopération au développement vont donc se concentrer uniquement sur la réduction de ces dettes en occultant d'autres aspects importants. Cependant, les dernières années de cette décennie vont être le théâtre de bouleversements qui vont marquer le monde et l'avenir de la coopération. En effet, un nouveau champ d'action va s'ouvrir pour la coopération internationale dans les pays d'Europe de l'Est et dans les anciens pays de l'Union soviétique.

Dès 1987, on remarque un élargissement du rôle de la coopération internationale avec la conception de la notion de « développement durable », la prise en compte de la défense des droits humains et de l'importance du maintien de la paix dans le monde. De plus, les pays industrialisés s'engagent à mener une politique de coopération plus cohérente envers les pays du Sud.

La chute de l'empire soviétique

1989-1991 : La chute du mur de Berlin en 1989 entraîne l'effondrement des régimes communistes, la dissolution de l'empire soviétique et la dislocation de l'URSS en 1991.

« Ainsi pour la période que nous venons de décrire, on notera que ce ne sont ni le devoir de solidarité pas plus que l'idée d'une aide désintéressée qui ont fondé la coopération au développement. Cette dernière est un instrument de politique étrangère qui figure pour d'autres raisons, depuis une cinquantaine d'années, dans la panoplie des riches nations, l'importance des moyens financiers engagés dépend d'objectifs stratégiques, toujours inspirés par la défense des intérêts nationaux. »
(Schümperli, 2007 : 15)

Les sommets mondiaux

1990-2000 : Les Nations Unies organisent, à partir des années 1990, un grand cycle de conférences. Celui-ci a débouché sur l'élaboration et l'adoption des huit Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) en septembre 2000 au Sommet du Millénaire de l'Organisation des Nations Unies (ONU) tenu à New York. Ces objectifs visent, notamment, à réduire de moitié l'extrême pauvreté et devraient être atteints d'ici à 2015. En voici la liste complète :

- réduire l'extrême pauvreté et la faim
- assurer l'éducation primaire pour tous
- promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes
- réduire la mortalité infantile
- améliorer la santé maternelle
- combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies
- assurer un environnement durable
- mettre en place un partenariat mondial pour le développement

3.1.2 Historique suisse

La Suisse possède un riche passé dans le domaine de l'aide internationale et ce, pour plusieurs raisons :

- Elle n'a aucun passé colonial et n'a jamais cherché à exercer une domination sur les états voisins ;
- Au 18^e siècle, la Suisse a bénéficié d'une riche activité missionnaire ;
- Au 19^e siècle, suite à un *boom* démographique, de nombreux suisses ont quitté leur patrie pour s'installer aux Etats-Unis.

« Sans jamais avoir possédé de colonies, la Suisse, par ses missionnaires, ses émigrants et ses commerçants, s'est ainsi constitué un réseau de relations économiques et culturelles avec de nombreux pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. »
(Schümperli, 2007 : 26)

La Suisse va s'impliquer dans la coopération au développement après la Seconde guerre mondiale. Cependant, jusqu'à la fin des années 1960, ce sont les œuvres d'entraide privées, subventionnées par la Confédération, qui ont la responsabilité de la coopération puisque Berne n'a pas encore de politique claire en la matière.

1951 : Demande du premier crédit pour l'aide au développement. Un million de francs suisses va être obtenu pour financer les activités techniques des Nations Unies. Ce crédit sera ensuite annuellement renouvelé.

1961-1973 : Des institutions consacrées entièrement à la coopération au développement voient le jour à Berne : le Service de la coopération technique en 1961, le Ministère des affaires étrangères en 1961 qui deviendra plus tard la Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA), le Service du développement de l'Office fédéral des affaires étrangères économiques extérieures en 1968 (OFAEE) qui deviendra la Direction des affaires économiques extérieures (SECO) et enfin le Corps suisse d'aide humanitaire (CSA).

En 1961, le message du Conseil fédéral sollicitant un crédit de 60 millions est l'un des textes fondateurs de la coopération suisse.

« Il précise le champ et définit les principes de l'aide au développement. L'aide est surtout dispensée sous forme de formation, par l'envoi dans le Tiers-monde de coopérants techniques. Les projets doivent être conduits en milieu rural et destinés à un petit nombre de pays choisis avec soin. » (Schümperli, 2007 : 31)

Cependant, il est intéressant de remarquer que, durant la seconde moitié des années 1960, l'argument économique est de plus en plus présent dans les motivations de la coopération internationale.

1976 : Lors d'une votation populaire, le peuple suisse rejette la participation financière de la Suisse à l'Association internationale de développement (IDA). Cependant, après trois ans de débat, la Loi fédérale sur la coopération au développement et l'aide humanitaire internationales est acceptée. Les bases juridiques de la coopération bilatérale et multilatérale de la Suisse sont ainsi déterminées, tout comme l'aide humanitaire.

1992 : Le peuple suisse se prononce en faveur de l'adhésion de la Suisse au FMI et à la BM.

1996 : La DDA devient la DDC.

2000 : La Suisse adopte les OMD.

2007 : La coopération suisse bénéficie d'une bonne image. Toutefois, elle subit, ces dernières années, de fortes attaques des milieux conservateurs qui cherchent à lui couper les ailes. Ils tentent de diminuer son financement et de la discréditer dans son fonctionnement. Cela contribue à un climat politique tendu.

La Suisse devra se prononcer d'ici quatre à cinq ans sur l'approbation de cinq nouveaux crédits

« destinés à l'aide humanitaire, au fonds pour l'environnement mondial (FEM), à la coopération en Europe de l'Est, aux mesures de politique économique et commerciale et enfin à la coopération technique et à l'aide financière destinée au pays du Sud. »
(Schümperli, 2007 : 134)

3.2 Evolution de la coopération internationale

Nous nous sommes intéressées à l'évolution de la coopération internationale afin de bien identifier les problèmes existant actuellement en son sein. Notre objectif était également d'identifier de nouvelles formes de coopération que les futurs projets pourront utiliser et qui aideront vraiment les pays du Sud à se développer.

3.2.1 Changements à réaliser...

De nombreuses personnes ont une vision critique de la politique du développement. Par exemple, dans le récit *Safari noir*⁸, Paul THEROUX expose son avis passablement négatif au sujet de la coopération réalisée jusqu'à présent. Son avis est partagé par de nombreuses personnes qu'il a rencontrées. Il cite notamment un médecin originaire du Malawi qui s'exprime au sujet de la politique du développement pratiquée par les pays du Nord. D'après lui, les donateurs ne contribuent pas au développement, ils permettent simplement de maintenir le *statu quo* grâce à leurs dons, ce que certains politiciens indigènes apprécient fortement car cela contribue au sous-développement de leur pays et leur permet ainsi de rester au pouvoir. Toujours selon ce médecin, l'assistance est l'une des principales raisons du sous-développement en Afrique. De fait, certains, à l'image de Paul THEROUX, pensent qu'il vaut mieux renoncer à l'aide, plutôt que de rendre les bénéficiaires dépendants, ce qui les empêche de chercher des solutions par eux-mêmes et ainsi d'accéder à l'autonomie et de se développer.

L'étude *Le partenariat : entre désir et réalité*⁹ explique, quant à elle, que les acteurs de la coopération souhaitent innover dans les aspects opérationnels, plutôt que dans les aspects fondamentaux de la coopération. Ils ne cherchent, en effet, que rarement de nouvelles visions du partenariat ou une remise en question de la pertinence de l'aide et de l'engagement des volontaires.

⁸ THEROUX, Paul. *Safari noir : du Caire au Cap à travers les terres*. Paris : Bernard Grasset, 2004.

⁹ CATTIN, Denis, SCHREIBER, Martin. *Le partenariat : entre désir et réalité : une étude sur le partenariat dans la coopération internationale*. Bâle : UNITE, 2002.

De fait, l'expérience de ces dernières années prouve que l'aide apportée jusqu'à présent n'a malheureusement pas amélioré fondamentalement le niveau de développement des pays du Sud. Il est donc nécessaire de revoir différents aspects de la coopération internationale afin d'en améliorer l'efficacité.

3.2.2 au niveau des gouvernements

La monographie *Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité*¹⁰ expose le fait que, pour bénéficier de l'aide des pays du Nord, les pays du Sud doivent remplir un certain nombre de critères, respecter des procédures, rendre différents documents à différentes échéances. Ces exigences sont difficiles à respecter par les bénéficiaires étant donné que chaque pays donateur fixe ses conditions sans concertation avec les autres. Les critères, procédures et documents exigés sont donc différents pour chaque pays. Si un pays du Sud souhaite bénéficier de l'aide de plusieurs États, il doit recommencer toutes les démarches. Cela prend du temps et impose d'importants frais supplémentaires à ces pays.

Il est donc important que les gouvernements qui aident les pays du Sud harmonisent leurs conditions, leurs procédures et leur manière de travailler afin de fournir une aide plus efficace. Ils devraient, dans ce but, se concerter et demander l'avis des pays du Sud afin de réaliser des changements qui soient utiles pour toutes les parties prenantes de ces partenariats. De surcroît, les partenaires du Nord pourraient créer des alliances afin de renforcer l'efficacité de l'aide qu'ils proposent.

3.2.3 au niveau des relations internationales

L'étude *Le partenariat : entre désir et réalité* propose la définition suivante du partenariat :

« le partenariat est une relation construite par différents acteurs unis par une motivation et une vision communes et ayant pour but de planifier et de réaliser ensemble des activités de coopération selon des objectifs clairement définis et acceptés. »
(Cattin, Schreiber, 2002 : 4)

Une évolution positive réside dans le fait que les partenaires du Nord considèrent de moins en moins leurs partenariats comme un moyen pour réaliser des actions

¹⁰ COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. *Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité : document sur les bonnes pratiques*. Paris : OCDE, 2003.

de coopération, mais plutôt comme un élément essentiel d'un nouveau type de coopération.

Afin de réaliser des projets utiles et durables, il est important de mettre en place un partenariat de qualité. Dans ce but, un respect des différences, une confiance réciproque, une implication plus concrète, des responsabilités partagées et enfin une ouverture au dialogue sont des aspects importants.

De surcroît, il serait intéressant que des partenariats naissent entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales (ONG), le secteur privé et la société civile afin de réaliser de meilleurs projets en utilisant les forces, les expériences et les connaissances de chacune des parties.

3.2.4 au niveau de la manière de penser la coopération

Alors qu'auparavant on parlait d'« aide au développement », on utilise aujourd'hui de plus en plus le terme de « coopération », qui intègre plus la notion d'équité entre les partenaires Nord et Sud.

Dans l'ouvrage *Safari noir*¹¹, Paul THEROUX raconte quelques aberrations dans les projets menés en Afrique. Il cite notamment l'exemple d'un village de lépreux, formé de huttes en terre ou en bois, dans lequel une organisation caritative a construit des duplex. L'auteur constate que ceux-ci sont vides, et un habitant du village lui explique que les gens ne veulent pas y habiter car, à cause des escaliers, ils ne peuvent pas y faire entrer leurs bêtes pour les protéger des hyènes. On constate donc que les besoins de la population n'ont pas été pris en compte et que cela se solde par un échec total : l'argent a été dépensé, mais aucune amélioration effective n'a été apportée à cette population.

De nombreux auteurs estiment qu'il faut maintenant que les organisations du Nord comprennent que les partenaires du Sud sont les mieux placés pour évaluer leurs propres besoins et assurer la continuité des projets qui se déroulent dans leur pays. Il ne faut donc pas aller vers les pays du Sud en leur proposant des solutions toutes faites, mais écouter leurs besoins, leurs attentes et leurs conditions et, de concert avec eux, trouver des projets qui leur conviennent et qui soient durables, voire laisser les pays du Sud proposer eux-mêmes des projets.

¹¹ THEROUX, Paul. *Safari noir : du Caire au Cap à travers les terres*. Paris : Bernard Grasset, 2004.

De plus, afin d'améliorer l'efficacité des projets de coopération futurs, l'analyse des leçons apprises, positives ou négatives, dans les projets précédents est une méthode indispensable si on ne veut pas risquer de reproduire les mêmes erreurs.

Il est important de donner des moyens financiers pour soutenir des projets, mais prêter des compétences professionnelles représente un aspect non négligeable de la coopération qu'il ne faut pas négliger. Il est donc envisageable que la coopération future s'axe de plus en plus sur la mise en place de structures d'apprentissage en proposant notamment des stages culturels et professionnels.

L'article *Echanges Sud-Sud*¹² présente l'idée que pour remplacer le modèle du Nord qui aide le Sud, il pourrait y avoir davantage de relations Sud-Nord et surtout Sud-Sud. En effet, les pays en voie de développement pourraient s'aider entre eux et seraient ainsi plus indépendants face aux pays du Nord.

Dans cette même optique, plutôt que d'envoyer des personnes du Nord travailler au Sud, il faudrait employer des personnes du Sud, lorsque celles-ci sont formées pour exécuter le travail en question. Il est également nécessaire de renforcer les capacités de développement au sein même des communautés cibles.

3.2.5 au niveau des coopérants

On remarque que certaines ONG ont bien compris l'importance de la formation au départ et ne laissent plus partir leurs coopérants sans qu'ils aient suivi des cours, rencontré d'anciens coopérants, etc. Selon Sergio FERRARI, interrogé dans *La coopération solidaire, plutôt que l'aide au développement*¹³, cet aspect de la préparation doit être renforcé, d'autant plus que la quantité d'information explose et qu'il sera toujours plus difficile de comprendre le passé, les enjeux et les orientations politiques des pays du Sud. Il faut donc former les futurs coopérants, les accompagner et les aider à comprendre ce qu'est le Tiers-Monde où ils vont se rendre. Il faut, en effet, éviter de partir précipitamment, mais plutôt laisser mûrir calmement ses idées avant le départ.

¹² DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE LA COMMUNICATION. DIVISION DES RELATIONS PUBLIQUES. *Echanges Sud-Sud : une priorité pour le développement*. In : *L'Observateur* [en ligne]. 2006

¹³ FERRARI, Sergio. *La coopération solidaire, plutôt que l'aide au développement : entrevue avec Franco CAVALLI*. In : *Site de Trait d'união* [en ligne].

En plus de la formation au départ, il serait intéressant que les associations qui envoient des coopérants pensent également au retour. En effet, après avoir vécu plusieurs mois ou années dans un pays du Sud, la réinsertion dans la vie active au Nord n'est pas évidente. Comme le suggère l'étude *Le partenariat : entre désir et réalité*¹⁴, les associations pourraient proposer des programmes de réintégration socioprofessionnelle et valoriser les compétences des volontaires de retour en Europe afin que ceux-ci retrouvent plus aisément du travail après leur(s) expérience(s) au Sud.

3.2.6 au niveau des SID

Les services d'information documentaire (SID)¹⁵ ne peuvent pas à eux seuls amener énormément d'améliorations dans le développement, mais, s'ils inscrivaient leur action dans des initiatives plus larges et des partenariats à plus grande échelle, ils pourraient singulièrement augmenter l'impact de leurs efforts.

De plus, il faut être conscient que, peu importe le montant nécessaire à la création de SID dans les pays du Sud, le fait de ne pas fournir ce service revient encore plus cher. En effet, imaginons que la création d'une bibliothèque coûte 20'000 CHF, l'absence de bibliothèque engendrera analphabétisme et conditions miséreuses qui coûteront encore plus cher. Ellen FORSYTH¹⁶ pense que si un pourcentage du montant de l'aide au développement était garanti pour la création de SID, cela permettrait l'établissement et la maintenance de ceux-ci à travers le monde.

Toujours selon Ellen FORSYTH, les bibliothèques pourraient être plus impliquées dans les programmes de coopération. L'IFLA, notamment par le biais de son programme ALP, pourrait soutenir et diriger les bibliothécaires impliqués dans la coopération internationale.

¹⁴ CATTIN, Denis, SCHREIBER, Martin. *Le partenariat : entre désir et réalité : une étude sur le partenariat dans la coopération internationale*. Bâle : UNITE, 2002.

¹⁵ Le terme SID regroupe des institutions telles que des centres de documentation, des archives et des bibliothèques qui peuvent prendre différentes formes : bibliothèques scolaires, mobiles, de rue, etc.

¹⁶ FORSYTH, Ellen. Public Libraries and the Millennium Development goals. In : *IFLA Journal* [en ligne]. 2005, vol. 30, no 4.

Dans sa conférence lors du congrès de l'IFLA à Séoul, Maria Araceli GARCIA MARTIN déclare :

« En plus du professionnalisme dont nous faisons preuve, nous devons être présents sur les fronts de la coopération culturelle à partir de nos bibliothèques. Nous devons convaincre nos hommes et femmes politiques de « nous utiliser davantage », car nous pouvons être très rentables, obtenir des sommes allouées au développement et un plus grand rendement. »

(Garcia Martin, 2006 : 11)

3.3 Politique et économie de la coopération internationale

La politique et l'économie constituent des aspects essentiels des projets de coopération, que ce soit en ID ou dans un autre domaine, car elles ont un impact sur le bon fonctionnement de ceux-ci.

3.3.1 Politique internationale

D'après la monographie de Catherine SCHÜMPERLI¹⁷, l'organisation du développement est un processus politique qui a pour but d'améliorer durablement les conditions de vie et la prospérité en général dans les pays en développement. Ce processus implique la gestion de conflits d'intérêt et suppose l'action concertée des acteurs gouvernementaux, des organisations internationales, des ONG et du secteur privé.

Toutefois, les inégalités sans cesse croissantes et l'échec des stratégies de développement mises en place jusqu'à présent démontrent que de grands progrès doivent encore être réalisés pour atteindre le but du développement. Plusieurs articles que nous avons lus témoignent de cette constatation, mais démontrent aussi que les acteurs de la coopération deviennent de plus en plus actifs et proposent des solutions pour pallier à ces différents problèmes. Ainsi, ils prennent conscience que des actions sporadiques du type construction d'école, micro crédit, dons de livres ou autres ne suffisent pas pour assurer l'efficacité du développement. Il faut agir à un niveau plus global, c'est-à-dire, mettre en place un climat politique cohérent qui offre un cadre favorisant le développement et qui permet d'assurer que les décisions prises au niveau des politiques internationales soient respectées et appliquées par tous les acteurs de la coopération. Dans ce but,

¹⁷ SCHÜMPERLI, Catherine. *La politique suisse de solidarité internationale : de la coopération au développement global*. Lausanne : PUF, 2007.

plusieurs directives et résolutions ont déjà été adoptées par différents Etats du Nord comme la réalisation des OMD ou la consécration du 0,7% du PIB à l'aide publique au développement et de la coopération au développement.

Ainsi, depuis quelques années, la coopération internationale prend un nouveau tournant et les nouvelles politiques sociales se développent essentiellement sur les axes suivants : l'impact des négociations commerciales sur la pauvreté au Sud, la réforme politique des institutions internationales et les conditions liées à l'augmentation de l'aide au développement. Ces axes de développement impliquent notamment l'identification de nouvelles sources de financement pour le développement et une adaptation des systèmes de gouvernance répondant à de nouveaux acteurs et à l'émergence de nouvelles puissances.

3.3.2 Politique suisse

La monographie de Catherine SCHÜMPERLI, *La politique suisse de solidarité internationale*¹⁸, aborde le sujet de l'aide au développement en Suisse. L'auteur observe que, dans ce domaine et depuis le début des années 1990, la Suisse adopte plus systématiquement les décisions et les pratiques définies au niveau international. La Suisse s'occupe actuellement de programmes concernant la gouvernance, la lutte contre la corruption, la promotion de la démocratie, le respect des droits de l'Homme, l'égalité entre les sexes ainsi que la protection de l'environnement.

Les raisons à l'origine de l'action publique de coopération au développement de la Suisse sont les suivantes :

- participer à la solidarité internationale avec sa dimension éthique ;
- obtenir en retour un intérêt économique ;
- obtenir un meilleur rayonnement de la Suisse dans le monde ;
- lutter contre la pauvreté.

Toujours selon Catherine SCHÜMPERLI¹⁹, la Suisse s'engage financièrement dans l'aide au développement mais ses apports sont modestes par rapport à la

¹⁸ Ibid.

¹⁹ Ibid.

puissance économique du pays. Franco CAVALLI²⁰, quant à lui, évoque des mésententes entre les différents partis en Suisse. En effet, la droite souhaite que l'État réduise le budget alloué à la coopération afin de résoudre les problèmes intérieurs en Suisse, tandis que la gauche se contente de tenir un discours humanitaire, sans proposer de solutions.

Malgré quelques points qui pourraient être améliorés, la Suisse bénéficie d'une bonne renommée dans sa pratique de la coopération au développement. Les trois points forts qui caractérisent sa politique sont :

- sa préoccupation constante et réelle de lutter contre la pauvreté ;
- son adhésion aux déclarations de Rome et de Paris sur l'efficacité et l'harmonisation de l'aide ;
- son important engagement dans le domaine de l'aide humanitaire.

Actuellement, la Suisse œuvre activement à la réalisation des OMD, en collaboration avec de nombreux Etats. De plus, les milieux internationaux de la coopération attendent de la Suisse la définition d'une stratégie et d'une politique intégrant davantage de partenariats avec les pays du Sud et de l'Est.

3.3.3 Economie du développement

L'économie du développement est constituée notamment par les échanges entre pays du Nord et pays du Sud et entre les pays du Sud eux-mêmes. Nous connaissons bien les échanges Nord-Sud, qui consistent souvent en des aides amenées aux pays du Sud par des organisations caritatives ou autres organismes du Nord. Ce type de coopération est souvent critiqué car l'image du colonisateur est toujours très présente.

Les échanges de type Sud-Sud, pratiquement inexistants auparavant, ont énormément progressé ces vingt dernières années. Cependant, il existe de nombreux obstacles aux échanges de ce type, par exemple les droits de douane à l'importation qui sont très élevés dans l'intention de protéger le commerce interne des pays les plus pauvres. Les échanges entre pays du Sud étant très positifs pour ces derniers qui ont énormément à y gagner, il serait souhaitable de les encourager, notamment en baissant les tarifs des droits de douane.

²⁰ FERRARI, Sergio. La coopération solidaire, plutôt que l'aide au développement : entrevue avec Franco CAVALLI. In : *Site de Trait d'união* [en ligne].

L'économie du développement est également constituée par le financement des projets et ce, souvent de la part des ONG ou autres organisations caritatives du Nord. Pour reprendre les termes de Paul THEROUX,

« si un projet est financé par des étrangers, il sera toujours conçu par des étrangers et mis en œuvre par des étrangers qui utiliseront un équipement étranger qu'ils se procureront sur le marché étranger. » (Theroux, 2004 : 220)

Ainsi ce serait tout le système de « business de la coopération » qui nuirait à l'Afrique, en clair : l'aide, telle qu'elle est apportée aujourd'hui, ferait régresser l'Afrique.

Gilbert RIST, professeur à l'Institut universitaire d'études du développement (IUED) et auteur de l'ouvrage *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*²¹ suggère, pour sa part, que le développement est un moyen d'étendre le marché économique. D'après lui, au final, c'est toujours le Nord qui décide. En effet, les pays du Sud ne peuvent pas s'exprimer ou imaginer d'autres solutions qu'une coopération Nord-Sud, de peur d'être sanctionnés par les grandes puissances économiques.

En outre, Gilbert RIST donne une définition intéressante du développement :

« Le développement est constitué d'un ensemble de pratiques parfois contradictoires en apparence qui, pour assurer la reproduction sociale du groupe dominant, obligent à transformer et à détruire de façon généralisée le milieu naturel et les rapports sociaux en vue d'une production croissante de marchandises (biens et services) destinés, à travers l'échange, à la demande solvable. » (Rist, 2001)

Un des problèmes dans l'aide Nord-Sud est que l'aide étrangère afflue de manière disproportionnée vers certains pays en développement, c'est en tout cas ce qu'affirment Denis COGNEAU et Sylvie LAMBERT²². En effet, il apparaît que les entreprises des pays du Nord investissant dans le domaine du développement privilégient l'aide envers les pays du Sud les plus prospères, au détriment des pays les plus pauvres. Il existe donc de fortes incohérences entre les politiques commerciales et les politiques d'aide. De plus, certains pays du Sud souhaitant exporter sont confrontés à de fortes taxes qui sont parfois plus élevées que l'aide

²¹ RIST, Gilbert. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 2e éd. Paris : Presse de sciences Po, 2001.

²² COGNEAU, Denis, LAMBERT, Sylvie. Aide et cohérence des politiques des pays du Nord. In : *Repères* [en ligne]. 2006, n° 24.

obtenue ! L'aide est donc plutôt compensatrice par rapport à ces taxes et aux autres flux qui relient les pays développés à ceux en développement. En outre, le montant global des fonds destinés à la coopération internationale ne cesse de diminuer.

Le problème de disproportion de l'aide se ressent également dans le fait que les pays les plus pauvres, même s'ils ont un territoire et une population très restreints, reçoivent une aide supérieure à celle apportée aux pays à faibles revenus comportant une population plus étendue.

3.4 Accès à l'information et TIC

Comme le soulève Maria Araceli GARCIA MARTIN²³, on constate durant le 20^e siècle que l'accès à la sphère culturelle est lié à l'amélioration des capacités et des possibilités de croissance. L'accès à la culture et à l'information permet aux sociétés d'améliorer leurs capacités ce qui amène un développement économique important et réduit la pauvreté. C'est pourquoi les politiques de coopération devraient mettre davantage l'accent sur l'accès à l'information afin de rendre le développement plus durable et efficace.

3.4.1 Droit à l'information

Selon l'article *Information and Communication Technologies and large-scale poverty reduction*²⁴, l'objectif de nombreux pays est d'offrir à tous un accès aux TIC. Cependant, même si les nouvelles technologies facilitent grandement l'accès à l'information, cet objectif est loin d'être atteint. En effet, la plupart du temps les accès sont limités et leurs prix sont souvent inabordables pour les plus pauvres. De plus, la majorité des gens n'ont pas conscience de l'utilité que pourraient avoir

²³ GARCIA MARTIN, Maria Araceli. *Le rôle des bibliothèques dans les politiques culturelles de coopération au développement : modèle de gestion de la bibliothèque de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI)*, 22 août 2006, Séoul. IFLA, 2006.

²⁴ WARNOCK, Kitty (éd.) et WICKREMASINGHE, Ravi, avec la coopération de WEIGEL, Gerolf. *Information and Communication Technologies and large-scale poverty reduction : lessons from Asia, Africa, Latin America and the Caribbean*. In : *Site de Gerster Consulting* [en ligne].

l'information et les TIC²⁵ et de quelle manière ces dernières pourraient les aider à améliorer leurs conditions de vie. En outre, il arrive fréquemment que les projets de TIC ne prennent pas en compte la notion d'accès équitable pour tous.

L'article *Right to information*²⁶ expose, quant à lui, l'importance d'établir des lois pour le droit à l'information afin que ce celui-ci soit reconnu comme étant fondamental. D'après ce texte, plus l'information est accessible et compréhensible par tous, plus on peut considérer que le pays concerné est démocratique et ouvert. De plus, celui-ci considère le droit à l'information comme une arme clé pour lutter contre la pauvreté et la corruption. Contre la pauvreté tout d'abord, car plus une population est informée, plus elle sera capable de se battre contre les circonstances dans lesquelles elle se trouve. Contre la corruption ensuite car, par exemple, si le peuple dispose des informations nécessaires pour savoir pour quelles raisons le gouvernement a donné un certain montant à une certaine entreprise, il sera en mesure de déterminer si il y a eu corruption et de réagir le cas échéant.

3.4.2 Rôle de l'information

Dans l'entretien qu'il a accordé pour la réalisation de l'article *A challenging view on the future of global knowledge sharing*²⁷, Ramesh SRINIVASAN explique que l'information apportée par les TIC peut aider les communautés défavorisées à s'autonomiser et à se prendre elles-mêmes en charge.

Concernant la diminution de la pauvreté, l'étude *Up-scaling pro-poor ICT-policies and practices*²⁸, démontre qu'une bonne utilisation des TIC dans les pays à faible revenu d'Asie et d'Afrique, favorise la réduction de la pauvreté et permet d'atteindre les OMD. Cependant, les auteurs ne cachent pas que l'implantation de

²⁵ Les TIC rassemblent l'ensemble des techniques utilisées dans le traitement, la gestion et la transmission de l'information. Celles-ci comprennent l'informatique, l'Internet, les télécommunications, la radio et la télévision.

²⁶ UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME. BUREAU FOR DEVELOPMENT POLICY. DEMOCRATIC GOVERNANCE GROUP. *Right to information : practical guidance note*. UNDP, 2004.

²⁷ MERL, Christina. A challenging view on the future of global knowledge sharing. In : *Rural development news* [en ligne]. 2007, no 1.

²⁸ GERSTER, Richard ; ZIMMERMANN, Sonja. Up-scaling pro-poor ICT-policies and practices : a review of experience with emphasis on low income countries in Asia and Africa. In : *Site de la Direction du développement et de la coopération* [en ligne]. 2005.

technologies permettant de gérer l'information et la communication comporte des frais pour les pays qui désirent les utiliser pour améliorer leur système social.

Il est également important que l'utilisation des TIC dans la réduction de la pauvreté ne cesse pas une fois que l'information est transmise. Il est nécessaire d'observer le quotidien d'un individu ou d'une communauté, de voir comment ceux-ci perçoivent leurs besoins et déterminent quelle information leur est utile. Enfin, l'utilisation des TIC dans la réduction de la pauvreté doit être faite en respectant les croyances et les valeurs des bénéficiaires.

L'article *Citoyennes africaines de l'information*²⁹ expose, quant à lui, l'importance de l'implication des femmes dans la société de l'information. D'après celui-ci, quand les femmes sont éduquées et en bonne santé, leur famille, leur communauté et leur nation en bénéficient. Les TIC peuvent être une bénédiction pour les femmes africaines en leur permettant de s'alphabétiser. Cela leur permettra de trouver des débouchés plus rémunérateurs afin d'améliorer leur statut social en faisant davantage respecter leurs droits. Les informations auxquelles ces femmes auront accès permettront d'améliorer leur état de santé et leur hygiène, ce qui contribuera à diminuer la mortalité maternelle et infantile.

3.4.3 S'adapter aux besoins

Selon les auteurs de l'article *Information and Communication Technologies and large-scale poverty reduction*³⁰, il ne faut pas se concentrer sur le fait d'insérer à tout prix des TIC dans des projets où elles ne sont pas forcément nécessaires. Il vaut mieux déterminer quels sont les besoins prioritaires, puis déterminer si les TIC ont un rôle à jouer pour répondre à ces besoins.

De plus, Ramesh SRINIVASAN précise dans l'article *A challenging view on the future of global knowledge sharing*³¹ qu'il est important que les TIC soient adaptées aux communautés qui les utilisent et correspondent à leurs besoins ainsi qu'à

²⁹ RESEAU GENRE ET TIC. *Citoyennes africaines de la société de l'information : manuel de première urgence à l'intention des décideurs*. Dakar : Enda Tiers-monde, 2004.

³⁰ WARNOCK, Kitty (éd.) et WICKREMasinghe, Ravi, avec la coopération de WEIGEL, Gerolf. *Information and Communication Technologies and large-scale poverty reduction : lessons from Asia, Africa, Latin America and the Caribbean*. In : *Site de Gerster Consulting* [en ligne]. 2005.

³¹ MERL, Christina. *A challenging view on the future of global knowledge sharing*. In : *Rural development news* [en ligne]. 2007, no 1.

leur mode de fonctionnement et de réflexion. Il est important que les communautés puissent s'approprier les TIC et créer leur propre contenu.

Les auteurs de l'article *Up-scaling pro-poor ICT-policies and practices*³², partagent ce point de vue et expliquent qu'il est plus important de s'adapter aux besoins des populations que de leur imposer des technologies de pointe dont elles n'ont soit aucune utilité, soit aucune possibilité de les intégrer dans leurs systèmes. Ils pensent, en effet, qu'il est nécessaire que ces technologies soient accompagnées d'actions concrètes pour que leur utilisation ait véritablement un impact sur la qualité de vie des communautés défavorisées.

3.4.4 Réussir la mise en place d'un système utilisant les TIC

Les auteurs de *Up-scaling pro-poor ICT-policies and practices*³³ ont relevé plusieurs conditions afin de réussir l'implantation d'un système utilisant les TIC : un choix approprié des technologies ainsi que la mobilisation des différents secteurs publics et privés. De plus, l'environnement basé sur les TIC doit inclure plusieurs caractéristiques comme la liberté d'expression, la diversité et la libre circulation de l'information. En outre, il ne doit y avoir aucun monopole au niveau de la fourniture de l'infrastructure des TIC.

De plus, l'article *Information and Communication Technologies and large-scale poverty reduction*³⁴ fait part des leçons apprises par le biais de projets menés dans le domaine des TIC. Nous apprenons dans ce texte que l'approche « open access » réduit les coûts et pourrait, de ce fait, encourager les investissements pour offrir l'accès aux TIC aux communautés les plus marginalisées.

Cet article explique également que les infrastructures basées sur les communautés permettent l'aboutissement de projets qui ne seraient pas réalisables autrement. L'article donne comme exemple le fait qu'aucun fournisseur Internet

³² GERSTER, Richard ; ZIMMERMANN, Sonja. *Up-scaling pro-poor ICT-policies and practices ; a review of experience with emphasis on low income countries in Asia and Africa*. In : *Site de la Direction du développement et de la coopération* [en ligne]. 2005.

³³ Ibid.

³⁴ WARNOCK, Kitty (éd.) et WICKREMASINGHE, Ravi, avec la coopération de WEIGEL, Gerolf. *Information and Communication Technologies and large-scale poverty reduction : lessons from Asia, Africa, Latin America and the Caribbean*. In : *Site de Gerster Consulting* [en ligne]. 2005

n'aurait comme public-cible un village isolé, alors que si plusieurs villages se regroupaient, ils auraient les moyens de s'offrir un accès à Internet.

En outre, ce texte explique que si de nombreux projets échouent, c'est parce qu'ils se contentent de développer une version électronique de processus qui ne fonctionnaient pas auparavant. Il faut donc innover afin d'éviter de répéter des schémas inefficaces.

3.4.5 Rôle des bibliothèques

Plusieurs textes que nous avons étudiés, dont l'article *Public libraries and the Millennium Development Goals*³⁵, affirment que les bibliothèques ont de nombreuses possibilités d'action dans le domaine de la coopération. Elles peuvent tout d'abord fournir l'information nécessaire pour soutenir les efforts locaux de développement. Elles sont ensuite un lieu où les populations peuvent se rencontrer et se réunir afin de tenter d'améliorer leur situation. De plus, les bibliothèques soutiennent les efforts d'éducation des pays en voie de développement en fournissant du matériel pédagogique et un environnement de travail pour les élèves et étudiants. Les SID, grâce aux informations qu'ils offrent, peuvent contribuer à réduire la mortalité infantile et améliorer la santé des mères. Ils doivent de plus fournir des informations sur les maladies graves se propageant dans les pays du Sud afin de participer aux efforts de sensibilisation des populations touchées.

Dans le but de fournir ces informations au plus grand nombre, les bibliothèques ne peuvent se contenter de proposer des livres traditionnels dans la/les langue(s) officielle(s) du pays. Elles devraient en effet mettre à disposition les informations dans un langage, un format et un niveau adapté à tous les publics. Les différentes communautés devraient donc trouver dans les rayonnages de leur bibliothèque des documents sous forme écrite, parlée ou électronique, que ce soient des romans, des chansons, des danses, des séminaires ou encore des discussions de pairs. Les SID devraient également être mobiles afin de se rendre dans des quartiers isolés et des bidonvilles.

³⁵ FORSYTH, Ellen. Public Libraries and the Millennium Development goals. In : *IFLA Journal* [en ligne]. 2005, vol. 30, no 4.

D'après Ellen FORSYTH³⁶, les bibliothèques ont également un rôle à jouer dans la préservation des systèmes de connaissances traditionnels et indigènes. En effet, celles-ci peuvent aider les communautés à avoir un meilleur contrôle sur l'utilisation de leurs connaissances.

3.4.6 La DDC et les TIC

Dans l'article *DDC et nouvelles technologies*, nous apprenons que « *La DDC a toujours considéré que le savoir est le capital le plus important pour le développement.* » (Weigel, 2003). De plus en plus de projets de la DDC ont une composante TIC. Ceux-ci mettent d'ailleurs l'accent sur les contenus et la construction des savoirs, et non pas uniquement sur la diffusion de l'information. En plus de ses propres activités, cette institution soutient des activités et des projets à travers des partenariats multi-acteurs et multilatéraux. A cet effet, elle associe des institutions publiques, privées et non lucratives.

Par le biais de cet article, nous apprenons que la DDC est convaincue que les TIC sont des instruments efficaces de lutte contre la pauvreté, principalement à travers les trois axes suivants : l'accès à l'information et au savoir, l'expression et l'autopromotion ainsi que la communication, les réseaux et les échanges.

3.5 Conclusion

La lecture de ces différents textes nous a permis d'avoir un avis moins naïf sur la coopération au développement. En effet, si de nombreuses personnes ou organisations agissent avec les meilleures intentions, il existe également de nombreux pièges. Il faut apprendre à les identifier pour pouvoir les éviter et, ainsi, parvenir à mener à bien les projets.

Ces lectures nous ont également permis de nous rendre compte de l'histoire, de l'évolution et de la situation actuelle de la coopération au développement. Malgré de nombreuses années d'existence, l'aide au développement reste en recherche d'efficacité accrue, car on doit malheureusement constater que les conditions de vie des pays du Sud ne sont pas fondamentalement améliorées. Il est donc important de la remettre en question et de trouver de nouvelles formes d'aide mieux adaptées aux besoins, conditions et réalités des pays du Sud.

³⁶ Ibid.

Pour cela, les documents que nous avons lus donnent quelques pistes. Tout d'abord, il est important que les gouvernements du Nord harmonisent leurs conditions, leurs procédures et leur manière de travailler afin de fournir une aide plus efficace. Il faudrait que se généralisent des partenariats entre les gouvernements, les organisations non gouvernementales, le secteur privé et la société civile afin de créer de meilleurs projets en utilisant les compétences et expériences de chacune de ces parties.

De surcroît, il serait souhaitable de laisser dorénavant les pays du Sud évaluer leurs propres besoins au lieu de leur fournir des solutions toutes faites ne correspondant pas nécessairement à leurs attentes. Les différents acteurs de la coopération doivent faire en sorte que les pays du Sud puissent prendre en main les différents projets dont ils bénéficient. En outre, il serait utile de prêter, en plus de l'aide financière, des compétences professionnelles afin de développer les capacités des peuples du Sud et, de ce fait, aider les pays du Sud à être autonomes. L'encouragement des relations Sud-Sud est également une solution à envisager. En s'entraïdant, les pays du Sud pourraient en effet être plus indépendants face aux pays du Nord.

Il est de plus fondamental que les populations du Sud aient accès à un maximum d'informations objectives dans un langage et un format adaptés. Ainsi, elles pourront développer leur sens critique et leurs capacités. Ces informations largement disponibles permettraient donc de diminuer la pauvreté et auraient pour conséquence l'existence d'un gouvernement plus équitable et démocratique.

Durant nos lectures, nous avons également constaté qu'un nombre croissant de projets dans le domaine des TIC voient le jour. Cependant, ces technologies ne sont pas une solution en elles-mêmes et ne constituent qu'un moyen parmi d'autres d'accéder à l'information. En effet, les TIC représentent le canal permettant d'acheminer l'information qui, elle, constitue la matière première et devrait donc être l'aspect le plus important de ce type de projet. Il faut en effet impérativement intégrer des aspects de sélection objective des informations, de gestion de l'information et de transmission du savoir.

Bien que la DDC consente à ces observations et mène plusieurs projets dans lesquels sont intégrées des composantes liées à l'accès et à la gestion de l'information, elle pourrait accorder une place plus importante à ce type de projets.

Afin de contribuer à ces améliorations, les bibliothèques et autres SID devraient être plus présents dans les programmes de coopération. Ils pourraient se greffer sur des projets plus généraux déjà existants afin de les améliorer et de bénéficier d'une considération plus importante de la part de la DDC. Le gouvernement suisse devrait prendre conscience de l'importance des projets en ID et les appuyer davantage par le biais de la DDC. Des institutions telles que l'IFLA, bénéficiant non seulement de connaissances étendues dans le domaine de l'ID, mais également d'une expérience dans le domaine de la coopération avec son programme ALP, auraient la possibilité de soutenir de plus nombreuses initiatives dans le domaine de l'ID.

4 Analyse des besoins

4.1 Synthèse des entretiens concernant les projets	45
4.1.1 <i>Généralités</i>	45
4.1.1.1 Profil des personnes interrogées	45
4.1.1.2 Nature des projets	47
4.1.2 <i>Déroulement et contexte d'un projet</i>	47
4.1.2.1 Collecte d'information	47
4.1.2.2 Financement	48
4.1.2.3 Equipe de travail	48
4.1.2.4 Suivi	49
4.1.3 <i>Facteurs clés dans la préparation et la réalisation d'un projet</i>	49
4.1.3.1 Préparation	49
4.1.3.2 Réalisation	50
4.2 Synthèse des entretiens concernant l'antenne de référence à la HEG ...	52
4.2.1 <i>Attentes des mandantes</i>	52
4.2.2 <i>Propositions concernant l'antenne de référence à la HEG</i>	53
4.2.2.1 Une plateforme d'échange, un réseau	54
4.2.2.2 Des conseils pratiques	54
4.2.2.3 Un état des lieux	55
4.2.2.4 Autres propositions	55
4.2.3 <i>Nécessité d'une étude de marché</i>	55
4.3 Analyse de l'existant	56
4.3.1 <i>Visite du cinfo</i>	56
4.3.2 <i>Funredes</i>	57
4.3.3 <i>Conclusion</i>	58
4.4 Interprétation des données	59

Les entretiens que nous avons menés avec des personnes/organisations ayant réalisé ou réalisant des projets de coopération en ID ont représenté une partie capitale de notre travail de diplôme. En effet, étant donné que l'un de nos objectifs consistait à créer une antenne de référence à la HEG dans le domaine de la coopération en ID, il était très important pour nous de recueillir l'avis de personnes spécialisées dans ce domaine. Cela était effectivement nécessaire afin de mieux comprendre quels besoins l'antenne de référence de la HEG devra satisfaire, les difficultés auxquelles elle sera confrontée et les défis qu'elle devra relever. Cette étape était également utile pour nous permettre de comprendre comment se réalise un projet et quels en sont les principaux aspects et difficultés.

De plus, cela nous a indirectement permis d'identifier certains projets de coopération menés en Suisse dans le domaine de l'ID, ainsi que des initiateurs et des

acteurs de ce type de projets. Ces entrevues nous ont également permis de nous familiariser avec le domaine de la coopération internationale et de comprendre les différentes stratégies et les divers enjeux qui existent dans ce domaine. Ainsi, sur la base de ces entretiens, nous avons pu effectuer une analyse des besoins réaliste.

4.1 Synthèse des entretiens concernant les projets

Nous avons mené quinze entretiens afin d'analyser les besoins de personnes ou organisations menant des projets dans le domaine de la coopération au développement en ID.

Nous avons également rencontré trois représentants de peuples autochtones qui nous ont offert l'opportunité d'avoir un autre point de vue sur la question. Nous avons ainsi pu découvrir ce que les peuples autochtones attendaient de la coopération en ID.

Nous avons, de plus, contacté une personne de la DDC qui nous a transmis des informations et documents concernant les critères qu'une institution doit remplir pour que la DDC la soutienne.

Nous n'avons malheureusement obtenu aucune réponse pertinente à notre demande d'entretiens en allemand sur Swiss-lib. Nous n'avons donc pu réaliser aucun entretien avec des coopérants suisses allemands et par conséquent, leurs besoins n'ont pas pu être pris en compte dans notre analyse des besoins.

4.1.1 Généralités

4.1.1.1 Profils des personnes interrogées

Douze personnes parmi les quinze que nous avons interrogées sont des spécialistes en ID, deux sont des enseignants et un est éditeur. Toutes sont suisses ou habitent en Suisse et ont collaboré à des projets liés de près ou de loin à l'ID (par exemple : création de bibliothèques, formation professionnelle dans le domaine de la bibliothéconomie, dons de livres, etc.).

Le statut de ces personnes est variable : nous avons rencontré des bénévoles, des salariés, des chefs de projet, une directrice d'ONG, etc. Certaines d'entre elles sont parties en mission grâce à des structures d'envoi et d'échange de professionnels (E-changer, Mission Bethléem, etc.), d'autres se sont engagées dans des

ONG ayant des projets dans le domaine de l'ID, tandis que d'autres sont parties par leurs propres moyens.

Les raisons qui ont incité ces personnes à collaborer à un projet de coopération étant nombreuses et très différentes, nous ne les énumérerons donc pas toutes. La majorité des projets en ID dont nous avons eu connaissance sont l'aboutissement d'une initiative personnelle liée à un intérêt pour la coopération, la découverte d'autres horizons et la profession. D'autres facteurs tels que la langue, les opportunités géographiques, la taille du projet ou encore les contacts personnels influencent également l'orientation du projet et le choix du pays. Malgré ces aspects, les projets exposés durant ces entretiens répondent à des besoins réels, certains sont même le fruit de demandes émanant de pays en voie de développement.

Entretien avec des autochtones

Nous avons également interrogé trois représentants de peuples autochtones qui étaient en stage au doCip³⁷ à Genève dans le but de se former aux techniques bibliothéconomiques. Ces personnes, représentant différentes communautés d'Afrique (Batwa du Burundi et du Rwanda et Touareg du Mali), nous ont parlé de leurs projets, de leurs besoins et de leurs attentes en ce qui concerne la coopération en général et plus particulièrement de ce qu'ils attendraient d'une antenne de référence dans le domaine de la coopération en ID.

La nature des projets réalisés par les représentants de peuples autochtones est totalement différente de celle des autres contacts que nous avons interrogés. En effet, ce sont des personnes du Sud réalisant des projets dans leur propre pays qui sont donc généralement bien informées des besoins concrets des bénéficiaires et du public-cible. Les entretiens que nous avons réalisés avec ces stagiaires nous ont donc permis de prendre en compte un aspect très important pour la réalisation de notre antenne : les besoins des pays bénéficiaires.

³⁷ Le doCip a été créé en 1978 à la demande de représentants autochtones. Cette organisation non-gouvernementale suisse de liaison entre les peuples est destinée à appuyer et faciliter les travaux des représentants indigènes à l'intérieur du système des Nations Unies.

4.1.1.2 Nature des projets

Les projets dont nos contacts nous ont parlé étaient soit initiés par eux-mêmes, soit supervisés par une ONG, ou encore mandatés par de grandes organisations internationales telles que l'ONU.

Il existe très peu d'associations dont le but est de mener des projets de coopération dans le domaine de l'ID. Il s'est de plus avéré que ces projets résultaient souvent d'initiatives individuelles ou de petites associations.

Les projets dont nous avons eu connaissance se déroulent essentiellement en Afrique ou en Amérique du Sud. Les liens entre ces pays et la Suisse se sont tissés sur la base de divers partenariats avec des personnes individuelles, professionnelles ou non, avec des associations de professionnels ou encore des bureaux de références d'ONG.

4.1.2 Déroulement et contexte d'un projet

Un des buts de cette étape était de comprendre le fonctionnement d'un projet de coopération dans le domaine de l'ID. Nous avons donc, sur la base des informations recueillies lors de nos entretiens, relevé les diverses caractéristiques d'un projet.

4.1.2.1 Collecte d'information

Lors de nos entretiens, nous avons demandé aux personnes rencontrées si elles avaient pu se renseigner lors de la préparation de leur(s) projet(s) de coopération en ID et, si oui, auprès de qui.

Sur les quinze personnes interrogées, trois nous ont expliqué avoir obtenu des renseignements sur le travail dans le domaine de la coopération d'une manière générale auprès d'organisations telles que le cinfo ou E-changer. Cependant, ces dernières ne renseignent pas sur le domaine de l'ID en particulier.

Quatre personnes nous ont confié avoir pu récolter des renseignements au sujet de la coopération dans le domaine de l'ID, soit par le biais de connaissances ayant déjà réalisé un projet dans ce domaine, soit grâce à des organisations telles que Go Sénégal, l'IFLA ou le World Library Partnership (WLP).

Enfin, huit contacts nous ont expliqué être partis sans s'être renseignés auprès de qui que ce soit. Cela peut être dû au fait que les personnes en questions connais-

saient bien le pays ou leur projet et estimaient être suffisamment informées. Un autre cas de figure, plus fréquent, est que les personnes ont effectivement cherché des renseignements, mais n'ont trouvé personne à qui s'adresser et sont donc parties par leurs propres moyens.

4.1.2.2 *Financement*

Le coût d'un projet est extrêmement variable (entre 700 et 100'000 CHF dans le cas des projets dont on nous a parlé) et le financement est très difficile à assurer. De plus, peu de projets de coopération en ID sont initiés ou soutenus par le gouvernement suisse. En effet, bien que les autorités suisses, et celles de nombreux autres pays aient pris conscience de l'importance de ces projets, elles ont actuellement d'autres priorités que les actions de coopération en ID.

Ainsi les personnes et associations que nous avons rencontrées nous ont avoué passer un temps non négligeable à la recherche de fonds. Cette recherche est d'autant plus difficile qu'un SID n'est que très rarement lucratif et autosuffisant. Pour financer leur projets, les personnes ou associations organisent de nombreuses actions (repas de soutien, ventes de pâtisseries, etc.), soumettent des demandes de subventions à diverses institutions susceptibles de les soutenir et font des appels de dons auprès de leurs connaissances.

4.1.2.3 *Equipe de travail*

Un autre point essentiel durant la préparation et la réalisation d'un projet est la constitution des équipes, que ce soit du point de vue du coopérant ou des collaborateurs sur place. Les personnes que nous avons interrogées pensent en effet qu'il est capital de s'entourer de personnes fiables, dynamiques et motivées. Un de nos contacts nous a également précisé qu'il était judicieux de choisir un seul responsable sur place pour toute la durée du projet afin d'éviter les jalousies et autres problèmes dans la gestion du projet, lors de sa mise en place puis durant son exécution.

Pour ce qui est du projet en lui-même, beaucoup de nos contacts nous ont mises en garde contre la corruption, qui est malheureusement monnaie courante dans le domaine de la coopération et dans certains pays du Sud. Cependant, aucun contact n'a contesté le fait que la majorité des interlocuteurs est tout à fait fiables. Selon les personnes interrogées, il est d'ailleurs très important d'impliquer des

acteurs locaux à tout moment de l'avancement du projet, y compris dans des postes à responsabilité.

4.1.2.4 Suivi

De nombreuses expériences démontrent que le suivi d'un projet de coopération est très difficile à prévoir et à gérer. Une fois qu'un projet est créé et fonctionne, il faut en assurer la pérennité en termes de personnel, de motivation et de financement. Malheureusement, beaucoup de projets qui fonctionnaient disparaissent au bout de quelques années car aucune stratégie de maintien à moyen ou long terme n'avait été arrêtée dès le départ. De plus, les changements de personnes trop fréquents peuvent entraîner des interruptions de projets ou un manque de suivi.

Une solution envisageable pour pallier à ce problème est de permettre aux populations locales, directement concernées par le projet, de se l'approprier afin que, passé un certain délai, le projet fonctionne de manière autonome ou soit repris par les autorités du pays dans lequel il est réalisé. Ces méthodes sont de plus en plus envisagées et mises en pratique dans les milieux de la coopération. Toutefois, dans le domaine de l'ID, les rares suivis qui existent sont souvent le fruit d'une initiative et d'un intérêt personnel.

4.1.3 Facteurs clés dans la préparation et la réalisation d'un projet

Nous avons collecté des informations nous permettant de définir les facteurs clés à prendre en compte lors de la préparation et de la réalisation d'un projet de coopération en général, et dans le domaine de l'ID en particulier.

Pour cela, nous avons demandé à nos contacts ce qu'ils considéraient comme important à effectuer lors de la préparation d'un projet. Ainsi, ceux-ci nous ont fourni un certain nombre de facteurs de réussite et d'échec qui pouvaient contribuer, ou non, au bon déroulement d'un projet. Les mêmes questions leur ont ensuite été posées au sujet de la réalisation d'un projet.

4.1.3.1 Préparation

La préparation d'un projet de coopération est une étape importante, voire déterminante pour sa réussite. Cette étape ne doit pas être bâclée et il est essentiel de procéder de manière organisée.

Ecouter et dialoguer

Tout d'abord, un projet doit répondre à un besoin local afin d'aboutir, d'être utile et pérenne. Par conséquent, une des premières tâches à réaliser durant la préparation est la rencontre des interlocuteurs représentant la population concernée afin de connaître ses attentes, ses besoins et ses possibilités. Ensuite, il est nécessaire de prendre contact avec les principaux acteurs en tâchant de n'oublier personne. Ceci permet d'éviter les jalousies ou les exclusions, surtout lorsque l'on collabore avec des populations très hiérarchisées. Les principaux acteurs doivent donc être informés des divers aspects et composantes du projet. Il est ensuite important d'étudier les motivations des interlocuteurs afin d'éviter la corruption dont nous avons déjà évoqué l'existence.

S'informer

Avant la mise en place d'un plan d'action, il est indispensable de se renseigner sur le pays en question, la culture, la mentalité et les habitudes de ses habitants. Ces informations permettent d'adapter au mieux le projet à la population ciblée. Elles permettent également aux coopérants de réaliser une analyse des besoins et une étude de faisabilité réalistes afin de fixer des objectifs clairs et dresser un calendrier des activités précis. Toutefois, il est intéressant de constater que, même si une personne désirant partir s'est renseignée très précisément sur un pays et sa culture, un « choc culturel » plus ou moins important est toujours possible.

Les coopérants doivent également se renseigner sur le fonctionnement de l'administration. Un manque de connaissance dans ce domaine s'est avéré plus d'une fois source de problèmes (perte de temps, retard dans les demandes, etc.). Ces informations permettent la réalisation du projet dans les meilleurs délais et conditions.

Finalement, nous avons été sensibilisées au fait que tout coopérant, quel que soit le projet qu'il souhaite mener, doit être conscient que son action ne sera qu'une « goutte d'eau dans la mer » et qu'il effectuera « un travail de fourmi ».

4.1.3.2 Réalisation

Lorsque la préparation est terminée, la mise en œuvre concrète d'un projet peut débuter. Durant cette étape, les points suivants sont importants à prendre en compte :

Collaborer avec des professionnels

En ce qui concerne le niveau de compétence du personnel engagé dans un projet de coopération dans le domaine de l'ID, les avis sont partagés. La majorité des personnes interrogées pense qu'il est nécessaire de n'envoyer en mission que des professionnels du domaine. D'autres estiment que, même s'il est préférable d'envoyer des professionnels, il ne faut pas essayer d'empêcher les non-professionnels de partir. L'argument avancé est que les non-professionnels qui souhaitent réaliser de tels projets sont des personnes motivées qui partiront quoi qu'il en soit. Ainsi, il serait préférable de leur proposer des informations sur la gestion de l'information, sous forme de guides par exemple, plutôt que de les laisser mener le projet selon leurs idées et sans connaissances de base du domaine.

S'adapter

Nous avons pu constater lors de nos entretiens que les coopérants devaient posséder deux facultés pour mener à bien un projet de coopération : l'adaptation et la souplesse. En effet, il est important de ne pas se focaliser sur un projet statique. Ainsi, plusieurs personnes ont remarqué que, durant la mise en place d'un projet, les besoins pouvaient évoluer et qu'il était préférable pour la réussite de celui-ci d'adapter les objectifs initiaux. Pour cela, il est également nécessaire de ne pas être trop rigoureux sur les termes utilisés. Par exemple, la définition du terme bibliothèque peut être élargie à de nombreux concepts : bibliothèque publique, scolaire mais aussi mobile, sans oublier que parfois quelques documents suffisent pour constituer un SID.

Autres facteurs d'échec

Plusieurs facteurs d'échec indépendants des projets réalisés nous ont été rapportés : catastrophes naturelles, problèmes humains (solitude, choc culturel), sociopolitiques (tension dans le pays) ou encore relationnels (difficulté à gagner la confiance des gens, mauvaise sensibilisation des partenaires, conflit de personnalité ou problèmes de communication).

4.2 Synthèse des entretiens concernant l'antenne de référence à la HEG

4.2.1 Attentes des mandantes

Afin de compléter notre analyse des besoins, nous avons interrogé nos trois mandantes, Mesdames Danielle MINCIO, Anne PILLET et Ruth WENGER, ainsi que Madame Yolande ESTERMANN, représentant la HEG, sur leurs attentes et leur perception de la future antenne de référence à la HEG. Ainsi, nous pouvions obtenir des informations de la part de personnes impliquées et ayant des connaissances étendues dans le domaine de la coopération internationale en ID. Nous avons cherché à savoir comment elles imaginaient l'antenne de référence, quel en serait le public-cible et quels services celle-ci pourrait offrir.

Comme nous nous en doutions, bien que nos mandantes étaient d'accord sur les aspects fondamentaux de l'antenne de référence, leurs avis étaient divergents sur plusieurs points secondaires. Ces dissemblances nous ont permis d'obtenir de nombreuses propositions différentes et ainsi d'élargir notre vision de ce futur service.

Toutes nos mandantes estimaient que l'antenne de référence s'adresserait à des personnes désirant réaliser des projets de coopération en ID. Cependant, certaines pensaient que le public serait limité aux personnes ayant une formation en ID alors que d'autres jugeaient qu'elle pourrait s'adresser également aux non-professionnels.

L'aspect de plateforme d'échange et de mise en contact entre les personnes souhaitant partir et celles ayant l'expérience et les connaissances nécessaires apparaissait à toutes nos mandantes comme la principale raison d'être de l'antenne de référence. C'est au niveau des services complémentaires et de la fourniture de ceux-ci que des divergences surgissaient. Par exemple, certaines proposaient que l'antenne se charge de la recherche de bailleurs de fonds potentiels, alors que d'autres n'envisageaient pas cet aspect.

En outre, plusieurs de nos mandantes nous ont parlé de l'importance du fait que l'antenne de référence de la HEG soit associée à des institutions reconnues dans le domaine de la coopération en ID telles que l'IFLA avec son programme ALP.

De plus, elles ont parlé du rôle que pourrait avoir notre projet dans l'amélioration du rayonnement international du domaine de l'ID. En effet, selon nos mandantes, cette antenne pourrait servir de vitrine pour sensibiliser les autorités et la société civile suisses au potentiel d'action des professionnels de l'ID dans des projets de coopération internationale.

Elles envisageaient également une collaboration plus poussée avec les associations professionnelles, ainsi qu'avec les filières de formation de l'ID de la Haute école spécialisée (HES). Ainsi, par son emplacement à la HEG, l'antenne pourrait toucher directement les étudiants qui pourraient ainsi profiter de leur stage professionnel pour partir dans le cadre d'un projet de coopération. De plus, les professeurs de la HEG pourraient participer à la prise en charge des questions en mettant au service de l'antenne de référence leur expérience et leur professionnalisme.

Certaines de nos mandantes imaginaient le fonctionnement de l'antenne de manière principalement virtuelle alors que les autres en avaient une vision bien plus matérielle. Ces dernières imaginaient, par exemple, un bureau avec une personne présente pour accueillir le public alors que les premières aimeraient développer un site internet très interactif et dynamique qui proposerait un grand nombre d'informations et de services en ligne. Toutes reconnaissaient l'importance de ces deux aspects : un site Internet et une personne à qui le public-cible peut s'adresser, la divergence est dans la proportion d'information donnée par l'un au l'autre de ces canaux.

4.2.2 Propositions concernant l'antenne de référence à la HEG

Dans le cadre de nos entretiens, nous avons expliqué aux personnes interrogées le concept de l'antenne de référence que nous prévoyions d'installer à la HEG et leur avons demandé ce qu'elles en pensaient et si elles y voyaient une utilité. Toutes les personnes interrogées nous ont répondu positivement. Toutefois, nous avons relevé une grande diversité quant à la perception du degré d'utilité de cette antenne. Certaines personnes la pensaient indispensable, alors que d'autres estimaient que, pour l'instant, il n'y avait pas suffisamment de demandes, mais que son existence pourrait créer un besoin.

Nous avons ensuite demandé à nos contacts quels types de services ils attendaient d'une telle antenne. L'aspect plateforme d'échange a été cité neuf fois, celui

des conseils pratiques huit fois et celui de l'état de lieux cinq fois. De plus, d'autres propositions individuelles nous ont de plus été rapportées.

4.2.2.1 Plateforme d'échange, réseau

Le service le plus cité par nos contacts était l'aspect de plateforme d'échange, qui fonctionnerait comme un réseau et proposerait une liste de contacts. En effet, selon les personnes interrogées, l'utilité principale d'une telle antenne est le partage de compétences, l'échange de savoir. Celles-ci imaginaient cet échange sous différentes formes : une base de données contenant les contacts de personnes/associations de référence (avec leur domaine de spécialisation et leur région d'activité), un réseau de professionnels en lien avec les SID, les associations professionnelles et les écoles spécialisées en ID en Suisse, mais aussi au Sud, une base de données d'expériences, ou encore un forum de soutien sous forme virtuelle. Les personnes interrogées ont également proposé d'organiser des rencontres entre les différents acteurs.

L'objectif principal de cette antenne serait donc de mettre en relation les gens qui ont la volonté de réaliser un projet avec ceux qui ont l'expérience et les connaissances nécessaires. L'antenne aurait aussi comme rôle important de rediriger les personnes s'adressant à elle vers les bonnes personnes/organisations.

Les représentants des peuples autochtones que nous avons rencontrés nous ont également sensibilisées au fait que l'antenne de référence pourrait proposer une base de données concernant les besoins des pays du Sud en termes de compétences professionnelles, de matériel, etc.

4.2.2.2 Conseils pratiques

Le fait de fournir des conseils pratiques était un aspect fréquemment cité. En effet, les gens souhaitant partir au Sud ne sont pas forcément conscients de tous les types de problèmes auxquels ils vont devoir faire face. L'antenne pourrait donc donner des conseils sur la résolution de problèmes, la mise en place de centres d'information (normes, budgets, que faut-il dans le SID ? Qu'est-ce que cela implique ? Etc.) ainsi qu'une aide pour les non-professionnels qui souhaitent réaliser un projet en ID. De plus, une partie de ces conseils pratiques concernerait le financement des projets avec des informations telles qu'une liste de bailleurs de fonds potentiels, des conseils pour effectuer des demandes de financement, etc.

Les représentants des peuples autochtones que nous avons rencontrés nous ont également fait part de leur besoin en conseils pratiques. En effet, ils éprouvent une grande difficulté à transporter le matériel qu'ils se sont procurés : ils ne savent pas comment s'organiser pour le transport (manque d'informations pratiques et de coordination) et sont confrontés aux arnaques et à la corruption, que ce soit en Europe ou au Sud.

4.2.2.3 Etat des lieux

Un autre service également considéré comme important était la fourniture d'un état des lieux de la coopération en ID dans les pays du Sud. Il s'agirait de recenser de manière aussi exhaustive que possible les projets existants dans ce domaine. Certaines personnes interrogées ont également proposé de cartographier l'existant, c'est-à-dire de lister les projets qui sont en cours ou qui ont déjà eu lieu par région afin d'éviter les doublons et de favoriser les collaborations.

D'une manière plus générale, certains estimaient également qu'il serait pertinent de fournir un état des lieux de la situation de l'ID par pays : existe-t-il une formation, une association professionnelle, les professionnels sont-ils reconnus, etc. ?

4.2.2.4 Autres propositions

Certaines personnes interrogées ont également soulevé la possibilité de créer une bibliothèque mettant à disposition des ouvrages spécialisés dans la coopération en ID : une sorte de centre de documentation spécialisé qui serait lié à l'antenne.

Au vu de la difficulté à trouver du travail dans la coopération internationale dans le domaine de l'ID, certains contacts ont aussi proposé que l'antenne de référence recherche et mette à disposition des offres d'emploi dans ce domaine.

4.2.3 Nécessité d'une étude de marché

Après avoir effectué quelques entretiens et avoir entendu les conseils de nos contacts, nous nous sommes rendu compte que, si nous souhaitons que l'antenne de référence soit concrétisée, il faudrait effectuer au préalable une étude de marché minutieuse. Cependant, ce travail n'entrait pas dans le cadre de notre travail de diplôme.

Nous souhaitons toutefois nous forger une idée plus précise de la quantité de demandes qui pourrait parvenir à notre antenne. Un de nos contacts, travaillant

pour le Groupe de réalisation et d'animation pour le développement (GRAD), nous a donc fourni les questions concernant le domaine de l'ID qu'il avait reçues durant ces douze derniers mois. Il nous a ainsi envoyé six requêtes correspondant parfaitement à notre champ d'action. Ces six demandes peuvent paraître peu nombreuses, mais il faut prendre en compte le fait que toutes les interrogations de ce type ne sont pas adressées au GRAD qui n'est pas une institution de référence dans le domaine.

4.3 Analyse de l'existant

4.3.1 Visite du cinfo

Dans le cadre de la collecte d'information que nous avons réalisée pour notre travail de diplôme, nous avons visité un centre d'information similaire à l'antenne de référence que nous souhaitons créer : le cinfo. Ce centre d'information, de conseil et de formation fournit de nombreux services aux personnes et organisations œuvrant dans le domaine de la coopération internationale :

- information et conseil aux personnes souhaitant connaître les possibilités de travail dans la coopération internationale ou contribuer à une amélioration des relations avec les pays du Sud et de l'Est ;
- conseil et formation aux personnes qui se préparent à partir en affectation à l'étranger ou qui reviennent d'un engagement ;
- prestations aux organisations de la coopération internationale en relation avec des affectations en Suisse ou à l'étranger ;
- mandats pour renforcer la présence des suisses dans les organisations internationales.

Le cinfo offre donc des services similaires à ceux que fournira l'antenne de référence de la HEG. Cependant, l'antenne se limitera au domaine de l'ID alors que le cinfo traite de la coopération internationale en général, sans traiter de ce domaine particulier.

Durant cette visite, nous avons rencontré la personne responsable du centre de documentation du cinfo. Celle-ci nous a présenté le cinfo, les locaux et a répondu à nos questions.

Elle nous a notamment expliqué que le cinfo est né d'une demande de la DDC qui finance ce centre. Cela est réjouissant car cela prouve que cette dernière a bien compris l'utilité et l'intérêt d'un centre de référence dans le domaine de la coopé-

ration. De plus, cela signifie que l'antenne de référence de la HEG peut envisager non seulement la reconnaissance de la DDC mais aussi son soutien financier.

Le cinfo met à disposition de nombreuses informations à travers son site Internet³⁸. Ce qui permet à un grand nombre de personnes de trouver des informations sans prendre contact avec le cinfo. Par contre, le cinfo n'effectue pas de recherches d'informations sur des pays sur demande. Cependant, il existe des « *briefings pays* » réalisés par des personnes qui sont parties et qui font part de leur expérience. Pour répondre aux demandes (conseils et autres), les conseillers du cinfo ont à leur disposition des bases de données et recourent à leur propre expérience dans la coopération internationale.

4.3.2 Funredes

Au cours de nos recherches, nous avons identifié une institution très similaire à l'antenne de référence que nous souhaitons créer. Ces deux institutions se distinguent par le fait que Funredes œuvre en Amérique latine et réalise elle-même des projets de coopération, alors que l'antenne de référence à la HEG offrira uniquement un appui aux projets initiés par des acteurs suisses de la coopération sans en réaliser elle-même. Une autre différence réside dans le fait que Funredes traite du domaine de l'ID, sans s'axer particulièrement sur le domaine de la coopération.

Funredes a pour mission de promouvoir et de faciliter l'utilisation des TIC dans les pays en développement, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes, en collaboration avec les organismes internationaux, les ONG, les Etats, les administrations et institutions concernées, afin de contribuer à leur développement et à l'intégration régionale. Toutefois, la position de Funredes en ce qui concerne l'Internet pour le développement n'est pas axée vers la connectique. Elle est plutôt tournée vers le renforcement des capacités communautaires et citoyennes, la collaboration et le travail en réseau, le développement des valeurs locales ainsi que la préservation des langues, des cultures et des opinions dans leurs identités propres. Son mot d'ordre est donc « *La technologie au service de la communication et non pas l'inverse...* » (Funredes : 2007).

³⁸ CINFO. *Cinfo* [en ligne]. 2005, modifié en 2007. www.cinfo.ch (consulté le 27.09.2007)

Funredes fournit les services suivant :

- assistance en réseaux : assistance à des réseaux académiques, scientifiques et à but non lucratif ;
- modération de conférences électroniques : animation, modération, traduction et veille de discussions électroniques ;
- ressources et contenus informationnels : réalisation, soutien, création et gestion, et hébergement de sites web, bases de données, listes de diffusion, etc. ;
- conseil et assistance à des entreprises fournissant des services Internet sur la formation, la structure, l'organisation, le schéma technique, les politiques stratégiques et le soutien ;
- service veille technologique : information et références à jour sur les progrès et les nouveautés technologiques ;
- cours, ateliers et séminaires sur la sensibilisation, l'initiation et le perfectionnement à l'Internet ainsi que son utilisation, ses fonctions et ses impacts ;
- élaboration et exécution de projets d'application dans le domaine des TIC.³⁹

Nous avons pu nous inspirer de certains services que fournit Funredes pour identifier et sélectionner ceux qu'offrira l'antenne de référence de la HEG.

4.3.3 Conclusion

L'analyse des services fournis par le cinfo et Funredes nous a permis de comprendre comment fonctionnait un centre similaire au nôtre. Nous avons donc pu nous inspirer de ceux-ci pour imaginer l'antenne de référence. Nous avons ainsi pensé à de nouveaux services que cette dernière pourrait fournir ainsi qu'à la manière dont elle fonctionnerait.

La visite du cinfo et l'étude des services de Funredes ont confirmé de nombreux points soulevés durant l'analyse des besoins que nous avons réalisée. En effet, plusieurs services proposés par ces centres pourraient être utiles dans le domaine de l'ID.

Nous pensons que l'antenne de référence de la HEG devra, à l'image du cinfo, proposer un site web interactif permettant de répondre aux demandes générales. Les demandes spécialisées seront adressées à la personne travaillant à l'antenne.

³⁹ ASSOCIATION RESEAUX ET DEVELOPPEMENT. FUNREDES. Funredes : le système d'information de Funredes [en ligne]. Publié le 24.08.1999, mis à jour le 14.11.2007. <http://funredes.org/francais/index.php3> (consulté le 14.11.2007)

Il est également important de proposer des services complémentaires au site web tels que : newsletter, conseils en ligne, page FAQ, forums, etc.

L'antenne de référence de la HEG pourrait mettre à disposition une liste de postes vacants dans la coopération internationale dans le domaine de l'information et transmettre cette liste au cinfo pour qu'elle soit présentée à son public. De plus, les personnes s'adressant à l'antenne dans le but de trouver un poste dans la coopération internationale en général seront redirigées vers le cinfo. En effet, nous ne souhaitons pas faire doublon avec ce dernier.

Durant cette visite, nous avons également pu envisager une collaboration avec le cinfo. Ce dernier pourrait transférer les demandes concernant le domaine de l'ID à l'antenne de référence qui lui transmettrait les demandes plus générales. Les personnes s'adressant à l'antenne de référence et souhaitant suivre une formation avant leur départ pourraient également être redirigées vers le cinfo.

4.4 Interprétation des données

Après avoir recueilli les témoignages, conseils et idées de nos contacts et de nos mandantes ainsi qu'étudié des institutions similaires à l'antenne de référence de la HEG, nous avons une vue plus claire des besoins à satisfaire dans le cadre de notre travail de diplôme. Nous connaissons mieux les enjeux, la nature, les acteurs et les projets qui composent le paysage de la coopération dans le domaine de l'ID en Suisse.

Les projets de coopération menés dans le domaine de l'ID étant souvent de faible envergure et organisés à l'initiative de personnes individuelles ou de petites associations, ils restent méconnus et ont donc de la peine à trouver une place dans le domaine de la coopération en Suisse. De plus, nous avons remarqué que ces derniers n'étaient que rarement soutenus par les autorités suisses et ne disposaient d'aucun moyen de se faire connaître, si ce n'est le bouche-à-oreille ou de petites actions ponctuelles. Face à cette méconnaissance de la part des autorités pour les initiatives en ID, il existe un réel besoin de valorisation de celles-ci.

Plusieurs professionnels ID nous ont également fait part de leur désir de s'investir dans la coopération. Cependant, un grand nombre d'entre eux ne savent pas à qui s'adresser pour être conseillés sur ce qui existe déjà, sur les besoins des pays du Sud, sur les projets en cours dans le domaine, etc. Les dires de nos contacts ont confirmé ces observations. En effet, la majorité d'entre eux n'ont pas pu trouver de

renseignements auprès d'un centre spécialisé dans le domaine de la coopération en ID lors de leur premier projet. Ils ont donc dû mener leur(s) projet(s) sur la base de leurs connaissances.

Toutes ces personnes ont approuvé notre idée de monter une antenne de référence qui leur permettrait d'obtenir plus facilement des informations les aidant à partir et de gagner du temps lors de la préparation de leur projet. D'ailleurs, tous nos contacts se sont déclarés volontaires pour collaborer avec l'antenne de référence si celle-ci venait à exister.

Les différentes personnes, associations et ONG que nous avons rencontrées œuvraient dans le domaine de la coopération en lien avec l'ID. Bien que le nombre de personnes actives dans ce domaine soit limité, aucune de celles que nous avons rencontrées ne nous a signalé avoir réalisé de projets en partenariat avec d'autres personnes ou organisations. Les divers témoignages que nous avons recueillis prouvent que, si une collaboration et une coordination existaient entre les différents acteurs de la coopération en ID, de nombreux problèmes pourraient être évités et de nombreux points améliorés (projets menés à double, partage de certains coûts, mise en commun d'expériences et de connaissances, échange de contacts, poids politique plus important, etc.). Les personnes rencontrées lors de nos entretiens ont ainsi émis l'idée que, si une plateforme permettant de tisser un réseau entre les différents acteurs cités ci-dessus voyait le jour, la coopération dans le domaine de l'ID pourrait espérer un avenir meilleur.

L'antenne de référence ne pouvant pas répondre à toutes les demandes qui nous ont été adressées durant cette phase d'analyse des besoins, il nous a fallu, par la suite, effectuer une sélection en fonction des buts de l'antenne de référence et des moyens à disposition. Les résultats de cette réflexion sont présentés dans le chapitre suivant « Solutions proposées et résultats obtenus ».

5 Solutions proposées et résultats obtenus

5.1 Répertoire d'actions de coopération en ID.....	62
5.2 Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG.....	63
5.2.1 <i>Public-cible</i>	64
5.2.2 <i>Services proposés par l'antenne</i>	64
5.2.2.1 <i>Plateforme d'échange, réseau.....</i>	64
5.2.2.2 <i>Conseils pratiques</i>	65
5.2.2.4 <i>Etat des lieux</i>	65
5.2.2.4 <i>Valorisation de la coopération en ID.....</i>	66
5.2.2.5 <i>Aperçu des services de l'antenne de référence.....</i>	67
5.2.3 <i>Services non retenus.....</i>	68
5.2.4 <i>Comparaison avec les services proposés par Funredes.....</i>	68
5.2.5 <i>Mode de fonctionnement.....</i>	70
5.2.5.1 <i>Accessibilité</i>	70
5.2.5.2 <i>Personnel.....</i>	71
5.2.5.3 <i>Horaires</i>	72
5.2.6 <i>Partenariats</i>	72
5.2.6.1 <i>Personnes ressources</i>	72
5.2.6.2 <i>Institutions reconnues.....</i>	73
5.2.6.3 <i>Organismes similaires</i>	74
5.2.6.4 <i>Associations professionnelles.....</i>	74
5.2.7 <i>Sources de financement potentielles</i>	75
5.2.8 <i>Conclusion.....</i>	75
5.3 Dossier pour la DDC	76
5.3.1 <i>Critères minimaux pour réaliser un projet efficace en ID.....</i>	76
5.3.2 <i>L'ID dans les projets de coopération</i>	77
5.3.2.1 <i>Fournir l'information au plus grand nombre</i>	77
5.3.2.2 <i>Faciliter l'accessibilité à l'IST</i>	78
5.3.2.3 <i>Lutter contre l'analphabétisme et favoriser l'éducation.....</i>	78
5.3.2.4 <i>Préserver et promouvoir les ressources et la culture locales ..</i>	78
5.3.2.5 <i>Augmenter l'autonomie des peuples</i>	79
5.3.2.6 <i>Améliorer la justice et favoriser une bonne gouvernance.....</i>	79
5.3.2.7 <i>Renforcer l'égalité des genres</i>	79
5.3.2.8 <i>Améliorer la santé.....</i>	79
5.3.2.9 <i>Participer à la réalisation des OMD</i>	80
5.3.3 <i>La DDC et l'ID</i>	80
5.3.3.1 <i>Projets soutenus par la DDC en 2007 pouvant intégrer une</i> <i>composante ID</i>	80
5.3.3.2 <i>Projets de coopération en ID et critères de sélection de la</i> <i>DDC.....</i>	82
5.3.4 <i>Conclusion.....</i>	82

5.1 Répertoire d'actions de coopération en ID

Un des objectifs de notre travail de diplôme consistait à identifier des actions de coopération en ID. Ce répertoire ne se voulait en aucun cas être une liste exhaustive des projets existants, mais plutôt un reflet aussi fidèle que possible des différents types d'actions menées dans le cadre de la coopération en ID. Pour chacun de ces types, nous avons choisi une sélection aussi représentative que possible des actions de coopération qu'il regroupe.

Au terme de nos recherches, nous avons classé ces actions selon la typologie suivante :

1. SID

1.1 Création de bibliothèque

- 1.1.1 Création de bibliothèque publique
- 1.1.2 Création de bibliothèque scolaire
- 1.1.3 Création de bibliothèque mobile
- 1.1.4 Création de bibliothèque électronique

1.2 Création de centre de documentation

1.3 Création de services d'archives

1.4 Fourniture de documents

2. TIC

2.1 Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

2.2 Création de centre de TIC / Télécentre

2.3 Mise à disposition d'information par le biais des TIC

3. Création de contenu

3.1 Création de contenu sur papier

3.2 Création de contenu par le biais des TIC

4. Mise en commun d'expériences et de connaissances

5. Formation de professionnels en ID

6. Organisme actif dans la coopération en ID

7. Autre organisme d'intérêt pour la thématique

8. Utile pour l'antenne de référence

8.1 Informations au sujet de la coopération internationale

8.2 Informations au sujet de la coopération suisse

8.3 Etat des lieux

Afin d'exposer les informations nécessaires pour comprendre le but des projets ainsi que leurs principales caractéristiques, ceux-ci sont présentés comme suit :

Figure 2
Présentation des projets dans le répertoire d'actions de coopération en ID

<i>Titre</i> →	<u>Diffusion de journaux en langues locales</u>	
	Suisse → Burkina Faso	← Pays de départ → Pays récipiendaire
<i>Période</i> →	Période : 2002 → 2007	
	Initiateur(s) : E-Changer	← Initiateur(s) du projet
<i>Thème</i> →	Thème : Création de contenu sur papier	
<i>URL</i> →	http://www.e-changer.ch/partenaires/22_Melle.pdf (consulté le 29.10.2007)	← Date de consultation

Description du projet :

Description { Ce projet de diffusion de journaux en langues régionales a pour but de soutenir, d'apporter un appui-formation et des conseils à l'association des éditeurs de journaux en langues locales (AEPJLN) au Burkina Faso. Cette association rassemble 16 journaux. Ce projet contribue également au développement de la presse en langues locales au Burkina Faso, au renforcement de l'administration de AEPJLN et à la mise en réseau des diffuseurs de journaux dans tout le pays pour accroître le lectorat.

Le répertoire d'actions de coopération en ID se trouve en intégralité sous l'Annexe 5, à la page 128.

5.2 Propositions pour la création d'une antenne de référence à la HEG

Le deuxième objectif de notre travail de diplôme consistait à étudier la possibilité de créer une antenne de référence à la HEG, ainsi qu'à émettre des propositions en vue de sa création. Nous devons, ensuite, rédiger un dossier pour la HES-SO afin de la convaincre de soutenir l'antenne de référence. Ce dossier se trouve en Annexe 6 à la page 210. Nos choix quant au public, aux services, au fonctionnement, aux partenariats ainsi qu'au financement de l'antenne de référence sont exposés ci-après.

5.2.1 Public-cible

L'antenne de référence de la HEG s'adressera à des personnes désirant réaliser des projets de coopération en ID. Celles-ci pourront être des professionnelles de l'ID ou non, des personnes seules, des associations ou des ONG. Nous avons décidé que l'antenne de référence s'adressera également aux non-professionnels car nous pensions qu'il était préférable de leur offrir des informations de base sur la gestion de l'information, plutôt que de les laisser réaliser leur projet selon leurs idées et sans connaissances du domaine.

Le public-cible ne sera pas limité à la Suisse mais pourra, dans certains cas, également provenir de ses pays limitrophes : Allemagne, Autriche, France, Italie et Liechtenstein.

5.2.2 Services proposés par l'antenne

5.2.2.1 Plateforme d'échange, réseau

L'utilité principale d'une telle antenne, reconnue par tous, est le fait de jouer le rôle de plateforme d'échange fonctionnant comme un réseau et proposant une liste de contacts. En effet, le but n'est pas que l'antenne de référence possède d'énormes bases de données contenant les réponses à toutes les questions qui pourraient lui être adressées. Le mode de fonctionnement de cette antenne reposera au contraire sur la mise en relation des gens qui ont la volonté de réaliser un projet avec ceux qui ont l'expérience et les connaissances nécessaires.

L'antenne de référence jouera également un rôle de coordination important. En effet, bien que le nombre de personnes actives dans ce domaine soit limité, aucune de celles que nous avons rencontrées ne nous a signalé avoir réalisé de projet en partenariat avec d'autres personnes ou organisations. Les divers témoignages que nous avons recueillis et les ouvrages que nous avons lus démontrent que, si une collaboration et une coordination existaient entre les différents acteurs de la coopération en ID, de nombreux problèmes pourraient être évités et de nombreux points améliorés (projets menés à double, partage de certains coûts, mise en commun d'expériences et de connaissances, échange de contacts, poids politique plus important, etc.). Dans ce but, l'antenne de référence fournira un état des lieux des projets réalisés et en cours dans les pays du Sud (c.f. chapitre 5.2.2.3 « Etats des lieux »), mettra en contact des personnes réalisant des projets similaires grâce à son réseau de contact et créera des liens entre les différentes

parties prenantes des projets de coopération en ID au travers de son site Internet et plus particulièrement de son forum.

Elle pourra également agir comme une agence de placement, en publiant des offres d'emploi spécialisées dans la coopération en ID. C'est dans ce cadre que le public pourra provenir des pays limitrophes.

L'antenne de référence de la HEG, de par sa situation au sein d'une haute école, pourra également permettre aux étudiants le désirant, d'effectuer des stages ou des échanges avec des pays du Sud. Ces échanges se feront également dans le sens Sud-Nord et permettront à chacune des parties de bénéficier de l'expérience de l'autre dans le domaine de l'ID.

5.2.2.2 Conseils pratiques

Durant nos entretiens, nous nous sommes rendu compte qu'il existait une forte demande concernant la fourniture de conseils pratiques. En effet, les personnes que nous avons rencontrées souhaitant partir en mission au Sud n'étaient pas forcément conscientes de tous les types de problèmes auxquels elles risquaient d'être confrontées. Il leur manquait souvent des informations qui leur auraient permis d'éviter des ennuis et qui semblaient évidentes une fois sur place, mais qu'elles n'avaient pas pu obtenir avant leur départ. L'antenne fournira donc des conseils sur divers domaines tels que la mise en place de centres d'information (normes, budgets, que faut-il dans le SID ? Qu'est-ce que cela implique ? Etc.) ou encore une aide pour les non-professionnels qui souhaitent réaliser un projet en ID. De plus, une partie des conseils portera sur le financement des projets avec des informations telles qu'une liste actualisée de bailleurs de fonds potentiels, des conseils pour effectuer des demandes de financement, etc.

5.2.2.3 Etats des lieux

Afin d'améliorer la coordination entre les projets réalisés, l'antenne de référence fournira un état des lieux des projets de coopération en ID. Pour ce faire, elle recensera de manière aussi exhaustive que possible les projets existants dans ce domaine. Pour obtenir un meilleur aperçu des actions réalisées et donc éviter les doublons et favoriser les collaborations, les projets en cours ou ayant déjà eu lieu seront cartographiés, c'est-à-dire qu'ils seront représentés par région et par domaine.

L'antenne de référence proposera également un état des lieux concernant le statut du domaine de l'ID dans les pays du Sud (existe-t-il une formation et/ou des associations professionnelles, y a-t-il déjà de nombreux SID dans la région, etc. ?). De cette manière, il sera plus facile de localiser les pays dans lesquels ce domaine est peu ou pas représenté, et ainsi de tenter d'améliorer cet état de fait. De plus, cela permettra de rationaliser l'aide fournie dans les différents pays et donc de réaliser des projets dans les pays qui en ont le plus besoin, et ainsi d'éviter une trop grande concentration dans des régions où de nombreuses actions de coopération sont déjà en cours.

En outre, l'antenne de référence fournira des informations sur la situation de la coopération en Suisse avec entre autres, une liste des associations œuvrant dans le domaine de la coopération existant dans ce pays, ainsi que les différentes fédérations qui les regroupent. En plus d'être très utile pour les acteurs de la coopération, la fourniture de ces informations permettra à l'antenne de référence de devenir membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC) et donc d'obtenir un soutien financier de sa part (c.f. chapitre 5.2.7 « Sources de financement potentielles »).

5.2.2.4 Valorisation de la coopération en ID

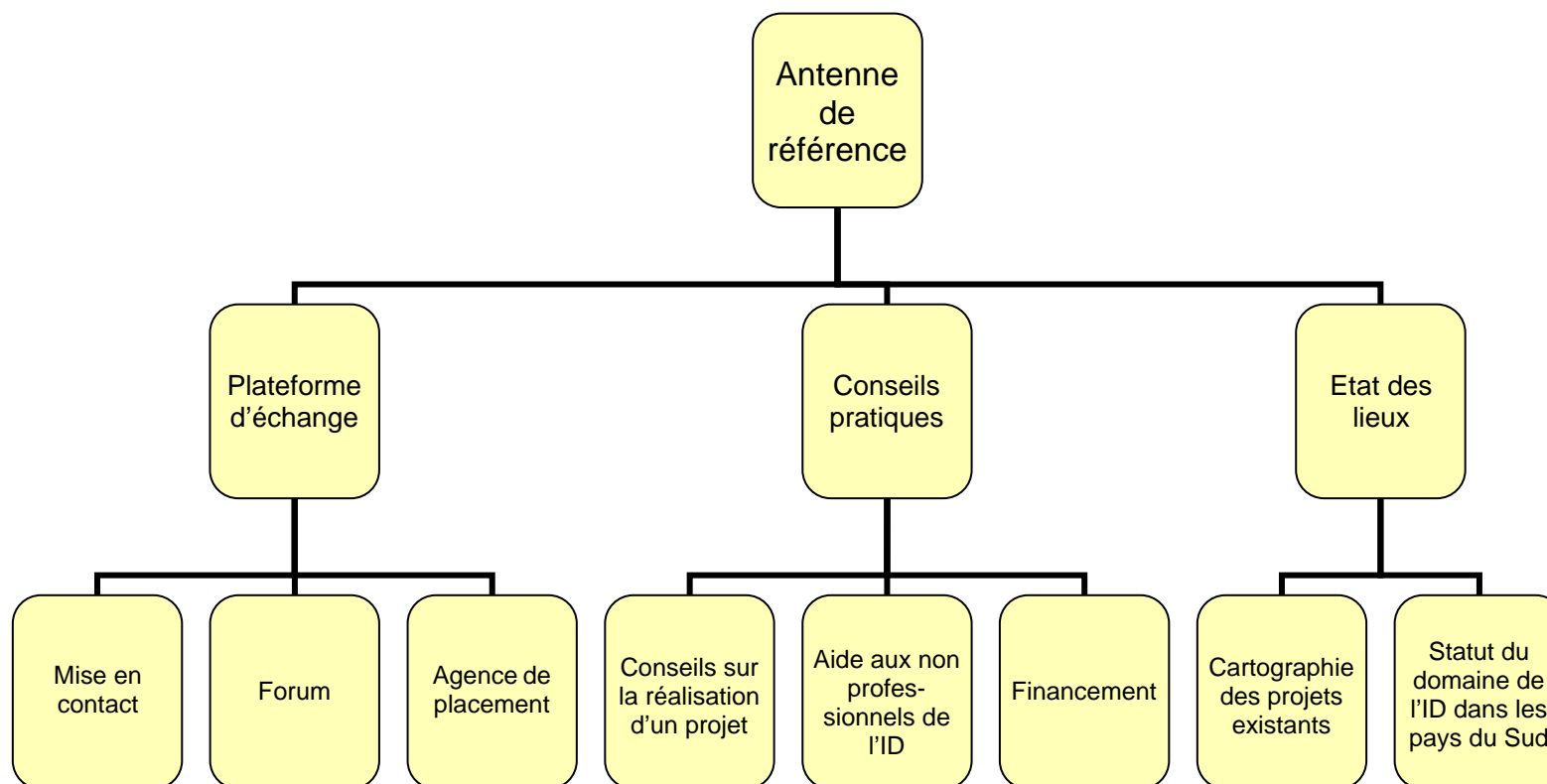
L'antenne de référence de la HEG aura également un rôle à jouer dans la promotion de la coopération en ID. En effet, nous avons constaté que les projets de coopération menés dans ce domaine étant souvent de faible envergure et organisés à l'initiative de personnes individuelles ou de petites associations, ceux-ci restaient méconnus et peinaient à trouver une place dans le domaine de la coopération en Suisse. Nous avons, de plus, remarqué que ces derniers n'étaient que rarement soutenus par les autorités suisses et ne disposaient d'aucun moyen de se faire connaître, si ce n'est le bouche-à-oreille ou de petites actions ponctuelles. Face à cette méconnaissance de la part des autorités pour les initiatives en ID, il existe un réel besoin de valorisation de celles-ci.

L'antenne de référence contribuera à cette valorisation en offrant une vitrine des activités de coopération en ID, tant auprès des autorités suisses que de l'opinion internationale. En effet, le site fournira des services aux utilisateurs mais permettra également d'avoir un aperçu de ce qui est réalisé, ainsi que d'émettre des recommandations en vue d'améliorer l'accès à l'information dans les pays du Sud.

5.2.2.5 Aperçu des services de l'antenne de référence

Le diagramme ci-dessous permet de visualiser les différents services que l'antenne de référence de la HEG fournira.

Figure 3
Aperçu des services de l'antenne de référence



5.2.3 Services non retenus

Bien que certains de nos contacts aient exprimé la possibilité que l'antenne de référence se dote d'une bibliothèque spécialisée dans le domaine de la coopération, nous n'avons pas retenu cette option car il existe déjà de tels SID à Genève et en Suisse romande : les SID membres du NEDS, Réseau suisse des centres de documentation spécialisés dans le développement, proposent un vaste choix de documents dans le domaine de la coopération.

Certaines personnes interrogées ont évoqué la possibilité que l'antenne de référence crée et tienne à jour une base de données des besoins des pays du Sud en termes de compétences professionnelles, de matériel, etc. Nous n'avons pas retenu cette proposition pour le moment. En effet, bien qu'intéressant, ce service demanderait une charge de travail trop importante lors de la mise en place de l'antenne de référence, retardant son ouverture. Il serait, en outre, plus aisé d'établir ce service une fois que l'antenne de référence sera en place et aura donc de plus nombreux contacts avec qui collaborer pour cette réalisation. De plus, nous pensions que ce service ne faisait pas partie des services de base d'une telle antenne de référence, mais constituerait plutôt un enrichissement de la palette des services de base que fournira l'antenne.

5.2.4 Comparaison avec les services proposés par Funredes

Afin de vérifier la pertinence des services que nous avons sélectionnés pour l'antenne de référence de la HEG, nous avons effectué une comparaison de ceux-ci avec les services proposés par une organisation similaire : Funredes. Nous avons ainsi pu nous assurer du bien-fondé de notre réflexion et de l'adéquation des services que l'antenne de référence proposera avec les besoins du domaine et ce, même à l'international. Le tableau ci-dessous représente un comparatif des services de ces deux institutions.

Tableau 3
Comparaison des services

Services de Funredes	Equivalent pour l'antenne de référence à la HEG
Assistance en réseaux Assistance à des réseaux académiques, scientifiques, à but non lucratif	Le réseau de professionnels de la coopération en ID donnant des conseils aux personnes souhaitant réaliser des projets dans ce domaine
Modération de conférences électroniques Discussions électroniques : animation, modération, traduction et veille	Forum de l'antenne
Ressources et contenus informationnels La réalisation, le soutien, la création et la gestion, et l'hébergement : sites web, bases de données, listes de diffusion, etc.	Les conseils pratiques et éventuellement les brochures de conseils pour les non-professionnels
Conseil et assistance à des entreprises fournissant des services Internet Sur la formation, la structure, l'organisation, le schéma technique, les politiques stratégiques et le soutien	Les conseils pratiques pour le public-cible
Service Veille technologique Informations et références à jour sur les progrès et les nouveautés technologiques	Les deux états des lieux : des projets existants et de la situation du domaine de l'ID dans le Sud
Cours, ateliers et séminaires Sur la sensibilisation, l'initiation et le perfectionnement à l'Internet, son utilisation, ses fonctions et ses impacts	Il s'agit d'un type de service que l'antenne pourra développer une fois qu'elle sera en place et bien implantée, selon les possibilités qui s'offriront alors à elle. (peut-être sous forme de brèves formations en ID pour les non-professionnels)
Elaboration et exécution de projets d'application Pour des secteurs professionnels dans le domaine des TIC	Nous ne prévoyons pas que l'antenne remplisse ce rôle. En effet, elle n'élaborera pas elle-même de projet, elle aidera à en réaliser

5.2.5 Mode de fonctionnement

5.2.5.1 Accessibilité

L'antenne de référence sera installée à la HEG, dans les locaux de l'Infothèque⁴⁰. Il s'agira là uniquement d'un appui logistique. En effet, l'antenne de référence ne sera pas gérée par l'Infothèque, mais se trouvera simplement dans le même espace.

Ce choix présente divers avantages : cela donnera une dimension physique ainsi qu'une visibilité à l'antenne de référence. De plus, cela permettra au public contactant l'antenne en dehors de ses heures d'ouverture d'avoir quelqu'un à qui s'adresser plutôt que d'entendre un message de répondeur. Le personnel de l'Infothèque informera ces personnes au sujet des heures d'ouvertures de l'antenne. En outre, cette dernière pourra profiter de certaines procédures déjà en place à l'Infothèque, telles que les commandes de livres, la production de documents, etc. Cette solution permettra également d'intégrer la personne travaillant pour l'antenne à une équipe, même si elle n'effectue pas le même travail. Ainsi, l'employé de l'antenne pourra demander certains conseils à d'autres professionnels. De surcroît, tout le poids de l'antenne ne reposera pas sur ses épaules et en cas de maladie, un collaborateur de l'Infothèque pourra répondre au téléphone.

Les services fournis par l'antenne de référence seront disponibles soit par contact direct avec la personne responsable de l'antenne à la HEG, soit par le biais de son site Internet. Grâce à cette dernière possibilité, ils seront accessibles en tout temps et de partout. Ce choix se justifie par le fait que le public-cible pourra provenir non seulement de Suisse, mais également des pays limitrophes et n'aura pas forcément la possibilité de se déplacer à Genève. De plus, l'accessibilité des services à distance sera extrêmement pratique car les coopérants suisses pourront en avoir besoin lorsqu'ils seront en train de réaliser des projets au Sud. De plus, cet accès à distance permettra d'autonomiser le public qui n'aura pas besoin de contacter l'antenne de référence pour chaque demande, il trouvera en effet de nombreuses informations sur le site Internet en question. De surcroît, celui-ci

⁴⁰ « L'infothèque de la HEG est une bibliothèque académique destinée en priorité aux étudiants et enseignants de l'école, ainsi qu'à la communauté universitaire genevoise. Elle est également ouverte à toute personne intéressée par les domaines d'études de la HEG. »

(Site de l'Infothèque)

fournira une meilleure visibilité à l'antenne de référence, ce qui est capital dans le domaine de la coopération. Cependant, le public pourra tout de même se rendre à l'antenne ou la contacter par mail ou téléphone s'il ne se sent pas très à l'aise avec la recherche sur Internet et/ou préfère le contact humain.

Site Internet

Le cœur de la plateforme d'échange de l'antenne de référence sera son site Internet. C'est pourquoi il est capital que celui-ci soit bien conçu, ergonomique et dynamique. Il comportera divers services et informations tels que :

- informations sur l'antenne, son rôle et les services proposés ;
- informations permettant aux utilisateurs de déterminer s'ils font partie du public-cible et si l'antenne peut leur être utile ;
- informations sur la coopération dans le domaine de l'ID ;
- plateforme d'échange notamment constituée d'un forum et d'une FAQ ;
- conseils pratiques : guides et procédures pour réaliser différentes sortes de projets, informations concernant la recherche de financement, charte définissant le type de livre qu'il est utile ou non d'envoyer aux pays du Sud, etc. ;
- état des lieux : cartographies des projets réalisés et en cours et situation de l'ID dans les pays du Sud.

5.2.5.2 Personnel

La personne en charge de l'antenne devra posséder plusieurs compétences. Elle devra être une professionnelle de l'ID (niveau HES ou équivalent), avoir une expérience dans la coopération ou au moins s'y intéresser fortement et être polyglotte (français, anglais, allemand et italien).

Pour la mise en place de l'antenne de référence, deux postes seront nécessaires. Le premier, à plein temps durant six mois, sera confié à un documentaliste pour rechercher, sélectionner et organiser les ressources. Le second, également à plein temps, sera attribué à un informaticien durant un mois pour la mise en place du site Internet de l'antenne de référence. L'informaticien pourra être engagé deux mois après le documentaliste ; ce dernier aura ainsi eu le temps de se forger une idée précise de la manière de présenter les informations sur le site et pourra mieux exprimer ses besoins à l'informaticien.

Par la suite, lors du fonctionnement normal de l'antenne, le temps de travail du documentaliste sera d'environ 40%. Ce pourcentage est relativement peu élevé car il faut prendre en compte le fait qu'au départ, les demandes seront vraisem-

blement peu nombreuses. L'employé aura donc le temps de se consacrer aux recherches, de participer à des réunions, etc. De plus, ce pourcentage pourra évoluer en fonction de la demande.

5.2.5.3 Horaires

L'antenne sera ouverte au public un jour et demi par semaine. Le reste du temps, les employés de l'Infothèque se chargeront d'informer le public au sujet des horaires d'ouverture. Ces derniers ne seront pas très étendus car nous estimons que le nombre de personnes qui se déplacera jusqu'à l'antenne sera limité. De plus, l'antenne restera accessible par mail en dehors des heures d'ouverture et de nombreuses informations seront disponibles sur son site Internet.

5.2.6 Partenariats

Afin de renforcer le rôle et l'utilité de l'antenne de référence de la HEG, il est capital que celle-ci crée des partenariats et des liens avec différentes personnes et institutions. Nous avons identifié quelques partenaires potentiels avec qui l'antenne devra collaborer.

5.2.6.1 Personnes ressources

Etant donné que le but principal de l'antenne de référence sera la mise en relation de personnes, il est primordial que celle-ci ait un réseau conséquent de personnes ressources possédant, chacune dans son domaine, les connaissances et l'expérience nécessaires pour guider, aider et soutenir des personnes désirant réaliser des projets de coopération en ID. Durant l'analyse des besoins, nous avons identifié un certain nombre de personnes habilitées à jouer ce rôle et qui ont d'ores et déjà accepté de collaborer avec l'antenne de référence.

De plus, cette dernière pourra profiter de son emplacement à la HEG et bénéficier ainsi de l'expertise des professionnels très qualifiés qui enseignent dans la filière ID pour mieux répondre aux questions concernant l'ID. En effet, ces derniers pourront fournir des informations et des conseils pertinents au public-cible de l'antenne. De plus, les experts de l'ID travaillant à la HEG pourront réaliser ou participer à la création de guides pratiques pour les non-professionnels du domaine souhaitant réaliser une action de coopération dans celui-ci.

Il serait également envisageable de confier aux étudiants de la filière ID la réalisation de différents documents utiles pour l'antenne ou la mise à jour de

certaines informations fournies par l'antenne de référence dans ses différents services, en les mandatant lors de travaux de groupe.

Par ailleurs, les professeurs et étudiants des autres filières de formation de la HEG (Informatique de gestion et Economie d'entreprise) pourront participer à la fourniture de conseils et informations au public-cible de l'antenne de référence. Par exemple, une organisation/association désirant mettre en place un centre informatique proposant une formation à l'utilisation des ordinateurs et à la recherche d'information sur Internet pourra s'adresser aux professeurs ou mandater les étudiants de la filière Informatique de gestion afin d'obtenir des conseils techniques.

5.2.6.2 Institutions reconnues

Afin de bénéficier d'un bon rayonnement national et international, il est important d'être soutenu par des institutions reconnues mondialement dans le domaine de la coopération internationale et dans celui de l'ID. Il serait en effet essentiel que l'IFLA, en tant qu'institution de renommée dans le domaine de l'ID et son programme *Action for Development through Libraries Program* (ALP), spécialisé dans la coopération internationale, reconnaissent l'utilité et la nécessité de l'antenne de référence à la HEG et acceptent de s'y associer. L'antenne de référence, quant à elle, pourra aider ces institutions, par exemple en créant des procédures pour la réalisation de projets en ID.

De plus, la DDC étant l'organisme le plus important et le plus influent dans le domaine de la coopération au développement en Suisse, il est important que l'antenne de référence collabore avec cette institution. Une collaboration en termes d'échange d'information permettrait à l'antenne de référence d'élargir ses offres de services, une reconnaissance lui assurerait un meilleur soutien de la part des autorités et des ONG suisses et une collaboration financière lui permettrait d'assurer son bon fonctionnement.

La DDC, quant à elle, pourrait retirer de nombreux avantages d'une collaboration avec l'antenne de référence. Elle bénéficierait en particulier d'/de :

- informations sur la coopération en ID en Suisse, notamment une meilleure connaissance des projets réalisés ou en cours. Ainsi la sélection de projet sera facilitée pour la DDC qui pourra également éviter de réaliser ou de soutenir deux projets similaires dans la même région. Elle pourra de plus identifier des partenaires potentiels ;
- réseau de personnes réalisant ou désirant réaliser des projets en ID ;
- information et conseils pratiques utiles pour la réalisation de projets en ID ;
- informations sur la situation de l'ID dans les pays du Sud.

5.2.6.3 Organismes similaires

Au niveau national, il est également important que l'antenne de référence crée ou participe à un réseau dans le domaine de la coopération. Ainsi, elle sera mieux reconnue et pourra répondre à un nombre plus important de demandes. En effet, des organismes tels que le cinfo ou E-changer, traitant de coopération internationale en général, redirigeront vers l'antenne de référence les demandes spécifiques au domaine de l'ID, tandis que l'antenne transmettra les demandes plus générales à ceux-ci.

Une collaboration avec Funredes serait également envisageable. En effet, cette ONG connaît bien le domaine de l'ID en Amérique latine et dans les Caraïbes et pourrait nous aider à cerner les populations de ces régions. De plus, elle pourrait aider l'antenne de référence à recenser les projets de coopération en ID ayant lieu en Amérique latine et aux Caraïbes. L'antenne de référence pourrait, quant à elle, fournir à Funredes des conseils émanant des professionnels en ID enseignant à la HEG.

5.2.6.4 Associations professionnelles

L'antenne de référence devra également collaborer avec les associations professionnelles dans le domaine de l'ID. Ainsi, les professionnels en ID souhaitant réaliser un projet de coopération dans ce domaine connaîtront l'existence de cette antenne et se tourneront vers elle en cas de besoin. De plus, l'antenne de référence bénéficiera des réseaux déjà existants grâce à ces associations.

5.2.7 Sources de financement potentielles

Afin de mettre en place l'antenne de référence à la HEG, il sera nécessaire de faire appel à plusieurs sources de financement. En effet, au vu des conditions contraignantes à remplir pour être financé, il faudra jongler entre les bailleurs de fonds et leurs exigences. Il serait donc judicieux de procéder en deux étapes.

Premièrement, il faudra trouver un financement pour la mise en place du projet. Pour cela, l'antenne de référence se tournera vers la FGC qui subventionne des actions de coopération grâce à un fonds de la DDC et offre un financement spécifique pour des projets d'information. Dans ce but, il sera nécessaire de remplir certains critères comme, par exemple, devenir membre de cette Fédération. De plus, la FGC exige que les projets soient en partie autofinancés par l'organisation qui les propose. Dans le cas de l'antenne, cela signifie que la HES-SO devra financer une part du projet. Dans ce but, nous avons constitué un dossier pour la convaincre de l'utilité de l'antenne et donc de la soutenir financièrement. Une fois ces exigences satisfaites, il faudra s'adresser à la Commission d'information de la FGC, qui prendra la décision de financer, ou non, l'antenne de référence.

Dans le cas où le financement par la FGC serait refusé ou insuffisant, l'antenne de référence pourra s'adresser à des institutions telles que des banques, des entreprises, des fondations, etc. Il faudra alors s'attendre à un financement ponctuel et à ce que les bailleurs de fonds exigent des résultats sur le court terme.

Il est, de plus, indispensable de penser dès maintenant au financement à long terme de l'antenne de référence. En effet, une fois l'antenne de référence en place, il faudra financer son fonctionnement. Dans ce but, il sera possible de s'adresser aux instances publiques, principalement aux cantons romands. En outre, il est possible que la HES-SO finance ce projet également à long terme.

5.2.8 Conclusion

En conclusion, nous sommes convaincues de la nécessité d'une antenne de référence renseignant les acteurs suisses de la coopération en ID et les aidant à réaliser des projets dans ce domaine réellement utiles et adaptés aux besoins des pays en développement. Nous pensons donc que les autorités suisses, au travers de la DDC et de la FGC, pourraient la soutenir en reconnaissant son utilité et sa nécessité, ou la financer. En effet, l'antenne de référence de la HEG apportera beaucoup d'améliorations aux projets initiés depuis la Suisse et contribuera à un

meilleur développement des pays du Sud. L'antenne de référence rejoint la politique de la DDC qui vise à atteindre les OMD et réduire la pauvreté ; renforcer la sécurité humaine et contribuer à une mondialisation encourageant le développement.

5.3 Dossier pour la DDC

Le troisième objectif de notre travail de diplôme consistait en la rédaction d'un dossier visant à encourager la DDC à intégrer davantage des composantes en ID au sein des projets qu'elle soutient. Ce dossier se trouve en Annexe 7 à la page 227.

Durant nos recherches et nos diverses lectures, nous avons relevé que la DDC soutenait des projets dans le domaine des TIC et qu'elle menait des actions de coopération plus vastes, dans lesquelles des composantes en ID étaient intégrées. Cette constatation est positive car cela démontre qu'il y a eu une prise de conscience de la part des autorités suisses face à l'importance et à la nécessité des projets visant à amener l'information aux populations du Sud. Cependant, en regard du grand nombre de projets soutenus par la DDC, ceux en ID représentent une faible proportion et pourraient être plus nombreux.

Sur la base de ce constat et au vu du risque de réduction de budget dédié à la coopération suite aux dernières élections fédérales, il nous a semblé nécessaire de renforcer l'opinion de la DDC au sujet de l'utilité et de la nécessité de la gestion de l'information dans le monde actuel et donc des projets de coopération en ID.

Ainsi, nous avons réuni de nombreux arguments en faveur de la coopération dans le domaine de l'ID et identifié un certain nombre d'avantages découlant de celui-ci, présentés ci-après.

5.3.1 Critères minimaux pour réaliser un projet efficace en ID

Afin de réaliser efficacement un projet en ID, le point principal, d'après les personnes que nous avons interrogées, est d'effectuer une analyse des besoins en information ainsi qu'une étude de faisabilité avant la réalisation d'un projet. En effet, si la population n'arrive pas à s'approprier l'information qui lui est fournie ou que celle-ci ne correspond pas à ses besoins (langue, niveau d'information), le projet n'a aucune chance de fonctionner à long terme.

Il est également indispensable de collaborer avec des personnes de confiance et motivées, ici et là-bas. Concernant les coopérants, ceux-ci doivent posséder des connaissances de base dans le domaine de l'ID et être informés sur l'administration et le mode de vie du pays dans lequel ils se rendent. Cela leur permet de mener leur projet plus rapidement et plus efficacement.

Etant donné que le financement de projets en ID est particulièrement difficile à trouver, il est d'autant plus important d'y prêter davantage d'attention. Un projet en ID n'étant que rarement lucratif et donc autosuffisant, il est capital de penser à son financement à long terme dès sa préparation. Un financement assuré dès le début du projet permet aux coopérants de se concentrer sur la réalisation de leurs actions et de gagner un temps considérable dans l'avancement de ceux-ci.

De plus, un facteur spécifique aux projets en ID est l'impact des conditions climatiques sur les installations et le matériel nécessaire à la réalisation de ceux-ci. En effet, l'humidité présente dans de nombreux pays du Sud risque de détériorer les livres et le matériel informatique. Des mesures doivent donc être prises pour les préserver.

5.3.2 L'ID dans les projets de coopération

Nous pensions que la DDC aurait intérêt à intégrer des composantes en ID au sein de projets de coopération plus vastes, plutôt que de réaliser davantage de projets entièrement consacrés à l'ID. En effet, les SID ne peuvent pas à eux seuls amener énormément d'améliorations dans le développement, mais, s'ils inscrivaient leur action dans des initiatives plus larges et des partenariats à plus grande échelle, ils pourraient singulièrement augmenter l'impact de leurs efforts.

De plus, l'intégration de composantes en ID dans des projets plus généraux permet de rendre ceux-ci plus efficaces et favorise le développement à long terme. Afin d'appuyer cette affirmation, nous avons identifié les avantages suivants :

5.3.2.1 Fournir l'information au plus grand nombre

Les SID ne proposent plus seulement des documents traditionnels dans la/les langue(s) officielle(s) du pays, mais mettent à disposition les informations dans un langage et un format appropriés à la population locale. Les collections de ces institutions comportent, en effet, de plus en plus de documents en langue régionale et des documents sonores et visuels. Ainsi, les personnes analphabètes et

celles ne parlant pas la langue officielle peuvent accéder à un grand nombre d'informations.

De plus, les SID peuvent organiser des conférences visant à sensibiliser la population sur des sujets actuels tels que la santé, la culture, l'économie, etc.

5.3.2.2 Faciliter l'accès à l'IST

Les projets de coopération en ID contribuent également à faciliter, pour les populations à faibles revenus, l'accès à l'information scientifique et technique (IST)⁴¹. En effet, ces populations n'ont généralement pas les moyens de s'abonner aux réseaux, périodiques ou bases de données fournissant ce genre d'information étant donné le coût élevé de leurs abonnements. Cependant, l'IST étant essentiel à la production des savoirs et à la mise à jour des connaissances scientifiques et techniques, les populations du Sud auraient fortement avantage à accéder à ces informations.

5.3.2.3 Lutter contre l'analphabétisme et favoriser l'éducation

De nombreux projets en ID soutiennent les efforts d'éducation des pays en voie de développement en fournissant de l'information, du matériel pédagogique et un environnement de travail pour les élèves et étudiants. Cela leur permet de s'appropriier les connaissances qui sont enseignées durant leur formation, ainsi que d'en acquérir de nouvelles.

5.3.2.4 Préserver et promouvoir les ressources et la culture locales

Les SID jouent également un rôle dans la préservation des connaissances traditionnelles et indigènes. En effet, ils peuvent aider les communautés à bénéficier d'un meilleur contrôle sur l'utilisation de leurs connaissances. De plus, grâce à une politique de gestion bien réfléchie, les SID contribuent à promouvoir les ressources et les talents locaux en favorisant, par exemple, les auteurs régionaux.

⁴¹ Le terme IST désigne l'ensemble des informations destinées aux secteurs de la recherche, de l'enseignement et de l'industrie. Actuellement, ces informations sont transmises principalement sous la forme de périodiques électroniques, de bases de données en ligne, de listes de diffusions, etc.

5.3.2.5 Augmenter l'autonomie des peuples

En formant la population locale à la recherche et à la sélection d'information, les projets dans le domaine de l'ID permettent à celle-ci de trouver et d'utiliser des informations pertinentes pour accéder à son autonomie. En effet, les gens apprennent à tirer profits de ces dernières et à les appliquer dans de nombreux aspects de leur quotidien, quel que soit leur domaine d'activité. Ils découvrent également des manières d'améliorer eux-mêmes leurs conditions de vie.

5.3.2.6 Améliorer la justice et favoriser une bonne gouvernance

L'accès à l'information permet aux populations d'améliorer leurs connaissances en ce qui concerne leurs droits et leurs devoirs. Les gens découvrent ainsi comment ils peuvent faire valoir leurs droits et se défendre.

De plus, grâce à une meilleure connaissance des lois, des droits et des devoirs de chacun, la mise en place et le maintien d'une bonne gouvernance peut être facilitée. En outre, si le peuple dispose des informations nécessaires pour savoir à qui et pour quelles raisons le gouvernement a donné un certain montant à une certaine entreprise, il sera en mesure de déterminer s'il y a eu corruption, et de réagir le cas échéant.

5.3.2.7 Renforcer l'égalité des genres

De plus, en plus de projets en ID œuvrent pour la formation et l'information des femmes grâce à la création de bibliothèques spécialisées ou à la diffusion de formations à l'utilisation des TIC. L'accès à l'information et à la culture permet, en effet, de renforcer l'égalité des chances entre les hommes et les femmes en offrant à ces dernières des possibilités d'ouverture et de formation. Elles peuvent ainsi accéder à des métiers plus rémunérateurs et être informées au sujet de leurs devoirs et de leurs droits, ainsi que de la manière de faire respecter ces derniers.

5.3.2.8 Améliorer la santé

En fournissant les informations nécessaires, concernant notamment l'alimentation et l'hygiène, les SID peuvent contribuer à réduire la mortalité infantile et améliorer la santé des mères. Ils peuvent, de plus, fournir des informations sur les maladies graves, les moyens d'éviter leur propagation et de les traiter, afin de participer aux efforts de sensibilisation des populations touchées.

5.3.2.9 Participer à la réalisation des OMD

Les projets en ID peuvent participer activement à la réalisation de tous les OMD définis par l'ONU. Les objectifs dans lesquels de tels projets peuvent amener le plus d'améliorations sont les suivants : assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité et l'autonomie des femmes et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

5.3.3 La DDC et l'ID

Parmi le millier de projets de coopération soutenus par la DDC, une trentaine concerne le domaine des TIC. Au sein des actions financées par la DDC, certaines sont réalisées de manière globale et intègrent différents domaines. Cette institution vise ainsi, par le biais d'un projet large et unique, à améliorer plusieurs aspects de la vie des populations concernées. Parmi ce type de projets, certains incorporent des composantes en ID. Toutefois, au vu du grand nombre de projets soutenus par la DDC, ces derniers représentent une faible proportion et pourraient être plus nombreux.

5.3.3.1 Projets soutenus par la DDC en 2007 pouvant intégrer des composantes en ID

Après avoir analysé le site Internet de la DDC, nous avons identifié quelques projets dans lesquels une composante ID pourrait particulièrement bien s'intégrer. Nous en avons retenu cinq, présentés ci-dessous. Le but n'est pas que la DDC modifie les projets en question, mais plutôt de lui montrer ce qu'il est possible de faire afin de lui donner des idées pour des projets futurs.

Il est possible d'intégrer une composante ID dans de nombreux projets soutenus par la DDC. Cependant, certains domaines peuvent tirer davantage de bénéfices d'une telle mise en place. C'est le cas notamment des domaines de l'éducation, de la santé, de l'environnement, du droit et de la gouvernance.

Faire valoir ses droits pour réduire la pauvreté

Ce projet est mené par l'association *Legal Assistance to Rural Citizens* (LARC) au Kirghizstan. Cette association propose des consultations juridiques, délivre et vérifie des documents et représente ses clients afin de les aider à faire valoir leurs droits pour lutter contre la corruption.

Dans ce projet, il serait envisageable de créer un centre de documentation spécialisé en droits humains, proposant notamment des recueils de lois et des informations sur les procédures à suivre pour revendiquer les droits des populations concernées. Une composante TIC peut également venir compléter le projet en proposant un accès en ligne aux divers recueils de lois ainsi qu'à une assistance juridique. Ainsi, l'association LARC et la population kirghize auraient la possibilité d'accéder facilement aux informations leur permettant de se battre contre la corruption et de faire valoir leurs droits.

Forums communaux de Stara Planina, Bulgarie : apprentissage de la démocratie

Afin d'améliorer le processus de démocratisation, il faut renforcer le droit de participation des citoyennes et citoyens sur le plan communal. Pour cela, des forums communaux ont été mis en place en Bulgarie.

Puisque ces réunions ont lieu une fois par an, il serait intéressant de proposer aux participants un site Internet assorti d'un forum en ligne leur permettant de rester en contact durant toute l'année. Ce site web pourrait également offrir un accès à des ressources en ligne concernant la démocratie et le droit.

Formation scolaire de base et formation professionnelle CMES au Bangladesh

Grâce au programme d'éducation du *Centre for Mass Education in Science* (CMES), les enfants et les jeunes bengalis ont l'opportunité de suivre une formation scolaire de base ainsi qu'une formation professionnelle sommaire.

Pour que les jeunes et les enfants aient la possibilité de s'appropriier les connaissances acquises durant leur formation, il est important que ceux-ci disposent de documents de références dans une bibliothèque ou un autre SID. Cela leur permettrait également de se rendre autonomes en apprenant à rechercher par eux même les informations dont ils ont besoin.

Coup de pouce pour la formation des femmes au Bénin

Ce programme constitue un appui à la scolarisation des filles issues de familles pauvres des communes déshéritées du Nord du Bénin dans les écoles d'enseignement secondaire et universitaire.

Un accès à l'information est indispensable à ce type de programme, puisque chaque formation nécessite de la documentation professionnelle. Une solution envisageable consisterait à créer un centre de documentation qui pourrait, en plus

des informations sur les formations dispensées, proposer des documents concernant l'égalité des genres.

Protection des enfants en situation précaire en Guinée

Ce projet vient en aide aux jeunes défavorisés qui sont confrontés à la violence (violences sexuelles, abus, exploitation par leur employeur, etc.). Il leur fournit un service de protection et d'éducation adapté.

Il serait bénéfique pour ces jeunes d'avoir accès, par exemple grâce à une bibliothèque de rue, à des informations concernant les problèmes auxquels ils font face chaque jour. Celles-ci concerneraient l'exploitation des enfants, les abus sexuels, les droits du travailleur et les droits des enfants. Ces informations seraient disponibles sous plusieurs formats : livres et brochures mais également films ou documents sonores. En effet, il faut prendre en compte le fait que de nombreux jeunes sont analphabètes.

5.3.3.2 Projets de coopération en ID et critères de sélection de la DDC

Nous nous sommes renseignées sur les critères que devait remplir un projet pour être soutenu par la DDC et avons cherché à déterminer si les caractéristiques des projets en ID correspondaient à ces exigences. Il nous est ainsi apparu que les projets de coopération en ID satisfaisaient aux critères exigés par la DDC car ils répondaient à des besoins réels des pays en voie de développement, perduraient au-delà de la période de soutien, créaient de l'emploi et contribuaient à l'autonomie des sociétés.

5.3.4 Conclusion

Au vu des avantages découlant des projets à composantes en ID, nous souhaitons non seulement encourager la DDC à en intégrer davantage, mais également valoriser le domaine de l'ID aux yeux des autorités suisses afin que les coopérants œuvrant dans ce domaine puissent espérer une meilleure reconnaissance. Nous avons donc beaucoup d'espoir quant aux retombées de ce dossier.

6 Difficultés rencontrées

6.1 Communiquer avec les mandantes.....	83
6.2 Trouver un lieu de travail	83
6.3 Organiser les étapes.....	84
6.4 Réaliser l'analyse des besoins	84
6.4.1 Planifier les entretiens	84
6.4.2 Réaliser les entretiens.....	84
6.5 Répertorier les actions de coopération en ID.....	85
6.5.1 Définir le champ de recherche	85
6.5.2 Définir la typologie.....	86
6.5.3 Réaliser le répertoire	86
6.6 Emettre des propositions pour la création de l'antenne de référence à la HEG	87
6.7 Réaliser le dossier pour la DDC.....	87

6.1 Communiquer avec les mandantes

Notre travail de diplôme a été suivi par trois mandantes. Celles-ci habitant différentes villes de Suisse, il était très difficile de fixer des rendez-vous convenant à toutes. Nous n'avons d'ailleurs jamais pu effectuer un entretien avec toutes nos mandantes. Lorsque nous correspondions avec elles par courrier électronique, il y a parfois eu des malentendus. Heureusement, ceux-ci étaient vite identifiés et résolus, ce qui nous a permis de communiquer au mieux avec nos mandantes.

6.2 Trouver un lieu de travail

Dans le cadre de notre travail de diplôme, nous ne pouvions pas travailler chez notre mandant. Par conséquent, nous avons dû travailler à la HEG. Cependant, aucune salle n'avait été réservée à cet effet. Nous avons donc parfois perdu du temps à chercher une salle disponible et à nous déplacer. De plus, lorsque nous devions réaliser des entretiens pour l'analyse des besoins, il était difficile d'obtenir une salle convenant à ce type d'activité.

6.3 Organiser les étapes

La nature de notre travail de diplôme étant complètement différente de ceux habituellement réalisés dans la filière ID de la HEG, les étapes demandées par l'école ne s'appliquaient pas exactement à notre cas. Nous avons donc dû adapter les étapes à rendre ainsi que le calendrier prévu par l'école.

6.4 Réaliser l'analyse des besoins

6.4.1 Planifier les entretiens

La planification des entretiens s'est avérée assez compliquée. Une fois les contacts sélectionnés, nous avons consacré passablement de temps à écrire des messages pour fixer les dates, heures et lieux de rendez-vous pour nos entretiens. De plus, il fallait parfois envoyer plusieurs rappels pour obtenir une confirmation de rendez-vous.

En outre, certaines personnes ne nous ont confirmé que tardivement leur accord pour participer à un entretien. Il nous restait alors peu de temps pour réaliser les entretiens, il a donc parfois été difficile de trouver des rendez-vous qui convenaient aux deux parties. De plus, certains entretiens ont été menés quelques jours seulement avant la reddition du document de l'analyse des besoins. Nous avons donc eu de la peine à intégrer, dans l'analyse des besoins, les remarques et propositions émises à ce moment-là.

6.4.2 Réaliser les entretiens

La réalisation concrète des entretiens nous a également causé quelques difficultés. Compte tenu des déplacements à effectuer et du temps que prenaient les entretiens et leur retranscription, nous ne pouvions pas réaliser plus de deux entretiens par jour. L'analyse des besoins, très importante pour notre travail de diplôme, nous a donc pris beaucoup de temps.

Il nous a parfois été difficile de gérer le temps durant les entretiens. En effet, il nous fallait récolter toutes les informations nécessaires en évitant que les personnes dérivent du sujet. Il a fallu parfois faire preuve de doigté pour recadrer les entretiens.

De plus, certaines personnes que nous avons rencontrées ne faisaient pas vraiment partie du public-cible. En effet, celles-ci avaient mal compris le sujet de notre travail de diplôme et leur réponse à notre demande d'entretien ne reflétait pas ce malentendu. Les entretiens que nous avons effectués avec celles-ci ne nous ont donc pas été utiles pour la réalisation de notre travail de diplôme et constituaient une perte de temps. Heureusement, ce cas ne s'est produit que deux fois et tous les autres entretiens se sont avérés directement en lien avec le thème de notre travail de diplôme.

6.5 Répertoire les actions de coopération en ID

6.5.1 Définir le champ de recherche

Nous avons rencontré plusieurs difficultés lors de la constitution du répertoire d'actions de coopération. Nous avons tout d'abord accordé trop d'importance à la recherche de projets de coopération ne concernant pas directement l'ID. Nous avons ainsi identifié de nombreux projets de coopération en matière d'éducation, santé, agriculture, etc. Ces projets se sont avérés intéressants et nous ont donné des informations utiles sur la diversité des projets existants dans la coopération internationale. Rétrospectivement, il nous apparaît que, l'analyse de trois ou quatre projets de ce type nous aurait suffi.

Comme nous souhaitions présenter dans le répertoire une large gamme de projets tout en restant bien axées sur l'ID, nous avons dû déterminer très précisément les types de projets qui y figureraient. Il nous a été difficile d'établir des critères de sélection efficaces permettant de fixer clairement ce qui caractérise un projet en ID et ce qui le distingue des thèmes connexes (éducation, informatique, etc.). En effet, certains projets nous semblaient tout d'abord en lien avec le domaine de l'ID, puis, au fur et à mesure de l'expérience et de la connaissance que nous acquérions dans ce domaine, il nous est apparu que ces projets étaient trop liés à d'autres domaines pour entrer dans le cadre de notre répertoire. Par exemple, nous sélectionnions au départ les projets d'alphabétisation alors que, par la suite, nous nous sommes rendu compte que ces projets faisaient plutôt partie du domaine de l'éducation.

Au début de notre travail de diplôme, nous pensions que nous pourrions présenter un répertoire d'actions de coopération dans le domaine de l'ID relativement exhaustif. Au vu du foisonnement de projets existant dans le domaine de l'ID, nous

nous sommes rendu compte que, malgré le nombre très élevé d'heures passées aux recherches, nous ne pourrions pas tendre à l'exhaustivité. En effet, dès que nous trouvions un projet, des liens vers de nombreux autres nous étaient proposés, qui eux-mêmes nous renvoyaient vers d'autres projets, et ainsi de suite. Nous avons donc dû limiter nos recherches relatives au répertoire de projets afin de pouvoir aussi nous consacrer à la réalisation des autres objectifs de notre mandat.

6.5.2 Définir la typologie

Le classement des projets identifiés dans le répertoire nous a, lui aussi, causé quelques difficultés. Nous avons tout d'abord eu de la peine à choisir les thèmes sous lesquels figureraient les actions de coopération. En effet, il nous fallait trouver une typologie cohérente qui faciliterait la recherche au sein du répertoire et qui offrirait de plus une visibilité maximale aux projets présentés. Nous avons tout d'abord étudié les projets que nous avons trouvés afin d'identifier les thèmes qui figureraient dans la typologie. Cette approche présentait des limitations : certains thèmes étaient trop vastes et pouvaient contenir trop de projets différents alors que d'autres étaient au contraire trop précis et ne concernaient qu'un nombre très limité de projets. Pour parvenir tout de même à créer une typologie cohérente, nous avons décidé d'inverser notre manière de penser. Nous avons effectué un *brainstorming* afin d'identifier de manière aussi exhaustive que possible les thèmes qui nous semblaient important d'aborder dans la typologie, sans nous baser sur les projets que nous avons trouvés. Nous avons ainsi réussi à définir des thèmes clairs, pertinents et complets.

6.5.3 Réaliser le répertoire

L'attribution des thèmes aux projets a exigé passablement de réflexion du fait de la quantité d'information à disposition : il manquait parfois des informations permettant d'identifier clairement le but du projet, alors qu'il s'est avéré difficile de sélectionner l'objectif principal des projets ayant plusieurs volets afin d'en déterminer le thème.

Nous avons également rencontré des projets pour lesquels il manquait les informations nécessaires pour en donner une description complète et précise. Nous devons donc mener des recherches complémentaires, souvent fastidieuses et qui n'ont pas toujours abouti.

Concernant la présentation des projets au sein du répertoire, nous avons choisi un modèle afin de présenter tous les projets de manière cohérente. Le grand nombre d'actions de coopération que nous avons sélectionné a engendré une importante charge de travail pour la mise en page du répertoire.

6.6 Emettre des propositions pour la création de l'antenne de référence à la HEG

Après avoir récolté un maximum d'informations et de conseils lors de nos entretiens, lectures et recherches, il nous a fallu prendre des décisions pour émettre des propositions concrètes pour la création de l'antenne de référence à la HEG. Cela a parfois été délicat car nous devions prendre garde à bien réfléchir à toutes les conséquences qu'entraîneraient nos choix, même lorsqu'ils semblaient de nature secondaire.

Une des principales difficultés que nous avons rencontrée a été d'émettre des propositions pour le financement de l'antenne de référence à la HEG. Ne connaissant pas les instances susceptibles de soutenir l'antenne de référence et leurs exigences, nous avons dû mener diverses recherches afin de récolter ces informations. De plus, les bailleurs de fonds que nous identifions proposaient souvent des financements spécifiques pour réaliser des projets de coopération au Sud. Il était donc difficile de trouver un financement qui s'adaptait à la nature de notre projet, étant donné que celle-ci est particulière et relativement peu répandue. En outre, lorsque l'antenne de référence ne répondait pas aux conditions pour l'obtention d'un financement, il nous fallait examiner les règlements d'attribution des fonds pour déterminer si des exceptions nous permettraient d'espérer tout de même un soutien de la part des organismes en question.

6.7 Réaliser le dossier pour la DDC

Une autre difficulté que nous avons rencontrée consistait à trouver des arguments justes et suffisamment convaincants à proposer à la DDC, tout en évitant d'être trop critiques envers ce qu'elle réalise déjà. Il fallait également prendre garde à être vraiment bien informées sur la nature exacte des activités de la DDC afin de ne pas avancer des arguments qui s'avèreraient faux ou injustifiés.

Nous avons donné le meilleur de nous-mêmes pour imaginer des solutions concrètes et réalistes au moment de proposer des possibilités d'intégration de composantes en ID au sein de projets soutenus par la DDC. Cela n'a pas été facile car, bien que les projets fussent expliqués sur le site Internet, nous ne disposions pas de toutes les informations concernant leur contexte. Nous avons donc dû fournir un effort considérable afin de déterminer le type de composantes en ID qui leur serait réellement utile.

7 Perspectives et évolutions futures

7.1 Répertoire d'actions de coopération en ID.....	89
7.2 Antenne de référence à la HEG.....	89
7.2.1 Etude de marché.....	90
7.2.2 Partenariats.....	90
7.2.3 Développement de nouveaux services.....	90
7.3 Dossier pour la DDC.....	91

7.1 Répertoire d'actions de coopération en ID

Le répertoire, tel qu'il a été effectué, sera très utile pour la future antenne de référence à la HEG. En effet, il permettra à la personne y travaillant d'avoir un premier aperçu relativement complet du type de projets que l'antenne de référence conseillera. De plus, il pourra également servir de base pour la réalisation de l'état des lieux des projets de coopération dans le domaine de l'ID que fournira l'antenne de référence à la HEG.

Cependant, afin de refléter au mieux ce qui se fait dans le domaine de la coopération en ID, il devra être régulièrement complété et mis à jour. De plus, il serait idéal que ce répertoire voie le jour sous forme d'une base de données en ligne. Ces tâches pourraient, dans un premier temps, être effectuées durant un futur travail de diplôme en rapport avec la coopération au développement en ID. Ensuite, ce sera la personne travaillant pour l'antenne de référence qui s'en chargera.

7.2 Antenne de référence à la HEG

Notre travail de diplôme représente le fruit d'un important effort de réflexion ; en tant que tel, il ne débouchera pas immédiatement sur la création concrète de l'antenne de référence à la HEG. Plusieurs démarches devront encore être effectuées auprès de la DDC et des différents bailleurs de fonds potentiels afin d'exploiter au maximum les informations que nous avons recueillies et les propositions que nous avons émises.

7.2.1 Etude de marché

Avant de créer l'antenne de référence, il est nécessaire que la HEG réalise une étude de marché afin d'estimer précisément le nombre de demandes qui lui sera adressé et donc de savoir si le public sera suffisant et justifiera l'ouverture de ce service. Cela pourrait faire l'objet d'un prochain travail de diplôme au sein de cette école.

7.2.2 Partenariats

Nous avons déjà effectué quelques démarches visant à établir ou à mettre en œuvre des partenariats. Nous avons en effet contacté le Réseau suisse des centres de documentation spécialisés dans le développement (NEDS), afin de savoir si l'antenne de référence pourrait collaborer avec celui-ci. Nous leurs avons d'ores et déjà envoyé un dossier complet sur le fonctionnement et les services de celle-ci et attendons leur réponse.

Dans cette même optique, nous avons contacté à plusieurs reprises deux personnes du programme ALP de l'IFLA. Nous leur avons également exposé le fonctionnement général et les services de la future antenne de référence, ainsi que les avantages que celle-ci pourrait apporter à ces institutions et aux projets qu'elles soutiennent. De plus, nous leur avons expliqué que nous ne souhaitons pas de soutien financier de leur part, mais la reconnaissance de l'utilité de l'antenne de référence pour les projets de coopération internationale et un peu de « publicité » par le biais d'informations auprès de leurs partenaires et/ou de leur site Internet. Nous avons également exposé le fait que l'antenne de référence étant au stade de préparation, nous pouvions, dans la mesure du possible, prendre en compte leurs demandes pour y adapter ce service. Malheureusement, nos messages sont restés sans réponse. Ces démarches devront donc être poursuivies afin d'aboutir à de réels partenariats. D'autres démarches devront également être entreprises afin que l'antenne de référence bénéficie d'un maximum de partenariats (c.f. chapitre 5.2.6 « Partenariats »).

7.2.3 Développement de nouveaux services

Une fois en place, l'antenne de référence pourrait étoffer sa palette de services en offrant, notamment, une base de données des besoins des pays du Sud en termes de compétences professionnelles, de matériel, etc.

7.3 Dossier pour la DDC

Nous n'avons pas souhaité rencontrer de représentants de la DDC lors de la réalisation de notre travail de diplôme. En effet, à ce moment-là, nous n'avions pas suffisamment d'éléments à présenter à la DDC et notre entretien aurait reposé sur beaucoup de conditionnels et d'incertitudes. Nous avons donc choisi de rencontrer un représentant de cette institution une fois notre travail de diplôme terminé afin de lui présenter des éléments et des arguments plus solides et de pouvoir mieux le renseigner. Après avoir transmis notre dossier à un représentant de cette institution, nous solliciterons un entretien avec cette personne afin de discuter de celui-ci de manière approfondie et concrète. Lors de cette rencontre, nous mettrons tout en œuvre pour convaincre la DDC de financer et soutenir notre projet. Si cela est vraiment impossible, nous pensons que cette institution nous conseillera de nous adresser aux cantons et instances publiques. Nous lui demanderons alors de nous fournir un mot d'ordre pour appuyer notre demande auprès de ceux-ci.

Il serait nécessaire que les « négociations » auprès de la DDC continuent afin que celle-ci réalise et soutienne de plus en plus de projets dans le domaine de l'ID et qu'elle valorise au maximum l'antenne de référence de la HEG.

8 Conclusion

Il est généralement difficile pour un projet de prouver son utilité et de se faire une place au sein de la coopération internationale. Cela est d'autant plus marqué dans la coopération dans le domaine de l'ID car celui-ci est peu connu. Davantage d'efforts, d'argumentation et de promotion sont donc nécessaires pour persuader les gens de l'utilité de tels projets. Même dans le cas où les gens connaissent le domaine et son utilité, il faut parfois se battre contre certains préjugés existants, tels que celui qui consiste à croire que les TIC résolvent à elles seules tous les problèmes en matière de gestion de l'information.

Après plusieurs mois de recherche, d'analyse et de réflexion, nous pensons avoir participé activement au renforcement et à la valorisation du domaine de l'ID au sein de la coopération au développement et espérons avoir répondu aux objectifs qui avaient été définis par nos mandantes. En effet, la réalisation du répertoire d'actions de coopération en ID, les propositions émises en vue de la création d'une antenne de référence à la HEG et le dossier argumentatif rédigé pour la DDC devront permettre au domaine de l'ID de se positionner plus stratégiquement et de bénéficier d'une meilleure visibilité au sein de la scène suisse de la coopération internationale.

Par ailleurs, il est possible que, suite à notre travail de diplôme, d'autres personnes se mobilisent en faveur de la coopération en ID en exploitant les documents que nous avons créés et les diverses propositions que nous avons émises. Toutefois, nous sommes conscientes que de grands efforts doivent encore être fournis de la part des professionnels de l'ID quant à leur implication au sein de la coopération internationale. Nous comptons donc sur la HEG pour participer à la sensibilisation des professionnels en ID qu'elle forme. De plus, elle pourrait proposer à ces derniers des travaux permettant de poursuivre, puis concrétiser les réflexions que nous avons menées.

En outre, ce travail de diplôme nous a permis de découvrir le domaine de la coopération en général et en rapport avec l'ID. En effet, aucune d'entre nous n'avait de connaissances dans ce domaine. La réalisation de ce travail de diplôme nous a permis d'avoir un avis moins naïf sur la coopération au développement. En effet, si de nombreuses personnes ou organisations agissent avec les meilleures intentions, il existe de nombreux pièges. Il faut donc garder ce fait à l'esprit lorsque

l'on travaille dans la coopération. Nous avons également approfondi nos connaissances professionnelles essentiellement en matière de planification, de rédaction et de synthétisation des idées.

En conclusion, malgré les difficultés rencontrées durant la réalisation de ce travail, nous sommes heureuses de pouvoir présenter au terme de celui-ci une réflexion approfondie. Celle-ci permet de faire un premier état des lieux de la coopération suisse en ID et d'offrir aux acteurs de ce domaine de nouvelles perspectives. C'est pour cette raison que nous souhaitons que, suite à ce mémoire, les autorités suisses et les institutions à qui nous nous sommes adressées pour obtenir du soutien réagissent positivement à notre demande.

9 Bibliographie

9.1 Ouvrages cités dans le mémoire	94
9.1.1 <i>Histoire et évolution de la coopération</i>	94
9.1.2 <i>Economie de la coopération</i>	96
9.1.3 <i>Politique de la coopération</i>	96
9.1.4 <i>Accès à l'information et TIC</i>	97
9.2 Ouvrages consultés	100
9.2.1 <i>Généralités sur les pays / continents</i>	100
9.2.2 <i>Projets de développement</i>	100
9.2.3 <i>Economie de la coopération</i>	101
9.2.4 <i>Politique de la coopération</i>	101
9.2.5 <i>Sociologie dans la coopération</i>	101
9.2.6 <i>Accès à l'information et TIC</i>	102
9.2.7 <i>Institutions pouvant soutenir l'antenne de référence</i>	103
9.2.8 <i>Méthodologie</i>	104

La bibliographie suivante rassemble les différents ouvrages utilisés pour la rédaction de ce mémoire. On trouvera tout d'abord les ouvrages auxquels il est nommément fait référence dans ce document. Ensuite, les autres documents que nous avons consultés sont présentés. Etant donné le nombre important de documents, ceux-ci sont classés par thème. Au sein des thèmes, les ouvrages sont classés par ordre alphabétique de l'auteur. Les notices sont accompagnées de résumés critiques.

9.1 Ouvrages cités dans le mémoire

9.1.1 Histoire et évolution de la coopération

CATTIN, Denis, SCHREIBER, Martin. *Le partenariat : entre désir et réalité : une étude sur le partenariat dans la coopération internationale*. Bâle : UNITE, 2002. 8 p.

Disponible sous l'URL :

www.unite-ch.org/Partenariat/Presse%20resume%20francais.PDF (consulté le 5.11.2007)

Résumé critique

Ce document constitue la synthèse d'une étude menée par UNITE, plate-forme suisse pour l'échange de personnes dans la coopération internationale dont le but était d'analyser les potentialités et les faiblesses des relations de partenariat. Elle montre combien le potentiel des partenariats est encore mal identifié et trop peu utilisé pour améliorer la qualité des activités de coopération et de sensibilisation de l'opinion publique. En effet, une

relation de partenariat basée sur l'égalité et la confiance permet non seulement de mener plus aisément à bien les actions de coopération entreprises, mais également d'avoir des contacts de longue durée entre les partenaires de l'échange.

Cette étude était importante dans le cadre de notre travail de diplôme car nous a permis de saisir les enjeux d'un partenariat et les manières de l'appréhender. Elle permettait également de tirer des parallèles entre la manière d'échanger avec les pays du Sud et les résultats des actions de coopération effectuées dans ces mêmes pays.

RIST, Gilbert. *Le développement : histoire d'une croyance occidentale*. 2^e éd. Paris : Presse de sciences Po, 2001. 442 p. (Référence inédites). 2-7246-0864-X

Résumé critique

Ce livre dresse un historique complet du développement, de l'antiquité à nos jours en mettant l'accent sur les politiques et l'esprit de la colonisation, les théories et les différentes stratégies qui, depuis le milieu du 20^e siècle, ont eu l'ambition de changer le monde et sur la mondialisation. L'auteur décrit également la manière dont le concept de développement a évolué en citant les pensées dominantes, les grandes institutions ainsi que quelques ONG. Sur un ton très critique l'auteur cherche à définir le développement tel qu'il devrait être pour œuvrer efficacement.

Cet ouvrage est intéressant car il propose un historique complet de la notion de développement. Ceci nous a permis de bien cerner les origines de ce concept et ses enjeux. Toutefois, nous avons été déçues qu'après avoir remis en cause les différentes politiques de développement qui ont pu exister, l'auteur ne proposait aucune alternative. De plus, malgré l'intérêt de cette monographie, le style littéraire est peu commun et le vocabulaire utilisé, complexe.

SCHÜMPERLI, Catherine. *La politique suisse de solidarité internationale : de la coopération au développement global*. Lausanne : Presses polytechniques et universitaires romandes, 2007. 142 p. (38. Le savoir suisse). 2-88074-730-5

Résumé critique

Cette monographie aborde le sujet de l'aide publique au développement en Suisse. L'auteure dresse l'historique de la politique suisse en matière de solidarité internationale. Pour ce faire, elle décrit les différentes étapes, débats et événements qui ont influencé la politique suisse dans le domaine du développement.

Ce livre a été utile pour la réalisation de notre travail de diplôme car il nous a permis d'approfondir nos connaissances en matière de politique suisse et de solidarité internationale. De plus, le côté historique de cette monographie nous a permis de bien comprendre les origines, les raisons d'être et les enjeux des différents organismes suisses qui œuvrent dans le domaine du développement. Toutefois, ce livre étant très court et parlant essentiellement de la Suisse, il est nécessaire, pour une meilleure compréhension des origines de la coopération au développement et une vision plus globale, d'approfondir notre étude par la lecture d'autres documents.

THEROUX, Paul. *Safari noir : du Caire au Cap à travers les terres*. Paris : Bernard Grasset, 2004. 524 p. 2-246-65061-5

Résumé critique

Cette monographie raconte le voyage de Paul THEROUX qui traverse l'Afrique du Nord au Sud, en utilisant uniquement des transports terrestres. Il revient sur ce continent près de quarante ans après sa première visite, afin d'observer la manière dont les divers pays qui le composent ont évolué et d'évaluer les résultats du « développement » apporté par les « pays civilisés ».

Ce livre a été très utile pour notre travail car il dresse un état des lieux de différents pays du Sud du point de vue de leurs habitants. Il contient également quelques explications historiques qui permettent de mieux comprendre la situation actuelle de certains pays. Néanmoins, il s'agit d'un récit, regroupant principalement les témoignages de personnes rencontrées, il n'est donc pas forcément très objectif.

9.1.2 Economie de la coopération

DIRECTION DES RELATIONS PUBLIQUES ET DE LA COMMUNICATION.
DIVISION DES RELATIONS PUBLIQUES. Echanges Sud-Sud : une priorité pour le développement. In : *L'Observateur* [en ligne]. 2006, 7 p.
<http://www.oecd.org/dataoecd/19/58/37521469.pdf> (consulté le 24.09.2007)

Résumé critique

Cet article s'intéresse à l'aspect économique du développement. Il explique l'importance des échanges commerciaux entre pays en développement (échanges Sud-Sud) et les avantages que cela pourrait leur apporter. Il présente également les obstacles actuels à ces échanges et les possibilités d'améliorations.

Ce texte n'a, au premier abord, pas un lien très évident avec notre travail. De plus, il est très spécialisé dans l'économie. Cependant, il est intéressant car il présente une autre vision du développement qui n'est plus le Nord aidant le Sud mais les pays du Sud s'entraidant.

9.1.3 Politique de la coopération

GARCIA MARTIN, Maria Araceli. *Le rôle des bibliothèques dans les politiques culturelles de coopération au développement : modèle de gestion de la bibliothèque de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI)*, 22 août 2006, Séoul. IFLA, 2006. 12 p.

Disponible sous l'URL : www.ifla.org/IV/ifla72/papers/110-Martin_trans-fr.pdf
(consulté le 5.11.2007)

Résumé critique

Cette communication expose les points de vue de l'Agence espagnole de coopération internationale (AECI) quant au rôle de la culture et des stratégies culturelles dans le développement des peuples. L'auteure de cette communication est convaincue que les programmes de coopération seraient beaucoup plus efficaces si les bibliothèques y jouaient un rôle actif. Ces programmes permettraient de rendre les populations du Sud plus autonomes grâce aux connaissances et informations que les bibliothèques peuvent leur offrir.

Cette communication est intéressante car elle montre les possibilités et les types d'action possibles auprès des politiques pour que les bibliothèques soient plus présentes, plus efficaces et plus soutenues dans les projets de coopération. Par contre, aucun exemple de projet réalisé ou en cours n'est cité. Cela aurait pourtant été utile afin de voir plus concrètement comment se réalise un projet.

COGNEAU, Denis, LAMBERT, Sylvie. Aide et cohérence des politiques des pays du Nord. In : *Repères* [en ligne]. 2006, n° 24.

<http://www.oecd.org/dataoecd/32/25/37295228.pdf> (consulté le 04.09.2007)

Résumé critique

Cet article met le doigt sur l'une des principales problématiques de la coopération : l'incohérence de l'aide. En effet, les pays en voie de développement les plus prospères sont aidés par les pays du Nord, ce qui leur permet d'exporter encore plus que leurs

voisins plus pauvres. De plus, les pays du Sud sont confrontés à un autre problème, la fuite des cerveaux vers les pays du Nord.

La lecture de cet article nous a permis d'avoir une vision réaliste de la situation dans le domaine de l'aide au développement et rappelle les nombreuses incohérences qui existent et qui donnent une mauvaise image de la coopération.

COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT. *Harmoniser l'aide pour renforcer son efficacité : document sur les bonnes pratiques*. Paris : OCDE, 2003. 140 p. (Lignes directrices et ouvrages de référence du CAD). 92-64-29982-3

Disponible sous l'URL : <http://www.oecd.org/dataoecd/0/46/20899586.pdf> (consulté le 5.11.07)

Résumé critique

Dans le cadre de la coopération internationale, ce livre expose les bonnes pratiques à mettre en œuvre afin de diminuer les coûts de transactions incombant aux pays partenaires, d'améliorer l'efficacité de l'aide et d'augmenter le développement des capacités des pays du Sud. En effet, les diverses conditions et procédures que les pays du Sud doivent remplir pour les différents donateurs sont contraignantes. Cela a pour conséquence que les pays du Sud utilisent une part de l'argent reçu dans le seul but de satisfaire les exigences des différents donateurs.

Cette monographie nous a permis de mieux nous rendre compte des difficultés que connaissent les pays pour obtenir et conserver de l'aide. Cependant, cette étude est tournée vers la coopération entre les gouvernements des pays du Sud et les donateurs qui peuvent être des gouvernements, la BM et le FMI ou d'autres bailleurs de fonds. Bien que, dans le cadre de notre travail de diplôme, nous nous intéressions plutôt à des projets de plus petite envergure, nous avons pu nous inspirer des bonnes pratiques contenues dans cet ouvrage.

FERRARI, Sergio. La coopération solidaire, plutôt que l'aide au développement : entrevue avec Franco CAVALLI. In : *Site de Trait d'união* [en ligne].

http://www.traitduniao.com/index.php?option=com_content&task=view&id=21&Itemid=49 (consulté le 04.09.2007)

Résumé critique

Cette entrevue avec Franco CAVALLI, acteur de premier plan au sein de la coopération helvétique, permet de connaître la vision d'un spécialiste en ce qui concerne la coopération entre la Suisse et le Sud. Celui-ci dénonce l'hétérogénéité du domaine du développement dans le monde. Selon lui, il faut parler de coopération plutôt que d'aide au développement. Il affirme qu'il est surtout nécessaire de promouvoir le changement politique des « règles du jeu » sur le plan international.

Cet entretien fournit une vision critique innovatrice du domaine de la coopération par un personnage reconnu et engagé dans la coopération suisse.

9.1.4 Accès à l'information et TIC

FORSYTH, Ellen. Public Libraries and the Millennium Development goals. In : *IFLA Journal* [en ligne]. 2005, vol. 30, no 4, p. 315-323.

<http://www.ifla.org/V/iflaj/IFLA-Journal-4-2005.pdf> (consulté le 24 septembre).

Résumé critique

Cet article présente les possibilités qu'ont les bibliothèques publiques afin de contribuer à la réalisation des huit OMD définis par l'ONU. Elles peuvent notamment fournir aux populations des ressources adéquates dans des langues et formats appropriés. Les

bibliothèques publiques fournissent également des lieux où la population peut s'informer, se réunir et discuter.

La lecture de cet article nous a permis de mieux nous rendre compte des possibilités qu'avaient les bibliothèques pour améliorer les conditions de vie des populations du Sud. Par contre, nous pensions que l'auteur de cet article allait un peu trop loin en affirmant que les bibliothécaires devaient s'engager personnellement dans leurs partis politiques ou au travers d'associations.

GERSTER, Richard ; ZIMMERMANN, Sonja. Up-scaling pro-poor ICT-policies and practices : a review of experience with emphasis on low income countries in Asia and Africa. In : *Site de la Direction du développement et de la coopération* [en ligne]. 2005. 61 p.

http://www.sdc.admin.ch/fr/Accueil/Documentation/Details_d_une_publication?itemID=24707 (consulté le 10.09.2007)

Résumé critique

Cette étude vise à démontrer qu'une bonne utilisation des TIC dans les pays à faible revenu en Asie et en Afrique favorise la réduction de la pauvreté et permet d'atteindre les OMD. Ce texte se base sur l'observation de différentes expériences visant à améliorer le quotidien de populations grâce à l'implantation d'un système utilisant les TIC.

Cet article a été utile pour notre travail de diplôme car il a renforcé en nous l'idée que l'information était réellement une richesse qui, lorsqu'elle était bien utilisée, pouvait permettre aux plus miséreux de s'en sortir. De plus, les divers exemples donnés font prendre conscience que, dans la coopération comme dans toute résolution de problèmes, il faut avant tout chercher à comprendre ce dont ont besoin les interlocuteurs. Pour répondre à ce besoin il ne faut pas forcément proposer les solutions les plus développées technologiquement.

MERL, Christina. A challenging view on the future of global knowledge sharing. In : *Rural development news* [en ligne]. 2007, no 1, p. 13-16.

<http://polaris.gseis.ucla.edu/srinivasan/Research/Proofs/SrinivasanEZA.pdf>

(consulté le 27.09.2007)

Résumé critique

Cet article est un entretien de Ramesh SRINIVASAN réalisé par Christina MERL. Ramesh SRINIVASAN parle, à cette occasion, de la nécessité de repenser la nature de la littérature à l'ère du digital, du potentiel des TIC pour le « re-empowerment » des communautés défavorisées ainsi que du futur des échanges d'information à un niveau global.

Ce texte a été très intéressant pour notre travail de diplôme car il mettait en évidence le fait que l'apport de TIC dans le cadre de la coopération n'était pas suffisant, et qu'il était capital d'avoir un contenu adapté aux communautés qui les recevaient.

RESEAU GENRE ET TIC. *Citoyennes africaines de la société de l'information : manuel de première urgence à l'intention des décideurs*. Dakar : Enda Tiers-monde, 2004. 86 p. (231. Environnement africain. Etudes et recherches). 92-9130-048-9

Disponible sous l'URL : <http://intif.francophonie.org/IMG/pdf/e-citoyennes.pdf> (consulté le 5.11.2007)

Résumé critique

Ce manuel permet de comprendre le rôle des femmes africaines dans la société de l'information et de le défendre. En effet, celles-ci composent la majorité de la population du continent Africain et, si elles bénéficient d'informations utiles afin de mieux pouvoir se

soigner, s'alphabétiser, trouver des débouchés plus rémunérateurs, etc. c'est l'Afrique entière qui peut se développer.

Cet ouvrage nous a permis d'identifier une problématique que nous n'avions pas encore rencontrée : le rôle des femmes africaines dans la société de l'information. En démontrant que l'information joue un rôle majeur dans le développement de l'Afrique, ce manuel nous a confortées dans l'idée qu'il fallait soutenir et développer des projets en lien avec l'information.

UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME. BUREAU FOR DEVELOPMENT POLICY. DEMOCRATIC GOVERNANCE GROUP. *Right to information : practical guidance note*. UNDP, 2004. 39 p.

Disponible sous l'URL :

www.undp.org/governance/docs/A2I_Guides_RighttoInformation.pdf (consulté le 5.11.2007)

Résumé critique

Ce guide expose la problématique du droit à l'information et de l'importance d'établir des lois en la matière afin que ce droit soit reconnu comme fondamental. Il explique aussi le rôle que peut jouer l'information dans la lutte contre la pauvreté et la corruption.

Cet ouvrage a été très important pour notre travail. En effet, l'importance du droit à l'information était au centre de notre travail car il justifiait le fait de réaliser des projets en ID. Ce texte était également intéressant car il présentait des exemples concrets et décryptait des situations réelles.

WARNOCK, Kitty (éd.) et WICKREMASINGHE, Ravi, avec la coopération de WEIGEL, Gerolf. *Information and Communication Technologies and large-scale poverty reduction : lessons from Asia, Africa, Latin America and the Caribbean*. In : *Site de Gerster Consulting* [en ligne]. 2005.

www.gersterconsulting.ch/docs/SDC_Panos ICT Fighting Poverty 2005.pdf (consulté le 10.09.2007)

Résumé critique

Ce texte est un regroupement des résultats de plusieurs groupes de travail qui ont eu lieu dans divers pays. Ces différents groupes ont analysé l'état de projets utilisant ou ayant pour but le développement des TIC en Asie, en Afrique et en Amérique Latine et aux Caraïbes. Ils livrent ici leurs constatations, les leçons qu'ils ont apprises ainsi que des solutions possibles.

Cet article a été très utile pour notre travail, car il nous a permis de nous rendre compte de l'état des projets liés aux TIC dans les pays du Sud. De plus, il contenait des exemples concrets pour appuyer ses raisonnements.

WEIGEL, Gerolf. *DDC et nouvelles technologies : une approche centrée sur les populations*. In : *IUED - Société de l'information et coopération internationale* [en ligne]. Novembre 2003. <http://www.unige.ch/iued/wsis/DEVDOT/00934.HTM> (consulté le 10.09.07)

Résumé critique

Cet article présente le point de vue de la DDC en ce qui concerne le rôle des TIC dans le développement des pays du Sud. En effet, un nombre croissant de projets de la DDC concernent les TIC. Celles-ci représentent, pour les pays du Sud, un moyen de faire entendre leurs besoins.

La lecture de ce texte nous a permis de connaître le point de vue de la DDC, organisme important dans le domaine du développement et de la coopération suisse, sur le rôle des

TIC et de l'information dans les pays du Sud. On peut peut-être regretter que la DDC ne mette pas plus en pratique ce qu'elle explique dans ce texte.

9.2 Ouvrages consultés

9.2.1 Généralités sur les pays / continents

SMITH, Stephen ; cartographies : LEVASSEUR, Claire. *Atlas de l'Afrique : un continent jeune, révolté, marginalisé*. Paris : Autrement, 2005. 79 p. (Atlas/Monde). 2-7467-0641-5

Résumé critique

Ce livre résume de manière très succincte mais claire et objective pratiquement tous les aspects et toutes les problématiques de l'Afrique. Cela va de la géographie à l'écologie en passant par des thématiques telles que le SIDA, la démographie, les richesses naturelles ou encore l'aide au développement.

Cet atlas permet de s'informer très rapidement sur l'Afrique afin de mieux comprendre la situation actuelle des différents pays qui constituent ce continent. Pour une analyse en profondeur de conflits particuliers, il faudra se tourner vers d'autres ouvrages plus spécialisés. Dans le cadre de notre travail de diplôme, ce livre nous a permis de mieux saisir les enjeux de la coopération.

9.2.2 Projets de développement

COUPECHOUX, Patrick. *Ce village malien qui stupéfie le monde*. In : *Le Monde diplomatique* [en ligne]. Août 1996.

<http://www.monde-diplomatique.fr/1996/08/COUPECHOUX/5781.html> (consulté le 28.08.07)

Résumé critique

Cet article présente la réussite en matière de développement de la commune de Sanankoroba, au Mali. Ce village est un pionnier dans une nouvelle forme de coopération : le jumelage. Ce jumelage a consisté à cultiver un champ à Sainte-Elisabeth au Québec dans le but de reverser les profits à Sanankoroba. Cela a permis aux villageois d'acheter du matériel et du bétail. Sanankoroba a donc pu se développer et effectuer du commerce de façon à être autonome.

Ce texte présente une forme de coopération innovante et basée sur les besoins du pays, ce qui fait fortement défaut dans de nombreux projets de coopération avec le Sud ainsi qu'un exemple à suivre.

FAVREAU, Louis, LAROSE, Gérald et FALL, Abdou Salam (dir.). *Altermondialisation, économie et coopération internationale*. Sainte-Foy : Presses de l'Université du Québec, 2004. 379 p. (Pratiques et politiques sociales et économiques). 2-7605-1309-2

Résumé critique

Cet ouvrage présente différents projets menés par des organisations canadiennes dans des pays du Sud. Il contient de nombreuses références d'associations et permet de faire un tour d'horizon de la situation de la coopération canadienne dans le monde. De plus, cette monographie donne une idée de l'étendue et de la diversité des projets réalisés dans le domaine de la coopération.

Cette monographie nous a été utile notamment dans nos recherches de projets et d'actions de coopération et nous a permis de repérer différentes associations importantes dans le domaine.

9.2.3 Economie de la coopération

MAPPA, Sophia (dir.). *La coopération internationale face au libéralisme*. Paris : Editions Karthala, 2003. 408 p. 2-84586-447-7

Résumé critique

Cette monographie traite du développement des pays du Sud au sens économique du terme. Elle permet d'avoir une vision globale des projets menés ou en cours dans ce domaine comme, par exemple, des projets de microcrédits permettant aux habitants de pays du Sud de bénéficier d'une aide pour financer leur petite entreprise.

La plupart des projets présentés dans cet ouvrage très technique ne se sont pas avérés pertinents pour notre travail de diplôme. Cependant, cette monographie nous a permis de nous rendre compte que l'aide au développement ne consistait pas seulement à construire sur place, mais peut également prendre d'autres formes comme, par exemple, le micro crédit.

9.2.4 Politique de la coopération

COGNEAU, Denis, LAMBERT, Sylvie. L'aide au développement et les autres flux Nord-Sud : complémentarité ou substitution ? In : *Centre de développement du site de l'OCDE* [en ligne]. Juin 2006.

<http://www.oecd.org/dataoecd/24/5/37054165.pdf> (consulté le 10.09.07)

Résumé critique

Cet article s'interroge sur la cohérence des politiques suivies par les pays du Nord dans leurs relations avec les pays du Sud. Il apparaît que l'aide publique au développement revêt de plus en plus un rôle de compensation des autres flux qui relient les pays développés à ceux en développement : une sorte de système de transferts internationaux, positifs ou négatifs.

Ce texte nous a permis de mettre en exergue les aspects négatifs et les débordements de l'aide au développement que nous avons identifiés lors de nos entretiens avec les coopérants.

9.2.5 Sociologie dans la coopération

BERGAMASCHI, Katia, CARELLA, Claudia, HOSTETTLER, Christine. *Dans la peau d'un "coopérant" : comportements, parcours émotionnel, évolution personnelle de coopérants suisses partis dans le sud*. 1995. 186 f. Travail de recherche, Travail social, Institut d'études sociales (IES), 1995.

Résumé critique

Cette thèse présente, notamment à travers de nombreux témoignages, les points de vue, les sentiments, les comportements et les évolutions que connaît un coopérant lorsqu'il part entre un et cinq ans dans un pays du Sud. On y apprend, entre autres, qu'il est primordial de bien se préparer au départ. Certaines ONG refusent d'ailleurs de laisser partir les coopérants s'ils n'ont pas effectué une préparation d'une certaine durée (un an, voire plus) avant leur départ.

La lecture de cette thèse nous a permis de comprendre des aspects intéressants de la coopération internationale au niveau humain et comportemental. Cependant, cela n'était pas nécessaire dans le cadre de notre étude qui se situait plus au niveau des

organisations et des politiques de développement que des émotions et évolutions personnelles des coopérants à l'étranger.

9.2.6 Accès à l'information et TIC

GERSTER, Richard, ZIMMERMANN, Sonja. Information and communication technologies (ICTs) for poverty reduction? In : *Site de la Direction du développement et de la coopération* [en ligne]. 2003. 35 p.
http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_en_24102.pdf (consulté le 29.08.07)

Résumé critique

Cet article explique comment et à quelles conditions les TIC peuvent être utilisées afin de réduire la pauvreté. Celui-ci met en avant l'enjeu représenté par les TIC dans le développement des pays du Sud.

Ce texte nous a permis d'approfondir une problématique que nous avons rencontrée lors des séances du suivi du SMSI au mois de mai 2007 à Genève.

INSTITUT UNIVERSITAIRE D'ETUDES DU DÉVELOPPEMENT. *International Cooperation and the Information Society: development.com* [CD-ROM]. Genève : Institut universitaire d'études du développement, 2003.
Disponible sous l'URL : <http://www.unige.ch/iued/wsis/DEVDOT/04924.HTM> (consulté le 5.11.2007)

Résumé critique :

Ce document est un recueil d'articles au sujet du SMSI. Les différents auteurs donnent leur point de vue sur l'utilité, les retombées et le bien-fondé des deux sommets qui ont eu lieu à Genève et à Tunis. Les sujets abordés sont principalement l'utilisation des TIC et la fracture numérique. Les avis sont partagés sur ces différents points et le SMSI est plus d'une fois remis en question. Ces différents textes soulèvent le fait que le SMSI rassemble des assemblées tripartites, ce qui est selon les auteurs, une bonne initiative. En effet, les représentants des divers gouvernements se sont retrouvés avec des personnes du secteur privé ainsi qu'avec des représentants de la société civile.

Ces articles nous ont présenté le SMSI sous un angle différent que les textes que nous avons pu lire auparavant et qui s'intéressaient davantage à l'aspect « bibliothèques, archives et centre de documentation ». Ce document nous a donc été utile pour avoir une connaissance plus globale du déroulement et des enjeux du SMSI.

MINCIO, Danielle. En quoi le SMSI peut être utile au développement des bibliothèques. In : *Ressi – revue électronique suisse de science de l'information* [en ligne]. 2007, mars, no. 5, p. 1-10.
http://campus.hesge.ch/ressi/Numero_5_mars2007/articles/PDF/RESSI_031_DM_SMSI.pdf (consulté le 4.10.2007)

Résumé critique

L'article de Danielle MINCIO au sujet du rôle de l'IFLA et du SLIR lors du Sommet mondial de la société de l'information présente les actions qu'ont menées ces deux associations en faveur des bibliothèques, des archives et des centres de documentation dans le cadre de la mise en place de la société de l'information. Il démontre que, grâce aux diverses actions menées auprès des participants du SMSI, les institutions spécialisées en ID sont actuellement reconnues comme le « cœur de la société de l'information et du savoir ».

Cet article a été très intéressant pour notre travail de diplôme. Le SLIR étant notre mandant, nous avons, grâce à ce texte, pu comprendre les origines et les raisons d'être du SLIR. De plus, nous avons pris conscience du fait que le monde des bibliothèques voit

s'ouvrir actuellement de nombreuses possibilités sur le plan international. Cependant, un grand travail de sensibilisation reste encore à effectuer auprès des autorités et du public au sujet du rôle et de l'utilité des bibliothèques dans la mise en place de la société de l'information.

WITT, Steve W. (éd). *Changing roles of NGOs in the creation, storage and dissemination of information in Developing Countries*. München : K. G. Saur, 2006. 146 p. (123. IFLA publications). 3-598-22030-8

Résumé critique

Cette monographie est composée de huit articles indépendants. Sur la base d'études de cas et d'expériences concrètes, le rôle et l'influence des bibliothèques, des ONG et des TIC sur la production et la gestion d'information ainsi que l'aide que ces derniers peuvent apporter pour soutenir les programmes scolaires, sociaux, médicaux, etc. sont étudiés. Les huit articles présentent huit expériences très différentes qui se sont déroulées dans huit pays différents.

Ce livre est intéressant car il recense de nombreux cas mettant en cause des bibliothèques dans le domaine de la coopération au développement. En conséquence, ce livre a été utile pour la réalisation de notre travail de diplôme car le contenu des différents articles nous a permis de bien comprendre l'importance des bibliothèques dans les projets de développement. De plus, ces articles nous ont rendues conscientes du fait que, pour être reconnues et soutenues dans la coopération, les bibliothèques devaient collaborer avec les ONG.

9.2.7 Institutions pouvant soutenir l'antenne de référence

DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION. MEDIAS ET COMMUNICATION. La coopération suisse au développement dans l'actualité internationale en 2007. In : *Site de la Direction du développement et de la coopération* [en ligne]. http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_fr_150673.pdf (consulté le 29.10.2007)

Résumé critique

Ce document présente les principaux buts de la coopération suisse au développement en 2007. Parmi les axes prioritaires de la DDC, on compte la participation active à la poursuite des réformes entreprises au sein de l'ONU, la garantie du financement de crédits à faibles taux d'intérêt pour les pays les plus pauvres ainsi que la mise en œuvre de la stratégie anti-corruption adoptée en 2006. Se poursuivront également le renforcement de la concentration thématique et géographique, d'une part, et l'amélioration de la communication concernant les résultats et l'efficacité de la coopération suisse au développement, de l'autre.

DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT ET DE LA COOPÉRATION. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION. Politique ONG : collaboration avec les organisations de développement privées suisses et internationales. In : *Site de la Direction du développement et de la coopération* [en ligne]. http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_fr_157581.pdf (consulté le 29.10.2007)

Résumé critique

Pour atteindre ses objectifs, la DDC travaille avec un vaste réseau de partenaires issus de différents horizons : organisations étatiques et civiles des pays partenaires du Sud et de l'Est, agences onusiennes, ONG suisses et internationales, réseaux, entreprises privées, universités et institutions financières internationales.

Dans ce document, la politique de la DDC concernant plus particulièrement les relations de la DDC avec les ONG suisses et internationales (à l'exclusion des ONG « locales » dans les pays partenaires) et leurs objectifs est présentée. La collaboration avec ces organisations s'intègre dans le contexte des interactions avec d'autres acteurs et partenaires, tels que les organismes de la société civile et les associations faitières, le secteur privé ou les communes et les cantons.

DEPARTEMENT FEDERAL DES AFFAIRES ETRANGERES. DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION. MEDIAS ET COMMUNICATION. Thèmes, thèmes transversaux et connaissances méthodologiques de la DDC. In : *Site de la Direction du développement et de la coopération* [en ligne]. http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_fr_150667.pdf (consulté le 29.10.2007)

Résumé critique

Ce document présente les thèmes principaux et secondaires que la DDC intègre dans sa politique de coopération.

DIRECTION DU DEVELOPPEMENT ET DE LA COOPERATION. SDC web [en ligne]. www.deza.ch/fr/accueil (consulté le 29.10.2007)

Résumé critique

Ce site présente les activités, les services proposés et les projets menés par la DDC. On y trouve également de nombreuses informations au sujet de la coopération internationale au développement ainsi que la description de plusieurs projets menés depuis la Suisse en vers des pays du Sud et de l'Est.

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION. Critères d'application des projets d'information. In : *Site de la Fédération genevoise de coopération* [en ligne]. <http://www.fgc.ch/documents/documents2/4.pdf> (consulté le 5.11.2007)

Résumé critique

Ce document expose les différents critères de la FGC pour que celle-ci finance un projet d'information. Il nous a été extrêmement utile puisqu'il nous a permis de déterminer que l'antenne de référence que nous proposons de créer était susceptible d'être financée par la FGC.

9.2.8 Méthodologie

FRAGNIERE, Jean-Pierre. *Comment faire un mémoire ?* Nouv. éd. rev. et augm. Lausanne : Réalités sociales, Fribourg : diff. Albert le Grand, 2000. 158 p. 2-88146-007

Résumé critique

Ce livre a pour objectif de fournir des techniques et conseils lors des étapes successives de la réalisation d'un mémoire, cela va du choix du sujet à la diffusion finale du mémoire.

Cette monographie a été utile pour notre travail de diplôme. En effet, bien que nous ayons déjà rédigé de nombreux rapports, certains conseils, tels qu'apprendre à connaître le domaine de l'étude, ne pas passer à côté du sujet, penser au public-cible du mémoire, sont toujours les bienvenus lorsqu'il s'agit d'un travail aussi conséquent.

Annexe 1

Checklist vierge des entretiens concernant les projets

Date :	Adresse e-mail :
Nom :	Statut :
Prénom :	Organisation :

1. Qui êtes-vous ? Que faites-vous ? Quels projets menez-vous en général ?
 - a. Dans quels domaines d'activité êtes-vous présents ?
2. Pourriez-vous nous dresser un bref historique de votre organisation ?
3. Quels sont les pays dans lesquels vous avez réalisé des projets ou avez des projets en cours ?
4. Dans quels pays êtes-vous implantés ?
5. Quels sont vos partenaires ici et là-bas ?
6. Comment vous faites-vous connaître ? Avez-vous un site Internet ou un blog ? Publiez-vous un journal ou des livres ?
7. Pouvez-vous nous parler d'un projet représentatif mené avec succès et/ou pour lequel vous avez rencontré des difficultés (ou qui n'a pas été réalisé) ?
 - a. Selon vous, quel(s) est/sont le(s) aspect(s) le(s) plus important(s) dans la préparation et la réalisation d'un projet ?
8. Quelle(s) difficulté(s) avez-vous rencontrée(s) durant la préparation du projet et comment les avez-vous surmontée(s) ?
9. Quelle(s) difficulté(s) avez-vous rencontrée(s) durant la réalisation du projet et comment les avez-vous surmontée(s) ?
10. Comment et durant combien de temps assurez-vous le suivi de vos projets?

11. Quelles sont les priorités dans le développement ou l'amélioration de votre organisation ? (personnel, matériel, partenariat...)
 12. Comment sélectionnez-vous les projets (demande, initiative personnelle, etc.) ?
 13. Quels sont vos prochains projets ? Où en êtes-vous dans la préparation de ceux-ci ? D'après vous, quelle est la probabilité que ceux-ci se réalisent ?
 14. Combien de personnes travaillent dans l'organisation ou le service ? Sont-elles bénévoles ou rémunérées ?
 15. Quel est votre budget annuel ?
 16. Comment financez-vous vos projets ? (subventions, aides financières, actions, sponsoring....) ?
 17. Selon vous, combien coûte, au total, la réalisation d'un de vos projets en temps et en argent ?
 18. Avez-vous pu vous renseigner ou obtenir des conseils auprès d'une organisation, d'une personne ou d'un centre de référence avant de mettre en œuvre vos projets ? Si oui, lesquels ?
 19. Seriez-vous intéressé(e) par la création d'une antenne de référence¹ concernant la coopération dans le domaine de l'information documentaire à la Haute Ecole de Gestion de Genève ? Si oui, qu'en attendriez-vous ?
 20. Pouvez-vous nous citer des organismes ou des personnes travaillant dans le même domaine que vous en Suisse ou en Europe ?
 21. En résumé, qu'est-ce qui fait qu'un projet fonctionne ou non ?
 22. Pouvez-vous citer trois facteurs de réussite et d'échec d'un projet ?
 23. Comment voyez-vous l'avenir dans le domaine de la coopération (tendances émergentes, changements, etc.) ?
- Que retirez-vous de vos expériences dans le domaine de la coopération ?
- Pouvez-vous nous faire un bref bilan de celle-ci ?

¹ Antenne de référence de la HEG : service qui donne des renseignements sur divers aspects de la coopération dans le domaine de l'information documentaire (types d'actions menées, organisations actives...).

Annexe 2

Checklist vierge des entretiens avec les mandantes

1. Quelle est votre perception de ce que sera l'antenne de référence à la HEG ?
2. Dans le cadre d'une antenne à la HEG, quel serait le public-cible ?
3. Quel en serait l'objectif principal ?
4. Plus précisément, quels sont les divers services qu'elle pourrait proposer ?
5. Quel en serait son mode de fonctionnement (moyens de contact, gratuité) ?
6. Envisageriez-vous un fonctionnement en réseau ?
7. Comment imagineriez-vous ce réseau ? (personnes ayant la volonté → personnes ayant l'expérience)
8. Accepteriez-vous de coopérer ?
9. Quelles personnes seraient habilitées à y travailler (formation, salariés/bénévoles, combien de postes, temps de travail) ?
10. Comment se ferait-elle connaître ? Quels seraient ses moyens de communication ?
11. Quels délais pour la mettre en place ?
12. Envisagez-vous une collaboration avec l'infothèque pour qu'elle soit une bibliothèque de référence dans le domaine ?

Annexe 3

Canevas de dépouillement

GENERALITES	
Moyen(s) de sélection des projets	
	Intérêt personnel
1	Pays francophones
	Idée, réflexion commune
2	Domaine (communication) et taille (petit)
3	Pays et cause
4	Envie et intérêt pour la cause et l'endroit
5	Sélections des demandes des pays du Sud
Coût moyen d'un projet en temps	
1	La durée du projet (Amazonie : 1 an à 100% et à Lima : 4 mois à 100%)
2	Deux ans à plein temps
3	Beaucoup : plusieurs années de travail pour plusieurs personnes
4	Selon les contrats : 18 mois à 2 ans voir même parfois 36 mois
5	Difficile à mesurer car dépend du caractère de chacun
Coût moyen d'un projet en argent	
1	Entre 7'000 CHF et 16'000 CHF
2	Entre 40'000CHF (sur deux ans) et 600'000CHF (sur deux ans)
3	Entre 30'000 \$ et 50'000 \$ (pour monter un petit centre de référence)
4	1000 \$ / mois pour 2 pendant deux ans + 800 CHF (pour la ré-installation en suisse)
5	Environ 100'000 CHF pour une construction et 5-700'000 € pour un centre (suivant les ateliers)
Financement	
1	Actions (repas de soutien, vente de pâtisseries) et dons de matériel et d'argent
2	Subventions et bailleurs de fonds (FGC, DDC...)
3	DDC et argent que les volontaires amènent grâce à leur groupe de soutien
4	Participation du chef de projet et demande de financement auprès des communes
5	Bailleurs de fonds (entreprise, particuliers...). 80% activité = recherche de fonds
Suivi des projets	
1	Assuré par les élèves de la HEG et par des contacts sur place motivés
2	Le GRAD reste disponible pour les partenaires si ceux-ci ont besoin d'aide
	Aucun de la part de Genève, propre initiative. Problème d'argent et également car les gens
3	sur place ne disent pas forcément quand ça va mal.
4	Ruth suit un peu le projet de Lima (conseils par mail, visite lors de ses voyages au Pérou)
	Initiative perso mais ce n'est pas un suivi très proche (E-changer envoie un coopérant pour
	3 ans à la fin de son contrat un autre le remplace pour la même durée et ce, jusqu'à ce que le
5	service soit autonome)

PROJET	
PREPARATION	
Facteur(s) de réussite	
1	<p>Demande de la part de la population et appropriation du projet par la population</p> <p>Besoin d'un correspondant dynamique et impliqué</p>
2	<p>Préparation au départ sérieuse notamment au sujet de la culture</p> <p>Etre conscient du décalage par rapport à ce qu'on s'attend/ce qu'on aimerait faire</p> <p>Etre conscient qu'on fait un travail de fourmis</p> <p>Etre bien clair sur les objectifs et sur ce dont les gens ont besoin</p>
3	<p>Etat d'esprit</p> <p>Objectifs clairs</p> <p>Equipe de travail</p> <p>Fonctionnement par dossiers</p>
4	<p>Cibles réalistes et claires</p> <p>Structure de gestion claire</p> <p>Equipe motivée</p> <p>Financement</p> <p>Bien voir la place du projet dans la vie du pays => analyse des besoins</p>
5	<p>Etre organisé</p> <p>Définir objectif précis</p> <p>Avoir assez de temps pour la préparation</p> <p>S'assurer de l'adéquation entre les besoins des gens sur place et le projet</p> <p>Se préparer au choc des cultures</p>
Facteur(s) d'échec / difficultés	
1	<p>Administratif entre la Suisse et le pays concerné</p> <p>Containers trop chers</p> <p>Mauvaise organisation et préparation</p>
2	Non adaptation aux besoins des populations et de ses différents partenaires
3	Ne doit pas tomber du ciel
4	Tracasserie administrative de la Commission européenne
5	Difficulté de motiver les bibliothèques à faire de la coopération internationale
	Problèmes sur place
	Mauvaise connaissance du pays
Solutions	
1	Trouver une personne de confiance pouvant les conseiller
2	<p>Il faut s'adapter, ne pas en demander trop (risque de démotiver) ni pas assez</p> <p>Ne pas donner trop non plus (risque de noyer le projet)</p>
3	Avoir un collaborateur qui s'y connaît en administration de la Commission européenne
4	Fournir une plus d'information et faire une meilleure promotion
5	<p>Forum WLP pour poser questions = support important</p> <p>Pouvoir parler à des personnes qui étaient parties l'année d'avant = rassurant et utile</p>

REALISATION	
Facteur(s) de réussite	
	Réflexion conceptuelle Mise en opération et repérage des associations partenaires (diagnostique des lacunes et des forces)
1	Diluer l'aide
	Demande de la part de la population et appropriation du projet par la population
2	Besoin d'un correspondant dynamique et impliqué
	Apport de professionnels et pas seulement des TIC Attention à l'administration des fonds : risque de corruption Ne pas être à cheval sur le terme "bibliothèque"
3	Motivation des partenaires
	Appropriation du projet par les gens de là-bas Gens de confiance là-bas Ne pas se précipiter Informar la population, les personnes intéressée...
4	Faculté d'adaptation
	S'appuyer sur les locaux, qu'ils s'approprient le projet
5	Etre flexible et s'adapter
Facteur(s) d'échec / difficultés	
1	Les personnes de contacts ne sont pas forcément les décideurs
	Création d'exclus ou de fossé Facteur linguistique (langue vernaculaire + celle amenée par les colonisateurs) Mauvaise proportion entre infrastructures et le service Catastrophes naturelles
2	Solitude => manque de possibilité d'échange sont parfois pesant
	Ne pas trouver le matériel sur place Entreposage non sécurité du matériel de travail
3	Mutation ou décès des contacts
	Adaptation au pays (climat....) Corruption Mauvaise sensibilisation des partenaires
4	Manque ou baisse de motivation
	La responsable de la bibliothèque était une secrétaire => surcharge Ne pas pouvoir effectuer un suivi à long terme Diversité culuturelle ne facilite pas la collaboration pour elle sans contrepartie salariale ; pas de valorisation du rôle ;
5	réitissance de la personne
Solutions	
1	Prendre contact avec toute l'association afin d'élargir ses contacts
2	Justifier le projet si celui-ci devait créer un fossé
3	Gagner la confiance Savoir dire non et respecter les limites
4	Bien se préparer avant de partir
5	Valorisation du travail de biblothécaire Formation de professeurs qui ont pris le relais

ANTENNE DE REFERENCE	
Attente	
1	Contact et bonnes adresses Astuces et conseils (résolutions de problèmes, au sujet de l'administratif, au sujet des associations...)
2	Mutualiser les expériences (contacts, adresse de partenaires et bailleurs de fonds, littérature grise, sites) Signaler les partenaires financiers Informations pratiques, conseils Cartographier l'existant Valoriser les gens dans leur fonction pour les stimuler et encourager Organiser des rencontres avec les acteurs
3	Mettre en relation les gens qui ont la volonté de réaliser un projet et ceux qui ont l'expérience nécessaire Conseils sur la mise en place d'un centre d'information (normes, budgets, que faut-il dans la bibliothèque, qu'est-ce que cela implique...) Répertorier les divers projets réalisés
4	Contacts de référence par pays + base de données de personnes Catalogues d'expériences Informations sur les pays petit bibliothèque sur la coopération et l'ID Informations pratiques + aide pour les non-professionnels
5	Donner informations pratiques Informations sur le domaine ID Contacts de gens sur place
Source(s) d'information	
1	Anne Pillet ; association Go Sénégal ; association Mosaïque
2	FGC
3	CINFO ; E-CHANGER
4	Rien au sujet de l'ID ; sinon renseignements sur le travail de coopérant d'une manière générale
5	Forum et site Internet de WLP

Annexe 4

Grille de lecture

Grille de lecture vierge

Thème
Titre
Notice
Support
Résumé

Exemples de grilles de lectures complétées

Thème Projets de développement
Titre Ce village malien qui stupéfie le monde
Notice COUPECHOUX, Patrick. Ce village malien qui stupéfie le monde. In : <i>Le monde diplomatique</i> [en ligne]. Août 1996. http://www.monde-diplomatique.fr/1996/08/COUPECHOUX/5781.html (consulté le 28.08.07)
Support Article électronique
Résumé Une petite commune du Mali, Sanankoroba, stupéfie le monde par sa réussite en matière de développement. En effet, ce village est pionnier dans une nouvelle forme de coopération : le jumelage. Sanankoroba a été jumelé avec le village de Sainte-Elisabeth, au Québec et là-bas, les « riches » ne s'y sentent pas simples bailleurs de fonds et les « pauvres » pas seulement des assistés. Tout a commencé en 1984. Des gens de Sainte-Elisabeth et ceux de Sanankoroba se croisent à l'occasion d'un échange de jeunes des deux pays. Une quinzaine de Maliens sont accueillis pendant 3 mois au Québec alors que 15 québécois se rendent à Sanankoroba. Les uns et les autres décident de lier leurs communes. Le comité de jumelage québécois délimite un champ, cultivé bénévolement par tous et dont les profits serviront à aider Sanankoroba. Dans le village malien, une commission de jumelage est organisée. Ils se tournent vers des structures traditionnelles et le premier bureau du comité est créé avec 24 membres dont 5 femmes ! Celui-ci est majoritairement constitué d'agriculteurs mais comporte un enseignant. L'association québécoise est nommée « Des mains pour demain » alors que les

Maliens la nomme « Benkadi », qui signifie « bonne entente ». Cela indique la volonté d'unir tout le village.

« Benkadi » propose à Sanakoroba un champ comme celui de Sainte-Elisabeth. Les anciens cèdent trois hectares du « bois sacré », un lieu de culte où l'on implorait jadis des dieux, avant la conversion à l'islam. Ces champs permettront la culture du mil dont la vente profitera au « Benkadi ».

En 1987 M. Moussa Konaté, le seul enseignant de « Benkadi », rencontre l'animateur du comité de Sainte-Elisabeth, M. Claude GILLES, lui aussi enseignant, mais devenu agriculteur. M. KONATE participe à des réunions et parle de la vie dans son village. Il demande l'achat de bœufs, de multiculteurs, de charrues, de sarcler et de butter. C'est avec M. GILLES qu'il va chercher des Bailleurs de fonds. Cependant ceux-ci étaient partants à condition de gérer eux-mêmes l'affaire ce qui n'était pas envisageable.

Les québécois offrent donc 25'000.- à « Benkadi » et s'engagent à chercher des financements. Un an plus tard, en 1988, les québécois trouvent le financement. En effet, une ONG accepte le principe d'autogestion. Le matériel est donc acheté et distribué aux paysans mais le « Benkadi » leur donne deux conditions : les bénéficiaires doivent s'engager à travailler le champ communautaire régulièrement et bénévolement. De plus, les paysans devront reverser un amortissement de 15'000 FCFA à la fin de chaque campagne agricole pendant 10 ans. Cela permettra de constituer un trésor de guerre permettant l'achat de nouveaux attelages. Les anciens s'y opposent par habitude de l'aide gratuite. Un compromis est trouvé : les bénéficiaires paieront 2'500 FCFA la première année et 15'000 les dix années suivantes.

En 1991, un nouveau jumelage avec la ville de Saint-André-de-Cubzac, dans la région bordelaise (France). Celle-ci fournit beaucoup de matériel ainsi que des bœufs (120).

Dans le village, la vie s'améliore. En effet, auparavant, il fallait vingt jours pour labourer un hectare, alors qu'aujourd'hui, il leur en faut seulement trois.

Puis, trois moulins sont construits en 45 jours grâce à l'effort commun des clans et à la volonté des femmes. Au départ, le bénéfice apporté par ces moulins était de un mois de FCFA, puis il tombe à 300'000 FCFA. Ceux-ci sont mal tenus. Grâce au combat des femmes, l'activité des moulins est poursuivie et d'autres projets sont développés : la couture, la teinturerie, la fabrication de savons et de crèmes de

beauté. Ces productions sont vendues à Bamako.

Chaque activité du Benkadi est pilotée par un comité de gestion où tous les clans sont représentés qui s'autofinance et alimente la caisse centrale. Chacun rend compte de son administration. Chaque investissement est soumis à l'approbation du Benkadi.

Depuis 10 ans, les québécois se contentent d'aider à la recherche de financements à condition que la rentabilité soit avérée. « Cette politique vise à responsabiliser la population, affirme M. Moussa Konaté, ce qui tranche avec les démarches habituelles d'aide au développement ». Pour exister, cette dynamique s'est appuyée sur les structures traditionnelles du village avant de les dépasser. Tout cela constitue une forme inédite de démocratisation : « le moteur du développement ».

Quatre villages voisins ont suivi les traces de Sanankoroba, grâce à l'organisation canadienne XUCO. Ceux-ci ont essayé de reproduire le modèle de « Benkadi » tout en évitant de reproduire les mêmes erreurs.

Bientôt pourrait naître un super Benkadi, une fédération des « bonnes ententes ».

Thème
Histoire et évolution de la coopération
Titre
Safari noir : du Caire au Cap à travers les terres
Notice
THEROUX, Paul. <i>Safari noir : du Caire au Cap à travers les terres</i> . Paris : Bernard Grasset, 2004. 524 p. 2-246-65061-5
Support
Monographie
Résumé
<p>Ce livre raconte le safari (« long voyage » en swahili) de Paul THEROUX qui traverse l'Afrique en partant du Caire jusqu'au Cap, en utilisant uniquement des transports terrestres (train, bateau, autocar, camion à poulets...) et jamais l'avion.</p> <p>Paul THEROUX a travaillé au Malawi et en Ouganda lorsqu'il était engagé au sein des Peace Corps en tant qu'enseignant. Il était alors âgé d'une vingtaine d'années et l'Afrique des années 60 était en pleine décolonisation avec tous les bouleversements que cela peut entraîner. Près de quarante ans plus tard, alors que Paul est sur le point de fêter ses 60 ans, il décide d'effectuer ce safari, afin de voir comment les divers pays de ce continent ont évolués (ou régressés) et d'évaluer les résultats du « développement » apporté par les « pays civilisés ».</p> <p>Ses observations sont parfois très dures, il est notamment très critique envers les très nombreuses organisations caritatives et autres « agents de vertu » comme il les appelle. Il estime en effet que ces diverses organisations n'aident pas du tout les pays dans lesquels elles s'implantent, rendant les gens dépendant de leur aide et ne leur apprenant qu'à mendier et réclamer ce qui leur serait dû, au lieu de chercher des solutions durables par eux-mêmes.</p> <p>Il constate, par exemple, que dans de nombreuses régions, les paysans sont revenus</p>

à une agriculture de subsistance, c'est-à-dire qu'ils plantent du maïs dans le seul objectif de pouvoir se nourrir la saison prochaine, en n'ayant aucun objectif de développement. Ces paysans se détournent de cultures telles que le café, le coton, le tabac, ou d'autres plantes destinées à l'exportation, car les conditions d'exportation, les taux de change et les sécheresses à répétition ne leur permettent pas de gagner suffisamment d'argent pour subvenir à leurs besoins.

Mais ce n'est pas tout, il constate également que le développement des villes n'a rien de positif. En effet, les paysans se dirigent vers les villes dans l'espoir de trouver de meilleures conditions de vie. Mais la manière dont les villes englobent ces nouveaux habitants consiste à construire des bidonvilles de plus en plus étendus, sur des kilomètres autour des villes, rendant ces dernières plus vastes en largeurs, plus sales, miséreuses et dangereuses. Il n'y a aucun plan de développement urbain, les gens se contentent d'arriver et de s'installer en construisant un petit abri là où ils trouvent une place.

Des projets inadaptés donc inutiles

Il cite également divers exemples de projets de développement qui ont lamentablement échoués car ils n'étaient tout simplement pas adaptés au peuple auxquels ils étaient destinés.

Il y a, par exemple, ce village de lépreux, formé de huttes en terre ou en bois.

« Pourtant, une partie du village est neuve – récente, en tout cas, même si elle a déjà l'air délabré. Une organisation caritative allemande a construit une série de duplex, des appartements avec balcons et escaliers – les seuls escaliers de ce type que j'ai vus dans tout Harar (en Ethiopie). La plupart de ces résidences ont l'air vides, certaines mal utilisées ou vandalisées. J'ai posé des questions à leur sujet – leur construction récente, le peu d'entretien dont elles faisaient l'objet.

« - Les gens les détestent, m'a dit un homme. Au début ils ne voulaient pas y vivre.

- Mais elles sont neuves, et plus solides que les huttes de terre ! ai-je opposé pour l'appâter, car je voyais bien qu'elles n'étaient pas adaptées au lieu.

- Elles sont trop hautes. Ils ne peuvent pas faire entrer leurs ânes et leurs chèvres.

- Et pourquoi veulent-ils faire ça ?

- Pour les protéger des hyènes. »

Les donateurs ont la certitude que les pauvres, les malades ou les affamés prendront tout ce qu'on leur donnera. Mais même les pauvres peuvent avoir leurs goûts, les malades leurs priorités et les victimes leurs mode d'alimentation traditionnel. »

Un autre exemple est celui où il rencontre deux travailleuses humanitaires, qui lui expliquent qu'elles supervisent un *wet feeding*, afin d'apporter de l'Unimix, un mélange nutritif (maïs, haricots, huile...) à nonante enfants trop maigres et mal nourris, qui ont de 0 à 4 ans. S'en suit le dialogue suivant :

« - Vous allez dans un village laisser de l'Unimix dans une auge pour que les gens mangent ?

- Je ne l'exprimerais pas de cette façon, a protesté l'une d'elles.

- De mon temps, on disait : « Donnez des graines aux gens pour qu'ils fassent pousser leur propre nourriture. »

- Les pluies sont très rares, a fait remarquer la seconde.

- Peut-être devrait-on déplacer ces populations. Ailleurs, elles pourraient trouver du travail, elles pourraient entretenir un jardin, si vous ne les nourrissiez pas.

- Nous sauvons des vies, pas des modes de vie » »

Paul dit ensuite que cela lui évoque un geste qu'on ferait dans un parc animalier, les années de sécheresse. Et lorsqu'il leurs demande pourquoi elles ne se contentent pas d'envoyer les aliments, elles lui répondent que les parents les voleraient et laisseraient les enfants mourir. Paul se dit alors que c'est cruel, mais que c'est une sorte de sélection naturelle. Finalement il leur demande combien de temps elles vont faire ça, à quoi elles répondent qu'elles restent encore un mois. Il leurs fait remarquer qu'il est possible que les enfants qu'elles nourrissent soient abandonnés et donc meurent après leurs départs. Elles se contentent de répondre que leur organisation viendra faire le point dans quelques mois.

Il cite également l'Ouganda. Il y voit « un nouvel hôpital, don de la Suède et du Japon, une nouvelle école financée par le Canada, une clinique baptiste et un moulin avec une pancarte « Cadeau du peuple américain ». C'étaient des sortes de cadeaux de Noël qui cessent de fonctionner quand les piles sont usées, ou qui se brisent et ne sont pas réparés. » En effet, en Afrique les bâtiments ne sont pas entretenus, ils s'abîment et lorsqu'ils sont inutilisables, on en construit de nouveaux.

Il y a une citation d'une infirmière rencontrée en chemin qui résume très bien tout cela : « Les donateurs déterminent ce dont les Africains ont besoins, et les Africains adaptent leurs projets à ce qu'attendent ceux qui donnent de l'argent. » (p. 328)

Le fatalisme des Africains

Au Kenya, il rencontre un étudiant d'un de ses amis africains qui lui explique que la situation est de pire en pire, que même ceux qui sont instruits ne trouvent pas de travail et qu'ils deviennent voleurs. Quand Paul lui demande quelle peut être la solution, il lui répond : « Peut-être n'y a-t-il pas de solution ». Paul se dit alors que de nombreux Blancs sont venus depuis les années 1960 en proposant des budgets de soutien, de bourses d'études, de réforme agraire, de programmes alimentaires d'urgence, etc. « C'étaient des nouveaux venus. Ils ne se rendaient pas compte qu'on disait la même chose depuis quarante ans, et qu'au bout de ces quatre décennies, le niveau de vie était le plus bas et le taux d'illettrisme plus élevé qu'avant. » « Les étrangers qui travaillent aux programmes de développement ne restent jamais assez longtemps sur place pour constater à quel point ils ont échoué. Les Africains les voient arriver et repartir, ce qui les rend fatalistes. »

Différence de valeurs entre le Nord et le Sud

Il raconte également une autre anecdote, qui illustre la différence des valeurs qu'il y a en Afrique. Alors qu'il voyageait dans un camion à bétail, le véhicule se fait attaquer par des voleurs de grands chemins, mais parvient à en réchapper.

« Je ne veux pas mourir » dit Paul à un soldat qui est également à bord du camion

« Ils ne veulent pas ta vie, bwana (homme blanc). Ils veulent tes chaussures. »

Cela l'amène à se faire la réflexion suivante :

« A quoi leur sert ta vie ? A rien. Mais tes chaussures – ah, c'est une autre affaire ! Elles valent quelque chose, bien plus que ta montre (ils ont le soleil) ou ton stylo (ils sont illettrés) ou ton sac (ils n'ont rien à mettre dedans). C'étaient des hommes qui avaient besoin de chaussures, parce qu'ils étaient toujours en marche. »

Une autre différence entre le Nord et le Sud est le rythme de vie. Il explique : « Comme personne ne vit vieux, l'âge n'a pas d'importance, et cela explique peut-être la décontraction avec laquelle les Africains considèrent le temps. En Afrique, personne ne vit assez longtemps pour accomplir quoi que ce soit, ni pour voir s'achever une tâche d'une quelconque ampleur. Deux générations en Occident, ça

en fait trois en temps africain. »

Le développement : une aide ou un frein ?

Paul se rend également compte d'un fait : lorsqu'il entendait toutes ces « histoires horribles sur des Africains sans éducation qui meurent de faim », il se demandait pourquoi les pays du Nord ne font rien. Mais en réalité, dans certains pays, dont apparemment « le gouvernement se moque du bien-être de son peuple », les organismes caritatifs sont plus que bien représentés. Ils sont même si bien implantés qu'il remarque : « Ces organismes sont nés de mouvements de sauvetages dans l'urgence et sont devenus des institutions nationales, des services permanents pour la santé et le développement. ». Il se demande alors pourquoi l'effort n'est effectué que par des étrangers, pourquoi les Africains ne s'impliquent pas dans l'aide qu'on leur apporte. Selon lui, cela est dû au fait que « les projets reposant principalement sur la main-d'œuvre locale sont rares en Afrique, parce que l'essentiel de l'aide est intéressé ». A l'appui de sa théorie, il cite la règle de M. Hancock : « si un projet est financé par des étrangers, il sera toujours conçu par des étrangers et mis en œuvre par des étrangers qui utiliseront un équipement étranger qu'ils se procureront sur le marché étranger » (p. 220). Ainsi ce serait tout le système de « business de la coopération » qui nuirait à l'Afrique, en clair : l'aide, telle qu'elle est apportée aujourd'hui, fait régresser l'Afrique.

Il cite également un docteur originaire du Malawi. Selon lui : « Les donateurs ne contribuent pas au développement. Ils maintiennent le *statu quo*. Les politiciens adorent ça, parce qu'ils détestent le changement. Les tyrans adorent l'aide étrangère. L'aide leur permet de rester au pouvoir et contribue au sous-développement. (...) L'assistance est une des principales raisons du sous-développement en Afrique. »

Thème Politique de la coopération
Titre Aide et cohérence des politiques des pays du Nord
Notice COGNEAU, Denis, LAMBERT, Sylvie. Aide et cohérence des politiques des pays du Nord. In : <i>Repères</i> [en ligne]. 2006, n° 24. http://www.oecd.org/dataoecd/32/25/37295228.pdf (consulté le 04.09.2007)
Support Article électronique
Résumé <p>Cet article dénonce le fait que l'aide étrangère afflue de manière disproportionnée vers les pays en développement les plus pauvres alors que, dans un même temps, les entreprises des pays du Nord qui investissent dans le monde du développement, privilégient les pays les plus prospères du Sud. De plus, les bénéfices liés au commerce affluent en direction des pays les plus prospères du Sud qui exportent plus que les pays les plus pauvres.</p> <p>On observe donc de fortes incohérences entre les politiques d'aide et les politiques commerciales. En effet, certains pays qui disposent largement de l'aide doivent faire face à des protections commerciales très importantes. En effet, ces pays sont, généralement, spécialisés dans la production de produits très taxés à l'exportation. Le taux de taxation est parfois plus élevé que l'aide en elle-même !</p> <p>Un autre problème subsiste : la fuite des cerveaux. En effet, ceux-ci fuient leurs pays très pauvres pour des pays de l'OCDE. Cela est le cas en Guinée Bissau où 70.3 % des diplômés de l'enseignement supérieur ont fui le pays. Cela pose un grand problème, car les pays les plus pauvres du Sud sont en train de perdre leur force de travail. Cela est de plus accentué par les politiques d'immigration des pays de</p>

l'OCDE qui cherchent à attirer ces immigrants hautement qualifiés.

Enfin, la distribution semble être plutôt compensatrice par rapport aux taxes liées aux exportations. Cependant, son pouvoir de compensation a diminué ces 30 dernières années. Si l'allocation de l'aide continue à se faire de la même façon dans les 15 années à venir, avec la croissance de l'Inde et de la Chine, elle deviendra de moins en moins redistributive. L'introduction d'un critère d'égalité des chances entre pays sera un moyen de maintenir la fonction de compensation de l'aide publique au développement.

Répertoire d'actions de coopération en information documentaire

par :

Sabine EBINER

Evelyne GONZALEZ

Stéphanie PERROUD

Céline ZUBER

Genève, le 16 novembre 2007

Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)

Filière information documentaire

Table des matières

1	Introduction	125
2	SID	126
2.1	Création de bibliothèque	126
2.1.1	Création de bibliothèque publique	126
2.1.2	Création de bibliothèque scolaire.....	130
2.1.3	Création de bibliothèque mobile	133
2.1.4	Création de bibliothèque électronique	134
2.2	Création de centre de documentation.....	136
2.3	Création de services d'archives	137
2.4	Fourniture de documents.....	138
3	TIC	141
3.1	Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC	141
3.2	Création de centre de TIC / Télécentre.....	151
3.3	Mise à disposition d'information par le biais des TIC	153
4	Création de contenu	160
4.1	Création de contenu sur papier	160
4.2	Création de contenu par le biais des TIC.....	162
5	Mise en commun d'expériences et de connaissances	165
6	Formation de professionnels en ID	169
7	Organismes actifs dans la coopération en ID	170
8	Autres organismes d'intérêt pour la thématique	175
9	Utile pour l'antenne de référence de la HEG	178
9.1	Informations au sujet de la coopération internationale	178
9.2	Informations au sujet de la coopération suisse.....	181
9.3	Etat des lieux	185

1 Introduction

Ce répertoire rassemble des actions de coopération en ID menées depuis la Suisse et d'autres pays durant ces dix dernières années. Etant donné le nombre élevé et la diversité des projets existant, ce répertoire ne se veut en aucun cas être une liste exhaustive des projets existants.

Toutefois, la typologie qui le structure est divisée en thèmes et sous-thèmes reflétant aussi fidèlement que possible les différents types d'actions menées dans le cadre de la coopération en ID. A l'intérieur des thèmes les projets sont classés par ordre alphabétique des initiateurs puis du titre du projet. Pour chacun des types de projet, nous avons choisi une sélection aussi représentative que possible des actions de coopération qu'il regroupe.

Dans le répertoire, les projets sont présentés comme suit :

Titre →	<u>Diffusion de journaux en langues locales</u>	
	Suisse → Burkina Faso	← Pays de départ →
Période →	Période : 2002 → 2007	← Pays récipiendaire
	Initiateur(s) : E-Changer	← Initiateur(s) du projet
Thème →	Thème : Création de contenu sur papier	
URL →	http://www.e-changer.ch/partenaires/22_Melle.pdf	← Date de consultation
	(consulté le 29.10.2007)	

Description du projet :

Description

Ce projet de diffusion de journaux en langues régionales a pour but de soutenir, d'apporter un appui-formation et des conseils à l'association des éditeurs de journaux en langues locales (AEPJLN) au Burkina Faso. Cette association rassemble 16 journaux. Ce projet contribue également au développement de la presse en langues locales au Burkina Faso, au renforcement de l'administration de AEPJLN et à la mise en réseau des diffuseurs de journaux dans tout le pays pour accroître le lectorat.

2 SID

Cette section présente des projets visant à créer des SID : bibliothèques publiques, scolaires, mobiles ou encore électroniques mais aussi centres de documentation et services d'archives. Ce chapitre regroupe également des projets visant à fournir des documents à des SID déjà existant dans les pays en développement.

2.1 Création de bibliothèque

2.1.1 Création de bibliothèque publique

Tabligbo au Togo

Suisse → Tabligbo (Togo)

Période : Projet terminé

Initiateur(s) : AOREP – Association pour l'organisation et la réalisation d'événements et de projets

Thème : Création de bibliothèque publique

http://www.aorep.org/fr/project_fr.html#togo (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Ce projet consistait en la création d'une bibliothèque au sein du centre social en fournissant du matériel didactique (dictionnaires, textes scolaires, etc.), de la littérature (romans), ainsi que des dépliants et textes informatifs pour la prévention et la lutte contre le SIDA. La bibliothèque a été en outre meublée et sa gestion est suivie par deux volontaires de la communauté locale. AOREP se charge aussi de la scolarisation de certains enfants orphelins du village avec les frais de scolarisation, livres et uniformes.

Une bibliothèque à Bagdé

France → Bagdé (Togo)

Période : 2005 → 2008

Initiateur(s) : Association la grotte

Thème : Création de bibliothèque publique

<http://web.mac.com/pierreguignard/iWeb/association%20la%20grotte/Action%20internationale.html> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

L'Association la grotte rassemble des étudiants et organise des expositions mensuelles, des concours de photos, des concerts, des théâtres et des ateliers d'écriture. Depuis 2006, elle s'est engagée, en collaboration avec l'association togolaise V-Glob, à mener un projet de création d'une médiathèque/ludothèque à Bagdé. Celui-ci a débuté en 2005. En août 2007, onze membres de l'association se sont rendus au Togo afin de mener à bien le chantier de construction du bâtiment devant abriter cette médiathèque/ludothèque. Son inauguration est prévue en août 2008.

Partage du savoir autour des livres au coeur d'un quartier très pauvre de Tananarive

International → Tananarive (Madagascar)

Période : 2003

Initiateur(s) : ATD Quart-Monde

Thème : Création de bibliothèque publique

<http://www.atd-quartmonde.org/article546,546.html> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Depuis une douzaine d'années, des bibliothèques de rue se déplaçaient chaque jour dans le quartier de Tananarive. Celles-ci ont connu un succès croissant et très rapidement, l'initiative proposant la création d'une vraie bibliothèque au coeur du quartier a vu le jour. Ainsi, une bibliothèque a été inaugurée le 17 octobre 2003 devant plusieurs milliers de personnes et de nombreux responsables politiques. A cette occasion deux jeunes mamans du quartier ont également reçu une formation de bibliothécaire.

Centre multimédia de ressources médicales à Pointe-Noire

Pointe-Noire (Congo)

Initiateur(s) : Azur développement

Thème : Création de bibliothèque publique

http://www.azurdev.org/fr/inneed_projets.htm (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Ce centre multimédia offre une bibliothèque spécialisée en sciences de la santé, des formations de base en informatique, un accès à Internet et un renforcement des capacités. Le centre multimédia de ressources s'adresse à des étudiants, professionnels et membres d'associations, ONG et groupes communautaires.

Une bibliothèque pour tous

Suisse → Koudougou (Burkina Faso)

Période : 2007 →

Thème : Création d'une bibliothèque publique

http://www.youth-too.ch/fr/Home/Projekteingaben/Projekte_in_Westafrika (consulté le 13.11.2007)

Description du projet :

L'idée principale du projet "Bibliothèque pour tous" est celle de créer un milieu socio-éducatif au profit des enfants et des étudiants en leur rendant plus facile l'accessibilité aux livres et de fournir une place favorable aux études et à l'alphabétisation. Le projet sera réalisé dans le centre ville de Koudougou, la troisième ville du Burkina Faso. Il s'agit d'un projet multifonctionnel qui comprend une bibliothèque, une salle de lecture et de loisirs, une salle de conférence, un biblio-café et une auberge de la jeunesse.

Création d'un centre de développement

Suisse → Colombie

Période : 2005 →

Initiateur(s) : Esperanza Colombia

Thème : Création de bibliothèque publique

<http://www.esperanza-colombia.org/index.php?page=projet> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le but de ce projet est de construire un centre de développement qui abritera la garderie actuelle et un jardin d'enfants. De plus, il y aura un atelier de recyclage, une bibliothèque où seront également organisés des cours de culture générale, une boutique où seront vendus les articles fabriqués dans le centre, un restaurant de quartier avec des repas chauds à des prix très abordables et finalement un club pour le troisième âge.

Création d'une bibliothèque à Madagascar

Suisse → Madagascar

Période : 2006 →

Initiateur(s) : Go Sénégal

Thème : Création de bibliothèque publique

www.gosenegal.ch (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

Par ce projet, Go Sénégal a créé une bibliothèque dans une école qui fait office de bibliothèque scolaire mais qui est aussi ouverte à tous. Une personne handicapée de la vue y travaille.

Ouverture d'une bibliothèque et d'un cybercafé à Khor

Suisse → Khor (Sénégal)

Initiateur(s) : Go Sénégal

Thème : Création de bibliothèque publique

www.gosenegal.ch (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

Ce projet, mené par Go Sénégal, consistait en la création puis au soutien d'une bibliothèque et d'un cybercafé à Khor. Ce projet répondait à une demande du quartier, ce qui explique son succès.

Biblioteca « Arlen Siu »

Bienne (Suisse) → San Marcos (Nicaragua)

Période : 2003 →

Initiateur(s) : Jumelage Biel/Bienne-San Marcos

Thème : Création de bibliothèque publique

<http://www.bielbienne-sanmarcos.ch/4733C8A1-850F-4F9D-84FC-00390A45C787/Nous.html> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

La bibliothèque « Arlen Siu » est une bibliothèque publique qui s'adresse en priorité aux jeunes et vise à leur permettre un meilleur accès à la connaissance. Chaque année, le jumelage aide à développer la bibliothèque, achète des livres, etc.

Mission de réhabilitation d'une bibliothèque dans la ville de Pobé

France → Pobé (Bénin)

Période : 2005

Initiateur(s) : Mouvement de jeunes chrétiens de Mons-en-Baroeul

Thème : Création de bibliothèque publique

<http://projetbenin.site.voila.fr/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Un groupe de sept jeunes s'est rendu en juillet 2005 au Bénin afin réhabiliter une bibliothèque à Pobé.

Biblioteca Suíça : une bibliothèque éclairée par l'énergie solaire à Alto Parnaíba

Suisse → Alto Parnaíba (Brésil)

Période : Projet terminé

Initiateur(s) : Nordeste

Thème : Création de bibliothèque publique

<http://www.nordesta.org/site/consult.php?lang=fr&idSection=2&niveau=1&idSsRub=&numPage=182&op=40> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

L'association Nordeste a été fondée le 15 mai 1985 à Genève avec, pour double objectif, la préservation des forêts tropicales et l'amélioration des conditions de vie des populations rurales du Brésil et du Cap Vert. Parmi ses nombreux projets, cette association participe à la construction et l'aménagement de bibliothèques afin que les enfants découvrent les livres et se familiarisent avec la lecture. La bibliothèque construite à Alto Parnaíba et éclairée grâce à l'énergie solaire, permet aux élèves de se documenter, d'échanger des idées et de progresser dans leur compréhension du monde.

Centre d'Ambatolampy

Suisse → Ambatolampy (Madagascar)

Initiateur(s) : ONG Hope

Thème : Création de bibliothèque publique

www.onghope.org (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

ONG Hope favorise le développement intégré. Elle a créé un centre pour les jeunes pauvres et/ou orphelins à Madagascar. Ce centre possède différents ateliers qui permettent aux jeunes de se former à différents métiers et au centre de s'autofinancer en vendant leur production. Ainsi le centre devient autonome au bout de quelques années. Dans ces centres, diverses infrastructures sont disponibles pour les jeunes mais aussi pour la population de la région. On trouve notamment dans ces médiathèques ainsi qu'une bibliothèque gérée par une bibliothécaire formée à Madagascar et un accès à Internet est offert (accessible à population gratuitement).

CDL – Community Development Library

Suisse → Dacca (Bangladesh)

Initiateur(s) : PPP – Pain pour le prochain

Thème : Création de bibliothèque publique

http://www.ppp.ch/cms/article.php3?id_article=529 (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

En 1980, quelques activistes engagés dans la coopération au développement fondèrent une organisation locale, la Community Development Library (CDL). Ils construisirent une bibliothèque dans la capitale, Dacca, et y rassemblent depuis de la documentation sur des sujets brûlants comme les droits de la personne humaine, l'écologie, le droit foncier ou le rôle de la femme. Les informations rassemblées sont analysées et classées dans les catégories correspondantes. Beaucoup de gens fréquentent l'établissement pour lire les journaux et revues, ou pour participer aux séances d'information et aux cercles de discussion mensuels. A part les étudiants, professeurs, journalistes et chercheurs, les personnes démunies, qui n'ont pas les moyens de s'acheter des journaux, ont aussi la possibilité de s'informer.

Construire une bibliothèque au village de Banguinsoma

France → Banguinsoma (Burkina Faso)

Période : 2007 →

Initiateur(s) : Solidarité en action

Thème : Création de bibliothèque publique

http://www.solidarite-en-action.com/projet_2007_solidarite_en_action.htm (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

L'association Solidarité en action intervient par des actions consistant à accompagner et à faciliter les projets des villageois en réduisant au minimum leur participation financière. Le but principal de cette association consiste à rechercher des moyens de financement tout en rendant les bénéficiaires le plus autonome possible. En août 2007 un de leur projet était de mettre en place une bibliothèque de village à Banguinsoma.

2.1.2 Création de bibliothèque scolaire

Nouvelle bibliothèque à Malalai

France → Malalai (Afghanistan)

Période : 2007 →

Initiateur(s) : Afghanistan libre

Thème : Création de bibliothèque scolaire

<http://afghanistan-libre.org/2007/08/07/la-nouvelle-bibliotheque-a-malalai/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

En juillet 2007, Afghanistan Libre et ses partenaires institutionnels afghans de la région du Panjshir ont fêté la fin de la construction de la bibliothèque de Malalai, son équipement, son aménagement ainsi que la construction d'une salle de réunion et d'études. Actuellement la bibliothèque se met en place avec l'appui-conseil de leur partenaire l'Association d'aide humanitaire et information au profit de l'Afghanistan (AFRANE) qui partage son expérience dans le domaine. Les ministères afghans de l'éducation et de la communication ainsi que le directeur du lycée Malalai vont communiquer des listes de livres par thèmes à l'association. De

plus, les élèves volontaires de l'école seront impliqués dans le classement des livres et le fonctionnement de la bibliothèque.

Constitution d'une bibliothèque scolaire

Suisse → Ouâda (Burkina Faso)

Période : 2005

Initiateur(s) : Association graine de Baobab

Thème : Création de bibliothèque scolaire

<http://www.grainedebaobab.org/default.html> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Dans le cadre de la création d'une école à Ouâda, l'Association a créé une bibliothèque scolaire et amené des livres. Cela a été possible, notamment grâce au Don du livre qui a lieu chaque année lors du Salon international du livre et de la presse à Genève.

Bibliothèques scolaires en éducation pour la santé

Suisse → Lima (Pérou)

Période : 1999 → 2003

Initiateur(s) : Association Kallpa-Genève

Thème : Création de bibliothèque scolaire

<http://80.238.217.48:8080/4dcgi/code=1999-43> et

<http://80.238.217.48:8080/4dcgi/code=2002-15> (consultés le 09.11.2007)

Description du projet :

L'Association Kallpa-Genève soutient les activités de Kallpa-Pérou active depuis 1990 dans le domaine de la santé communautaire et scolaire.

Ouverture d'une bibliothèque scolaire

Suisse → Diamaguene (Sénégal)

Période : projet terminé

Initiateur(s) : Go Sénégal

Thème : Création de bibliothèque scolaire

www.gosenegal.ch (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

Ce projet consistait en l'ouverture d'une bibliothèque scolaire à Diamaguene. Actuellement, la bibliothèque est toujours utilisée. Cependant il y a un problème car le nombre d'élèves a doublé et les conséquences sont négatives pour le projet. En effet, il n'y a plus assez de places et l'offre de documents n'est plus assez grande.

Bibliothèque scolaire

France → Togo

Période : 2006 →

Initiateur(s) : OZIA, JSA Togo – Jeunesse, sensibilisation, action Togo

Thème : Création de bibliothèque scolaire

<http://www.ozia.org/bibliotheque.html> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Dans le cadre des missions d'aide à la scolarisation, les volontaires effectuent une collecte de manuels scolaires auprès d'écoles françaises. Ainsi chaque année plus de 2'000 manuels scolaires sont acheminés vers l'Afrique. Afin d'optimiser l'utilisation des manuels, l'association a décidé, en partenariat avec l'association JSA Togo, de développer des bibliothèques scolaires dans différentes villes du Togo. L'aide aux enseignants est la vocation principale de la bibliothèque. La première bibliothèque a ouvert ses portes en novembre 2006. Tous les manuels sont répertoriés, étiquetés et couverts grâce aux bénévoles de l'association OZIA et JSA Togo.

Boly ao an tsekoly : présentation succincte du volet bibliothèque

France → Madagascar

Période : 2006

Initiateur(s) : PRATIQUES

Thème : Création de bibliothèque scolaire

http://www.interaide.org/pratiques/pages/education/5autour_ecole/faraf_bibliotheques.htm (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le but de ce projet est de favoriser l'apprentissage de la lecture et de l'écriture des élèves des écoles ciblées. Le principal obstacle à cet apprentissage est l'absence quasi totale de supports écrits dans l'environnement des élèves de ces écoles reculées où même les manuels officiels restent insuffisants. De plus, la plupart des parents sont eux-mêmes analphabètes.

Face à un tel constat, la nécessité de fournir d'autres occasions de se confronter à l'écrit, essentiellement en langue maternelle est incontournable. Dans ce but, l'association PRATIQUES met à leur disposition le maximum d'ouvrages en malgache. Le but est que les élèves se familiarisent avec l'écrit.

Voyage de l'amitié

Suisse → Sénégal

Période : 2003 →

Initiateur(s) : Voyage de l'amitié

Thème : Création de bibliothèque scolaire

www.voyageamitie.org (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

Le Voyage de l'Amitié a pour objet d'installer des bibliothèques et un centre informatique dans différentes écoles défavorisées sénégalaises et de former sur place le personnel nécessaire à leur fonctionnement. Les fondements de ce projet sont le partage, l'échange de connaissances et la transmission de compétences.

WLP – World Library Partnership

International

Initiateur(s) : WLP – World Library Partnership

Thème : Création de bibliothèque scolaire

<http://www.worldlibrarypartnership.org/> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

WLP est consacré à l'édification de la compréhension globale par la promotion de l'alphabétisation, l'apprentissage et l'accès à l'information et se concentre sur l'Afrique du Sud, le Zimbabwe et le Honduras. WLP préconise des bibliothèques durables et reposant sur la communauté dans le développement des régions du monde. WLP a mené de nombreux projets consistant à ouvrir des bibliothèques (souvent scolaires) au Sud et à former le personnel local aux bases de la bibliothéconomie.

2.1.3 Création de bibliothèque mobile

Ouverture d'un bibliobus à la Trinidad

Delémont (Suisse) → La Trinidad (Nicaragua)

Initiateur(s) : Groupe Nicaragua

Thème : Création de bibliothèque mobile

Description du projet :

Le Groupe Nicaragua, un jumelage entre Delémont et la Trinidad, existe depuis 20 ans. Un de ses projets consiste à monter un bibliobus à la Trinidad afin de desservir les hameaux et les alentours. Les nicaraguayens ont été formés dans une ville voisine par un professionnel de l'ID aux rudiments du travail en bibliothèque en quelques journées.

Bibliothèque bleue et Bibliothèque rouge

International

Initiateur(s) : OMS – Organisation mondiale de la santé

Thème : Création de bibliothèque mobile

http://www.who.int/ghl/mobile_libraries/en/ (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

La Bibliothèque bleue et la bibliothèque rouge ont été développées par la bibliothèque de l'OMS pour les centres de santé des districts africains afin de compenser l'absence de mises à jour des informations médicales et sanitaires.

Bibliopédibus : lancement d'une bibliothèque itinérante dans les écoles de Cahos

France → Cahos (Haïti)

Période : 1998

Initiateur(s) : PRATIQUES

Thème : Création de bibliothèque mobile

<http://www.interaide.org/pratiques/pages/education/6educatre/biblioped.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

La création d'une bibliothèque mobile fait suite au constat des lacunes de la plupart des maîtres en lecture et en compréhension de textes écrits, que ce soit en créole ou en français. L'absence

totale de supports écrits dans leur environnement apparaît comme l'une des raisons freinant le réinvestissement des notions apprises en formation. Les objectifs principaux de ce projet sont de donner aux maîtres un moyen d'accès aux livres, de leur permettre d'entretenir la pratique de la lecture chez les jeunes, de stimuler chez eux le goût de la lecture et de leur donner des outils pour qu'ils s'ouvrent au monde extérieur. Le "Bibliopédibus" a la particularité d'être itinérant et se déplace dans les écoles au rythme d'une visite par mois sous la forme d'une boîte remplie de livres et acheminée par un porteur.

Bibliothèque mobile

International → Bam (Iran)

Période : 2004 →

Initiateur(s) : UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l'enfance

Thème : Création de bibliothèque mobile

http://www.unicef.org/french/infobycountry/iran_26830.html (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Des bibliothécaires formés par l'UNICEF font le tour de Bam et de ses environs avec une bibliothèque mobile pour les enfants de la région. Les bibliothécaires partageant leur temps entre l'inscription des nouveaux membres et les conseils de lecture donnés aux enfants. Une large gamme de livres est proposée aux enfants : depuis les vieilles légendes iraniennes jusqu'aux livres d'images et à la poésie. Certains ont un but éducatif, pour les mathématiques et les sciences.

2.1.4 Création de bibliothèque électronique

TEEAL – The Essential Electronic Agricultural Library

Ithaca (USA) → International

Période : 1999 →

Initiateur(s) : Cornell University

Thème : Création de bibliothèque électronique

<http://www.teeal.org/fr/index.html> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

TEEAL est une bibliothèque bibliographique et de textes intégraux, mise à jour tous les ans, de plus de 115 des revues scientifiques parmi les plus importantes du monde dans le domaine de l'agriculture. Celle-ci contient les mêmes possibilités qu'une bibliothèque en temps réel car il est possible de parcourir une collection complète de revues courantes et d'y effectuer des recherches. Cette bibliothèque est à la disposition de plus de 100 pays en voie de développement et est un outil considérable pour renforcer les capacités dans le domaine de l'agriculture en aidant les chercheurs, le corps enseignant, les étudiants et les agents de vulgarisation à rechercher rapidement toute information scientifique pertinente et courante.

AGORA – Access to global online research in agriculture

International

Période : 2003 →

Initiateur(s) : ONU – Organisation des Nations Unies

Thème : Création de bibliothèque électronique

<http://www.aginternetwork.org/fr/index.php> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Lancé en octobre 2003, AGORA permet aux institutions publiques des pays en développement de consulter gratuitement les principales revues scientifiques consacrées à l'agriculture et aux sciences sociales : 1'132 revues publiées par les plus grandes maisons d'édition internationales sont disponibles. Développé par l'ONU pour l'alimentation et l'agriculture, AGORA a pour objectif d'améliorer la qualité et l'efficacité de la recherche, de l'éducation, de la sécurité alimentaire et de la formation dans le domaine de l'agriculture dans les pays à faible revenu. Les chercheurs, les décideurs, les enseignants, les étudiants, les techniciens et les spécialistes en vulgarisation peuvent accéder par Internet à des données utiles, de haute qualité et d'actualité sur l'agriculture.

HINARI – Interréseau-santé initiative d'accès aux recherches

International

Période : 2002 →

Initiateur(s) : ONU – Organisation des Nations Unies

Thème : Création de bibliothèque électronique

<http://www.who.int/hinari/about/fr/> (consulté le 29.10.2007)

Description du projet :

HINARI vise à fournir un accès gratuit, ou à très bas prix, aux grands périodiques couvrant les domaines de la médecine biologique et des sciences sociales aux établissements publics et à but non lucratif dans les pays en voie de développement. HINARI a été lancé en janvier 2002 avec plus de 1'500 périodiques publiés par les six plus grands éditeurs du monde à la suite d'une déclaration d'intention signée en juillet 2001. A ce jour plus de 70 éditeurs offrent le contenu de leurs publications à travers HINARI. D'autres sont également disposés à rejoindre le programme.

OARE – Online access to research in the environnement

International

Période : 2006 →

Initiateur(s) : PNUE – Programme des Nations Unies pour l'environnement, Yale University

Thème : Création de bibliothèque électronique

<http://www.oaresciences.org/about/fr/index.html> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

OARE est un partenariat international public-privé lancé par le PNUE, la Yale University et quelques éditeurs. L'objectif est de permettre aux pays en voie de développement d'accéder gratuitement à l'une des plus importantes collections de littérature scientifique sur l'environnement. Lancé en 2006, OARE vise à améliorer la qualité et l'efficacité de la recherche, de l'enseignement et de la formation en matière d'environnement dans les pays les plus défavorisés.

2.2 Création de centre de documentation

Centre de documentation en santé

Suisse → Lima (Pérou)

Période : 1995 → 1999

Initiateur(s) : Association Kallpa-Genève

Thème : Création de centre de documentation

<http://80.238.217.48:8080/4dcgi/code=1995-45> et

<http://80.238.217.48:8080/4dcgi/code=1998-35> (consultés le 09.11.2007)

Description du projet :

L'association Kallpa-Genève soutient les activités de Kallpa-Pérou active depuis 1990 dans le domaine de la santé communautaire et scolaire.

Centre d'information sur les résidus solides

Suisse → Brésil

Période : 1991 → 1997

Initiateur(s) : GE-TM – Genève Tiers-Monde

Thème : Création de centre de documentation

<http://80.238.217.48:8080/4dcgi/code=1995-35> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Genève Tiers-Monde (GE-TM) a pour mission d'apporter un appui aux initiatives locales afin d'améliorer les conditions de vie des plus défavorisés, de permettre aux communautés de créer leur dynamique et de favoriser leur pouvoir de décision.

Mise en place du Centre d'information pour le développement au Congo

France → Congo

Période : 2001 → 2003

Initiateur(s) : GRET – Groupe de recherche et d'échange technologique

Thème : Création de centre de documentation

http://www.gret.org/icd/result_long.asp?cle=717#top (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Face à la grande pénurie des ressources d'information disponibles au Congo, un centre de documentation de référence sur le développement ainsi qu'un centre de ressources sur Internet ont été mis en place. Ce centre a également pour but d'établir un réseau de partenaires sur l'information pour le développement au Congo. Il a de plus pour objectif de développer les compétences en matière d'information, d'informatique professionnelle et de communication au Congo.

2.3 Création de services d'archives

Modernisation des Archives d'Etat albanaises

Suisse → Albanie

Période : 1994 → 2004

Initiateur(s) : DDC – Direction du développement et de la coopération

Thème : Création de service d'archives

[http://www.deza.ch/fr/Accueil/Projets/Modernisation des Archives d'Etat albanaises](http://www.deza.ch/fr/Accueil/Projets/Modernisation%20des%20Archives%20d'Etat%20albanaises)

(consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Ce projet, mené aux Archives d'Etat albanaises, a consisté en la rénovation des bâtiments et la modernisation des locaux d'archivage, ainsi qu'à leur équipement en installations de climatisation et de sécurité modernes. Il a également servi à numériser les entrées de chaque carte du catalogue, c'est-à-dire environ deux millions d'entrées. Cela a permis la mise en service d'un moteur de recherche permettant aux utilisateurs de retrouver plus facilement les documents. Une autre part importante du soutien suisse a été consacrée à la formation de base et au perfectionnement du personnel qui se trouvait confronté à de nouvelles exigences en raison de la numérisation.

DEKKMMA – Digitalisation des archives sonores ethnomusicologie du Musée Royal de l'Afrique du Sud

Belgique → Afrique

Période : 2003 →

Initiateur(s) : MRAC – Musée royal de l'Afrique centrale, Université libre de Bruxelles, Université de Gand

Thème : Création de service d'archives

<http://music.africamuseum.be/french/index.html> (consulté le 16.11.2007)

Description du projet :

Le projet DEKKMMA a pour but de conserver au mieux la riche collection de prises de son anciennes obtenues essentiellement auprès de bon nombre d'ethnies en Afrique centrale depuis près d'un siècle et d'ouvrir plus amplement le contenu de cette collection aux scientifiques et au public intéressé, à l'aide des techniques actuelles les plus appropriées. Afin de faciliter l'accès aux données, aux métadonnées et à leur exploitation plus approfondie, une base de données avec toutes les fonctionnalités d'usage et agrémentée d'autres plus spécifiques, sera accessible à travers l'Internet. Sa conception et sa réalisation seront inscrites dans les directives stratégiques de la cellule ICT du Musée qui est responsable de l'informatisation au niveau institutionnel.

Archives solidaires-histoire d'Afrique du Sud

USA → Afrique

Période : 1999 → 2005

Initiateur(s) : SAP – Section des associations professionnelles de records management et d'archivistiques de CIA, African National Congress, University of Fort Hare, University of Connecticut

Thème : Création de service d'archives

<http://palimpsest.stanford.edu/byform/mailling-lists/amia-l/2007/11/msg00076.html>

(consulté le 16.11.2007)

Description du projet :

Le projet «Archives solidaires» de la SAP encourage le partage d'information en ce qui concerne les projets d'assistance étrangère et ceux d'archivistes qui donnent du soutien à d'autres archivistes pour promouvoir le développement archivistique.

De 1999 à 2005, le Thomas J. Dodd Research Center of the University of Connecticut a travaillé activement avec l'African National Congress (ANC) et la University of Fort Hare à un projet conjoint d'histoire orale et de collecte d'archives. Le projet qui incluait le traitement de documents de l'ANC créés durant la période de l'Appartheid et la collecte d'entrevues d'histoire orale auprès de plus de 200 dirigeants et membres de l'ANC. Le Dodd Center a offert la formation archivistique en planifiant un atelier pour les membres du personnel en Afrique du Sud.

2.4 Fourniture de documents

Projet CLIS

Suisse → Beni Mellal (Maroc)

Initiateur(s) : AOREP – Association pour l'organisation et la réalisation d'événements et de projets

Période : Projet terminé

Thème : Fourniture de documents

http://www.aorep.org/fr/project_fr.html (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Ce projet, mené au Maroc, avait pour but de fournir au centre de documentation pédagogique du matériel didactique pour enfants.

Biblioneuf

France → International

Initiateur(s) : Biblioneuf

Thème : Fourniture de documents

<http://www.biblioneuf.com/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Les missions de Biblioneuf sont d'apporter une aide à des organismes désirant développer la lecture à l'étranger et de faciliter l'accès au livre et à la lecture à des enfants et des adolescents défavorisés dans le monde. Biblioneuf soutient des projets dans 71 pays à ce jour et 200 000 livres environ sont envoyés chaque année. De plus, cette association conseille ces organismes en les faisant profiter de son expérience et en mettant à leur disposition des stocks de livres neufs. De plus, Biblioneuf travaille afin d'insérer le don de livres dans la chaîne du livre, comme un complément indispensable et non comme concurrent de l'édition. Cette association veut également revaloriser le livre, la lecture par des dons de qualité et adaptés aux différents pays, favorisant par-là même l'ancrage d'habitudes durables de lecture et offrir toutes les garanties de bonne utilisation des livres par les destinataires (présentation, diffusion et traitement des ouvrages).

Book for Ghana

Suisse → Kumasi (Ghana)

Période : 2007 →

Initiateur(s) : Book for Ghana

Thème : Fourniture de documents

<http://books-for-ghana.ch.vu/> (consulté le 13.11.2007)

Description du projet :

Cette association fondée par des jeunes étudiants suisses collecte toute sorte de livres usés en anglais et en français. Ces livres sont donnés à des bibliothèques scolaires de quatre écoles secondaires à Kumasi au Ghana.

Diffusion de manuels de formation destinés à des pays du tiers monde

Suisse → International

Période : 2006

Initiateur(s) : IUED – Institut universitaire d'étude du développement

Thème : Fourniture de documents

<http://www.unige.ch/iued/new/expertise/programmes/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

L'objectif de ce programme est de renforcer les bibliothèques et centres de documentation d'organisations au Sud qui nécessitent du matériel documentaire de formation en leur fournissant des manuels de formation.

Madacao

Suisse → Madagascar

Initiateur(s) : Madacao

Thème : Fourniture de documents

Description du projet :

Madacao envoie à Madagascar, selon les besoins, des livres et autre matériel (médical, etc.).

Manuels sans frontières

France → International

Initiateur(s) : Manuels sans frontières

Thème : Fourniture de documents

<http://www.manuels-sans-frontieres.org/index.html> (consulté le 29.10.2007)

Description du projet :

Manuels sans frontières édite des manuels scolaires spécialement conçus pour les établissements scolaires francophones de pays en développement. Cette association regroupe des enseignants, des formateurs et des voyageurs de tous pays qui participent bénévolement à la rédaction, l'impression ou à l'acheminement des ouvrages, et qui partagent une même certitude : l'avenir des pays en développement passe par l'éducation et l'alphabétisation.

Envoi d'un container au lycée de Kpélé-Elé

Suisse → Kpélé-Elé (Togo)

Période : 2003

Initiateur(s) : To go to Togo

Thème : Fourniture de documents

<http://www.togototogo.ch/realisation.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

L'association To go to Togo soutient des projets d'aide au développement dans le Sud-Ouest du Togo. L'envoi d'un container de livres au lycée de Kpélé-Elé lui permet de rouvrir sa bibliothèque.

3 TIC

Cette section regroupe des projets liés aux technologies de l'information et de la communication (TIC). On trouve tout d'abord des projets visant à la sensibilisation et à la formation aux TIC. Ces thèmes sont présentés ensemble car ils sont fortement liés. En effet, si les personnes ne savent pas en quoi les TIC leur sont utiles et ce qu'elles peuvent leur apporter, elles ne vont pas vouloir se former à leur utilisation. Les projets visant uniquement à fournir des ordinateurs ou trop axés TIC, sans sensibilisation ou formation à leur utilisation ou sans but d'amélioration de l'accès à l'information ne sont pas présentés dans ce répertoire car ils s'éloignent trop du domaine de l'ID en se concentrant uniquement sur les TIC.

On trouve ensuite des projets dont le but est de créer des centres de TIC ou des télécentres dans lesquels un accès aux TIC et à l'information est fourni. Finalement, une dernière partie présente les projets dans lesquels des informations sont mises à disposition à travers les TIC. Cela regroupe par exemple les portails et autres sites Internet fournissant des informations utiles pour les pays du Sud ou pour la coopération internationale.

3.1 Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

FrancoNet Canada

Canada → International

Période : 1999 →

Initiateur(s) : ACDI – Agence canadienne de développement international

Thème : Sensibilisation et formation aux TIC

www.franconetcanada.org (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

FrancoNet est un projet d'appui à l'utilisation d'Internet à des fins de développement, dans 15 pays de la Francophonie. FrancoNet Canada veut contribuer au développement durable en permettant à des organismes œuvrant dans le domaine économique d'utiliser les TIC pour accroître leur rayonnement, tant national qu'international et favoriser l'insertion des femmes et des jeunes dans des activités porteuses de développement pérenne.

GRACE – Gender Research in Africa into ICTs for International
International

Période : 2005 →

Initiateur(s) : APC – Association for Progressive Communications

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.apc.org/english/news/index.shtml?x=31068> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

GRACE étudie la manière dont les femmes se servent des TIC afin de renforcer leurs capacités et à tirer avantage de celles-ci afin de les utiliser dans leur vie de tous les jours. Le projet vise à contribuer au débat concernant l'autonomisation des femmes et les TIC en identifiant ce que « autonomisation » et « genres » signifient dans le contexte des TIC africaines.

Atelier d'information et de formation sur le thème : Comment produire le contenu local sur l'Internet ?

Congo

Période : juin 2007

Initiateur(s) : AZUR développement

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://azurweb.blogspot.com/2007/06/azur-lance-le-dbat-sur-le-contelu-local.html>

(consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Cet atelier a eu pour objectifs de : faire la restitution du forum sous régional africain sur les meilleures pratiques dans le domaine des TIC pour le développement ; sensibiliser et amener les congolais à produire du contenu local sur Internet. Plusieurs autres sujets ont été abordés au cours de cet atelier, notamment : des informations sur les notions de sites web, blogues, espace de publication de photos en ligne, bulletins d'information électroniques, podcasting (audio et vidéo sur Internet) et analyse des statistiques des sites web. Les participants ont donc bénéficié d'une formation qui leur a permis de découvrir plusieurs outils relatifs à la publication du contenu sur Internet.

E-Sri Lanka Development project

International → Sri Lanka

Période : 2004 → 2009

Initiateur(s) : BM – Banque Mondiale

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://web.worldbank.org/external/projects/main?pagePK=64283627&piPK=73230&theSitePK=40941&menuPK=228424&Projectid=P081771> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le but de E-Sri Lanka Development est de promouvoir l'utilisation des TIC. Ce projet vise à renforcer la croissance, l'emploi, l'équité et l'accès aux moyens d'information et de communication, l'accès et l'utilisation des informations publiques et des services en ligne par les citoyens et les entreprises.

The Ethiopia Information and Communication Technology Assisted Development Project

International → Ethiopie

Période : 2004 → 2010

Initiateur(s) : BM – Banque Mondiale

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://web.worldbank.org/external/projects/main?pagePK=64283627&piPK=73230&theSitePK=40941&menuPK=228424&Projectid=P078458> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Ce projet vise à aider les communautés à améliorer leurs moyens d'existence grâce à l'utilisation appropriée des TIC qui facilitent l'accès aux marchés et le développement des informations et des services publics.

Knowledge Economy project

International → Roumanie

Période : 2005 → 2011

Initiateur(s) : BM – Banque Mondiale

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://web.worldbank.org/external/projects/main?pagePK=64283627&piPK=73230&theSitePK=40941&menuPK=228424&Projectid=P088165> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Knowledge Economy project vise à accélérer la participation des communautés défavorisées en ce qui concerne la connaissance et l'économie au sein de la société en Roumanie. A cet effet, le projet permettra au gouvernement d'implémenter la stratégie nationale pour la nouvelle économie de la société de l'information.

AJNTIC – Association accès des jeunes aux NTIC

Burkina Faso

Période : 2004 →

Initiateur(s) : Burkina NTIC - Réseau d'échange d'informations sur les nouvelles technologies

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.burkina-ntic.org/repor1.php3> (consulté le 29.10.2007)

Description du projet :

Cette association qui vise à promouvoir les TIC dans le milieu des jeunes bobolais a à son actif de multiples réalisations. Depuis sa création, l'association travaille en collaboration avec des cybercafés afin de faciliter l'accès des jeunes aux TIC, notamment à Internet. Elle négocie des séances de formations forfaitaires au profit des jeunes ainsi que des connexions à moindre coût. De plus, l'association organise des séances de sensibilisation pour les jeunes sur les opportunités et les dangers du net.

Training in Radio and ICTs

Brésil

Période : 1992 →

Initiateur(s) : CEMINA – Comunicação Educação e Informação em Gênero

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.cemina.org.br/english/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

CEMINA a organisé plus de 300 de stages de formation aux radios conçus principalement pour trois types de publics : les communicateurs populaires, qui souhaitent améliorer leur connaissance sur le thème des genres, et insérer ce thème dans leurs activités de radio ; les femmes cheffes de groupes intéressés à apprendre comment utiliser la radio comme une stratégie de mobilisation et les groupes de jeunes pour qui la radio est l'occasion de montrer leur créativité et d'apprendre des informations sur des thèmes importants pour leur propre développement.

Connect Africa

International → Afrique

Période : 2004 →

Initiateur(s) : CNUCED – Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, Observatoire technologique du Centre des technologies de l'Information de l'Etat de Genève

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://stdev.unctad.org/capacity/connect.html> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Ce projet offre une formation sur mesure aux TIC aux ingénieurs et techniciens des pays d'Afrique les moins développés au niveau de ces technologies. Le Lesotho est le premier pays pilote à bénéficier de Connect Africa. Le projet a fourni au Lesotho 220 ordinateurs accompagnés de l'installation de logiciels et de solutions open source pour les serveurs et les clients, pour l'usage dans un certain nombre de domaines, y compris dans les écoles. Une formation à l'usage des logiciels libres et standards ouverts pour la configuration des serveurs et postes de travail a également été donnée à 16 informaticiens travaillant soit dans les ministères, soit dans les structures de formation supérieure. Ceux-ci formeront une cinquantaine d'utilisateurs responsables du bon fonctionnement des réseaux locaux qui seront en principe utilisés par des centaines d'utilisateurs. Le Mali sera le prochain pays pilote.

Equipelement informatique pour une école de Fès

Suisse → Fès (Maroc)

Période : Projet en cours

Initiateur(s) : comMENAcation

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

http://www.commenacation.ch/cms/index.php?option=com_content&task=view&id=17&Itemid=32&lang=fr (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Cette association à but non lucratif a pour but de promouvoir la "société du savoir" dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (région MENA en anglais). Ce projet a pour but l'équipement d'une école dans la région rurale de Fès au Maroc de matériel informatique : ordinateurs et une connexion Internet. Ce projet apporte également une formation adaptée aux personnes sur place.

En regard de ces projets, comMENAcation conseille et encadre ceux qui en ont besoin dans la planification et l'implémentation de projets relatifs à l'éducation tels que: l'apprentissage en ligne (e-learning), l'enseignement et l'apprentissage à distance, la formation sur l'utilisation des technologies de l'information et des communications ainsi que de projets relatifs aux TIC tels que: accès à Internet, équipements informatiques, projets web, gestion des connaissances, commerce électronique, bases de donnée, gestion du contenu

Cyberpop/Bombolong

Sénégal → International

Initiateur(s) : Enda-tm – Environnement et développement du Tiers-Monde

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.enda.sn/cyberpop/projet.htm> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

Cyberpop/Bombolong est un programme d'appui aux dynamiques populaires qui vise : l'accès universel aux savoirs et à l'information pour tous ; la valorisation des ressources de l'économie populaire par l'utilisation de supports multimédia pour rendre visible les innovations sociales et techniques des groupes de base ; la collecte et l'exploitation d'informations pour la production de contenus endogènes sur les stratégies alternatives de lutte contre la pauvreté, pour un développement durable.

Dans ce but, Cyberpop propose une démarche d'appropriation des TIC pour une intégration progressive et maîtrisée par les organisations populaires à leur rythme et au service de leurs stratégies ; une formation de formateurs en NTIC ; une implication dans la recherche expérimentale des responsables des groupes populaires pour définir les services disponibles en fonction de leurs activités ; une initiation et une sensibilisation aux TIC.

ITRAIN ONLINE

France → International

Initiateur(s) : Enda-tm – Environnement et développement du Tiers-Monde

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.itrainonline.org/itrainonline/french/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le but d'Itrain Online est d'offrir un accès vers une sélection des meilleures sources les mieux adaptées en formation en informatique et à l'Internet, dans une perspective de développement et de changement social. En joignant leurs forces, les partenaires de Itrain Online souhaitent éviter les doubles emplois en termes de contenu en ligne et de programmes de formation, partager leur expertise, et faire un usage plus pertinent de leurs programmes de formation en TIC. Ce projet permet de faciliter aux apprenants et formateurs du Sud l'accès aux ressources et outils disponibles sur le web.

Centre de formation ETIC – Espaces technologies de l'information et de la communication Gandiaye

Suisse → Gandiaye (Afrique)

Période : 2003 →

Initiateur(s) : ETIC-Nord-Sud – Espaces technologies de l'information et de la communication

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.etic-nordsud.org/realisations.htm> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Ce projet vise à former et à mettre à disposition des ressources technologiques à différentes catégories d'acteurs engagés dans le développement économique et social, dans le cadre de structures publiques ou privées, en Afrique (élus locaux, entrepreneurs, groupements producteurs et autres associations de femmes et de jeunes, etc.).

FIA – Fête de l'Internet en Afrique

Afrique

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.f-i-a.org/fia/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

La Fête de l'Internet en Afrique est une association dont la vocation est la promotion de l'Internet sur le continent Africain. En effet, celle-ci a pour but de permettre aux gens formés de partager leurs connaissances bénévolement avec les autres, afin de leur faire découvrir l'Internet et le multimédia. De plus, la FIA propose une visibilité et une plate-forme collective à travers son site web. Elle apporte également un soutien technique et financier quand cela est possible ainsi qu'un espace web gratuit pour héberger des sites dédiés à la Fête de l'Internet. Enfin, la FIA met à disposition un ensemble de documents-modèles pour effectuer différentes démarches en vue d'obtenir un soutien technique et/ou financier auprès d'un partenaire.

SOCINFODO

Amérique du Sud → République dominicaine

Période : 2003 →

Initiateur(s) : Funredes

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.funredes.org/francais/proyectos/proyectos.php3/docid/446> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

SOCINFODO est un projet de sensibilisation de la société civile dominicaine au sujet de la société de l'information, l'impact social des NTIC, sensibilisation et formation, éducation à distance, santé, gouvernance, démocratie participative, le réseau dominicain.

lafric

Bénin → Afrique

Période : 2001 → 2006

Initiateur(s) : lafric – Information-Communication et développement en Afrique

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.iafric.net/index.htm> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

lafric est un organisme de type associatif, animé par des bénévoles, qui a pour objectif de promouvoir les TIC et le développement en Afrique. lafric travaille essentiellement sur les axes suivants : recherche sur les TIC et sur les usages des TIC pour le développement, production et diffusion d'informations sur les TIC, organisation de rencontres et de manifestations, appui à la réalisation de projets, veille sur les TIC en Afrique, études sur les TIC et formations.

Uconnect Schools Project Uganda

Ouganda

Période : 1996 →

Initiateur(s) : Mission mobile éducation

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.uconnect.org/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

L'objectif de Uconnect est la promotion de l'éducation publique en utilisant les TIC afin d'améliorer la qualité et l'efficacité des communications grâce à la fourniture de matériel nécessaire (ordinateurs, fax, modems et imprimantes) et des logiciels (traitement de texte, courrier électronique et navigateurs Web), ainsi que la formation des enseignants et des gestionnaires dans l'utilisation des logiciels de communication, en particulier le courrier électronique et Internet, pour l'éducation, la santé, l'agriculture et d'autres secteurs.

Perspektiven für Jugendliche aus Slums

Suisse → Mlolongo (Kenya)

Période : 2001 →

Initiateur(s) : Miva Suisse

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.miva.ch/pro000.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Grâce à ce projet, les jeunes issus des bidonvilles ont des perspectives. Ils bénéficient en effet d'ordinateurs pour la formation professionnelle de l'école Vocational Training Centre à Mlolongo, au Kenya. Il y a une salle informatique où les jeunes utilisateurs apprennent l'utilisation de l'outil informatique. Pour une chance sur le marché du travail urbain, des connaissances dans le domaine sont effectivement impératives. C'est la raison pour laquelle la demande augmente de jour en jour.

ORIDEV

Bénin → Afrique

Période : 1998 →

Initiateur(s) : ORIDEV

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.oridev.org/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

ORIDEV est une ONG qui a pour objectif de promouvoir le développement par la communication et par l'usage des TIC. Pour ce faire, ORIDEV mène différents projets, tels que :

- le programme information et sensibilisation qui vise à informer et sensibiliser la population cible aux enjeux que représentent les NTIC en Afrique et dans le monde par diverses activités ;
- le programme formation qui vise à former à l'outil informatique grâce à l'organisation de séminaires et d'ateliers en informatique, renforcer la capacité des acteurs de développement à l'appropriation des TIC ;
- le programme assistance technique qui s'occupe de mettre en place une politique d'assistance technique, de conseil auprès des structures à but non lucratif, ONG et écoles, de production de contenus et de maintenance de matériels ;
- le programme Infoports qui vise à promouvoir la création de points accès à aux TIC. Son objectif est la démocratisation de l'accès aux Inforoutes : non seulement l'augmentation du nombre de points d'accès au Bénin mais aussi que le prix de revient de l'accès soit abordable au béninois moyen.

Renforcer l'accès aux informations sur l'environnement et le développement durable pour les utilisateurs clefs et le public en développant des méthodes et des outils innovateurs pour le WSIS prepcom-2

Suisse → International

Période : 2005

Initiateur(s) : RUIG – Réseau universitaire international de Genève

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

http://www.ruig-gian.org/research/projects/project_f.php?ID=1201 (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Suite à l'appel du Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI) pour le développement de projets pilotes en matière d'éducation et le renforcement des capacités, le projet proposé visait à développer un exemple concret de l'application des TIC pour la phase II du SMSI à Genève du Comité préparatoire (PrepCom - 2). L'objectif du projet était de démontrer comment les TIC pouvaient améliorer l'accessibilité aux données et informations sur l'environnement et le développement durable pour le grand public par l'utilisation novatrice des méthodes d'apprentissage électronique et d'outils.

JCCC – Jenin Creative Cultural Center

Suisse → Palestine

Initiateur(s) : OSEO – Œuvre suisse d'entraide ouvrière

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.oseo.ch/index.cfm?id=074FF7F8-000F-6D0C-C19E6EAF6C3F114E&detailpage=073FA04B-923C-13D3-668BBC4AA3169C35>

(consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Près de 15'000 réfugiés, dont énormément de jeunes, vivent dans le camp de Jénine. Pauvreté, absence de perspectives et violence sont les traits caractéristiques de leur existence, laquelle dépend pour beaucoup d'une aide humanitaire. Des réfugiés entrepreneurs ont créé le JCCC ; un soutien de l'extérieur leur a permis d'offrir aux adolescents des cours de formation et de perfectionnement, des activités culturelles (musique, danse, peinture), un lieu de rencontre et d'échanges. L'OSEO appuie les ateliers de communication, d'informatique et d'initiation à Internet organisés par le JCCC, et contribue à l'acquisition d'ordinateurs.

Renforcer l'accès aux informations sur l'environnement et le développement durable pour les utilisateurs clefs et le public en développant des méthodes et des outils innovateurs pour le WSIS prepcom-2

Suisse → International

Période : 2005

Initiateur(s) : RUIG – Réseau universitaire international de Genève

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

http://www.ruig-qian.org/research/projects/project_f.php?ID=1201 (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Suite à l'appel du SMSI pour le développement de projets pilotes en matière d'éducation et le renforcement des capacités, le projet proposé visait à développer un exemple concret de l'application des TIC pour la phase II du SMSI à Genève du Comité préparatoire (PrepCom - 2). L'objectif du projet était de démontrer comment les TIC pouvaient améliorer l'accessibilité aux données et informations sur l'environnement et le développement durable pour le grand public par l'utilisation novatrice des méthodes d'apprentissage électronique et d'outils.

Simputer

Inde → International

Période : 2000 →

Initiateur(s) : Simputer

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.simputer.org/simputer/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le projet Simputer fournit des ordinateurs portables à faible coût en alternative aux PC afin que les avantages des technologies de l'information puissent toucher une population plus large. Il a un rôle particulier à jouer dans le tiers monde, car il assure que l'analphabétisme ne constitue plus un obstacle à la manipulation d'un ordinateur. En effet, il s'agit d'un dispositif qui permet d'avoir des interfaces utilisateur simples basées sur la vue, le toucher et de l'audio.

Accès pour les femmes à un centre de formation professionnelle

France → Al-Najaf (Iraq)

Période : 2005 →

Initiateur(s) : SPF – Secours populaire français, Iraqi Al-Amal

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

http://www.secourspopulaire.fr/action.0.html?&cHash=68314dd93f&id_action=250&id_t_heme=13 (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Le SFP a décidé de réaliser, en collaboration avec l'association Iraqi Al-Amal, un projet de construction et d'équipement d'un centre de formation professionnelle pour les femmes de la ville d'Al-Najaf. Le centre initiera ces femmes aux systèmes d'information et aux nouvelles techniques de communication dans le but d'accroître leurs connaissances et leurs possibilités d'obtenir un travail qualifié au sein des institutions et des entreprises privées. Il s'adresse à des femmes de catégories sociales très diverses : femmes au foyer et jeunes filles ayant quitté précocement l'école, étudiantes récemment diplômées ou qui ont abandonné leurs études, ainsi que des femmes actives souhaitant améliorer leur méthode de travail.

Yam Pukri

Burkina Faso

Période : 2004 →

Initiateur(s) : Yam Pukri

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.yam-pukri.org/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Yam Pukri est une association travaillant dans le domaine de la formation, de l'information et de la vulgarisation des TIC au Burkina Faso. L'association possède des centres de formation dans trois villes du Burkina Faso et mène également des activités ponctuelles de formation dans des villes et villages. Yam Pukri collabore avec toutes sortes d'organisations tant nationales qu'internationales dans le domaine des NTIC. L'association accueille également des stagiaires nationaux et étrangers désireux de venir contribuer au développement des NTIC au Burkina.

YTF – Youth for Technology Foundation

Afrique

Initiateur(s) : YTF – Youth for Technology Foundation

Thème : Sensibilisation et formation à l'utilisation des TIC

<http://www.youthfortechology.org/frames.html> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Ce programme a pour objectif d'aider les jeunes des communautés rurales à atteindre leurs objectifs et à réaliser leur potentiel en utilisant la technologie. Ainsi, YTF propose aux enfants des cours de sensibilisation aux TIC, aux étudiants des formations leur permettant d'utiliser les TIC à bon escient et aux gens des ateliers de développement de carrières

3.2 Création de centre de TIC / Télécentre

Création de Télécentres

Congo

Initiateur(s) : Azur développement

Thème : Création de centre de TIC / Télécentre

<http://www.azurdev.org/fr/telecentrescongo.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Création de plusieurs Télécentres visant à contribuer à l'amélioration des conditions de vie de la population en facilitant l'accès à une information utile et de qualité. Ces télécentres fonctionnent maintenant en tant que réseau et ont pour but de : faciliter l'accès à l'Internet à des coûts abordables pour les télécentres tant en zone urbaine que rurale ; renforcer les capacités des gestionnaires des télécentres, en organisant des formations des formateurs ; et favoriser l'implantation des télécentres communautaires en zones rurales. Les télécentres organisent des événements comme un atelier de formation sur la réalisation des affiches publicitaires et l'utilisation de Photoshop.

Community Telecentre

Ouganda → Buhoma Village (Ouganda)

Période : 2005 →

Initiateur(s) : CTPH – Conservation Through Public Health

Thème : Création de centre de TIC / Télécentre

<http://www.ctph.org/about/iec.php> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Mise en place d'un centre de formation et d'information dans le Buhoma Village, au sud-ouest de l'Ouganda. Le Télécentre de CTPH offre un réseau communautaire avec un point d'accès Wi-Fi. Le Télécentre de CTPH offre des cours de formation liés aux TIC, et de l'information relative aux liens entre la santé publique, le développement durable, les métiers et l'éducation. Il donne des cours d'informatique de base à l'utilisation de Windows, Word, Excel, Power Point, Access, de l'e-mail et de l'Internet. Il s'adresse tout particulièrement aux jeunes, mais également aux fermiers et aux femmes.

ChasquiCentros

Equateur → Amérique latine

Initiateur(s) : Fundación ChasquiNet

Thème : Création de centres de TIC / Télécentres

http://www.chasquinet.org/chasquin/index.php?inicio=3&mod_id=3&num_registros=3&ultimos_temas=9 (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Les ChasquiCentros sont une nouvelle génération de télécentres, basés sur une construction modulaire et fonctionnelle de centres adaptés aux réalités locales. En effet, ils intègrent dans un même espace : un centre de formation communautaire dans le domaine des TIC, un télécentre communautaire servant de lieu de rencontre et de conseil pour l'utilisation stratégique des TIC, un atelier d'entretien, de réparation et de recyclage d'équipements et un centre d'assistance et de conseils pour la création de projets. Les ChasquiCentros sont modulaires afin de s'adapter aux besoins des communautés. C'est pourquoi certains des modules peuvent exister pour certaines communautés et pas pour d'autres.

TELELAC – Réseau de Télécentres en Amérique Latine et aux Caraïbes

Amérique latine et Caraïbes

Initiateur(s) : ICA – Institut pour la connectivité dans les Amériques

Thème : Création de centre de TIC / Télécentre

<http://www.icamericas.net/index.php?module=htmlpages&func=display&pid=493>

(consulté le 29.10.2007)

Description du projet :

Il existe des télécentres en Amérique Latine et aux Caraïbes, cependant, il faut qu'ils soient mieux intégrés pour jouer plus efficacement leur rôle. Pour ce faire, ce projet vise à consolider le réseau régional et à créer un système de soutien des télécentres. Le but est de concevoir des projets pilotes et à constituer des kits d'information pour les télécentres, afin qu'ils puissent être plus efficaces.

Cyber-Bibliothek im ländlichen Kamerun

Suisse → Cameroun

Période : 2004 →

Initiateur(s) : Miva Suisse

Thème : Création de centre de TIC / Télécentre

<http://www.miva.ch/pro000.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le but de se projet consiste à créer une cyber-bibliothèque dans les zones rurales du Cameroun : équipement fiable pour une connexion Internet via satellite. Les processus de développement locaux encouragent et conseillent les groupes de femmes dans leurs initiatives de prise en charge. Il y a de plus une petite bibliothèque pour les élèves, étudiants et le tout public. L'engagement existant en matière d'éducation pour le domaine de l'Internet ou computer literacy a pu être élargi : l'ouverture d'un Centre TIC ("Cyber Café"), avec six PC et connexion à l'Internet a été effectuée au début 2004. Et des groupes de personnes défavorisées ont maintenant du potentiel de développement, notamment les diplômées, étudiantes et coopératives féminines de la région.

Cyber Café Communautaire für Bergsiedlung

Suisse → Haiti

Initiateur(s) : Miva Suisse

Thème : Création de centre de TIC / Télécentre

<http://www.miva.ch/pro000.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Création d'un petit centre de communication et d'un cybercafé communautaire principalement au service de la population locale. L'équipement du centre comprend : téléphone, fax, e-mail et connexions à Internet par satellite. Les élèves et les jeunes obtiennent leur premier enseignement informatique au cybercafé. Les utilisateurs peuvent obtenir des informations et avec des personnes et échanger des connaissances avec des institutions en dehors de Beau-Séjour voire même en dehors du pays.

3.3 Mise à disposition d'information par le biais des TIC

GenderIT.org – gender and ICT policy

International

Période : 2005 →

Initiateur(s) : APC – Association for Progressive Communications

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.genderit.org/en/index.shtml> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le site web GenderIT.org est un outil pratique et une plateforme pour les organisations de femmes. Il leur permet de publier des articles dans différents domaines et de s'inscrire dans le « who's who politique ».

Ce site a pour objectif principal de : mettre au point un site permettant le partage de ressource d'information et de connaissances entre les genres et les organisations de la société civile et des décideurs dans la politique des TIC.

National ICT Policy Sites

International

Période : 2004 →

Initiateur : APC – Association for Progressive Communications

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

http://rights.apc.org/policy_sites.shtml (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Plusieurs pays ont créé des portails nationaux sur le sujet des politiques et droits liés aux TIC. Ces portails, qui utilisent un logiciel libre, permettent le partage de contenu dans différentes langues et entre différentes bases de données mondiales. Les différents pays ont utilisé le même model pour développer leur portail et ont pu partager des outils et connaissances pour réaliser leur portail.

Portail pays sur le développement au Burkina

Burkina Faso

Période : 2007 →

Initiateur(s) : Burkina NTIC – Réseau d'échange d'informations sur les nouvelles technologies

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.burkina-ntic.org/actu1.php3> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

L'objectif principal de ce projet est de vulgariser l'information sur le développement au Burkina à travers une plateforme web et des actions de communication. Quatre axes principaux ont été déterminés : présentations du Burkina Faso, NTIC et développement, le monde agricole et jeunesse et emploi.

Senegal ICT Resource Centre : Creating R&D Capacity

Canada → Afrique

Période : 2004 →

Initiateur(s) : Connectivity Africa

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

http://www.idrc.ca/acacia/ev-86457-201-1-DO_TOPIC.html (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Ce projet vise à donner l'accès aux villageois, souvent analphabètes, à l'information et aux TIC. Cela est possible notamment grâce aux GSM et aux PDA fournissant l'information via des icônes graphiques ou par la voix. Il est important de ne pas exclure cette population de la révolution numérique car cela contribuerait à la marginaliser.

Agriculture information and monitoring systems in the Valleys of Santa Cruz

International → Bolivie

Période : 2001 →

Initiateur(s) : DDC, IICD – International Institute for Communication for Development, ICO – Instituto de Capacitacion del Oriente

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.iicd.org/projects/articles/IICDprojects.import112> (description du projet)
(consulté le 14.11.2007)

http://www.ondaslibres.org/index.php?option=com_content&task=view&id=85&Itemid=55 (radio) (consulté le 14.11.2007)

Description du projet :

Ce projet bénéficiant du soutien de la DDC permet aux paysans de l'Ouest de la Bolivie de vendre leurs produits à des prix adaptés. Pour ce faire, l'Instituto de Capacitación del Oriente rassemble des informations au sujet des prix sur les marchés centraux. D'abord par courriel et finalement par radio, les informations importantes parviennent aux paysans qui savent ainsi combien ils peuvent demander pour leurs produits.

First Mile

Suisse → Tanzanie

Période : 2005 → 2007

Initiateur(s) : DDC – Direction du développement et de la coopération

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

http://www.deza.ch/fr/Accueil/Projets/Le_web_au_service_des_petits_paysans_de_Tanzanie (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le projet First Mile avait pour objectif de fournir aux petits paysans de Tanzanie de meilleures informations sur l'état du marché grâce à l'utilisation des TIC. En effet, ceux-ci souffrent souvent d'un manque d'informations actualisées quotidiennement sur les prix du marché pour leurs produits. Il en résulte qu'ils fixent des prix trop bas et doivent supporter des pertes de revenu. First Mile a pour objectif de contribuer à la suppression de cette inégalité en offrant à ces petits paysans un accès plus rapide aux informations importantes concernant le marché.

IVRP – Information Village Research Project

Suisse → Inde

Période : 2007 →

Initiateur(s) : DDC – Direction du développement et de la coopération, ACIDI – Agence canadienne de développement international

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

http://www.deza.ch/ressources/resource_fr_25245.pdf (consulté le 13.11.2007)

Description du projet :

L'IVRP de la M.S. Swaminathan Research Foundation vise l'amélioration des conditions de vie des communautés paysannes dans le sud de l'Inde au moyen du recours ciblé aux TIC. Dix villages de la région de Pondichéry sont mis en réseau entre eux et équipés d'un accès à Internet. Chaque village dispose à présent d'au moins une boutique (« Village Shop ») équipée d'un ordinateur, du téléphone et d'un accès à Internet. Dans ces boutiques, des informations sont collectées sur Internet, puis travaillées de façon à pouvoir être utilisées pour les habitants sous forme d'un savoir approprié à leur contexte respectif. Les nouvelles locales, les prix du jour des produits agricoles sur les marchés de la région, les prévisions météorologiques, ou des indications sur les programmes du gouvernement, telles sont, parmi d'autres, les informations qui sont sélectionnées et adaptées.

Programmes TIC dans la zone contaminée de Tchernobyl

Suisse → Tchernobyl (Ukraine)

Période : 2002 →

Initiateur(s) : DDC – Direction du développement et de la coopération

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

http://www.deza.ch/fr/Accueil/Projets/Windows_on_Chernobyl (consulté le 14.11.2007)

Description du projet :

Pendant l'été 2002, la DDC a lancé la plate-forme d'information www.chernobyl.info en collaboration avec des partenaires extérieurs, des organisations gouvernementales, les agences des Nations Unies que sont l'United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UNOCHA) et le PNUD, ainsi qu'avec les bureaux de coopération de la DDC à Minsk, Moscou et Kiev. On peut y consulter non seulement des informations contextuelles sur la catastrophe, mais aussi y trouver des renseignements utiles sur les conséquences et les effets de celle-ci sur l'environnement, l'homme et l'animal. Ce projet vise également à procurer, surtout aux jeunes gens, un accès à Internet leur permettant ensuite de s'informer.

YATV – Young Asia Television (peace programme)

Suisse → Sri Lanka

Période : projet en cours

Initiateur(s) : DDC – Direction du développement et de la coopération, Worldview International Foundation

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

http://www.deza.ch/ressources/resource_fr_25243.pdf (consulté le 13.11.2007)

Description du projet :

Le projet YATV s'est mis au service de la promotion de la paix. L'équipe produit régulièrement des émissions rapportant de manière non partisane des informations sur le conflit au Sri Lanka et, en particulier, sur les efforts et les initiatives de paix. Ces programmes sont diffusés en langue tamoule et cingalaise.

CARITIC

Amérique du Sud → Caraïbes

Période : 1999 → 2003

Initiateur(s) : Funredes

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.funredes.org/francais/proyectos/proyectos.php3/docid/162> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le projet CARITIC consistait à créer, à partir de l'axe francophone des Caraïbes, des mécanismes basés sur l'Internet pour un rapprochement des secteurs scientifiques et culturels de la région et la favorisation de leur participation dans des actions de coopération régionale. Ces mécanismes consistaient en l'association d'un site web de référence qui réunissait l'ensemble des informations utiles ou nécessaires pour faciliter la coopération dans les secteurs visés et de communautés virtuelles dotées d'une panoplie de moyens qui allaient de la traduction à la modération, en passant par le soutien utilisateur et la formation.

USAID Leland Initiative : Africa Global Information Infrastructure Project

Etats-Unis → Afrique

Période : 1995 → 2000

Initiateur(s) : Gouvernement des Etats-Unis

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.usaid.gov/leland/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

L'initiative Leland était un programme qui visait à augmenter l'accès à Internet dans une vingtaine de pays africains. Ce projet visait notamment à :

- *améliorer la connectivité en Afrique ;*
- *augmenter l'accès des Africains aux personnes et informations utiles pour le développement durable ;*
- *rendre les informations produites par les africains disponibles mondialement.*

Mise en œuvre d'un site portail sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

France → Afrique de l'Ouest

Période : 2006 → 2007

Initiateur(s) : GRET – Groupe de recherche et d'échange technologique

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.food-security.net/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Le GRET a conçu et mis en œuvre le site portail du Réseau de prévention des crises alimentaires dans le Sahel (RPCA) afin d'améliorer le partage et l'échange d'informations et assurer une coordination renforcée des actions et des acteurs. Ce site web vise la centralisation de l'information produite par l'ensemble des partenaires et acteurs de la sécurité alimentaire dans la sous région (bailleurs, société civile, ONG, opérateur de projets, organismes onusiens, etc.) et la mise en valeur des travaux du Réseau. Des rubriques sont développées, notamment pour permettre une meilleure compréhension des systèmes d'information existants. Des profils pays et des informations sur les pratiques nationales en matière de politique de sécurité alimentaire seront disponibles.

Strengthening the agricultural information flow and dissemination system of the national agricultural information services in Zambia

Pays-Bas → Zambie

Initiateur(s) : IICD – International Institute for Communication for Development

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.iicd.org/projects/articles/zambia-naais/view> (consulté le 29.10.2007)

Description du projet :

Ce projet vise à améliorer la situation des petits agriculteurs grâce à une meilleure circulation de l'information entre les chercheurs, les fournisseurs et des agriculteurs. Ainsi à grâce à la plate-forme NAIS, le projet permettra de rendre plus efficace la collecte, le traitement, le stockage et la diffusion des informations.

Togunet

Mali

Période : 2004 →

Initiateur(s) : Mali NTIC

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.mali-ntic.com/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Togunet est un réseau d'échange et de partage de connaissances des utilisateurs des TIC pour le développement au Mali. Il exerce diverses activités, telles que :

- *créer, entre les adhérents, un système pour l'échange d'expériences et de leçons apprises en matière de TIC pour le développement ;*
- *prendre part aux manifestations scientifiques, techniques et autres activités d'intérêt national concernant les TIC ;*
- *animer des groupes de réflexion qui traitent des sujets ayant trait à la communication de données, aux autoroutes de l'information et plus généralement à tous les sujets en relation avec les TIC ;*
- *établir et maintenir la liaison avec les autres structures de promotion des NTIC.*

Pour des informations médicales en ligne dignes de confiance : étude des spécificités en Afrique francophone

Suisse → Afrique francophone

Période : 2006 →

Initiateur(s) : RUIG – Réseau universitaire international de Genève

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

http://www.ruiq-gian.org/research/projects/project_f.php?ID=132 (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Dans ce projet, soutenu par le RUIG, des initiatives complémentaires se rejoignent dans le but d'élaborer des recommandations pour la production et l'évaluation d'informations médicales en ligne. Ces recommandations prennent en compte les déterminants socioculturels et économiques. Les informations répondant à ces recommandations devraient être éligibles pour être incorporées dans le projet de Global Health Library (GHL) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), et être accréditées par la Fondation Health on the Net (HON). L'ambition de la GHL est de fournir un point d'accès aux informations médicales fiables, dans une plateforme virtuelle qui rassemble des sources multiples et oriente les différents groupes d'utilisateurs (ministères de la santé, acteurs de la santé, fournisseurs d'information, patients, public général) vers des contenus utiles à leurs besoins respectifs.

Women'sNet

Afrique du Sud

Période : 1998 →

Initiateur(s) : SANGONeT – South African Non-Governmental Organisation Network, CGE – Commission on Gender Equality

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.womensnet.org.za/index.html> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Women'sNet travaille à faire progresser l'égalité entre les sexes et la justice en Afrique du Sud grâce à l'utilisation des TIC en offrant des formations et en facilitant la création et la diffusion de contenu qui encourage les femmes et les organisations féminines à prendre contrôle de leur production et de leur utilisation des TIC.

SciDev.Net – Science and Development Network

International

Période : 2000 →

Initiateur(s) : SciDev.Net – Science and Development Network

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.scidev.net/index.cfm> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le réseau SciDev.Net a pour objectif de fournir de l'information fiable au sujet des sciences et des technologies pour les pays en voie de développement. Le réseau aide les individus et les organisations des pays du Sud à prendre des décisions en étant informés au sujet de la manière dont la science et la technologie peuvent améliorer leur développement social et économique.

Dans ce but, SciDev.Net met à disposition le site du réseau et en construit des réseaux régionaux d'individus et d'institutions partageant les mêmes buts. Ils organisent également des formations dans le Tiers-Monde.

Building a Women's Digitisation Business : Pandora Box

Angleterre → Maputo (Mozambique)

Période : 1997 → 2005

Initiateur(s) : Women ICT enterprise

Thème : Mise à disposition d'information par le biais des TIC

<http://www.womenictenterprise.org/pandora.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le projet Pandora Box est né à l'initiative de deux femmes qui, après avoir tenté de secourir pendant plus de vingt ans les bibliothèques, ont été désabusés car, en raison du manque de fonds, de nombreuses initiatives n'ont jamais vu le jour ou ont été un échec après quelques mois. En 1997, elles ont décidé d'essayer de pallier ce problème en numérisant des documents tels que des bulletins officiels et des recueils de lois. L'entreprise s'est développée et, en 2000, une première base de données a été créée avec les résumés de 12'895 textes de lois publiés dans le bulletin officiel du Mozambique depuis 1975. Le but de cette entreprise est actuellement de reconditionner les données locales pour les distribuer par le biais des CD et d'Internet. De plus, en 2004, un Cybercafé gratuit a été ouvert où tous ces CD sont mis à disposition.

4 Création de contenu

Ce chapitre présente des projets dont le but est la création de contenu, c'est-à-dire la production d'information. Cet aspect est important dans la mesure où les pays du Sud manquent souvent d'information en langue locale ou les concernant. Une distinction est faite entre les actions visant à créer du contenu sur papier et celles par le biais des TIC.

RECIF/ONG-BF – Réseau de Communication, d'Information et de Formation des Femmes dans les ONG au Burkina Faso

Burkina Faso

Période : 1992 →

Initiateur(s) : RECIF/ONG-BF – Réseau de Communication, d'Information et de Formation des Femmes dans les ONG au Burkina Faso

Thème : Création de contenu

<http://www.recif.bf/index.html> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Le réseau a pour but d'amener les femmes à se constituer en une force sociale organisée pour la défense de leurs intérêts stratégiques et de contribuer au renforcement de la position et du pouvoir de décision des femmes dans les ONG et associations membres, afin que ces femmes soient davantage prises en compte et reconnues à part entière dans la société. Dans ce but, cette organisation propose des sessions de formation en NTIC (initiation, bureautique, Internet, etc.), réalise de la collecte d'informations à distance sur la thématique de la femme et de l'enfant ainsi que des didacticiels pour l'autoformation. Elle réalise de plus des outils de communication et d'information (émissions radiophoniques sur des thématiques d'actualité, livrets éducatifs sur les droits humains en français, mooré et dioula en 2003, etc.). Un service de documentation est également à disposition.

4.1 Création de contenu sur papier

Imprimerie populaire au Guatemala

Suisse → Guatemala

Période : 1997 → 1998

Initiateur(s) : Association de solidarité Nicaragua - El Salvador

Thème : Création de contenu sur papier

<http://80.238.217.48:8080/4dcgi/code=1997-40> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Créée en 1980, cette association propose d'apporter une aide aux peuples d'Amérique latine dans leur désir de liberté et de démocratie. Cette aide se manifeste notamment sur le plan humanitaire. Elle contribue aussi au développement par le soutien de projets notamment à travers des programmes de promotion économique et sociale dont la population est directement bénéficiaire. Ce projet concernait la création d'une imprimerie populaire dans les Hauts-Plateaux du Sud-ouest du Guatemala.

Diffusion de journaux en langues locales

Suisse → Burkina Faso

Période : 2002 → 2007

Initiateur(s) : E-Changer, OSEO – Œuvre suisse d'entraide ouvrière

Thème : Création de contenu sur papier

http://www.e-changer.ch/partenaires/22_Melle.pdf,

[http://www.oseo.ch/index.cfm?id=992D1DD3-F772-49CB-](http://www.oseo.ch/index.cfm?id=992D1DD3-F772-49CB-9ABB36CD16B687DF&detailpage=E058919A-C767-66DA-9214AE3128091935)

[9ABB36CD16B687DF&detailpage=E058919A-C767-66DA-9214AE3128091935](http://www.oseo.ch/index.cfm?id=992D1DD3-F772-49CB-9ABB36CD16B687DF&detailpage=E058919A-C767-66DA-9214AE3128091935)

(consultés le 29.10.2007)

Description du projet :

Ce projet de diffusion de journaux en langues régionales a pour but de soutenir, d'apporter un appui-formation et des conseils à l'association des éditeurs de journaux en langues locales (AEPJLN) au Burkina Faso. Cette association rassemble 16 journaux. Ce projet contribue également au développement de la presse en langues locales au Burkina Faso, au renforcement de l'administration de l'AEPJLN et à la mise en réseau des diffuseurs de journaux dans tout le pays pour accroître le lectorat.

L'OSEO soutient la formation des journalistes et des éditeurs, en vue d'améliorer le contenu, la gestion et la distribution des journaux ainsi que d'augmenter leur rentabilité et leurs recettes publicitaires. La création d'une société de services a permis de soutenir de manière ciblée la production de certains journaux qui n'avaient pas d'équipements informatiques. La DDC a financé le développement de douze «kiosques mobiles»: douze vendeurs vont à vélo de village en village pour offrir les journaux.

Revue Enlace au Nicaragua

Suisse → Nicaragua

Initiateur(s) : OSEO – Œuvre suisse d'entraide ouvrière

Thème : Création de contenu sur papier

[http://www.oseo.ch/index.cfm?id=99321C12-CE90-199F-](http://www.oseo.ch/index.cfm?id=99321C12-CE90-199F-109D0F6EEB9117CE&detailpage=E05893FB-C767-66DA-9B7F8496C4CBD16B)

[109D0F6EEB9117CE&detailpage=E05893FB-C767-66DA-9B7F8496C4CBD16B](http://www.oseo.ch/index.cfm?id=99321C12-CE90-199F-109D0F6EEB9117CE&detailpage=E05893FB-C767-66DA-9B7F8496C4CBD16B)

(consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

La revue Enlace s'adresse à des personnes qui savent peu lire et écrire. Ses articles portent sur des questions de la vie quotidienne au Nicaragua. Ils parlent de réussites obtenues dans l'agriculture, l'artisanat, la santé ou le travail social. La revue favorise les échanges horizontaux : des personnes vivant à la campagne ou dans les quartiers pauvres des villes racontent comment elles s'en sont sorties et donnent des conseils et des trucs pratiques. Les éditions pédagogiques EDISA, qui ont leur propre imprimerie, publient des brochures techniques, par exemple sur la question de l'eau potable, des eaux usées et de la gestion de l'eau dans l'agriculture.

4.2 Création de contenu par le biais des TIC

ABC Ulwazi – Applied Broadcasting Centre Ulwazi

Afrique du Sud

Période : 1994 →

Initiateur(s) : ABC Ulwazi – Applied Broadcasting Centre Ulwazi

Thème : Création de contenu par le biais des TIC

http://www.abculwazi.org.za/jsp/ABC_Ulwazi.jsp (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

ABC Ulwazi est un centre d'entraînement et de production radiophonique basé à Johannesburg. C'est une ONG qui a pour but de renforcer le secteur de la radio en Afrique du Sud ainsi que l'utilisation de la radio en tant qu'outil pour le développement et l'éducation.

Education radiophonique

Suisse → Lima (Pérou)

Période : Projet en cours

Initiateur(s) : Atelier des enfants

Thème : Création de contenu par le biais des TIC

http://www.atelierdesenfants.ch/content.php?ID_page=2 (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

L'Atelier des Enfants est une association humanitaire suisse à but non lucratif, sans appartenance politique ni confessionnelle, qui poursuit deux objectifs : L'amélioration des conditions de vie de la population des bidonvilles de la banlieue de Lima, au Pérou et la sensibilisation en Suisse, notamment des jeunes, au mode de vie dans les bidonvilles. Cette association propose une éducation radiophonique qui réalise des émissions populaires proposant aux auditeurs une information de qualité, sur des sujets d'intérêt général, adaptés à leurs préoccupations (droit du mariage, santé des enfants, etc.).

Radio communautaire en milieu rural à Nkayi

Nkayi (Congo)

Initiateur(s) : Azur développement

Thème : Création de contenu par le biais des TIC

http://www.azurdev.org/fr/inneed_projets.htm (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Radio communautaire en milieu rural à Nkayi offrant de la diffusion de l'information en langues locales, des programmes de sensibilisation sur le développement communautaire et le VIH/SIDA. Cette radio est destinée à des femmes, membres d'associations, d'ONG et de groupes communautaires ainsi que d'autres parties prenantes.

Institut de Dayakologie

France → Indonésie

Période : 1993 →

Initiateur(s) : CCFD – Comité catholique contre la faim et pour le développement

Thème : Création de contenu par le biais des TIC

http://www.ccfid.asso.fr/ewb_pages/p/partenaire_304.php (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

L'institut de Dayakologie a été créé en 1991 pour préserver et perpétuer l'héritage culturel dayak, grâce à des travaux de recherche, des publications, des enregistrements sonores et des programmes d'éducation. Le soutien du CCFD (depuis 1993) consiste à financer des enregistrements sur les traditions orales des Dayaks et à les diffuser, accompagnés des résultats des recherches qui y sont associées.

Women Speak Up Production Center

Brésil

Période : 1990 → 2001

Initiateur(s) : CEMINA – Comunicação Educação e Informação em Gênero

Thème : Création de contenu par le biais des TIC

<http://www.cemina.org.br/english/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le centre concentre toutes les activités pour la production d'émissions de radio. Cela inclut l'élaboration et des émissions quotidiennes en direct, des programmes sur des sujets spécifiques et des campagnes d'éducation. Le programme n'est pas seulement conçu comme une manière de donner la voix aux femmes, mais aussi pour promouvoir des débats sur des thèmes montrant les inégalités sociales actuelles, principalement en termes de genre et droits humains.

Alternatives Radio mit grossem Publikum

Suisse → Tarijeños (Bolivie)

Période : 2001 →

Initiateur(s) : Miva Suisse

Thème : Création de contenu par le biais des TIC

<http://www.miva.ch/pro000.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Création d'une radio alternative à grand public : une voix pour les jeunes, dans le sud de Tarijeños en Bolivie. Cette station FM nommée Radio 101.7 FM a, notamment parmi les jeunes urbains indigènes, une place importante en tant que support d'information.

Fonds francophones des inforoutes

Pays francophones

Période : 1998 →

Initiateur(s) : Organisation internationale de la Francophonie

Thème : Création de contenu par le biais des TIC

<http://inforoutes.francophonie.org/fonds/index.cfm> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le Fonds francophone des inforoutes vise à favoriser l'appropriation et l'usage des TIC par la création de contenus numériques francophones. La mission du Fonds est de promouvoir l'accroissement de l'usage et de la maîtrise des TIC dans les pays du Sud et d'Europe centrale et orientale en soutenant, à la suite d'appels à projets, des initiatives multilatérales de production de contenus et d'applications numériques francophones.

Le Fonds francophone des inforoutes soutient donc de nombreux projets dans divers domaines, plusieurs d'entre eux concernant le domaine de l'ID. Voici le lien vers la liste de tous les projets soutenus : <http://inforoutes.francophonie.org/projets/projets.cfm> (consulté le 12.11.2007).

5 Mise en commun d'expériences et de connaissances

Cette section propose des projets jouant un rôle de plateforme d'échange ou de réseau afin de permettre aux gens de partager leurs connaissances et expériences dans un domaine particulier.

IK – Indigenous Knowledge Program

International

Initiateur(s) : BM – Banque Mondiale

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://go.worldbank.org/CFZJDCEDM0> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le site web du Programme Connaissances Autochtones (IK) pour le Développement offre un point d'accès à différentes sources d'information sur les connaissances autochtones, notamment par le biais de sa base de données sur les connaissances et pratiques indigènes. Celui-ci donne également l'accès à une fiche de présentation pour chaque pays présentant notamment leur état financier.

Ce site web vise à faciliter le dialogue entre communautés locales, ONG, gouvernements, organismes donateurs, société civile et secteur privé. Le but de ce dernier est de faciliter l'intégration des connaissances autochtones aux activités des partenaires du développement et d'optimiser les bénéfices de l'aide au développement, particulièrement celle en faveur des pauvres.

KM4DEV – Knowledge Management for International Development

International

Période : 2000 →

Initiateur(s) : Bellanet

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://www.km4dev.org> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

KM4DEV est une communauté de spécialistes en KM dans le domaine du développement international. Par le biais de son site Internet, cette communauté dispose d'une plateforme pour partager ses différentes pratiques en matière de KM. Il est également possible de s'inscrire à une « mailing list » depuis le site.

WeConnect Nepal

International → Nepal

Période : 2005 →

Initiateur(s) : Bellanet

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

http://home.bellanet.org/activities.php?op=showactivity&act_id=113 (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

WeConnect Nepal est un réseau visant à promouvoir le dialogue et le partage d'informations et de savoirs sur la viabilité des TIC dans le développement afin de développer des capacités pour une utilisation plus efficace des TIC pour les activités de développement. Ce réseau concerne les acteurs suivants : les personnes actives dans le domaine du développement, la communauté des donateurs et les organisations de la société civile d'Asie du Sud.

The Women Radio Network

Brésil

Initiateur(s) : CEMINA – Comunicação Educação e Informação em Gênero

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://www.cemina.org.br/english/> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Cette initiative permet aux femmes de renforcer leur travail et permet l'échange d'expériences dans les ondes radio. Plus de 400 présentatrices, productrices, formatrices et dirigeants locaux, font déjà partie de ce réseau, et le nombre augmente régulièrement. Leurs programmes sont diffusés dans les radios communautaires, dans les établissements d'enseignement et les stations commerciales. CEMINA, en tant que secrétariat exécutif ce réseau, promeut des réunions annuelles, le renforcement des capacités des cours, la distribution de matériel de radio et de la promotion de projets spécifiques.

Colnodo – Asociación Colombiana de Organizaciones no Gubernamentales para la Comunicación Vía Correo Electrónico

Colombie → Amérique latine

Période : 1993 →

Initiateur(s) : Commission européenne

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://www.colnodo.apc.org/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Colnodo a pour principal objectif de faciliter la communication, l'échange d'informations et d'expériences entre les organisations colombiennes locales, nationales et internationales, par le biais des réseaux électroniques peu coûteux en particulier sur des questions telles que les droits de l'homme, l'environnement, l'amélioration de la condition de la femme, de l'habitat et d'autres sujets connexes.

Mandate the Future.org

Suisse → Sri Lanka

Période : 2004 →

Initiateur(s) : DDC – Direction du développement et de la coopération, Worldview International Foundation

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

http://www.deza.ch/ressources/resource_fr_25241.pdf (consulté le 13.11.2007)

Description du projet :

Mandate the Future est une plate-forme Internet spécialisée dans le développement durable. Elle met en particulier l'accent sur les organisations de jeunesse dans le Sud en mettant à leur disposition une plate-forme leur permettant d'échanger des informations, des expériences et des connaissances, tout en se faisant mieux entendre dans la vie publique et politique.

Programa de intercambio

Equateur → Amérique latine

Initiateur(s) : Fundación ChasquiNet

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

http://www.chasquinet.org/chasquin/index.php?inicio=0&mod_id=3&num_registros=3&ultimos_temas=9 (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Le programme d'échange entre télécentres est un projet pilote qui permettra aux télécentres dans la région de partager leurs expériences au profit de la communauté et du mouvement des télécentres. Ces expériences sont partagées en direct ou de manière virtuelle. Ce programme permet également aux gens qui souhaitent créer un télécentre de faire connaître leurs besoins ou les expériences qu'ils souhaitent partager ainsi que de créer une équipe en vue d'élaborer une proposition d'échange. Les meilleures propositions obtiendront le financement nécessaire pour être mises en place.

GKP – Global Knowledge Partnership

Malaysia → International

Période : 1997 →

Initiateur(s) : GKP – Global Knowledge Partnership

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://www.globalknowledge.org> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

GKP est le premier réseau mondial promouvant les TIC ainsi que l'innovation et l'avancement de la connaissance pour le développement. GKP réunit le secteur public, le secteur privé ainsi que la société civile ayant pour but de partager les connaissances et de créer un partenariat. Au travers de ce réseau, il existe la possibilité d'échange d'informations, d'expériences et de ressources pour tirer parti des TIC, améliorer les conditions de vie des personnes concernées, lutter contre la pauvreté et de donner la possibilité aux gens de prendre leur destin dans leurs propres mains.

Les activités et programmes de GKP visent à résoudre des questions de développement dans quatre thèmes stratégiques: l'accès au savoir, l'éducation, la réduction de la pauvreté et la mobilisation des ressources.

TICAD – Tokyo International Conference on Africa Development

Asie → Afrique

Période : 1993 →

Initiateur(s) : Gouvernement japonais, GCA – Global Coalition for Africa, UN-OSAA – United Nations Office of the Special Advisor on Africa, PNUD – Programme des Nations Unies pour le développement, BM – Banque mondiale

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://www.undp.org/ticad2/index.shtml> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

La TICAD est une initiative qui vise à favoriser le développement de l'Afrique à travers l'appropriation et le partenariat. A cet effet, la création d'espaces, de dialogues et d'échanges entre l'Afrique et l'Asie, notamment en utilisant les NTIC et en favorisant le partenariat avec le secteur privé est l'un des moyens envisagés pour y arriver.

Liste des projets : <http://www.undp.org/ticad2/voices.shtml> (consulté le 10.11.2007)

Réseau Latino-Américain de Portails Nationaux d'Éducation

Amérique latine et Caraïbes

Initiateur(s) : ICA - Institut pour la connectivité dans les Amériques

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://www.icamericas.net/index.php?module=htmlpages&func=display&pid=499>

(consulté le 29.10.2007)

Description du projet :

En Amérique latine, la difficulté à trouver du matériel éducatif en espagnol et le coût élevé de sa création restreignent les possibilités de développement dans le domaine de l'éducation. Les TIC permettent un large partage des programmes et des services éducatifs dans la région. Le but de ce projet est donc d'implanter un réseau latino-américain de portails nationaux d'éducation et un répertoire régional de contenu pour des échanges plus vastes et moins coûteux de contenu et de services par les pays participants.

Somos telecentros

Amérique latine et Caraïbes

Période : 1999 →

Initiateur(s) : TAP – Telecenters of the Americas Partnership

Thème : Mise en commun d'expériences et de connaissances

<http://www.tele-centros.org/paginas/inicio.php> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Somos telecentros est un projet visant à améliorer les conditions de vie en Amérique latine et aux Caraïbes en utilisant les TIC. Il s'agit d'un réseau regroupant des organismes sociaux et des initiatives qui partagent les mêmes caractéristiques et qui fonctionnent grâce aux échanges d'informations et de connaissances. C'est également un espace physique de rencontre et de communication.

6 Formation de professionnels en ID

Ce chapitre propose des projets ayant pour but la formation en ID. On trouve tout d'abord des actions visant à former des professionnels en ID. En effet, de nombreux pays du Sud ne disposent pas de formation professionnelle dans le domaine.

Hormiga Nicaragua

Suisse → Nicaragua

Période : 2005 → 2006

Initiateur(s) : E-Changer

Thème : Formation de professionnels en ID

http://www.e-changer.ch/cooperation/Coop10_F.pdf (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Une bibliothécaire suisse, s'est rendue au Nicaragua avec l'association E-changer en tant que coopérante pour former des bibliothécaires à l'Instituto Histórico de Nicaragua y Centroamérica (IHNCA) et pour apporter un appui en renforcement institutionnel afin de dynamiser et rationaliser les procédures de travail.

ITOCA – Information Training and Outreach Centre for Africa

Afrique

Période : 1999 →

Initiateur(s) : ITOCA – Information Training and Outreach Centre for Africa

Thème : Formation de professionnels ID

<http://www.itoca.org/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

ITOCA est une organisation de renforcement des capacités visant à améliorer l'utilité des TIC pour l'Afrique en formant des bibliothécaires, des spécialistes de l'information, des scientifiques, des chercheurs et des étudiants en Afrique subsaharienne. ITOCA travaille à fournir la meilleure formation pour les bibliothécaires en Afrique et l'accès à l'information électronique et la gestion des ressources.

7 Organismes actifs dans la coopération en ID

Dans ce chapitre, sont présentés des organismes spécialisés en ID réalisant des projets de coopération dans ce domaine. Ces organismes sont présentés en général un lien vers leurs projets est proposé. Leurs projets ne sont donc pas tous décrits car ils sont parfois similaires.

Bridges.org

Etats-Unis

Période : 2006 →

Initiateur : Bridges.org

Thème : Organismes actifs dans la coopération en ID

<http://www.bridges.org/> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Bridges.org est une organisation internationale qui a pour mission de promouvoir l'utilisation efficace des TIC dans le monde en développement pour des usages tels que de meilleurs soins de santé, d'éducation et de développement économique. Bridges cherche à apporter une vision concrète des réalités de l'applicabilité des TIC dans le développement socio-économique. Un aspect important de sa stratégie consiste à appliquer les principes de base et les processus d'affaires dans des projets de développement. Cette organisation procède à la technologie de recherche, d'évaluation et d'analyse des politiques pour informer les organisations de la société civile, les gouvernements, les organismes d'aide au développement et la communauté des affaires afin de les aider à améliorer leur façon d'intégrer les TIC dans leurs activités.

Etudes de cas intéressantes :

http://www.bridges.org/case_studies (consulté le 12.11.2007)

Funredes

Amérique latine et France → Amérique latine et Caraïbes

Période : 1993 →

Initiateur(s) : Funredes

Thème : Organisme actif dans la coopération en ID

<http://www.funredes.org/francais/index.php3> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Funredes a pour mission de promouvoir et de faciliter l'utilisation des TIC dans les pays en développement, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes, en collaboration avec les organismes internationaux, les ONG, les Etats, les administrations et institutions concernées, afin de contribuer à leur développement et à l'intégration régionale. Elle offre les services suivants :

- *assistance en réseaux : assistance à des réseaux académiques, scientifiques, à but non lucratif ;*
- *modération de conférences électroniques : animation, modération, traduction et veille de discussions électroniques ;*
- *ressources et contenus informationnels : réalisation, soutien, création et gestion, et hébergement de sites web, bases de données, listes de diffusion, etc. ;*
- *conseil et assistance à des entreprises fournissant des services Internet sur la formation, la structure, l'organisation, le schéma technique, les politiques stratégiques et le soutien ;*
- *service veille technologique : information et références à jour sur les progrès et les nouveautés technologiques ;*
- *cours, ateliers et séminaires sur la sensibilisation, l'initiation et le perfectionnement à l'Internet, son utilisation, ses fonctions et ses impacts ;*
- *élaboration et exécution de projets d'application pour des secteurs professionnels dans le domaine des TIC.*

Liste des projets :

<http://www.funredes.org/francais/proyectos/index.php3> (consulté le 09.11.2007)

ICA – Institut pour la connectivité dans les Amériques

Amérique latine et Caraïbes

Période : 2001 →

Initiateur(s) : ICA – Institut pour la connectivité dans les Amériques

Thème : Organisme actif dans la coopération en ID

<http://www.icamericas.net/index.php?newlang=fra> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

L'ICA a été créé lors du Sommet des Amériques, lorsque les chefs de la région ont reconnu l'importance de promouvoir les TIC pour améliorer le développement social et économique, et se sont engagés à réduire le fossé numérique. L'ICA joue un rôle important dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes en réunissant des intervenants de différents secteurs dans le but de constituer des réseaux stratégiques et de lancer des initiatives novatrices de plus grande envergure dans le domaine de la technologie. L'ICA joue un rôle capital dans la région en facilitant la coordination, la collaboration et la mise en commun d'efforts entre les pays par l'entremise de nombreux projets clés.

Liste des projets :

<http://www.icamericas.net/index.php?module=htmlpages&func=display&pid=358> (consulté le 10.11.2007)

ALP – Action for Development through Libraries Programme

International

Période : 1984 →

Initiateur(s) : IFLA – International Federation of libraries Associations and Institutions

Thème : Organisme actif dans la coopération en ID

<http://www.ifla.org/VI/1/alp.htm> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

La mission de l'ALP est de promouvoir la profession de la bibliothèque, les bibliothèques et des services d'information dans les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Océanie et en Amérique latine et dans les Caraïbes. Les objectifs sont de :

- *contribuer à la formation continue et la formation ;*
- *faciliter la création de nouvelles associations de bibliothèques et la mise en œuvre des Lignes directrices de l'IFLA sur la gestion des associations de bibliothèques ;*
- *promouvoir la fonction des bibliothèques : les services au grand public, maîtrise de l'information et l'apprentissage,*
- *lutter contre l'analphabétisme ;*
- *promouvoir l'utilisation des TIC et la création de ressources électroniques*
- *accroître les activités d'édition et de diffusion de l'information aux communautés, avec une attention particulière aux groupes marginalisés.*

L'ALP soutient de nombreux projets tel que : Enseignement à distance en bibliothéconomie et en science de l'information en Asie et en Océanie ; Rendre fonctionnelle l'Association des bibliothèques nationales de l'Afrique de l'Ouest ou encore stages en services de bibliothèque publique pour les bibliothécaires d'Amérique latine.

Liste des projets :

<http://www.ifla.org/VI/1/alp.htm#Projects> (consulté le 09.11.2007)

CIPACO – Centre sur les politiques internationales des TIC pour l'Afrique Centrale et de l'Ouest

Afrique du centre et de l'ouest

Période : 2005 →

Initiateur(s) : IPAO - Institut Panos Afrique de l'Ouest

Thème : Organismes actifs dans la coopération en ID

<http://www.cipaco.org/> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le CIPACO est mis en place par l'IPAO, une ONG africaine dont l'objectif est de promouvoir une culture de la démocratie, de la citoyenneté et de la paix, à travers l'information et la communication. Il a pour but de renforcer les capacités des acteurs en Afrique de l'Ouest et du Centre, pour une meilleure participation à la prise de décisions en matière de TIC.

Cinq types d'activités sont mises en œuvre : animation d'un système d'information, réalisation d'études et d'analyses, organisation de débats électroniques, appui à la participation à des réunions internationales clés et collaboration avec les autres initiatives spécialisées sur les politiques des TIC.

Mosaïque du Monde

France → International

Période : 1998 →

Initiateur(s) : OIF – Organisation internationale de la Francophonie

Thème : Organisme actif dans la coopération en ID

<http://www.mosaiquedumonde.org/mom/sommaire.php3> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Mosaïque du Monde est une association française. Elle crée des points d'accès Internet dans des pays francophones au Sud. Elle fournit les solutions techniques et matérielles, forme les enseignants à l'utilisation de l'informatique, leur apprend à intégrer l'outil Internet et le multimédia dans la démarche pédagogique.

Liste des projets :

http://www.mosaiquedumonde.org/mom/rubrique.php3?id_rubrique=2 (consulté le 09.11.2007)

IPAO – Institut Panos, Afrique de l'Ouest

Afrique

Période : 2000 →

Initiateur(s) : Programme Afrique de l'Ouest

Thème : Organisme actif dans la coopération en ID

<http://www.panos-ao.org/> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

L'IPAO est une organisation internationale non gouvernementale, indépendante et laïque. L'IPAO œuvre, par l'information et la communication, à la construction d'une culture de la démocratie, de la citoyenneté et de la paix. Pour cela, l'IPAO vise à :

- ouvrir et consolider les espaces publics de débats sur la communication et y accroître le rôle de la société civile ;
- contribuer à la structuration du secteur des médias ;
- produire et diffuser une information pertinente et de qualité, génératrice d'une culture de la démocratie, de la citoyenneté et de la paix ;
- renforcer la construction et l'innovation institutionnelles ainsi que les synergies au niveau régional et interrégional.

Liste des projets :

<http://www.panos-ao.org/spip.php?article3037> (consulté le 10.11.2007)

Portail Webworld

International

Initiateur(s) : UNESCO – United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation

Thème : Organismes actifs dans la coopération en ID

www.unesco.org/webworld (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le secteur « Communication et information » de l'UNESCO a pour mission d'autonomiser les populations via la libre circulation des idées par le mot et par l'image, et par l'accès à l'information et au savoir.

Les trois principaux objectifs des programmes de ce secteur sont les suivants : promouvoir la libre circulation des idées et l'accès universel à l'information, promouvoir l'expression du pluralisme et de la diversité culturelle dans les médias et dans les réseaux mondiaux d'information et promouvoir l'accès universel aux TIC.

En plus de son programme régulier, le secteur met en œuvre de nombreux projets de dimensions interrégionale, régionale ou nationale en Afrique, en Asie, dans les Etats arabes, dans le Pacifique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Liste des projets :

http://portal.unesco.org/ci/en/ev.php-URL_ID=1295&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html (consulté le 12.11.2007)

8 Autres organismes d'intérêt pour la thématique

Ce chapitre contient des liens vers des portails, des plates-formes ou des sites d'organismes oeuvrant dans le domaine de l'information et de la communication et en lien avec la coopération au développement. Ces organismes ne mènent pas directement de projet mais sont actifs dans la coopération par l'édiction de politique et la fourniture d'information visant à améliorer et à faciliter les actions menées en coopération internationale.

APC – Association for Progressive Communications

International

Initiateur(s) : APC – Association for Progressive Communications

Thème : Organisme d'intérêt pour la thématique

<http://www.apc.org/english/index.shtml> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

L'APC est un réseau mondial d'ONG dont la mission est de renforcer les capacités et de soutenir les organisations, les mouvements sociaux et les individus dans et à travers l'utilisation des TIC. Le but d'APC est de construire des communautés et des initiatives stratégiques en vue de contribuer à un développement humain équitable, à la justice sociale, à la participation politique et à la viabilité écologique. On trouve sur ce site de nombreux services : actualité au sujet des TIC, forum, blog ainsi que la description de nombreux projets utilisant les TIC.

Programme CIPESA – Collaboration on International ICT Policy for IST and Southern Africa

USA → International

Initiateur(s) : Bridges.org

Thème : Autre organisme d'intérêt pour la thématique

<http://www.cipesa.org/about> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le programme CIPESA est une initiative visant à aider les acteurs africains à mieux comprendre le processus d'élaboration des politiques qui les concernent, en particulier dans le domaine des TIC et du développement. L'utilisation des TIC pour réduire la pauvreté est un des sujets d'intérêt principal de cette initiative.

@LIS – Alliance pour la société de l'information

Europe → Amérique latine

Période : 2001 →

Initiateur(s) : Commission européenne

Thème : Autres organismes d'intérêt pour la thématique

http://ec.europa.eu/europeaid/projects/alisis/index_fr.htm (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

@LIS est un programme de coopération de la Commission européenne qui vise à renforcer le partenariat entre l'Union européenne et l'Amérique latine dans le domaine de la société de l'information. Le programme a pour ambition de répondre aux besoins des communautés locales, de stimuler le dialogue en matière de politiques et de régulation et d'augmenter la capacité d'interconnexion entre communautés de chercheurs des deux régions. Il vise également à mettre en œuvre des applications innovantes pouvant être répliquées telles que des programmes informatiques, l'installation de matériel, la mise en place de réseaux, etc.

CRDI – Centre de recherche pour le développement international

International

Période : 1970 →

Initiateur(s) : Parlement du Canada

Thème : Organisme d'intérêt pour la thématique

http://www.idrc.ca/fr/ev-43441-201-1-DO_TOPIC.html (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le CRDI est une société d'Etat créée par le Parlement du Canada en 1970 pour aider les pays en développement à se servir de la science et de la technologie pour trouver des solutions viables aux problèmes sociaux, économiques et environnementaux auxquels ils font face. L'appui du CRDI sert en particulier à consolider les capacités de recherche locales afin d'appuyer les politiques et les technologies susceptibles de contribuer à l'édification, dans les pays du Sud, de sociétés en meilleure santé, plus équitables et plus prospères. Parmi d'autres activités, le CRDI s'efforce d'accroître le rôle de l'information dans le développement. Ce projet a d'abord mis l'accent sur la conception de bases de données et de systèmes d'information, puis s'est concentré sur le pouvoir de transformation des TIC.

SMSI – Sommet mondial sur la société de l'information

International

Initiateur(s) : ONU – Organisation des Nations Unies

Thème : Autre organisme d'intérêt pour la thématique

<http://www.itu.int/wsis/index-fr.html> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Le SMSI s'est déroulé en deux phases. La première, qui a eu lieu à Genève en 2003, avait pour objectif de prendre des mesures concrètes pour poser les bases d'une société de l'information accessible à tous, tout en tenant pleinement compte des différents intérêts en jeu. La seconde phase a eu lieu en 2005 à Tunis et avait pour but de mettre en œuvre le plan d'action de Genève, d'aboutir à des solutions et de parvenir à des accords sur la gouvernance de l'Internet, les mécanismes de financement, et le suivi et la mise en œuvre des documents de Genève et Tunis.

UIT – Union internationale des télécommunications

International

Période : 1934 →

Initiateur(s) : ONU – Organisation des Nations Unies

Thème : Autre organisme d'intérêt pour la thématique

<http://www.itu.int/net/home/index-fr.aspx> (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

L'UIT est l'institution spécialisée des Nations Unies pour les TIC. Pôle de convergence mondial où se retrouvent pouvoirs publics et secteur privé, l'UIT aide le monde à communiquer, et ce dans trois secteurs fondamentaux : les radiocommunications, la normalisation et le développement. L'UIT, qui est aussi l'organisatrice des manifestations TELECOM, fut la principale responsable de l'organisation du SMSI.

ICT4D

Angleterre

Initiateur(s) : Royal Holloway

Thème : Autre organisme d'intérêt pour la thématique

<http://www.ict4d.org.uk/> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

L'ICT4D est un collectif de l'université Royal d'Holloway à Londres. Celui-ci entreprend des activités relatives à la position appropriée et l'utilisation durable des TIC pour le développement. De plus, le collectif ICT4D participe à de nombreuses recherches relatives à l'utilisation des TIC pour le développement. Il s'appuie principalement sur l'expertise du département de géographie à la Royal Holloway mais aussi d'autres départements notamment le Computer Science Department, de l'Ecole de gestion, et le centre informatique. Sur le site Internet de ce collectif on trouve de nombreux liens vers des sites concernant les TIC et l'information.

UNESCO – United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation et SMSI – Sommet mondial sur la société de l'information

International

Thème : Autre organisme d'intérêt pour la thématique

[http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-](http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=1543&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html)

[URL_ID=1543&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html](http://portal.unesco.org/ci/fr/ev.php-URL_ID=1543&URL_DO=DO_TOPIC&URL_SECTION=201.html) (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

L'UNESCO, dont une des principales missions est de promouvoir le libre échange des idées et du savoir, a un rôle fondamental dans la préparation du SMSI. L'UNESCO met en valeur les dimensions éthiques, juridiques et socioculturelles de la société de l'Information. Elle souligne également les opportunités que les TIC offrent à tout individu. L'UNESCO encourage la plus large participation possible à la préparation de cet événement, qu'il s'agisse des décideurs politiques, des communautés professionnelles, des représentants de la société civile, des partenaires bilatéraux ou multilatéraux ou encore du secteur privé.

9 Utile pour l'antenne de référence de la HEG

Les liens fournis dans ce chapitre mènent à des sites d'information ou des portails au sujet de la coopération au développement en général. Ainsi, cette section présente des informations générales au sujet de la coopération internationale, des informations concernant la coopération en Suisse ainsi que des informations permettant d'établir un état des lieux de la situation de l'ID dans le domaine de la coopération au développement.

9.1 Informations au sujet de la coopération internationale

ASAH – Association au service de l'action humanitaire

France

Thème : Informations au sujet de la coopération internationale

<http://www.collectif-asah.org/> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Ce portail de la solidarité humanitaire a pour but de favoriser les échanges et le travail des associations humanitaires. On y trouve de nombreuses adresses d'ONG, de services de bénévoles, des info-pays, des dossiers thématiques sur le thème de l'humanitaire.

developmentdotcom

Suisse

Période : 2003 →

Initiateur(s) : IUED – Institut universitaire d'études du développement

Thème : Informations au sujet de la coopération internationale

<http://www.unige.ch/iued/wsis/DEVDOT/01159.HTM> (consulté le 09.11.2007)

Description du projet :

Le site developmentdotcom regroupe de nombreux documents ainsi qu'un répertoire de sites très fournis concernant la coopération internationale. Il comporte également des sections telles que :

- *une section présentant les points de vue et les activités suisses dans le domaine de la coopération internationale et les nouvelles technologies de l'information et de la communication ;*
- *une base de données documentaire multilingue sur la société de l'information, la coopération internationale et les usages sociaux des technologies de l'information et de la communication ;*
- *une description et des liens vers les sites sur la société de l'information, la coopération internationale et les usages sociaux des technologies de l'information et de la communication ;*
- *des vidéos, photos et cartes sur la société de l'information, la coopération internationale et les usages sociaux des technologies de l'information et de la communication.*

DGF – Development Gateway Foundation

Etats-Unis

Thème : Informations au sujet de la coopération internationale

<http://home.developmentgateway.org/> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Ce site est un réservoir important de ressources sur le développement et la réduction de la pauvreté. De nombreuses thématiques sont abordées telles que la culture, le développement urbain, l'e-enseignement, les genres, la globalisation, la microfinance, les TIC, la sécurité alimentaire, etc. Les "Profils des pays" donnent accès à de nombreuses ressources (publications, rapports, projets de développement, etc.) tandis que le lien "Portails pays" pointe vers des portails externes. Le répertoire Aida liste plus de 500'000 projets d'aide d'organisations diverses.

Euforic – Forum européen de coopération internationale

International

Période : 1995 →

Thème : Informations au sujet de la coopération internationale

<http://www.euforic.org> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Depuis 1995, Euforic se veut une ressource d'information et de communication ouverte et qualifiée, destinée aux professionnels et institutions dans les domaines de la coopération internationale et du développement. Celle-ci contribue à des modalités de coopération internationale et de développement plus informées, équitables et efficaces.

Le site web propose des informations sous plusieurs formes et en différentes langues. Des milliers de documents sont disponibles en version intégrale. D'autres informations, telles qu'un calendrier des manifestations, des répertoires, des dossiers pays et des discussions, sont également proposées par ce site web.

Forum Mondial de la Société Civile

International

Initiateur(s) : Nations Unies

Thème : Informations au sujet de la coopération internationale

<http://www.worldcivilsociety.org> (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

Le Forum Mondial de la Société Civile a pour but de rapprocher les différents domaines d'activités de la scène internationale (environnement, santé, droits de l'Homme, humanitaire, éducation, paix, sécurité, technologies de l'information, etc.). Le but de ce dernier est de renforcer la coopération internationale.

Ses objectifs sont de :

- *faciliter la coopération des organisations de la société civile avec l'ensemble du système des Nations Unies, y compris les agences spécialisées et les autres organisations internationales ;*
- *promouvoir la coopération entre les organisations de la société civile des différentes régions du monde et des divers domaines d'activité, notamment celles des pays en développement et les peuples autochtones ;*
- *ouvrir un espace de dialogue sur les relations entre les différents acteurs de la scène internationale, tels que les organisations de la société civile, les organisations internationales, les autorités publiques et le secteur privé ;*
- *envisager la création d'un Forum permanent permettant de renforcer la coopération entre la société civile et les organisations internationales.*

Tribune d'information

Suisse

Initiateur(s) : Mandat international

Thème : Informations au sujet de la coopération internationale

<http://www.ngo-info.org/> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

La Tribune d'information est une plate-forme de rencontre, de dialogue et d'information ouverte à l'ensemble des organisations intéressées par la coopération internationale. Elle a pour but de faciliter la coopération entre les organisations des différentes régions du monde et des différents domaines d'activité. Elle permet de diffuser et rechercher des informations, de présenter les organisations et faire connaître leurs activités, de créer des liens avec d'autres organisations, de lancer des appels pour des partenaires ou des soutiens, d'ouvrir et gérer des forums de discussion et de diffuser des déclarations faites dans des conférences internationales.

9.2 Informations au sujet de la coopération suisse

Association AVEC : centre d'appui à la vie associative

Suisse → International

Période : 1988 →

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

www.benevolat.ch (consulté le 12.11.2007)

Description du projet :

AVEC est un centre d'appui à la vie associative qui a pour but d'apporter différentes informations au sujet de la vie associative et du bénévolat. L'association offre des outils et des méthodes d'organisation pour créer et gérer une association, des ressources et des références sur la vie associative et le bénévolat.

Elle offre également des renseignements d'ordre général et spécifique sur le bénévolat, la vie associative, les groupes d'entraide, de la documentation sur la vie associative et le bénévolat. Elle offre, en outre, des consultations, des conseils pour la création et la gestion d'une association et des formations sur la dynamique associative et autres questions auxquelles sont confrontées les associations.

L'association AVEC gère, de plus, une base de données comprenant quelques 5'000 adresses organisées par domaines d'intervention, type d'organisations et bénéficiaires.

cinfo

Suisse → International

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

<http://www.cinfo.ch> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

cinfo est l'organe exécutif d'une fondation, créée en 1990, dont font partie la plupart des organisations suisses disposant de possibilités d'engagement dans la coopération internationale à l'étranger. cinfo informe et conseille les personnes qui souhaitent connaître les possibilités de travail dans la coopération internationale, ou qui souhaitent contribuer à une amélioration des relations avec les pays du Sud et de l'Est. cinfo offre également conseils et formation aux personnes qui se préparent à partir en affectation à l'étranger ou qui reviennent d'un engagement. Par ailleurs, cinfo offre des prestations aux organisations de la coopération internationale en relation avec des affectations en Suisse ou à l'étranger.

E-Changer

Suisse → Amérique latine et Afrique

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

<http://www.e-changer.ch/> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

E-Changer, anciennement Frères sans frontières est une association non lucrative à but social. Elle est reconnue d'utilité publique depuis plus de 40 ans. Elle comprend deux volets essentiels : l'envoi et l'encadrement de coopérants volontaires dans les pays du Sud et la sensibilisation du public suisse aux relations Nord-Sud. Sur son site sont référencés de nombreux projets menés depuis la Suisse dans différents domaines d'activité.

Eldis

Suisse

Initiateur(s) : IDS – Institute of development studies

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

<http://www.eldis.org/go/topics/resource-guides/ict-for-development> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Eldis est un site web construit comme une plate-forme rassemblant des informations sur le développement. A ce titre, elle fournit de nombreuses descriptions et liens vers des sources d'informations électroniques, incluant des sites web, des bases de données, des catalogues de bibliothèques, des bibliographies, des listes de discussion et des informations sur des projets de recherche. Quand il n'existe pas de lien Internet, Eldis fournit des informations sur la disponibilité des bases de données et des cd-rom dans les institutions traitant du développement. Eldis inclut aussi la présentation des données statistiques, géographiques, économiques et politiques sur la plupart des pays du monde. On y trouve notamment de nombreux liens et informations ayant trait aux TIC.

FEDEVACO – Fédération vaudoise de coopération

Vaud (Suisse)

Période : 1989 →

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

www.fedevaco.ch/ (consulté le 15.11.2007)

Description du projet :

Créée en 1989, la FEDEVACO regroupe aujourd'hui 36 ONG d'aide au développement ayant leur siège ou des activités dans le canton de Vaud. Agir, coordonner, fédérer mais aussi informer le public vaudois des enjeux de la coopération au développement sont les quatre piliers de l'action de la FEDEVACO.

FENECO – Fédération neuchâteloise de coopération

Neuchâtel (Suisse)

Période : 2006 →

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

www.feneco.ch/ (consulté le 15.11.2007)

Description du projet :

La FENECO est une association à but non lucratif visant à regrouper les ONG du canton de Neuchâtel. Créée en 2006, la FENECO rassemble actuellement six associations et fondations actives dans le domaine de la coopération au développement. Plateforme d'échanges et de partages d'expériences, elle doit permettre d'améliorer la qualité et l'impact des projets de ses organisations membres sur le terrain. Grâce à des actions d'information coordonnées, la FENECO veut également sensibiliser d'avantage la population et les pouvoirs publics du canton aux problèmes de déséquilibres Nord-Sud.

FJCD – Fédération jurassienne de coopération au développement

Jura (Suisse)

Période : 1994 →

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

<http://www.fjcd.ch> (consulté le 15.11.2007)

Description du projet :

Le Jura et le Jura bernois comptent bon nombre d'associations, de sociétés, de groupements ou d'ONG qui se consacrent à l'aide au développement de pays du Sud ou de l'Europe de l'Est ou encore qui œuvrent, au plan régional ou national, auprès de personnes défavorisées ou en rupture sociale. La FJCD est née en 1994 pour rassembler ces organisations et réaliser des activités communes. Elle entend favoriser les échanges et la solidarité entre ses membres et participer à l'information sur les problèmes d'entraide et de développement. La FJCD offre également son expertise dans l'appréciation de la qualité des projets et la formation des membres des associations.

FOSIT – Fédération des ONG de la Suisse italienne

Suisse

Période : 1999 →

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

<http://www.fosit.ch> (consulté le 15.11.2007)

Description du projet :

En Suisse, il existe de nombreuses ONG qui soutiennent des projets de développement en Afrique, en Asie, en Amérique latine et dans les pays d'Europe de l'Est. Ces ONG participent à la sensibilisation de la population au sort des pays du Sud du monde. Des principes tels que la justice sociale, l'équité, le respect des droits humains et de la coopération mutuelle, unissent sous le toit de la FOSIT, plus de 60 ONG. Les buts de la FOSIT sont de :

- *faciliter l'échange d'informations et d'expériences entre ses membres, la coordination entre les opérateurs ;*
- *faciliter l'information et la sensibilisation du public et des autorités civiles en ce qui concerne la coopération au développement ;*
- *promouvoir la formation professionnelle et fournir des conseils aux personnes actives dans la coopération au développement ;*
- *promouvoir la qualité institutionnelle et opérationnelle des ONG et soutenir financièrement certains projets.*

Fribourg-Solidaire

Fribourg (Suisse)

Période : 2003 →

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

www.fribourg-solidaire.ch (consulté le 15.11.2007)

Description du projet :

Fondée en 2003, Fribourg-Solidaire est une fédération d'ONG actives en faveur de la solidarité internationale et installées dans le canton de Fribourg. Plate-forme d'échanges et de concertation entre les organisations membres, Fribourg-Solidaire vise à promouvoir des projets d'aide au développement concrets et de qualité en suscitant l'intérêt tant des pouvoirs publics que du secteur associatif ou privé. Fribourg Solidaire prône une coopération internationale basée sur la justice sociale, le respect des droits humains et de l'environnement.

Humanitaires

Suisse

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

<http://www.humanitaire.ws/index2.php> (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Le but de ce site est de :

- regrouper un maximum d'informations sur le thème de l'humanitaire, l'aide d'urgence et la coopération au développement ;
- publier l'essentiel de l'information de plusieurs grandes ONG, selon leurs propres attentes ;
- donner la possibilité à de petites ONG de se faire connaître ;
- générer un débat auprès des lecteurs qui peuvent à tout moment interagir sur le forum du site ;
- créer un outil de communication performant reliant différentes ONG ;
- être interactif et proposer aux internautes de réagir sur un forum aménagé à cet effet ;
- donner de la visibilité à un maximum d'ONG existant à Genève, voire en Suisse, tout en privilégiant tous les autres contacts dans le monde ;
- favoriser un travail en réseau que ce soit pour les particuliers ou pour les ONG.

UNITE

Suisse

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

http://www.unite-ch.org/fs_portrait_f.htm (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

UNITE est la plate-forme suisse pour l'échange de personnes dans la coopération internationale. Il s'agit d'un regroupement de plusieurs institutions privées suisses qui ont pour principal objectif d'établir et de renforcer des liens d'appui et de solidarité avec les populations des pays défavorisés du Sud. Les institutions d'UNITE travaillent en collaboration avec des organisations partenaires dans les pays du Sud. En Suisse, elles effectuent une tâche de formation des personnes désirant s'engager dans la coopération, ainsi qu'une activité de sensibilisation du public aux questions qui touchent les relations entre le Nord et le Sud.

Valais solidaire

Valais (Suisse)

Période : 2000 →

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

<http://www.valaissolidaire.ch/> (consulté le 15.11.2007)

Description du projet :

Valais solidaire est la Fédération valaisanne des ONG de coopération. Son but est de soutenir des projets de développement socialement équitables, culturellement respectueux, écologiquement renouvelables, économiquement efficaces, politiquement responsables. De plus, cette fédération vise à informer le public et les bailleurs de fond sur les actions entreprises, les relations Nord-Sud et le développement durable ainsi que de favoriser les échanges entre les ONG membres.

ZEWO

Suisse

Thème : Informations au sujet de la coopération suisse

http://www.zewo.ch/version_f/label/l_index.html (consulté le 29.10.2007)

Description du projet :

La fondation ZEWO est le service spécialisé suisse des organisations d'utilité publique collectant des dons. Son but est d'assurer la transparence et la loyauté sur le marché des dons en Suisse. Elle audite les organisations d'utilité publique et vérifie qu'elles utilisent les dons de manière consciencieuse. Elle accorde un label de qualité à celles qui respectent ses exigences. De plus, elle fournit des informations d'actualité et des renseignements importants au sujet des dons.

9.3 Etat des lieux

Libraries Success Stories Database

International

Initiateur(s) : IFLA – International Federation of Library Associations and Institutions

Thème : Etat des lieux

<http://fmp-web.unil.ch/IFLA/> (consulté le 08.11.2007)

Description du projet :

Cette base de données montre les apports des bibliothèques à la société dans son ensemble et partout dans le monde.

OSILAC – Observatoire pour la Société de l'Information en Amérique Latine et aux Caraïbes

Amérique latine et Caraïbes

Période : 2003 →

Initiateur(s) : ICA - Institut pour la connectivité dans les Amériques

Thème : Etat des lieux

http://www.icamericas.net/Map/mapa/mapa_fre.html (consulté le 10.11.2007)

Description du projet :

Ce projet a pour objectif de fournir des données statistiques sûres sur les progrès de la société de l'information aux Amériques. Il s'agit d'une carte interactive de connectivité permettant de visualiser le développement des TIC dans la région depuis dix ans. Il y a également d'autres fonctions qui permettent de faire une comparaison de l'évolution des TIC dans différents pays ou encore de comparer des moyennes.

Répertoire recensant les bibliothèques et centres de documentations francophones

Pays francophones

Initiateur(s) : OIF – Organisation Internationale de la Francophonie,
BiblioDoc.Francophonie.org

Thème : Etat des lieux

http://bibliodoc.francophonie.org/rubrique.php3?id_rubrique=8 (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Ce répertoire, réalisé par BiblioDoc.Francophonie.org, recense les bibliothèques et centres de documentation existant dans les pays francophones.

Répertoire recensant les associations professionnelles en ID francophones

Pays francophones

Initiateur(s) : OIF – Organisation Internationale de la Francophonie,
BiblioDoc.Francophonie.org

Thème : Etat des lieux

http://bibliodoc.francophonie.org/rubrique.php3?id_rubrique=9 (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Ce répertoire, réalisé par BiblioDoc.Francophonie.org, recense les associations professionnelles en ID se trouvant dans les pays francophones.

Répertoire recensant les formations professionnelles en ID francophones

Pays francophones

Initiateur(s) : OIF – Organisation Internationale de la Francophonie,
BiblioDoc.Francophonie.org

Thème : Etat des lieux

http://bibliodoc.francophonie.org/rubrique.php3?id_rubrique=10 (consulté le 11.11.2007)

Description du projet :

Ce répertoire, réalisé par BiblioDoc.Francophonie.org, recense les formations professionnelles en ID existant dans les pays francophones.

Soutenir la coopération au développement en information documentaire :

**Dossier pour la création d'une antenne de référence à la HEG
dans le domaine de la coopération en information
documentaire**

par :

Sabine EBINER

Evelyne GONZALEZ

Stéphanie PERROUD

Céline ZUBER

**Genève, le 16 novembre 2007
Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)
Filière information documentaire**

Table des matières

Liste des abréviations	189
Convention	189
1. Introduction	190
2. Public	191
2.1 Public-cible	191
2.2 Besoins du public	191
3. Services proposés par l'antenne.....	192
3.1 Plateforme d'échange, réseau	192
3.2 Conseils pratiques	193
3.3 Etat des lieux	193
3.4 Valorisation de la coopération en ID	194
3.5 Aperçu des services de l'antenne de référence	195
4. Mode de fonctionnement	196
4.1 Accessibilité	196
4.1.1 Site Internet.....	197
4.2 Personnel.....	197
4.3 Horaires.....	197
5. Partenariats	199
5.1 Personnes ressources.....	199
5.2 Institutions reconnues.....	200
5.3 Organismes similaires	200
5.4 Associations professionnelles	201
6. Sources de financement potentielles.....	202
7. Conclusion	203

Liste des abréviations

ALP	<i>Action for Development through Libraries Program</i>
DDC	Direction du développement et de la coopération
FAQ.....	Foire aux questions
FGC	Fédération genevoise de coopération
HEG	Haute école de gestion
HES.....	Haute école spécialisée
HES-SO	Haute école spécialisée de Suisse occidentale
ID	Information documentaire
IFLA	<i>International Federation of Library Associations and Institutions</i>
ONG	Organisation non gouvernementale
SID	Service d'information documentaire
SLIR	<i>Swiss Librarians for International Relations</i>
SMSI	Sommet mondial sur la société de l'information

Convention

Pour des raisons pratiques, nous décidons de ne pas accorder le genre des noms désignant des groupes de personnes ou des corps de métiers. Nous utilisons chaque fois la forme masculine du genre.

1. Introduction

Depuis plusieurs années, de nombreuses actions de coopération dans le cadre de l'information documentaire (ID) sont menées depuis la Suisse, notamment envers des pays d'Afrique et d'Amérique du Sud. Ces projets sont très variés et vont de la création de bibliothèques ou de centres de documentation à la formation de professionnels en ID, en passant par la formation à l'utilisation des ordinateurs et la fourniture d'accès à Internet. Toutes ces initiatives ont un point commun : elles visent à offrir l'accès à l'information sous ses formes les plus diverses au plus grand nombre. Cependant, toutes ces actions ne sont que peu ou pas coordonnées entre elles. De plus, elles sont menées soit par des institutions plus ou moins reconnues, soit par des individus sur leur propre initiative.

A l'occasion du Sommet mondial pour la société de l'information (SMSI), les professionnels de l'information ont pris conscience de l'absence de coordination entre les différents projets de coopération en ID et des conséquences que celle-ci entraîne : lenteur des démarches, erreurs répétées, etc. C'est dans le but d'améliorer cette situation que l'association *Swiss Librarians for International Relations* (SLIR) a élaboré le sujet de notre travail de diplôme. Nous avons donc été mandatées pour valoriser et renforcer les actions de coopération internationale dans le domaine de l'ID. Dans ce but, nous avons étudié la possibilité de créer une antenne de référence dans ce domaine à la Haute école de gestion (HEG).

Ce document présente l'antenne de référence que nous proposons de créer à la HEG dans le domaine de la coopération en ID : son public, les services qu'elle proposera, son mode de fonctionnement, les partenariats qu'elle créera, ainsi que son financement.

Par ce document, nous souhaitons convaincre la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO) de l'utilité et de la nécessité d'une antenne de référence dans le domaine de la coopération en ID à la HEG afin de l'amener à soutenir sa création et à assurer son financement.

2. Public

2.1 Public-cible

L'antenne de référence de la HEG s'adressera à des personnes désirant réaliser des projets de coopération en ID. Celles-ci pourront être des professionnelles de l'ID ou non, des personnes seules, des associations ou des organisations non gouvernementales (ONG). Le public-cible ne sera pas limité à la Suisse mais pourra, dans certains cas, également provenir de ses pays limitrophes : Allemagne, Autriche, France, Italie et Liechtenstein.

2.2 Besoins du public

Il est important de bien cibler les attentes du public afin que l'antenne de référence soit utile. Dans ce but, nous avons effectué une analyse des besoins en réalisant un certain nombre d'entretiens avec des personnes correspondant au profil du public-cible : des personnes et institutions ayant réalisé ou réalisant des projets de coopération en ID.

Le principal besoin exprimé par les personnes concernées était de disposer d'une institution de référence à qui s'adresser pour obtenir des informations validées dans le domaine de la coopération en ID. En effet, la majorité des personnes interrogées nous ont expliqué avoir débuté leur projet sans s'être renseignées au préalable car elles n'avaient pas identifié de personnes ou d'organisations pouvant leur fournir des informations utiles concernant la réalisation d'actions de coopération en ID.

3. Services proposés par l'antenne

Afin de mieux cerner les services que fournira l'antenne de référence de la HEG, nous nous sommes basées sur les entretiens que nous avons effectués, sur la littérature professionnelle, ainsi que sur l'analyse des institutions similaires que nous avons identifiées durant nos recherches. Nous avons ainsi pu évaluer les types de services qui sont en général fournis et attendus de la part du public dans le cadre d'un service de référence. Puis, nous avons mené une réflexion afin de déterminer lesquels de ces services seraient pertinents dans le cadre de l'antenne de référence à la HEG. Voici les différents services que l'antenne de référence fournira :

3.1 Plateforme d'échange, réseau

L'utilité principale d'une telle antenne, reconnue par tous, est le fait de jouer le rôle de plateforme d'échange fonctionnant comme un réseau et proposant une liste de contacts. En effet, le but n'est pas que l'antenne de référence possède d'énormes bases de données contenant les réponses à toutes les questions qui pourraient lui être adressées. Le mode de fonctionnement de cette antenne reposera au contraire sur la mise en relation des gens qui ont la volonté de réaliser un projet avec ceux qui ont l'expérience et les connaissances nécessaires.

L'antenne de référence jouera également un rôle de coordination important. En effet, bien que le nombre de personnes actives dans ce domaine soit limité, aucune de celles que nous avons rencontrées ne nous a signalé avoir réalisé de projet en partenariat avec d'autres personnes ou organisations. Les divers témoignages que nous avons recueillis démontrent que, si une collaboration et une coordination existaient entre les différents acteurs de la coopération en ID, de nombreux problèmes pourraient être évités et de nombreux points améliorés (projets menés à double, partage de certains coûts, mise en commun d'expériences et de connaissances, échange de contacts, poids politique plus important, etc.). Dans ce but, l'antenne de référence fournira un état des lieux des projets réalisés et en cours dans les pays du Sud (c.f. chapitre 3.3 « Etat des lieux »), mettra en contact des personnes réalisant des projets similaires grâce à son réseau de contact et créera des liens entre les différentes parties prenantes des projets de coopération en ID au travers de son site Internet et plus particulièrement de son forum.

Elle pourra également agir comme une agence de placement, en publiant des offres d'emploi spécialisées dans la coopération en ID. C'est dans ce cadre que le public pourra provenir des pays limitrophes.

L'antenne de référence de la HEG, de par sa situation au sein d'une haute école, pourra également permettre aux étudiants le désirant d'effectuer des stages ou des échanges avec des pays du Sud. Ces échanges se feront également dans le sens Sud-Nord et permettront à chacune des parties de bénéficier de l'expérience de l'autre dans le domaine de l'ID.

3.2 Conseils pratiques

Durant nos entretiens, nous nous sommes rendu compte qu'il existait une forte demande concernant la fourniture de conseils pratiques. En effet, les personnes que nous avons rencontrées souhaitant partir en mission au Sud n'étaient pas forcément conscientes de tous les types de problèmes auxquels elles risquaient d'être confrontées. Il leur manquait souvent des informations qui leur auraient permis d'éviter des ennuis et qui semblaient évidentes une fois sur place, mais qu'elles n'avaient pas pu obtenir avant leur départ. L'antenne fournira donc des conseils sur divers domaines tels que la mise en place de centres d'information (normes, budgets, que faut-il dans le service d'information documentaire (SID) ? Qu'est-ce que cela implique ? Etc.) ou encore une aide pour les non-professionnels qui souhaitent réaliser un projet en ID. De plus, une partie des conseils portera sur le financement des projets avec des informations telles qu'une liste actualisée de bailleurs de fonds potentiels, des conseils pour effectuer des demandes de financement, etc.

3.3 Etat des lieux

Afin d'améliorer la coordination entre les projets réalisés, l'antenne de référence fournira un état des lieux des projets de coopération en ID. Pour ce faire, elle recensera de manière aussi exhaustive que possible les projets existants dans ce domaine. Pour obtenir un meilleur aperçu des actions réalisées et donc éviter les doublons et favoriser les collaborations, les projets en cours ou ayant déjà eu lieu seront cartographiés, c'est-à-dire qu'ils seront représentés par région et par domaine.

L'antenne de référence proposera également un état des lieux concernant le statut du domaine de l'ID dans les pays du Sud (existe-t-il une formation et/ou des associations professionnelles, y a-t-il déjà beaucoup de SID dans la région, etc. ?). De cette manière, il sera plus facile de localiser les pays dans lesquels ce domaine est peu ou

pas représenté et ainsi de tenter d'améliorer cet état de fait. De plus, cela permettra de rationaliser l'aide fournie dans les différents pays et donc de réaliser des projets dans les pays qui en ont le plus besoin et ainsi d'éviter une trop grande concentration dans des régions où de nombreuses actions de coopération sont déjà en cours.

En outre, l'antenne de référence fournira des informations sur la situation de la coopération en Suisse avec, entre autres, une liste des associations œuvrant dans le domaine de la coopération existant dans ce pays ainsi que les différentes fédérations qui les regroupent. En plus d'être très utile pour les acteurs de la coopération, la fourniture de ces informations permettra à l'antenne de référence de devenir membre de la Fédération genevoise de coopération (FGC) et donc d'obtenir un soutien financier de sa part (c.f. chapitre 6. « Sources de financement potentielles »).

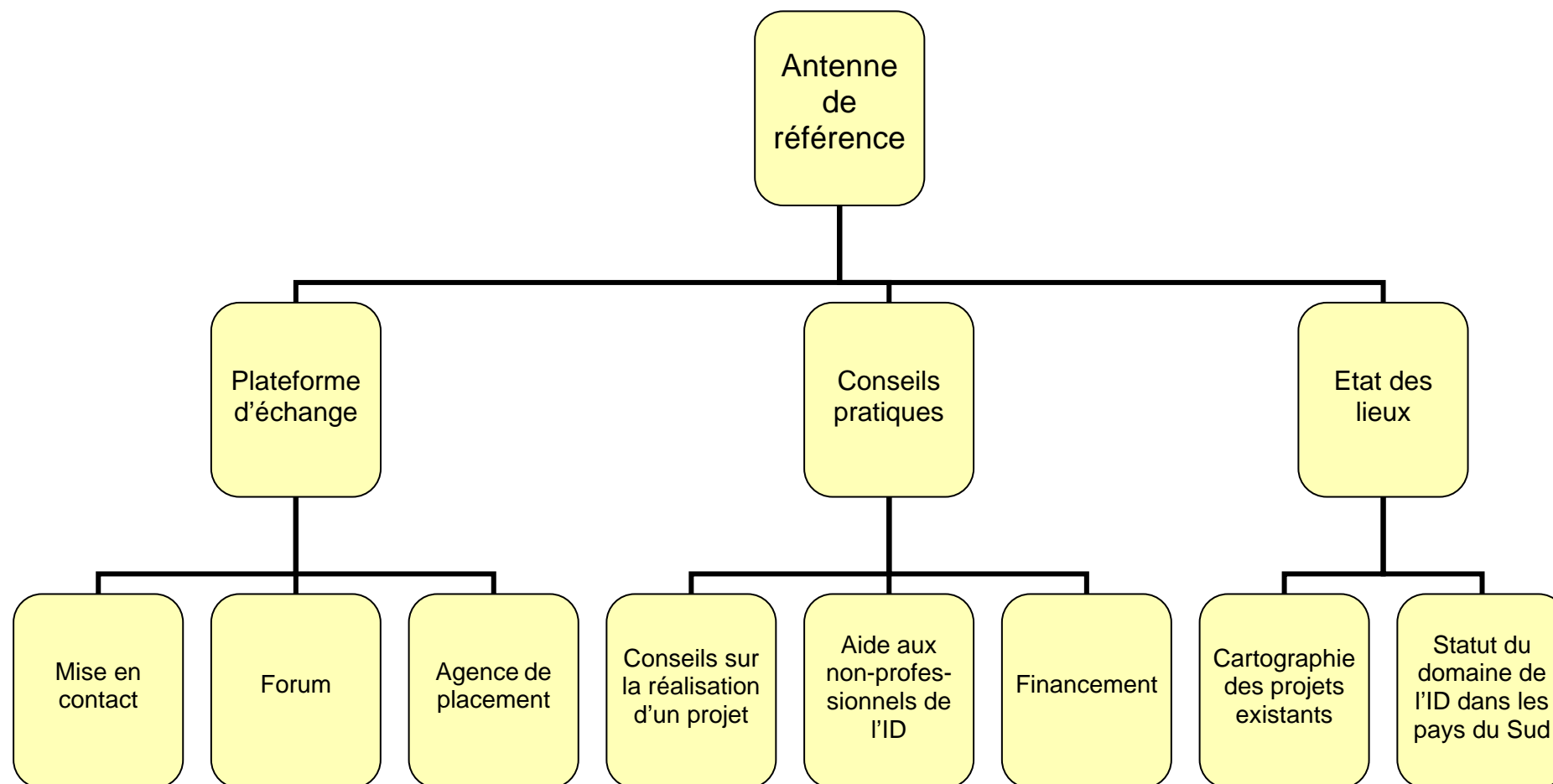
3.4 Valorisation de la coopération en ID

L'antenne de référence de la HEG aura également un rôle à jouer dans la promotion de la coopération en ID. En effet, nous avons constaté que les projets de coopération menés dans ce domaine étant souvent de faible envergure et organisés à l'initiative de personnes individuelles ou de petites associations, ceux-ci restaient méconnus et peinaient à trouver une place dans le domaine de la coopération en Suisse. Nous avons effectivement remarqué que ces derniers n'étaient que rarement soutenus par les autorités suisses et ne disposaient d'aucun moyen de se faire connaître si ce n'est le bouche-à-oreille ou de petites actions ponctuelles. Face à cette méconnaissance de la part des autorités pour les initiatives en ID, il existe un réel besoin de valorisation de celles-ci.

L'antenne de référence contribuera à cette valorisation en offrant une vitrine des activités de coopération en ID tant auprès des autorités suisses que de l'opinion internationale. En effet, le site fournira des services aux utilisateurs mais permettra également d'avoir un aperçu de ce qui est réalisé, ainsi que d'émettre des recommandations en vue d'améliorer l'accès à l'information dans les pays du Sud.

3.5 Aperçu des services de l'antenne de référence

Le diagramme ci-dessous permet de visualiser les différents services que l'antenne de référence à la HEG fournira.



4. Mode de fonctionnement

4.1 Accessibilité

L'antenne de référence sera installée à la HEG, dans les locaux de l'Infothèque. Il s'agira là uniquement d'un appui logistique. En effet, l'antenne de référence ne sera pas gérée par l'Infothèque, mais se trouvera simplement dans le même espace.

Ce choix présente divers avantages : cela donnera une dimension physique ainsi qu'une visibilité à l'antenne de référence. De plus, cela permettra au public contactant l'antenne en dehors de ses heures d'ouverture d'avoir quelqu'un à qui s'adresser plutôt que d'entendre un message de répondeur. Le personnel de l'Infothèque informera ces personnes au sujet des heures d'ouvertures de l'antenne. En outre, cette dernière pourra profiter de certaines procédures déjà en place à l'Infothèque telles que les commandes de livres, la production de documents, etc. Cette solution permettra également d'intégrer la personne travaillant pour l'antenne à une équipe, même si elle n'effectue pas le même travail. Ainsi, l'employé de l'antenne pourra demander certains conseils à d'autres professionnels. De surcroît, tout le poids de l'antenne ne reposera pas sur ses épaules et en cas de maladie un collaborateur de l'Infothèque pourra répondre au téléphone.

Les services fournis par l'antenne de référence seront disponibles soit par contact direct avec la personne responsable de l'antenne à la HEG, soit par le biais de son site Internet. Grâce à cette dernière possibilité, ils seront accessibles en tout temps et de partout. De plus, cet accès à distance permettra d'autonomiser le public qui n'aura pas besoin de contacter l'antenne de référence pour chaque demande, il trouvera en effet de nombreuses informations sur le site Internet en question. Cependant, les gens pourront tout de même se rendre à l'antenne ou la contacter par mail ou téléphone s'il ne se sent pas très à l'aise avec la recherche sur Internet et/ou préfère le contact humain.

4.1.1 Site Internet

Le cœur de la plateforme d'échange de l'antenne de référence sera son site Internet. C'est pourquoi il est capital que celui-ci soit bien conçu, ergonomique et dynamique. Il comportera divers services et informations tels que :

- informations sur l'antenne, son rôle et les services proposés ;
- informations permettant aux utilisateurs de déterminer s'ils font partie du public-cible et si l'antenne peut leur être utile ;
- informations sur la coopération dans le domaine de l'ID ;
- plateforme d'échange notamment constituée d'un forum et d'une FAQ ;
- conseils pratiques : guides et procédures pour réaliser différentes sortes de projets, informations concernant la recherche de financement, charte définissant le type de livre qu'il est utile ou non d'envoyer aux pays du Sud, etc. ;
- état des lieux : cartographies des projets réalisés et en cours et situation de l'ID dans les pays du Sud.

4.2 Personnel

La personne en charge de l'antenne devra posséder plusieurs compétences. Elle devra être une professionnelle de l'ID (niveau HES ou équivalent), avoir une expérience dans la coopération ou au moins s'y intéresser fortement et être polyglotte (français, anglais, allemand et italien). Elle devra également posséder des compétences humaines nécessaires pour le service au public.

Pour la mise en place de l'antenne de référence, deux postes seront nécessaires. Le premier, à plein temps durant six mois, sera confié à un documentaliste pour rechercher, sélectionner et organiser les ressources. Le second, également à plein temps sera attribué à un informaticien durant un mois afin de mettre en place du site Internet de l'antenne de référence.

Par la suite, lors du fonctionnement normal de l'antenne, le temps de travail du documentaliste sera d'environ 40%. Ce pourcentage est relativement peu élevé car il faut prendre en compte le fait qu'au départ, les demandes seront peut-être peu nombreuses. L'employé aura donc le temps de se consacrer aux recherches, de participer à des réunions, etc. De plus, ce pourcentage pourra évoluer en fonction de la demande.

4.3 Horaires

L'antenne sera ouverte au public un jour et demi par semaine. Le reste du temps, les employés de l'Infothèque se chargeront d'informer le public au sujet des horaires

d'ouverture. Ces derniers ne seront pas très étendus car nous estimons que le nombre de personnes qui se déplacera jusqu'à l'antenne sera limité. De plus, l'antenne restera accessible par mail en dehors des heures d'ouverture et de nombreuses informations seront disponibles sur son site Internet.

5. Partenariats

Afin de renforcer le rôle et l'utilité de l'antenne de référence de la HEG, il est capital que celle-ci crée des partenariats et des liens avec différentes personnes et institutions. Nous avons identifié quelques partenaires potentiels avec qui l'antenne devra collaborer.

5.1 Personnes ressources

Etant donné que le but principal de l'antenne de référence est la mise en relation de personnes, il est primordial que celle-ci ait un réseau conséquent de personnes ressources possédant, chacune dans son domaine, les connaissances et l'expérience nécessaires pour guider, aider et soutenir des personnes désirant réaliser des projets de coopération en ID. Durant l'analyse des besoins, nous avons identifié un certain nombre de personnes habilitées à jouer ce rôle et qui ont d'ores et déjà accepté de collaborer avec l'antenne de référence.

De plus cette dernière pourra profiter de son emplacement à la HEG et bénéficier ainsi de l'expertise des professionnels très qualifiés qui enseignent dans la filière ID pour mieux répondre aux questions concernant l'ID. En effet, ces derniers pourront fournir des informations et des conseils pertinents au public-cible de l'antenne. De plus, les experts de l'ID travaillant à la HEG pourront réaliser ou participer à la création de guides pratiques pour les non-professionnels du domaine souhaitant réaliser une action de coopération dans celui-ci.

Il serait également envisageable de confier aux étudiants de la filière ID la réalisation de différents documents utiles pour l'antenne ou la mise à jour de certaines informations fournies par l'antenne de référence dans ses différents services, en les mandant lors de travaux de groupe.

Par ailleurs, les professeurs et étudiants des autres filières de formation de la HEG (Informatique de gestion et Economie d'entreprise) pourront participer à la fourniture de conseils et informations au public-cible de l'antenne de référence. Par exemple, une organisation/association désirant mettre en place un centre informatique proposant une formation à l'utilisation des ordinateurs et à la recherche d'information sur Internet pourra s'adresser aux professeurs ou mandater les étudiants de la filière Informatique de gestion afin d'obtenir des conseils techniques.

5.2 Institutions reconnues

Afin de bénéficier d'un bon rayonnement national et international, il est important d'être soutenu par des institutions reconnues mondialement dans le domaine de la coopération internationale et dans celui de l'ID. Il serait en effet essentiel que l'*International Federation of Library Associations and Institutions* (IFLA), en tant qu'institution de renommée dans le domaine de l'ID et son programme *Action for Development through Libraries Program* (ALP), spécialisé dans la coopération internationale, reconnaissent l'utilité et la nécessité de l'antenne de référence à la HEG et acceptent de s'y associer. L'antenne de référence, quant à elle, pourra aider ces institutions, par exemple en créant des procédures pour la réalisation de projets en ID.

De plus, la Direction du développement et de la coopération (DDC) étant l'organisme le plus important et le plus influent dans le domaine de la coopération au développement en Suisse, il est important que l'antenne de référence collabore avec cette institution. Une collaboration en termes d'échange d'information permettrait à l'antenne de référence d'élargir ses offres de services, une reconnaissance lui assurerait un meilleur soutien de la part des autorités et des ONG suisses et une collaboration financière lui permettrait d'assurer son bon fonctionnement.

5.3 Organismes similaires

Au niveau national, il est également important que l'antenne de référence crée ou participe à un réseau dans le domaine de la coopération. Ainsi, elle sera mieux reconnue et pourra répondre à un nombre plus important de demandes. En effet, des organismes tels que le cinfo¹ ou E-changer, traitant de coopération internationale en général, redirigeront vers l'antenne de référence les demandes spécifiques au domaine de l'ID, tandis que l'antenne transmettra les demandes plus générales à ceux-ci.

Une collaboration avec Funredes² serait également envisageable. En effet, cette ONG connaît bien le domaine de l'ID en Amérique latine et dans les Caraïbes et pourrait nous aider à cerner les populations de ces régions. De plus, elle pourrait aider

¹ Centre d'information, de conseil et de formation sur les professions de la coopération internationale Cinfo informe et conseille les personnes qui souhaitent connaître les possibilités de travail dans la coopération internationale et contribuer à une amélioration des relations avec les pays du Sud et de l'Est.

² Funredes est une ONG fournissant des services similaires à ceux de l'antenne de référence et qui a pour mission de promouvoir et de faciliter l'utilisation des TIC dans les pays en développement, particulièrement en Amérique latine et dans les Caraïbes, en collaboration avec les organismes internationaux, les ONG, les Etats, les administrations et institutions concernées, afin de contribuer à leur développement et à l'intégration régionale.

l'antenne de référence à recenser les projets de coopération en ID ayant lieu en Amérique latine et aux Caraïbes. L'antenne de référence pourrait, quant à elle, fournir à Funredes des conseils émanant des professionnels, experts en ID, enseignant à la HEG.

5.4 Associations professionnelles

L'antenne de référence devra également collaborer avec les associations professionnelles dans le domaine de l'ID. Ainsi, les professionnels en ID souhaitant réaliser un projet de coopération dans ce domaine connaîtront l'existence de cette antenne et se tourneront vers elle en cas de besoin. De plus, l'antenne de référence bénéficiera des réseaux déjà existants grâce à ces associations.

6. Sources de financement potentielles

Afin de mettre en place l'antenne de référence à la HEG, il sera nécessaire de faire appel à plusieurs sources de financement. En effet, au vu des conditions contraignantes à remplir pour être financé, il faudra jongler entre les bailleurs de fonds et leurs exigences. Il serait donc judicieux de procéder en deux étapes.

Premièrement, il faudra trouver un financement pour la mise en place du projet. Pour cela, l'antenne de référence se tournera vers la FGC qui subventionne des actions de coopération grâce à un fonds de la DDC et offre un financement spécifique pour des projets d'information. Dans ce but, il sera nécessaire de remplir certains critères comme, par exemple, devenir membre de cette Fédération. De plus, la FGC exige que les projets soient en partie autofinancés par l'organisation qui les propose. Dans le cas de l'antenne, cela signifie que la HES-SO devra financer une part du projet. Une fois ces exigences satisfaites, il faudra s'adresser à la Commission d'information de la FGC, qui prendra la décision de financer, ou non, l'antenne de référence.

Dans le cas où le financement par la FGC serait refusé ou insuffisant, l'antenne de référence pourra s'adresser à des institutions telles que des banques, des entreprises, des fondations, etc. Il faudra alors s'attendre à un financement ponctuel et à ce que les bailleurs de fonds exigent des résultats sur le court terme.

Il est, de plus, indispensable de penser dès maintenant au financement à long terme de l'antenne de référence. En effet, une fois l'antenne de référence en place, il faudra financer son fonctionnement. Dans ce but, il sera possible de s'adresser aux instances publiques, principalement aux cantons romands. De plus, il serait souhaitable que la HES-SO participe également au financement à long terme de ce projet.

7. Conclusion

L'antenne de référence de la HEG est nécessaire pour permettre aux actions de coopération en ID d'être mieux coordonnées et donc plus efficaces. De plus, celle-ci donnera un rayonnement international à la HEG et à la HES-SO. En effet, les partenaires de l'antenne de référence connaîtront ces institutions, ce qu'elles réalisent et ce qu'elles soutiennent. En recevant des conseils et des informations réalisés par les professeurs et les étudiants de la HEG pour le compte de l'antenne de référence, son public découvrira également que la HEG et la HES-SO emploient dans leurs filières de formation des professionnels de pointe.

L'antenne de référence de la HEG permettra, de surcroît, de valoriser le diplôme de spécialiste HES en ID. En effet, les étudiants auront pu bénéficier, durant leur formation, d'une sensibilisation à la cause de la coopération internationale grâce à la présence d'un organe œuvrant dans ce domaine dans leur école.

De plus, l'antenne de référence permettra aux professionnels de l'ID de connaître la coopération internationale et les possibilités de travail dans ce domaine. Des vocations de coopérants pourraient en effet naître au sein des étudiants de la HEG et les amener à agir dans ce sens.

Une autre conséquence positive de l'existence de l'antenne de référence est la valorisation du domaine de l'ID. En effet, celle-ci permettra de faire parler de ce domaine dans le contexte de la coopération internationale. Ainsi, les gens, en Suisse et ailleurs, seront sensibilisés sur le rôle que peuvent jouer les institutions actives en ID.

C'est pour toutes ces raisons que nous demandons à la HES-SO de soutenir la création de l'antenne de référence à la HEG en acceptant et en finançant ce projet.

L'information documentaire et la coopération au développement :

**pour une meilleure intégration de l'information documentaire
au sein de projets de coopération soutenus par la DDC**

par :

Sabine EBINER

Evelyne GONZALEZ

Stéphanie PERROUD

Céline ZUBER

**Genève, le 16 novembre 2007
Haute École de Gestion de Genève (HEG-GE)
Filière information documentaire**

Table des matières

Liste des abréviations	206
1 Introduction.....	207
2 L'ID et les TIC	209
2.1 Critères minimaux pour réaliser un projet efficace en ID	210
3 L'ID dans les projets de coopération	211
3.1 Fournir l'information au plus grand nombre	211
3.2 Faciliter l'accessibilité à l'IST	211
3.3 Lutter contre l'analphabétisme et favoriser l'éducation.....	212
3.4 Préserver et promouvoir les ressources et la culture locales	212
3.5 Augmenter l'autonomie des peuples	212
3.6 Améliorer la justice et favoriser une bonne gouvernance	212
3.7 Renforcer l'égalité des genres	213
3.8 Améliorer la santé	213
3.9 Participer à la réalisation des OMD	213
4 La DDC et l'ID	214
4.1 Projets soutenus par la DDC en 2007 pouvant intégrer des composantes en ID	214
4.1.1 Faire valoir ses droits pour réduire la pauvreté.....	214
4.1.2 Forums communaux de Stara Planina, Bulgarie : apprentissage de la démocratie	215
4.1.3 Formation scolaire de base et formation professionnelle CMES au Bangladesh	215
4.1.4 Coup de pouce pour la formation des femmes au Bénin.....	215
4.1.5 Protection des enfants en situation précaire en Guinée	216
4.2 Projets de coopération en ID et critères de sélection de la DDC.....	216
5 L'antenne de référence à la HEG dans le domaine de la coopération en ID	217
6 Conclusion	219

Liste des abréviations

DDC	Direction du développement et de la coopération
HEG	Haute école de gestion
ID	Information documentaire
IST	Information scientifique et technique
OMD.....	Objectifs du millénaire pour le développement
ONG.....	Organisation non gouvernementale
ONU	Organisation des Nations unies
SID	Service d'information documentaire
TIC	Technologies de l'information et de la communication

1 Introduction

Au terme de trois ans d'études à la Haute école de gestion (HEG) en filière information documentaire (ID), nous menons un travail de diplôme dont le sujet a trait à la coopération au développement. Celui-ci consiste à valoriser et à renforcer les actions de coopération internationale dans le domaine de l'ID ainsi qu'à étudier la possibilité de créer une antenne de référence dans le domaine de la coopération au développement en ID au sein de notre école.

Durant nos recherches et nos diverses lectures, nous avons relevé que la Direction du développement et de la coopération (DDC) soutenait des projets dans le domaine des technologies de l'information et de la communication (TIC) et qu'elle menait des actions de coopération plus vastes dans lesquelles des composantes en ID étaient intégrées. Cette constatation est positive car cela démontre qu'il y a eu une prise de conscience de la part des autorités suisses face à l'importance et à la nécessité des projets visant à amener l'information aux populations du Sud. Cependant, en regard du grand nombre de projets soutenus par la DDC, ceux en ID représentent une faible proportion et pourraient être plus nombreux.

Sur la base de ce constat et au vu du risque de réduction de budget dédié à la coopération suite aux dernières élections fédérale, il nous a semblé nécessaire de renforcer l'opinion de la DDC au sujet de l'utilité et de la nécessité de la gestion de l'information dans le monde actuel et donc des projets de coopération en ID. C'est pourquoi nous lui adressons ce dossier présentant les avantages et soulignant le bien-fondé d'une meilleure intégration des composantes en ID dans des projets de coopération au développement.

Afin de réaliser un dossier documenté et complet, nous avons collecté de nombreuses informations nous permettant de comprendre les divers aspects composant l'environnement de la coopération au développement. Pour ce faire, nous avons lu de nombreux ouvrages et articles sur le sujet, interrogé une quinzaine d'acteurs suisses de la coopération internationale menant des projets en ID et effectué de multiples recherches sur Internet.

Ce document expose les conclusions de notre travail. Il présente tout d'abord le domaine de l'ID et évalue la place que les projets liés à ce domaine ont et pourraient avoir parmi les projets soutenus par DDC. Ensuite, quelques avantages qui découlent de l'intégration de composantes en ID dans des projets de coopération sont exposés.

Enfin, ce document comporte une brève description de l'antenne de référence que nous proposons de créer, explique son utilité pour les acteurs de la coopération en ID et expose quelques possibilités de collaboration entre cette dernière et la DDC.

Par ce dossier, nous souhaitons encourager la DDC à intégrer davantage de composantes en ID au sein des projets qu'elle soutient.

2 L'ID et les TIC

L'ID est une science qui vise à collecter, analyser, sélectionner et stocker le savoir afin de diffuser la bonne information à la bonne personne au bon moment.

Dans les projets de coopération, cela consiste à donner les moyens aux pays du Sud de préserver, d'accéder et de diffuser l'information, notamment les savoirs locaux et les informations scientifiques et techniques (IST)¹. Cette information permet la formation et l'alphabetisation des populations. Elle leur permet également de se battre contre les circonstances dans lesquelles elles se trouvent et amène un développement économique important. Les populations peuvent ainsi s'autonomiser et lutter contre la pauvreté.

Dans la pratique, les projets de coopération en ID ou l'intégration de composantes en ID dans un projet se traduisent par la création de SID², la fourniture de documents ou de matériel pédagogique, la formation liée à la gestion des documents ou à la bonne utilisation des TIC.

Les TIC, quand à elles, rassemblent l'ensemble des techniques utilisées dans le traitement, la gestion et la transmission de l'information. Celles-ci comprennent l'informatique, l'Internet, les télécommunications, la radio et la télévision. Les TIC sont extrêmement utiles et facilitent l'accès à l'information dans de nombreux cas. Cependant, elles ne sont pas une condition *sine qua non* à la diffusion de l'information et doivent être considérées comme un moyen parmi d'autres d'accéder à l'information et non comme une solution en elle-même. En effet, les TIC représentent le canal permettant d'acheminer l'information qui, elle, constitue la matière première et devrait donc être l'aspect central de ce type de projet.

Le présent dossier traite essentiellement de l'intégration de composantes en ID au sein de projets de coopération et non pas de projets uniquement dans le domaine de l'ID. Nous sommes en effet conscientes que des projets uniquement consacrés à l'ID ne

¹ Le terme IST désigne l'ensemble des informations destinées aux secteurs de la recherche, de l'enseignement et de l'industrie. Actuellement, ces informations sont transmises principalement sous la forme de périodiques électroniques, de bases de données en ligne, de listes de diffusions, etc.

² Le terme SID regroupe des institutions telles que des centres de documentation, des archives et des bibliothèques qui peuvent prendre différentes formes : bibliothèques scolaires, mobiles, de rue, etc.

peuvent pas à eux seuls amener énormément d'améliorations dans le développement, mais, s'ils inscrivaient leur action dans des initiatives plus larges et des partenariats à plus grande échelle, ils pourraient singulièrement augmenter l'impact de leurs efforts. De plus, l'intégration de composantes en ID dans des projets plus généraux permet de rendre ceux-ci plus efficaces et favorise le développement à long terme.

2.1 Critères minimaux pour réaliser un projet efficace en ID

Les critères présentés ci-dessous représentent les principales exigences à respecter afin de mener à bien un projet en ID et ne représentent pas une liste exhaustive de ceux-ci. Il est important de préciser que, chaque projet étant différent, l'impact de ces critères peut varier.

Afin de réaliser efficacement un projet en ID, le point principal, d'après les personnes que nous avons interrogées, est d'effectuer une analyse des besoins en information ainsi qu'une étude de faisabilité avant la réalisation d'un projet. En effet, si la population n'arrive pas à s'approprier l'information qui lui est fournie ou que celle-ci ne correspond pas à ses besoins (langue et niveau d'information), le projet n'a aucune chance de fonctionner à long terme.

Il est également indispensable de collaborer avec des personnes de confiance et motivées, ici et là-bas. Concernant les coopérants, ceux-ci doivent posséder des connaissances de base dans le domaine de l'ID et être informés sur l'administration et le mode de vie du pays dans lequel ils se rendent. Cela leur permet de mener leur projet plus rapidement et plus efficacement.

Etant donné que le financement de projets en ID est particulièrement difficile à trouver, il est d'autant plus important d'y prêter davantage d'attention. Un projet en ID n'étant que rarement lucratif et donc autosuffisant, il est capital de penser à son financement à long terme dès sa préparation. Un financement assuré dès le début du projet permet aux coopérants de se concentrer sur la réalisation de leurs actions et de gagner un temps considérable dans l'avancement de ceux-ci.

De plus, un facteur spécifique aux projets en ID est l'impact des conditions climatiques sur les installations et le matériel nécessaire à la réalisation de ceux-ci. En effet, l'humidité présente dans de nombreux pays du Sud risque de détériorer les livres et le matériel informatique. Des mesures doivent donc être prises pour les préserver.

3 L'ID dans les projets de coopération

L'ID, à travers des SID, des formations, etc. a de nombreuses possibilités d'actions dans le domaine de la coopération. Des composantes en ID peuvent s'intégrer dans de nombreux projets, quel que soit leur thème et contribuer à une meilleure réussite de ceux-ci.

Au vu du nombre relativement limité de projets liés à l'ID soutenus par la DDC, nous voudrions rendre cette institution attentive à un aspect important : la gestion de l'information. En effet, bien que nous ne dénigrions pas l'importance de l'intégration des TIC dans les projets de coopération, il nous semble plus important d'assurer, aux populations bénéficiaires de l'aide, la pertinence des contenus ainsi qu'une bonne gestion des connaissances locales. Ces aspects ne peuvent plus être négligés actuellement car les avantages qui en découlent sont nombreux et participent activement au développement. C'est pour ces raisons que nous désirons présenter, ci-dessous, quelques avantages des projets en ID.

3.1 Fournir l'information au plus grand nombre

Les SID ne proposent plus seulement des documents traditionnels dans la/les langue(s) officielle(s) du pays, mais mettent à disposition les informations dans un langage et un format appropriés à la population locale. Les collections de ces institutions comportent, en effet, de plus en plus de documents en langue régionale et des documents sonores et visuels. Ainsi, les personnes analphabètes et celles ne parlant pas la langue officielle peuvent accéder à un grand nombre d'information.

De plus, les SID peuvent organiser des conférences visant à sensibiliser la population sur des sujets actuels tels que la santé, la culture, l'économie, etc.

3.2 Faciliter l'accessibilité à l'IST

Les projets de coopération en ID contribuent également à faciliter, pour les populations à faibles revenus, l'accès à l'IST. En effet, ces populations n'ont généralement pas les moyens de s'abonner aux réseaux, périodiques ou bases de données fournissant ce genre d'information étant donné le coût élevé de leurs abonnements. Cependant, l'IST étant essentiel à la production des savoirs et à la mise à jour des connaissances scientifiques et techniques, les populations du Sud ont beaucoup d'intérêts à accéder à ces informations.

3.3 Lutter contre l'analphabétisme et favoriser l'éducation

De nombreux projets en ID soutiennent les efforts d'éducation des pays en voie de développement en fournissant de l'information, du matériel pédagogique et un environnement de travail pour les élèves et étudiants. Cela leur permet de s'approprier les connaissances qui sont enseignées durant leur formation ainsi que d'en acquérir de nouvelles.

3.4 Préserver et promouvoir les ressources et la culture locales

Les SID jouent également un rôle dans la préservation des connaissances traditionnelles et indigènes. En effet, ceux-ci peuvent aider les communautés à bénéficier d'un meilleur contrôle sur l'utilisation de leurs connaissances. De plus, grâce à une politique de gestion bien réfléchie, les SID contribuent à promouvoir les ressources et les talents locaux en favorisant, par exemple, les auteurs régionaux.

3.5 Augmenter l'autonomie des peuples

En formant la population locale à la recherche et à la sélection d'information, les projets dans le domaine de l'ID permettent à celle-ci de trouver et d'utiliser des informations pertinentes pour s'autonomiser. En effet, les gens apprennent à tirer profits de ces dernières et à les appliquer dans de nombreux aspects de leur quotidien, quel que soit leur domaine d'activité. Ils découvrent également des manières d'améliorer eux-mêmes leurs conditions de vie.

3.6 Améliorer la justice et favoriser une bonne gouvernance

L'accès à l'information permet aux populations d'améliorer leurs connaissances en ce qui concerne leurs droits et leurs devoirs. Les gens découvrent ainsi comment ils peuvent faire valoir leurs droits et se défendre.

De plus, grâce à une meilleure connaissance des lois, des droits et des devoirs de chacun, la mise en place et le maintien d'une bonne gouvernance peut être facilitée. En outre, si le peuple dispose des informations nécessaires pour savoir à qui et pour quelles raisons le gouvernement a donné un certain montant à une certaine entreprise, il sera en mesure de déterminer s'il y a eu corruption, et de réagir le cas échéant.

3.7 Renforcer l'égalité des genres

De plus en plus de projets en ID œuvrent pour la formation et l'information des femmes grâce à la création de bibliothèques spécialisées ou à la dispense de formations à l'utilisation des TIC. L'accès à l'information et à la culture permet, en effet, de renforcer l'égalité des chances entre les hommes et les femmes en offrant à ces dernières des possibilités d'ouverture et de formation. Elles peuvent ainsi accéder à des métiers plus rémunérateurs et être informées au sujet de leurs droits et de leurs devoirs et de la manière de faire respecter ces derniers.

3.8 Améliorer la santé

En fournissant les informations nécessaires, concernant notamment l'alimentation et l'hygiène, les SID peuvent contribuer à réduire la mortalité infantile et améliorer la santé des mères. Ils peuvent, de plus, fournir des informations sur les maladies graves et sur les moyens d'éviter leur propagation et de les traiter, afin de participer aux efforts de sensibilisation des populations touchées.

3.9 Participer à la réalisation des OMD

Les projets en ID peuvent participer activement à la réalisation de tous les Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) définis par l'Organisation des Nations Unies (ONU). Les objectifs dans lesquels ceux-ci peuvent amener le plus d'améliorations sont les suivants : assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité et l'autonomie des femmes et mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

4 La DDC et l'ID

Parmi le millier de projets de coopération soutenus par la DDC, une trentaine concerne le domaine des TIC. Au sein des actions financées par la DDC, certaines sont réalisées de manière globale et intègrent différents domaines. Cette institution vise ainsi, par le biais d'un projet large et unique, à améliorer plusieurs aspects de la vie des populations concernées. Parmi ce type de projets, certains incorporent des composantes en ID. Toutefois, au vu du grand nombre de projets soutenus par la DDC, ces derniers représentent une faible proportion et pourraient être plus nombreux.

4.1 Projets soutenus par la DDC en 2007 pouvant intégrer des composantes en ID

Après avoir analysé le site Internet de la DDC, nous avons identifié quelques projets dans lesquels une composante ID pourrait particulièrement bien s'intégrer. Nous en avons retenu cinq, présentés ci-dessous. Le but n'est pas que la DDC modifie les projets en question mais plutôt de lui montrer ce qu'il est possible de faire afin de lui donner des idées pour des projets futurs.

4.1.1 Faire valoir ses droits pour réduire la pauvreté

Ce projet est mené par l'association *Legal Assistance to Rural Citizens* (LARC) au Kirghizstan. Cette association propose des consultations juridiques, délivre et vérifie des documents et représente ses clients afin de les aider à faire valoir leurs droits pour lutter contre la corruption.

Dans ce projet, il serait envisageable de créer un centre de documentation spécialisé en droits humains, proposant notamment des recueils de lois et des informations sur les procédures à suivre pour revendiquer les droits des populations concernées. Une composante TIC peut également venir compléter le projet en proposant un accès en ligne aux divers recueils de lois ainsi qu'à une assistance juridique. Ainsi, l'association LARC et la population kirghize auraient la possibilité d'accéder facilement aux informations leur permettant de se battre contre la corruption et de faire valoir leurs droits.

4.1.2 Forums communaux de Stara Planina, Bulgarie : apprentissage de la démocratie

Afin d'améliorer le processus de démocratisation, il faut renforcer le droit de participation des citoyennes et citoyens sur le plan communal. Pour cela, des forums communaux ont été mis en place en Bulgarie.

Puisque ces réunions ont lieu une fois par an, il serait intéressant de proposer aux participants un site Internet assorti d'un forum en ligne leur permettant de rester en contact durant toute l'année. Ce site web pourrait également offrir un accès à des ressources en ligne concernant la démocratie et le droit.

4.1.3 Formation scolaire de base et formation professionnelle CMES au Bangladesh

Grâce au programme d'éducation du *Centre for Mass Education in Science* (CMES), les enfants et les jeunes bengalis ont l'opportunité de suivre une formation scolaire de base ainsi qu'une formation professionnelle sommaire.

Pour que les jeunes et les enfants aient la possibilité de s'approprier les connaissances acquises durant leur formation, il est important que ceux-ci disposent de documents de références dans une bibliothèque ou un autre SID. Cela leur permettrait également de se rendre autonomes en apprenant à rechercher par eux même les informations dont ils ont besoin.

4.1.4 Coup de pouce pour la formation des femmes au Bénin

Ce programme constitue un appui à la scolarisation des filles issues de familles pauvres des communes déshéritées du Nord du Bénin dans les écoles d'enseignement secondaire et universitaire.

Un accès à l'information est indispensable à ce type de programme, puisque chaque formation nécessite de la documentation professionnelle. Une solution envisageable consisterait à créer un centre de documentation qui pourrait, en plus des informations sur les formations dispensées, proposer des documents concernant l'égalité des genres.

4.1.5 Protection des enfants en situation précaire en Guinée

Ce projet vient en aide aux jeunes défavorisés qui sont confrontés à la violence (violences sexuelles, abus, exploitation par leur employeur, etc.). Il leur fournit un service de protection et d'éducation adapté.

Il serait bénéfique pour ces jeunes d'avoir accès, par exemple grâce à une bibliothèque de rue, à des informations concernant les problèmes auxquels ils font face chaque jour. Celles-ci concerneraient l'exploitation des enfants, les abus sexuels, les droits du travailleur et les droits des enfants. Ces informations seraient disponibles sous plusieurs formats : livres et brochures mais également films ou documents sonores. En effet, il faut prendre en compte le fait que de nombreux jeunes sont analphabètes.

4.2 Projets de coopération en ID et critères de sélection de la DDC

Nous nous sommes renseignées sur les critères que doit remplir un projet pour être soutenu par la DDC et avons cherché à déterminer si les caractéristiques des projets en ID correspondaient à ces exigences. Il nous est ainsi apparu que les projets de coopération internationale en ID satisfont les critères exigés par la DDC.

En effet, ceux-ci répondent à des besoins réels des pays en voie de développement, perdurent au-delà de la période de soutien, créent de l'emploi et contribuent à l'autonomie des sociétés. De part les bénéfices qui en découlent, ces projets ont un effet durable et permettent un véritable enrichissement et un développement des peuples.

La DDC est convaincue que les TIC sont des instruments efficaces en matière de coopération. Elle doit maintenant comprendre qu'une meilleure intégration de l'ID lui permettrait d'atteindre au mieux ses objectifs concernant le développement dans les pays du Sud.

5 L'antenne de référence à la HEG dans le domaine de la coopération en ID

Dans le cadre de notre travail de diplôme, nous avons également étudié la possibilité de créer une antenne de référence à la HEG dans le domaine de la coopération au développement en l'ID. Nous souhaitons, dans ce chapitre, soulever les aspects qui concernent et pourraient intéresser davantage la DDC.

L'antenne de référence que nous projetons de créer sera unique en Suisse et fournira différents services aux ONG et aux personnes individuelles, professionnelles de l'ID ou non, souhaitant réaliser des projets de coopération en ID. Parmi les services qu'elle proposera, l'antenne orientera les intéressés vers des organismes pouvant les soutenir, les informer ou collaborer avec eux dans la préparation et la réalisation d'un projet.

Cette antenne contribuera au bon déroulement des projets dans le domaine de la coopération au développement en ID, sans en réaliser elle-même. En effet, celle-ci, en jouant un rôle de plateforme d'échange, permettra aux personnes souhaitant réaliser des projets en ID d'être en contact avec des personnes de référence dans ce domaine, d'avoir accès à des documents pratiques et à des conseils pouvant ainsi les aider à mieux gérer leur(s) projet(s) (bailleurs de fonds, contacts, informations sur la situation de l'ID dans les pays, etc.).

La DDC étant l'organisme le plus important et le plus influent dans le domaine de la coopération au développement en Suisse, il nous semble important d'étudier les possibilités de collaboration qui pourraient avoir lieu entre l'antenne de référence de la HEG et cette institution. Selon nous, plusieurs types de collaboration sont envisageables que ce soit en termes d'échange d'information, de reconnaissance et/ou d'appui financier. Une collaboration en termes d'échange d'informations permettrait à l'antenne d'élargir ses offres de services, une reconnaissance lui assurerait un meilleur soutien de la part des autorités et des ONG suisses et une collaboration financière lui permettrait d'assurer son bon fonctionnement.

La DDC, quant à elle, pourrait retirer de nombreux avantages d'une collaboration avec l'antenne de référence. Elle bénéficierait en particulier d'/de :

- informations sur la coopération en ID en Suisse, notamment une meilleure connaissance des projets réalisés ou en cours. Ainsi la sélection de projet sera facilitée pour la DDC qui pourra également

éviter de réaliser ou de soutenir deux projets similaires dans la même région. Elle pourra de plus identifier des partenaires potentiels ;

- réseau de personnes réalisant ou désirant réaliser des projets en ID ;
- information et conseils pratiques utiles pour la réalisation de projets en ID ;
- informations sur la situation de l'ID dans les pays du Sud.

L'antenne de référence pourra, en outre, servir de vitrine pour sensibiliser les autorités et la société civile suisses au potentiel d'action des professionnels de l'ID pour les projets de coopération internationale.

6 Conclusion

En conclusion, nous pensons que le domaine de l'ID a sa place dans les projets de coopération au développement. En effet, l'information est de plus en plus présente dans le monde actuel et devient un enjeu stratégique. Il est important que chacun puisse disposer de cet outil et avoir accès au savoir.

Nous constatons, de plus, que certains acteurs de la coopération au développement ne sont pas entièrement satisfaits de l'aide apportée par les pays du Nord et désirent que des changements soient apportés dans la manière de fournir l'aide afin de rendre celle-ci plus efficace. Il faudrait se diriger vers une autonomisation de ces pays. Nous pensons que cela passe par l'intégration de composantes en ID dans des projets plus généraux qui fourniraient ainsi l'accès à l'information et aux TIC. Cet accès garantirait une transmission du savoir et des compétences et donc un développement à long terme.

C'est pourquoi nous souhaitons que la DDC soit davantage convaincue de l'importance de la gestion de l'information et donc de l'intégration de composantes en ID dans les projets de coopération. Nous désirons également qu'elle soutienne plus activement les efforts réalisés par les acteurs de la coopération en ID, que ce soit en reconnaissant leur utilité ou en les aidant financièrement. Il est également important que la DDC reconnaisse l'utilité de l'antenne de référence à la HEG et/ou la finance pour lui permettre d'aider au mieux les projets dans le domaine de la coopération en ID menés depuis la Suisse.